

Numéro 573

Septembre 76



LA VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

L'agonie de la Ve République

- Le Comité central de l'OCI
des 4, 5 et 6 septembre 1976
- Problèmes actuels de la lutte
des classes
- Crise politique en Italie

AUX LECTEURS DE « LA VERITE »

Depuis plus de deux ans, nous avons maintenu le prix de « La Vérité » à 6 francs le numéro. Les lecteurs auront constaté que, compte tenu des charges, des frais d'imprimerie, c'était un prix relativement bas. Nous l'avons maintenu jusqu'à l'extrême limite du possible.

Mais ce prix ne permet plus actuellement d'équilibrer le budget de « La Vérité ». Une longue démonstration est inutile, les lecteurs de « La Vérité », en tant que lecteurs de l'organe du comité central de l'OCI et que « consommateurs », savent comment l'inflation se développe, et quelle est la hausse du coût de la vie.

Or, c'est une question de principe en même temps qu'une nécessité pratique : le budget de « La Vérité » doit être équilibré. La rédaction de « La Vérité » a donc décidé de porter le prix du numéro à 8 francs et de réviser en conséquence le prix des abonnements (voir les nouveaux tarifs ci-dessous).

Nous sommes certains que les lecteurs de « La Vérité » comprendront cette exigence.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) :
60 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.

Imprimerie ABEXPRESS - PARIS.

L'agonie de la Ve République

par Stéphane JUST

Nouvelle phase

Jacques Chirac a donné sa démission de Premier ministre. Depuis que, en 1958, la V^e République a été instituée, jamais un Premier ministre n'avait donné sa démission. La procédure est inhabituelle et en contradiction avec le sens des institutions de la V^e République. Le président de la République désigne et renvoie le Premier ministre. Ce n'est pas une question formelle : élu du suffrage universel, le Président de la République se situe au-dessus et en dehors de toute autre représentation et de tous les partis ; il incarne, il est l'Etat bourgeois agissant souverainement ; le Premier ministre n'est que son représentant. Tel est l'essence du bonapartisme. Non seulement Chirac démissionne, mais en quels termes le fait-il ?

« Je viens de remettre la démission de mon gouvernement au président de la République. Je l'avais

préalablement informé de mon intention. En effet, je ne dispose pas des moyens que j'estime aujourd'hui nécessaires pour assumer efficacement mes fonctions de Premier ministre et dans ces conditions j'ai décidé d'y mettre fin. »

Au soir de ce 25 août, à l'heure du dîner familial, les traits crispés, Giscard d'Estaing, s'adressait à son tour « au pays ».

« Il s'est passé aujourd'hui un événement important dans la vie politique de la nation qui est un changement de gouvernement. C'est un événement important, mais ce n'est pas un événement dramatique, car, dans un pays démocratique, il se produit périodiquement des changements de gouvernements. »

Les dirigeants du PCF semblent estimer que ce n'est même pas « un événement important dans la vie politique de la nation ». Georges Marchais répondait, ce même soir, aux journalistes de « Radio Monte-Carlo » :

Quest. : « La démission de M. Chirac pose les problèmes des rapports entre le Premier ministre et le Président de la République. Pour vous, quels doivent être les moyens dont peut disposer un Premier ministre ? »

G. Marchais : « On a évoqué ce problème pour essayer de justifier le départ de M. Chirac. En réalité, il n'y a pas de désaccord politique entre l'UDR, les giscardiens et les centristes. Ils ont les mêmes objectifs. »

Georges Marchais cite une déclaration faite par M. Chirac le 1^{er} août à Tokyo, après qu'il eut envoyé sa démission, et où il affirme notamment : « L'UDR fait partie de la majorité. Et je peux vous dire que quoiqu'il arrive, elle y restera. »

« C'est la confirmation que cette démission n'est qu'une manœuvre politique pour essayer de retenir les hommes et les femmes qui quittent la majorité parce qu'ils ont été abusés par les promesses faites en 1974 par le candidat Giscard d'Estaing. » (« L'Humanité » du 27-8-1976).

Du nouveau gouvernement, Charles Fiterman dira :

« C'est la ronde des ministres qui jouent à changer de chaise, comme dans le jeu bien connu. »

René Andrieu écrira :

« "Chassé-croisé"... Un nouveau gouvernement que rien d'essentiel ne distingue de l'ancien » (« L'Humanité » du 28-8-1976).

Les dirigeants du PCF en rajoutent : Giscard lui-même ne nie pas que « c'est un événement important » ; c'est un événement sans importance, affirment Marchais, Fiterman, Andrieu. A la vérité, c'est beaucoup plus qu'un « événement important », beaucoup plus qu'un « changement de gouvernement » : la phase finale de l'agonie de la V^e République est désormais commencée. La démocratie n'a rien à voir, bien au contraire, avec ce « changement de gouverne-

ment ». En effet, Giscard rappelle le caractère bonapartiste du régime politique et il le renforce :

« Un accroissement de l'autorité du Premier ministre... aux dépens des responsabilités du Président de la République ? Je l'exclus... »

« J'ai été élu Président de la République, et je puis dire que, dans la majorité, dans les circonstances de l'époque, j'étais le seul qui aurait été élu... »

« ... un transfert de responsabilités du Président de la République vers le Premier ministre serait fondamentalement contraire aux institutions de la V^e République... ».

Après avoir constaté que c'était la première fois dans la vie de la V^e République que le Premier ministre démissionnait, il enchaîne :

« A la fin de la session du Parlement, dans les premières semaines du mois de juin, j'ai observé que le mouvement des partis politiques commençait à exercer une influence excessive sur l'action gouvernementale. Vous vous souvenez qu'à l'époque ce n'était pas une question de gouvernement, celui-ci paraissait avoir quelque mal à faire prévaloir ses vues et parfois même à les défendre devant le mouvement des partis. Alors, si je considère, d'une part, que la France ne peut avoir deux politiques, la politique du Président de la République et la politique du Premier ministre, je considère comme une des missions essentielles de ma fonction que la France ne retombe pas dans le régime des partis. »

Du point de vue de la V^e République, il s'agit bien d'un événement dramatique. Il montre la puissance des forces qui la disloquent. D'ores et déjà, le processus de cette dislocation est en cours.

Giscard rappelle brutalement à l'UDR : votre candidat a été écrasé aux élections présidentielles ; fût-il arrivé en tête au premier tour, il aurait été battu au second tour ; mon élection a sauvé, au moins momentanément, la V^e République, donc l'UDR. Il évoque de Gaulle

pour rappeler que le régime politique ne peut survivre qu'autant que son caractère bonapartiste est respecté.

Certes, l'histoire et l'existence de l'UDR se confondent à celles de la V^e République, au bonapartisme, encore faut-il que le Bonaparte en place soit son chef, sinon la représente. L'UDR, cette société du 10 décembre, s'insurge contre Giscard d'Estaing. Les partis de la V^e République font renaître au sein de la « majorité » les luttes des partis, luttes contradictoires à l'existence et au fonctionnement de la V^e République. Chirac a trahi l'UDR en mai 1974. Il a contribué à faire élire, contre Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing. Ce dernier l'a nommé Premier ministre. Il a réussi à prendre le contrôle de l'UDR, a en devenir le secrétaire général, et ensuite à installer à ce poste et aux autres postes clés des hommes liés à lui. Mais il est obligé de faire valoir du même coup au sein de la « majorité », du gouvernement, de l'Etat, les intérêts particuliers des prébendiers de l'UDR, petits et plus grands. Il en arrive à contester l'autorité du Président de la République, et à mettre ainsi en cause le caractère, la nature de la V^e République. Giscard d'Estaing est contraint de réaffirmer et de renforcer le caractère bonapartiste de la V^e République, contre le parti de la V^e République, l'UDR, qui joue à une semi-opposition parlementaire. La longue agonie de la V^e République a commencé en 1968. Elle s'est aggravée en 1969 lorsque de Gaulle, battu au référendum, dut se démettre. Pompidou, un de ceux qui avaient contribué à la défaite de De Gaulle, devenait son successeur. Bien que candidat de l'UDR, élu, la crise de la V^e République l'amenaît à concentrer entre ses mains plus de pouvoirs que de Gaulle n'en avait eu besoin. Giscard d'Estaing a mis en cause au lendemain de 1968 le bonapartisme, ébranlé la V^e République, préconisé le retour à certaines formes du parlementarisme, appelé à voter "non" au référendum par lequel de Gaulle tentait d'établir les conditions politiques de la marche au corporatisme, et entraîné sa dé-

faite. Pompidou lui ouvrait à nouveau les portes du gouvernement. A la mort de Pompidou, en défaisant le parti de la V^e République par excellence, l'UDR, Giscard d'Estaing a porté un coup fatal à la V^e République. Mais depuis deux ans, l'agonie de la V^e République, le conflit latent qui l'oppose à l'UDR l'ont amené à concentrer encore plus de pouvoir entre ses mains que Pompidou n'en avait concentrés. Telle est la logique de l'agonie de la V^e République, plus elle approche de sa fin, plus s'accentue son caractère bonapartiste. Giscard d'Estaing en est venu à concentrer tous les pouvoirs, à être lui-même son chef de gouvernement, à être à lui seul la V^e République ; il lui faut briser l'UDR. N'est-ce pas un tournant décisif de la situation politique française ? Non, il ne s'agit pas d'une simple « manœuvre politique », d'un « chassé-croisé » : la phase finale de l'agonie de la V^e République a commencé.

Le gouvernement Giscard-Chirac

Mesurer la signification et les conséquences de l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac exige de se souvenir quelle opération politique tentait Giscard d'Estaing en constituant ce gouvernement. Le capital financier en soutenant et en faisant élire finalement Giscard d'Estaing marquait qu'il cherchait à en finir avec la V^e République. De Gaulle n'avait pas réussi à domestiquer le prolétariat, à intégrer à l'Etat bourgeois et à détruire les organisations ouvrières. De nouvelles grandes luttes de classes étaient à l'ordre du jour, une crise révolutionnaire se préparait. La défaite de De Gaulle au référendum d'avril 1969 exécutait le jugement contre de Gaulle que mai-juin 1968 avait prononcé. Dès lors, la V^e République était condamnée, d'autant plus que la crise du système monétaire international annonçait la venue d'une crise économique qui, conjuguée à la crise politique et

sociale, renforçait l'acuité des contradictions au sein de la bourgeoisie et entre les classes. La défaite de l'UDR, l'élection de Giscard d'Estaing procédaient des mêmes raisons qui avaient poussé Pompidou, après son élection et jusqu'en 1973, à modifier la base du système politique, à jeter un pont vers la gauche, vers le PS notamment, à s'efforcer de renforcer le rôle du parlement dans le cadre de la V^e République. Mais la nécessité de modifier la forme politique de domination de classe de la bourgeoisie est une chose ; la possibilité de la faire et par quelle nouvelle forme politique de domination de classe la remplacer, sont une autre chose. Y parvenir est aussi compliqué que de résoudre la quadrature du cercle.

Le retour au parlementarisme exigeait que l'Etat bourgeois, ses institutions, ses rouages, que depuis 1958 la V^e République a adapté ou mis en place, soient refondus et reconstruits d'autre façon, que le personnel dirigeant des organismes de l'Etat soit en grande partie épuré. Pour reconstruire un Etat adapté à un fonctionnement parlementaire, il faudrait disloquer l'Etat UDR. Ce serait ouvrir un vide politique que, étant donné les rapports entre les classes, les masses occuperaien, ouvrir cette crise révolutionnaire redoutée. De toute façon, du point de vue du capital financier, revenir au parlementarisme ne pourrait être qu'un moindre mal que les rapports politiques entre les classes lui imposeraient provisoirement, faute de pouvoir continuer à contenir autrement les masses et de les affronter directement. Le recours à de Gaulle, l'institution du bonapartisme, de la V^e République, a été nécessaire en raison de la faillite du parlementarisme. La V^e République est née de circonstances politiques déterminées, mais les tâches qui lui étaient confiées correspondent aux besoins fondamentaux de la bourgeoisie décadente, du capital financier français en un monde et une période où l'impérialisme est en crise : domestiquer le prolétariat, lui arracher ses conquêtes

sociales et politiques, discipliner les autres couches de la société à ses exigences, mettre l'Etat bourgeois entièrement à son service, pour piller les ressources de la société, entretenir un prodigieux parasitisme, sont des impératifs du capital financier. Le bonapartisme, l'Etat fort, échappant à tout contrôle parlementaire, et entièrement contrôlé par des cliques au service direct du grand capital, sont des exigences du régime capitaliste gangrené.

Les résultats des élections présidentielles ont soulevé et amplifié un tourbillon de contradictions politiques. Sur le terrain, particulièrement défavorable, des élections présidentielles, en dépit de la campagne de Mitterrand lui-même et du PCF, qui s'inscrivait dans le cadre des institutions de la V^e République et de leur respect, les masses, en votant Mitterrand, premier secrétaire du PS, affirmaient : la crise politique peut être résolue par l'unité des partis ouvriers combattant pour former ensemble un gouvernement. La crise révolutionnaire, de menaçante, pouvait, à quelques centaines de milliers de voix près, s'ouvrir. Elle risquait de surgir à la première occasion. Il fallait vite, très vite, conforter le bonapartisme moribond. Il fallait le couvrir du manteau de la « représentation nationale ». La faible « majorité présidentielle » avait besoin d'être abritée derrière une « majorité parlementaire ». Les temps étaient loin où de Gaulle faisait l'Assemblée nationale et la dissolvait lorsqu'elle n'était pas à sa botte. Il fallait que les organismes, les rouages de l'Etat ne se disloquent pas. En d'autres termes, à l'Assemblée nationale, au sein de l'appareil d'Etat, la présence du parti de la V^e République, l'UDR, sous un nouveau bonaparte, restait nécessaire.

Passer sans que s'ouvre une crise révolutionnaire de la V^e République à un autre système politique de domination de classe de la bourgeoisie (en outre, lequel ?) étant impossible, un consensus politique entre les dirigeants des partis ouvriers, la « majorité présidentielle », la

« majorité parlementaire », au sein de celles-ci, devait garantir, un temps encore, l'existence de la V^e République.

Bien que traître à ses pairs, en devenant Premier ministre, Chirac garantissait à l'UDR le maintien de la plupart de ses positions à l'intérieur de l'appareil d'Etat, la prolongation des mandats et des prébendes, au moins jusqu'à un futur pas trop proche. Des conflits entre partenaires de la majorité n'étaient pas moins inévitables, mais l'intérêt commun immédiat les contenait. Giscard d'Estaing disposait de sa couverture parlementaire. Le plus important était cependant que « l'opposition » joue « loyalement » son rôle. Ce qu'elle fit sans attendre, de même qu'elle avait conduit sa campagne électorale dans le respect de la V^e République, de sa Constitution, de ses institutions, « l'Union de la gauche » a reconnu en Giscard d'Estaing « l'élu de la Nation », dans l'Assemblée nationale à majorité UDR que le suffrage universel venait de désavouer, « la représentation nationale ». Toutes les élections partielles confirmaient l'effondrement de l'UDR, infligeaient de durs échecs à tous les partis de la « majorité ». Qu'importe, les dirigeants du PS et du PCF repoussaient à des temps lointains la victoire de « l'Union de la gauche » et du « Programme commun ». Plus actifs et « radicaux » encore que leur alter ego du PS, les dirigeants du PCF n'hésitaient pas : ils ouvraient sans cesse plus largement « l'Union de la gauche » à droite, aux gaullistes fidèles à leur origine, aux nationaux de bonne trempe, à la hiérarchie catholique ; « l'Union de la gauche » ne demandait, en fille soumise de la V^e République, qu'à se transformer en « Union du peuple de France ». Conjointement, les dirigeants du PCF déchaînaient des campagnes sans principes, donc de pure division, contre leur partenaire de « l'Union de la gauche ». Un même dénominateur unifiait les divers aspects de cette politique : fermer aux masses toute perspective politique que les résultats des élections présidentielles et ceux des

élections partielles ouvraient ; protéger et étayer le gouvernement Giscard-Chirac, la V^e République, ses institutions, son Assemblée nationale. Une des pièces maîtresses de cette politique était de permettre à l'Assemblée nationale, dont la majorité que l'UDR domine est désavouée par le suffrage universel, de durer jusqu'à son terme légal en 1978.

Giscard s'est expliqué très clairement sur le pourquoi du gouvernement Giscard-Chirac. Ayant évoqué la nécessité d'une profonde transformation de la société française, qui inclurait une participation plus directe des dirigeants syndicaux à la définition et à l'application d'une politique des revenus, les « réformes » indispensables au grand capital, il disait le 27 août 1974 :

« Cette action de transformation de la société, je voudrais que nous puissions la conduire dans le calme politique... Ce calme politique, c'est le gouvernement actuel... qui devra le conduire au cours de la période à venir, et je souhaite aussi que cette action politique puisse être soutenue par l'actuel Parlement... Je souhaite... le calme politique de la France. »

A maintes reprises, il devait faire appel à la collaboration ouverte et franche de « l'opposition ». La philosophie politique de Giscard d'Estaing, que lui dictaient les circonstances, était simple : surtout pas de vagues ; après avoir porté un coup mortel à la V^e République en se faisant élire contre le parti de la V^e République, il n'avait qu'une crainte : qu'elle s'effondre. Durer exigeait de réintroduire dans le jeu l'UDR. La nomination de Jacques Chirac comme Premier ministre participait tout à la fois de l'affirmation de la victoire de Giscard sur l'UDR et de l'exigence de s'appuyer sur elle pour éviter l'effondrement de la V^e République, de ses institutions, faire durer l'Assemblée nationale élue en mars 1973. A défaut de pouvoir réaliser « l'ouverture à gauche », il restait l'imobilisme politique.

Coopération contre-révolutionnaire

Pourtant, l'ensemble des contradictions économiques et sociales ne cessait d'opérer, rendant de plus en plus difficile la tentative de geler les rapports politiques. L'héritage du gaullisme devrait être assumé sur le plan des multiples « réformes » que de Gaulle et ensuite Pompidou avaient engagées sans pouvoir les faire aboutir : réforme de la Sécurité sociale, de la Santé, de l'Enseignement, etc. L'enseignement illustre la confusion, la décomposition, que les « réformes » partielles, inachevées, introduisant l'incohérence, ont entraînées. La bourgeoisie avait besoin d'une sélection rigoureuse, éliminant des centaines de milliers d'étudiants, renvoyant sur une voie de garage des centaines de milliers d'élèves du secondaire, réduisant l'enseignement primaire au minimum : les réformes successives Fouchet, Faure, Guichard, Fontanet n'ont pas réduit les effectifs ; par contre, elles ont introduit le chaos dans l'enseignement, l'on réduit à tous les degrés à un niveau lamentable qui ne convient pas à la bourgeoisie car elle a besoin d'un minimum de cadres, mais capables. De nouvelles « réformes » lui sont donc, impérativement et à court terme, nécessaires. Les réformes de la Sécurité sociale, de la Santé, basées sur les ordonnances de 1967 ne suffisaient pas pour détruire en partie l'Assistance publique, démanteler la Sécurité sociale et permettre au capital financier de transformer le salaire différé que représentent les prestations de la Sécurité sociale en plus-value. La détérioration de la situation économique exigerait d'autres attaques contre le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées, en vue, sinon d'accroître, en tout cas de maintenir la masse de la plus-value, le taux de profit et sa répartition en priorité, en fonction des intérêts du capital financier. La marche à la crise nécessiterait que l'Etat bourgeois pratique une

politique économique et financière qui garantisse au capital financier des débouchés suffisant à la production et à la réalisation d'une masse suffisante de plus-value, un taux de profit satisfaisant.

Mais ce sont des rapports vivants entre les classes et à l'intérieur des classes qui sont ainsi impliqués et mis en mouvement, cela en une situation politique précise : celle de la crise de domination de classe de la bourgeoisie, de la longue agonie de la V^e République, celle où la tendance au sein du prolétariat était et est nécessairement de transférer l'acquis politique des élections présidentielles sur son propre terrain, en terme de lutte de classe, en partant de ses revendications grandes et petites. Le gouvernement ne pouvait pas cependant différer d'agir sur certains plans et, au moins partiellement, les exigences objectives du capital devenaient de plus en plus impérieuses. Dès la constitution du gouvernement Giscard-Chirac, en guise de mise en train, c'était le démantèlement de l'ORTF. Ensuite, ce fut la loi dite du minimum social, qui met à la charge de la Sécurité sociale le déficit des autres régimes, prépare la « budgétisation » de la Sécurité sociale, c'est-à-dire la mainmise de l'Etat et le pillage des caisses, conjointement aux atteintes à l'Assistance publique. Enfin, une nouvelle réforme de l'enseignement était mise en chantier : la réforme Haby. Dans le même temps l'inflation, 12 % en 1975, la crise économique, le chômage se développaient. L'Assemblée nationale, à la majorité minoritaire dans le pays, votait les lois, les mesures, les budgets que le gouvernement Giscard-Chirac lui demandait, pour, comme le ferait tout gouvernement bourgeois, rejeter les conséquences de la crise de la bourgeoisie sur les masses. Pourtant, l'écran de cette Assemblée nationale était bien fragile et ne suffisait pas en soi à protéger le gouvernement. Ainsi que le rappelle l'article de César Corte qu'on lira plus loin, dès juillet 1974, en réplique à la loi disloquant l'ORTF, les

travailleurs de l'Office manifestaient face à l'Assemblée nationale, indiquant la voie que devait prendre la classe ouvrière et l'un des objectifs qu'il lui fallait atteindre, la dissolution de cette Assemblée nationale dont la majorité venait d'être désavouée par le suffrage universel. Au lendemain des élections présidentielles, là où elle était directement agressée, là où les circonstances lui permettaient de rassembler les conditions du combat, en certains secteurs et corporations, la classe ouvrière engageait des luttes dont César Corte dresse un bilan politique en ce numéro de « La Vérité ». Se situant dans le cadre de la Ve République, de ses institutions, reconnaissant la légitimité des élections présidentielles et de l'Assemblée nationale élue en mars 1973, « l'Union de la gauche » et ses diverses composantes devaient combattre le mouvement du prolétariat sur le terrain de la lutte des classes, de ses combats, partant de ses revendications. Mais, ayant un contenu politique, cet aspect de la politique de « l'Union de la gauche » est inséparable et complémentaire de celui qui consiste à permettre à l'Assemblée nationale, que domine l'UDR, d'aller jusqu'à son terme légal. Le PCF et l'appareil de la CGT principalement, suivis de la CFDT, devaient s'engager à fond contre les aspirations et les actions provenant directement des masses, exigeant et réalisant parfois l'unité, s'efforçant de contrôler leurs mouvements, mouvements qui se dirigent contre le gouvernement. L'appareil FO agissait à sa manière et sur son propre plan. A ces conditions, le gouvernement Giscard-Chirac a pu durer, se maintenir, et appliquer nombre de mesures réactionnaires.

Les appareils bureaucratiques et les masses

D'autres circonstances étaient néanmoins indispensables au maintien en pla-

ce pendant deux ans et trois mois du gouvernement Giscard-Chirac. La capacité des appareils bureaucratiques, de « l'Union de la gauche », à contenir les masses, à disloquer leurs mouvements n'est pas illimitée. Au-delà d'un certain point, le conflit entre les appareils bureaucratiques et les masses devient ouvert, les organisations ouvrières entrent en crise, les appareils bureaucratiques se fissurent. Une situation politique extrêmement dangereuse se crée. Déjà, le PCF et l'appareil de la CGT sont allés très loin, et ils prennent en charge à un tel point les contradictions de la société et de l'Etat bourgeois que ces contradictions deviennent leurs propres contradictions. Ainsi, ils ont été amenés, en juillet dernier, à prendre à leur charge la « rationalisation » de la presse. L'accord que la Fédération française des travailleurs du livre (CGT), le Comité intersyndical du livre parisien et les patrons de la presse parisienne ont signé, stipule :

« Pour permettre la modernisation des procédés de fabrication et la mise en vigueur des nouvelles annexes techniques dans les entreprises de presse parisiennes, les soussignés concluent le présent accord qui définit les conditions de réduction des effectifs et garantit l'emploi du personnel ouvrier maintenu à l'issue des réductions. »

On ne peut être plus clair : la suite de l'accord que le n° 760 du 15 juillet 1976 de « Informations ouvrières » a publié est en harmonie avec le préambule, et nous y renvoyons nos lecteurs. Aller jusqu'à ce point à l'échelle de toute la classe ouvrière est très difficile. D'autant que le mouvement interne du prolétariat, de la jeunesse, les luttes engagées au cours de ces dernières années montrent qu'ils réagissent à toute agression. Ils cherchent les voies et les moyens de l'action unitaire. Ils y parviennent, en certains cas, de façon limitée, mais qui est préparatoire à des combats de classe d'envergure, à l'action politique au niveau de l'ensemble de la classe.

Entre 1944 et 1947, le PS et le PCF ont dû participer ensemble aux gouvernements de De Gaulle et ensuite tri-partis (MRP-SFIO-PCF) pour que l'appareil de la CGT puisse imposer le « produire d'abord », « la grève est l'arme de classe des trusts ». Encore était-ce en des conditions particulières, à la fin de la guerre, au nom de la « lutte contre le fascisme », pour « la libération de la France » et « la reconstruction de son économie », alors que la puissance de l'appareil stalinien à l'échelle internationale et en France, son emprise sur les masses étaient à leur point le plus élevé. Ce ne fut pas sans de grandes difficultés. Dès 1945-1946, de nombreuses grèves éclataient, forçant le barrage stalinien. En avril 1947, la grève de chez Renault éclatait. Elle obligeait l'appareil stalinien à tourner, le PCF à sortir du gouvernement, et mettait fin à cette politique. Au-delà d'un certain point, seule la participation conjointe du PCF et du PS à un gouvernement bourgeois peut imposer à l'ensemble de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, certaines mesures dont aurait besoin le capital, mais seulement des mesures limitées et pour peu de temps. Les circonstances ne sont plus ce qu'elles étaient en 1944-1947, les rapports politiques entre les masses et les appareils ne sont plus ce qu'ils étaient alors. Une chose est certaine : une attaque globale, généralisée, du gouvernement contre la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées, servirait de catalyseur au mouvement du prolétariat, en dépit des appareils, portant le dernier coup à l'édifice branlant de la V^e République. Ce ne serait pas la première fois qu'une mesure gouvernementale catalyserait le mouvement de la classe ouvrière, témoin la grève générale du mois d'août 1953, que le gouvernement Laniel a provoquée en portant imprudemment atteinte aux régimes de maladie et de retraite des fonctionnaires et des travailleurs des services publics.

Le gouvernement Giscard-Chirac a

évité une attaque générale contre le prolétariat. Il dut faire même d'importantes concessions, par exemple en garantissant pendant un an à certaines catégories de travailleurs au chômage 90 % de leur salaire, en ne procédant pas à des licenciements massifs dans l'Aéronautique, en évitant d'agresser certaines corporations qui jouent un rôle important dans la lutte des classes en France. Tandis que l'appareil CGT, que la CFDT aidait de son mieux, disloquait les mouvements de la classe ouvrière, les menait à l'impasse et souvent à l'échec, pratiquait une politique systématique de division, l'appareil FO contribuait à la politique gouvernementale en signant de nombreux contrats salariaux.

Il convient de rappeler ce que sont ces contrats. La politique des contrats salariaux a été mise au point par Chaban-Delmas au temps où, Premier ministre de Pompidou, il donnait une nouvelle mouture du gaullisme et des projets « d'association capital-travail », sous la formule « une nouvelle société ». En clair, il s'agissait d'aboutir à une politique des revenus. La politique des contrats salariaux est marquée dès son origine, un fil la lie à la politique des revenus. Cependant, une contradiction insoluble se manifeste dans la conclusion et l'application pratique des contrats salariaux : la politique des revenus exige de tout autres rapports entre les classes que ceux qui se sont concrétisés en 1968 et à la suite de la défaite de De Gaulle. Sa pleine application exige que les syndicats soient intégrés à l'Etat. On est loin du compte. Condamnables, inacceptables par principe, les accords salariaux n'ont pu aboutir à l'application pratique de la politique des revenus : le gouvernement, de mois en mois, a dû consentir à des augmentations de salaires qui sont contradictoires à une telle politique. Tout en aidant à contenir la classe ouvrière, ces concessions agravent à terme la crise économique et politique de la bourgeoisie.

A la fin de l'année 1975, et au début de l'année 1976, cette contradiction s'est manifestée violemment. Au cours d'une Assemblée générale du CNPF, Ceyrac lançait un véritable ultimatum au gouvernement : le patronat ne peut supporter les augmentations de salaires qui, selon lui, s'étaient élevées à 14 % au cours de l'année 1975 ; il faut appliquer réellement une politique des revenus. A quoi Fourcade, alors ministre des Finances, répondait en écho, au cours d'une assemblée réunissant 400 chefs d'entreprises à la Chambre de commerce de Paris :

« Il nous faut une France solide et donc une politique des revenus pour maîtriser l'inflation. »

En conséquence, prétendant faussement que le coût de la vie n'augmenterait pas plus de 7,5 % en 1976, le gouvernement estimait que les augmentations de salaires que les contrats salariaux de 1976 devaient prévoir ne pouvaient dépasser 7,5 %. L'ultimatum du patronat au gouvernement faillit faire capoter la politique des contrats salariaux, notoirement indispensable aux appareils syndicaux pour qu'ils puissent contenir l'ensemble de la classe ouvrière. A l'initiative de FO, le 13 janvier, une grève de 24 heures d'avertissement, dont l'objectif proclamé était l'obtention de 104 jours de repos annuel pour les personnels d'exploitation des réseaux routiers et ferré, avait lieu à la RATP et était massivement suivie. FO avait en réalité lancé cette grève à laquelle la CGT avait dû se rallier, en manière de sommation au gouvernement à propos des contrats salariaux : si vous maintenez votre intransigeance, voyez, le baril de poudre peut exploser. Cette sommation n'ayant pas suffi, FO et la FEN ont renouvelé l'opération en appelant cette fois les fonctionnaires et les enseignants à faire grève 24 heures le 9 mars. Avant même que la grève n'ait lieu, le gouvernement reculait précipitamment. Trop tard, les fédérations FO et FEN

ne pouvaient plus reculer, la CGT dut également donner l'ordre de grève : le 9 mars, l'ensemble des fonctionnaires et des enseignants étaient en grève. Les contrats salariaux 1976 auront des caractéristiques contradictoires, semblables à celles des contrats salariaux des années passées, et la politique des revenus ne sera pas pratiquement appliquée. Les mouvements du 13 janvier à la RATP, et du 9 mars des fonctionnaires et des enseignants sont significatifs : quel que soit le soutien qu'ils apportent à la politique gouvernementale, les dirigeants des centrales et des fédérations syndicales ne peuvent tout faire avaler à la classe ouvrière ; d'une façon ou d'une autre, le gouvernement et le patronat doivent leur faire des concessions indispensables pour contenir le prolétariat ; un « non » brutal aux dirigeants syndicaux entraînerait le risque qu'ils soient contraints d'ouvrir les vannes au mouvement des masses. Les conséquences des mouvements des 13 janvier et 9 mars ne sont pas limitables à leur succès immédiat : comme tous les mouvements de la classe ouvrière, ils ont participé du processus de fermentation et de maturation politiques en cours ; ils y ont apporté ce qu'ils eurent de particulier : l'unité des organisations est possible et, avec elle, des luttes puissantes et efficaces dirigées contre le gouvernement.

Nécessités objectives

Déjà, au mois de janvier de cette année, les nécessités objectives qui confrontent le capitalisme français et celles qui, compte tenu du rapport entre les classes, de l'agonie de la Ve République, confrontent le gouvernement en place, entraient brutalement en contradiction : d'un côté, le besoin de faire supporter aux masses les conséquences de la crise qui étreint le système capitaliste, de l'autre le besoin de pratiquer une sorte d'immobilisme politique, d'éviter une agression généralisée contre le proléta-

riat qui le mettrait en mouvement dans son ensemble, et ferait s'effondrer l'instable équilibre social et politique que « l'Union de la gauche » et ses différentes composantes ont tant de mal à maintenir. L'explosion du gouvernement Giscard-Chirac résulte de la tension insoutenable que détermine cette contradiction, et conjointement, face à des échéances politiques qui approchent, de l'impossibilité de ne pas tenter de leur apporter de réponses.

Comme ses alliés et rivaux impérialistes, l'impérialisme français au cours de ces dernières années s'est efforcé d'éviter la rupture du marché mondial, tout en défendant ses intérêts particuliers au détriment de ses rivaux. Tâche difficile qui a amené à de nombreux compromis, accords, à leur rupture, et à l'élaboration de nouveaux compromis et accords aussi instables, aussi provisoires. Mais l'intervention et l'action des gouvernements capitalistes ont jusqu'alors évité la dislocation du marché mondial, de la division internationale du travail.

Le gouvernement américain, en injectant des milliards et des milliards de dollars, en élargissant les bases du crédit, ceux d'Allemagne fédérale et du Japon, que suit de loin le gouvernement français, ont réussi à freiner la marche à la crise et même à impulsier une certaine reprise de l'activité économique des pays capitalistes. En un an, la production industrielle aux USA s'est relevée, entre mai 1975 et avril 1976, de l'indice 103 à l'indice 115, base 100 en 1970 alors qu'en juin 1974 il était à 117 ; en Allemagne il est passé de 109 en mai 1975 à l'indice 120 en avril 1976, alors qu'en juillet 1974 il se situait à 129 ; en Angleterre, de 100 en décembre 1975 il passait à 104 en avril 1976 ; il se situait à 111 en juillet 1974 (d'après OCDE) ; au Japon, la reprise n'a commencé à se manifester qu'au début de 1976, mais elle a été très vive. Pourtant, jusqu'alors, les indices les plus élevés de juillet 1974 n'ont nulle part encore été

rattrapés. Plus grave est le fait qu'il n'y a pas eu une augmentation importante des investissements. D'ores et déjà, un essoufflement de la reprise est constaté aux USA. Ainsi :

« Le taux annuel de croissance du produit national brut est revenu à 4,4 % durant le deuxième trimestre, contre 9,2 % pendant les trois premiers mois de 1976... »

« Sur la base des trois derniers mois, le taux annuel d'inflation s'établit à 8,1 % (2,9 % pour le premier trimestre 1975). Enfin, l'industrie des Etats-Unis a tourné à 73 % de sa capacité de production durant le second trimestre, contre 72,1 % au premier, soit le taux le plus élevé depuis le dernier trimestre 1974 (75,7 %). » (d'après Agehi AFP).

En juillet 1976, le nombre de chômeurs a, à nouveau, augmenté : 7,4 millions, soit 7,8 % de la population contre 7,3 % en mai.

En outre, de profonds déséquilibres subsistent et même s'accentuent dans les échanges mondiaux, entre les grandes puissances capitalistes, l'Est de l'Europe, l'URSS, et les pays économiquement arriérés, entre ces grandes puissances. L'endettement considérable des pays d'Europe de l'Est et de l'URSS vis-à-vis des grandes puissances capitalistes s'accroît dangereusement. L'ensemble du déficit de ces pays aurait atteint en fin 1975 31 milliards de dollars, soit vingt mois de leurs exportations, dont environ le quart envers l'Allemagne fédérale. Le déficit des pays du Comecon envers les principaux pays capitalistes aurait triplé l'an dernier. L'endettement des pays économiquement arriérés est encore plus fantastique. La Chase Manhattan Bank l'estimait en 1975 à 150 milliards de dollars. Encore faut-il faire des différences, la balance des pays producteurs de pétrole est largement positive par rapport aux pays capitalistes avancés. Non moins graves sont les déséquilibres entre grandes puissances ca-

pitalistes. Les pays comme l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne ont des balances commerciales et des paiements chroniquement déficitaires depuis des années. Leur endettement se monte à des milliards de dollars. Récemment, le FMI a consenti de nouveaux prêts à la Grande-Bretagne, à l'Italie ; un prêt de 2 milliards de dollars a été consenti par l'Allemagne à l'Italie. L'Espagne vient de lancer un emprunt international de un milliard de dollars, etc. La reprise a entraîné de nouveaux déficits des balances commerciales et des comptes américains. La reprise limitée a entraîné une renaissance imposante des déficits français ; selon les estimations, le déficit du commerce extérieur atteindrait en 1976 1,6 milliard de dollars. Le maintien de l'activité économique, la poursuite des échanges internationaux exigent un développement considérable de l'inflation. Tous les Etats participent au processus inflationniste. Les USA continuent à jouer un rôle déterminant ; le Fonds monétaire international est de plus en plus directement engagé, il est devenu une des pièces maîtresses de la politique inflationniste internationale avec l'institution des DTS. Mais il importe de signaler qu'au cours de cette dernière année, la « technique » inflationniste a été hissée à un nouveau sommet. La hausse du prix de l'or a atteint un niveau record en décembre 1974 - 197,5 dollars l'once. Il semblait pourtant que ce n'était qu'un record provisoire. La poursuite de cette ascension vertigineuse était extrêmement dangereuse pour le système monétaire international déjà chancelant, surtout au moment où seul le recours à l'inflation massive dans toutes les grandes puissances capitalistes pouvait freiner la crise et animer une certaine reprise, d'abord et avant tout aux USA. Le problème a été résolu d'élegant façon. Le gouvernement américain au début janvier 1975 a commencé à vendre une faible partie de ses ressources d'or, et bientôt, on annonçait que le FMI allait lui aussi procéder à d'importantes ventes d'or.

Comme prévu pendant l'année 1975, la session de septembre du FMI prit la décision de principe de rendre aux banques centrales 1/6 de leurs dépôts en or, et de procéder à la vente d'un premier sixième des réserves d'or du FMI sur le marché. La décision pratique a été prise en janvier 1976 à la Jamaïque. L'annonce de ces décisions, s'ajoutant aux ventes d'or de l'URSS et de l'Afrique du Sud, a pesé sur les cours.

Le FMI a vendu une première fois 780 000 onces en juin, une même quantité en juillet et une autre quantité égale sera vendue en septembre. Ces opérations ont eu un effet certain : l'once d'or n'était plus vendue qu'au prix de 105 dollars fin août. La contrepartie va servir à financer une partie du déficit des pays économiquement arriérés et s'ajouter aux DTS qui sont créés à partir de rien pour consentir des prêts sans retour aux pays capitalistes dont les balances sont déficitaires. Le procédé a ceci de particulier qu'il liquide les réserves réelles du FMI pour nourrir et permettre l'inflation. Ce procédé ressemble étrangement à celui de gens qui brûleraient leurs meubles, les portes, les fenêtres, le plancher, la charpente de leur maison pour se chauffer. Jusqu'à quel point cela peut-il aller ?

Les méthodes utilisées, mises en rapport avec les résultats obtenus, indiquent la profondeur de la crise de l'ensemble du système capitaliste. A nouveau, le spectre de la crise, l'inflation, les tensions réapparaissent, après, à peine, une éclaircie. Ce sont évidemment les pays dont l'économie est la plus faible qui ressentent le plus rapidement l'aggravation de la situation de l'ensemble de l'économie capitaliste : l'Italie, l'Angleterre, l'Espagne en Europe de l'Ouest. Mais le capitalisme français est également très malade. Répétons-le, la « reprise » s'essouffle déjà, les investissements en moyens de production restent très faibles. La compétitivité de l'économie française sur les marchés européens et mondiaux est également faible. Depuis des mois, le capitalisme français

a joué la baisse du franc, une dévaluation massive du franc, afin de concurrencer ses rivaux capitalistes, c'est ce qui explique, conjointement à la crise politique, la chute du cours du franc exprimée en dollars et en marks. Ces « remèdes » ne suffisent pas, il faut beaucoup plus. Un rapport « prospectif », que l'OCDE a publié, dit comment il faut modifier la répartition des revenus des pays de l'OCDE vers ceux producteurs de pétrole, et de ceux provenant du travail vers ceux allant au capital. « Le Monde » cite le passage suivant : il faut :

« Augmenter la part des exportations pour compenser la modification des termes de l'échange (augmentation des prix du pétrole) et dans de nombreux cas de faire face aux intérêts, aux remboursements, afférant aux dettes accumulées. »

Sur le plan intérieur :

« ...Augmenter la part de l'investissement dans la production de manière à satisfaire les besoins nouveaux, à compenser les pertes causées dans les stocks par l'obsolescence économique, et à créer une capacité suffisante, notamment dans tous les secteurs où risquent d'apparaître des goulots d'étranglement, pour soutenir la reprise. »

« Le Monde » ajoute :

« C'est pour faire face à ces dépenses accrues d'investissements que doit augmenter la part relative de ce que le rapport appelle les revenus de la propriété, c'est-à-dire les revenus du capital. »

L'ensemble des organismes économiques internationaux ne cesse de mettre en évidence la discipline sociale en Allemagne, comparée à « l'anarchie » des salaires en France. Depuis l'échec de la tentative du CNPF et du gouvernement Giscard-Chirac de faire appliquer en pratique une politique véritable des reve-

nus au début de l'année, la question n'a cessé d'être soulevée par le patronat et au sein du gouvernement. Sa non-application est un facteur de crise politique à l'intérieur de la bourgeoisie qui en a rendu responsable ce gouvernement « incapable », le gouvernement Giscard-Chirac. Les données objectives de la crise du système capitaliste, la faiblesse de la position économique du capital français deviennent de plus en plus contraintantes. L'incapacité du gouvernement Giscard-Chirac à mettre en œuvre ce dont le capital financier français a besoin est devenu pour ce dernier de plus en plus intolérable. Il fallait que le gouvernement bouge. Oui, mais encore aurait-il fallu qu'il en ait les moyens. La tension de la situation économique et financière, la chute du franc, l'application ou la non-application de la politique des revenus ont été parmi les causes premières de l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac.

Les échéances politiques

Ce ne sont pas les seules. Elles ne peuvent être séparées des échéances politiques qui, de toute façon, se posent dans le cadre même de la Constitution et des institutions de la Ve République. Elles deviennent des données, des forces objectives, incompatibles avec l'immobilisme du gouvernement Giscard-Chirac.

Il en est ainsi des élections législatives et municipales. En 1974, la perspective électorale 1978 laissait à « la majorité » dont dispose le Président de la République, aux élus de cette « majorité », quatre ans de délai. Surtout ne rien faire qui puisse rapprocher l'échéance, telle était la philosophie du Président de la République et des élus de sa « majorité » parlementaire, que « l'Union de la gauche » faisait entièrement sienne. Le gouvernement Giscard-Chirac était possible et nécessaire. Il tenait grâce à ce ciment politique. Hélas, à chaque élection législative partielle, la

« majorité » subissait une défaite qui effritait ce ciment, lequel n'était que plâtre friable. Les élections cantonales ont sonné le glas électoral de la « majorité ». Elle a subi une sévère déculottée et (comme le temps passe !) ce qui, en 1974, semblait un avenir lointain, devenait en 1976, au lendemain de la défaite de la « majorité » aux cantonales, un lendemain très, très proche : mars 1977, élections municipales, mars 1978, élections législatives. La crise politique en recevait une impulsion décisive : la grande bagarre s'engageait à l'intérieur de la « majorité » parlementaire. Elle se déroulait sur différents plans : une fois encore, comment sauver la V^e République hoquetante ; en cas de sauvetage in extremis de la « majorité », quel groupe deviendrait le groupe dominant, quel groupe paierait toutefois la note d'un recul inévitable de la « majorité » ; au cas très probable d'un désastre, le « sauve qui peut » s'imposerait et « que Dieu sauve les siens ! ».

Au fur et à mesure que les échéances se sont faites plus proches et plus menaçantes, les déclarations, les manœuvres des leaders des groupes de la « majorité » se sont multipliées. Domi-nati, coadjuteur de Poniatowski, affirmait nettement que les républicains indépendants devraient — étant donné que le Président de la République était issu des RI — devenir aux prochaines élections le groupe le plus nombreux au sein de la « majorité ». Mais encore faut-il qu'il y ait une « majorité » : quelle majorité ? Le remaniement ministériel de février 1976 montrait que Giscard d'Estaing cherchait à élargir « à gauche » cette majorité, ou plutôt à la modifier en y faisant entrer, à l'issue des élections législatives de mars 1978, le Parti socialiste. Lecanuet, grand prophète de cette formule, devenait ministre d'Etat au même rang que Poniatowski et presque au même rang que le chef du gouvernement, Chirac. Mais après la défaite de la « majorité » dans son ensemble aux élections cantonales, la bagarre est devenue sévère au sein de la « majorité ». Tentant

de maintenir l'équilibre, l'unité de plus en plus compromise du gouvernement Giscard-Chirac, Giscard d'Estaing nomma Jacques Chirac « coordinateur de la majorité » en vue des élections municipales et législatives. La bagarre a continué et est devenue sauvage. C'est alors que le parti du bonapartisme, de la V^e République, l'UDR, a commencé à jouer les demi-oppositions parlementaires ; qui plus est, Chirac laissait ostensiblement les députés UDR mener leur guérilla. La loi sur les « plus-values » fut l'occasion d'une manifestation publique du conflit ouvert au sein de la majorité, et entre l'UDR et Giscard d'Estaing. Nouvelle expression du conflit, la loi exigeant que, pour pouvoir être candidat au 2^e tour des élections, les candidats aient recueilli 15 % des voix exprimées au 1^e tour. Il s'agissait de contraindre l'UDR à se soumettre à des candidatures communes de la « majorité » dès le premier tour. L'UDR réussit à faire baisser la barre à 10 %. Sur le fond des contradictions insurmontables de la bourgeoisie française, de sa crise politique, le personnel politique, les partis de la V^e République participaient à sa dislocation, à son agonie, qui prenait la forme de la bataille au sein de la majorité en vue de la préparation des élections municipales et législatives. Le « quand et comment aller aux élections législatives ? » cristallisait les contradictions, les antagonismes politiques à l'intérieur même de la V^e République, les réponses des uns et des autres correspondaient aux intérêts spécifiques que chacun d'eux représentait.

Celle de Chirac correspondait à la situation désespérée de l'UDR. Le 23 juin il s'exprimait très clairement au micro d'Antenne 2 :

« On pourrait imaginer, bien sûr, un blocage des salaires et des prix. Nous ne le ferons pas, parce que nous considérons que ce sont des techniques brutales qui ne répondent pas véritablement aux besoins et qui seraient mal supportées. Pour les mêmes raisons, nous ne mettrons pas en place une vé-

ritable politique des revenus parce que nous n'avons pas les moyens de l'appliquer, et qu'elle serait mal supportée par l'ensemble des catégories socio-professionnelles françaises. »

Voilà qui était clair : mettre en place une politique des revenus exige un préalable politique qui n'existe pas dans l'immédiat. Nous le savons aujourd'hui, Chirac proposait de tenter de résoudre le dilemme en dissolvant l'Assemblée nationale et en procédant à des élections législatives brusquées. C'était un coup de poker, une tentative de désespérados n'ayant pratiquement aucune chance de succès. Chirac prenait le risque d'aboutir rapidement à la défaite de la « majorité » parlementaire. Son échec signifiait l'effondrement de la Ve République atteignant non seulement les partis, mais encore directement le Bonaparte en place, Giscard d'Estaing, à qui revenait de dissoudre l'Assemblée nationale. Politique d'aventure menée par le « parti d'aventure » aux abois, l'UDR, mais seul espoir de le sauver, car plus le temps passe, plus l'écrasement de l'UDR est certain. Politique qui risquait d'ouvrir rapidement la crise révolutionnaire, d'autant plus que la situation économique et financière se détériore et pousse les masses à résister et à combattre.

La politique de Giscard d'Estaing était nécessairement tout autre : encore et toujours gagner du temps sur le plan politique, tenter une fois encore de modifier la « majorité » parlementaire complémentaire mais indispensable à la « majorité » présidentielle ; une seule solution, au détriment de l'UDR, appuyée sur les républicains indépendants, sur le groupe de Lecanuet, tendre la main au Parti socialiste. C'est la politique « d'ouverture à gauche », que Pompidou en son temps s'efforça de réaliser sans y parvenir. La rupture entre Giscard d'Estaing et Chirac était consommée. Le gouvernement Giscard-Chirac a explosé sous la pression de données économiques, sociales et politiques objecti-

ves. Il ne s'agit pas d'un simple changement de ministère, la crise de régime est entrée en sa phase dernière.

Le nouveau gouvernement et ses soutiens

Le nouveau gouvernement ne peut être appelé un gouvernement Giscard-Barre, tel qu'il y avait un gouvernement Giscard-Chirac. Barre n'est qu'un relais politique. Ce gouvernement est le gouvernement Giscard qui en assume toute la responsabilité et la direction politiques. La composition du gouvernement est néanmoins très importante, Giscard s'appuie sur un trio de secrétaires d'Etat — Olivier Guichard, Poniatowski, Lecanuet — dans une perspective politique précise : former un nouveau rassemblement, sinon un nouveau parti de la Ve République qui, détruisant l'UDR, serait en mesure de pratiquer cette fameuse ouverture à gauche, sinon avant, au moins après les élections législatives, cette Assemblée nationale allant jusqu'à son terme légal. C'est s'efforcer de faire du neuf avec du vieux. Au-delà des circonstances immédiates, Pompidou y a échoué, car il est impossible de rénover la Ve République. Obtenir la participation du PS à une nouvelle majorité exigerait que la Ve République fonctionne ainsi qu'une république parlementaire. Or, précisément, il s'agit de sauver la Ve République, et pour esquisser cette politique, Giscard d'Estaing a été contraint de renforcer le caractère bonapartiste du régime : de faire l'inverse de ce qu'il serait nécessaire de faire. Ce que Giscard essaie de réaliser s'apparente à ce que Pompidou s'efforça de réaliser. Pourtant, outre l'aggravation de la crise générale de la bourgeoisie, il existe une différence de taille entre l'opération que tente Giscard et celle que Pompidou tenta de réaliser. Pompidou n'a pas brisé l'UDR avant que « l'ouverture à gauche » ne prenne corps ; l'échec de l'ouverture à gauche ne le laissait pas

désarmé. Lorsque cet échec fut patent, il put se lancer dans la bataille pour sauver sa couverture parlementaire aux élections de mars 1973, et qu'au sein de la majorité l'UDR domine. Giscard d'Estaing a dû, avant s'être assuré de quelque chance de succès, d'abord briser l'UDR. Les conflits internes qui déchirent celle-ci sont une expression de l'agonie de la V^e République. Après s'être servi de Chirac pour vaincre le candidat UDR aux élections présidentielles, Giscard d'Estaing a, contre le « traître » Chirac, rallié les « barons » du gaullisme, de Debré en passant par Chaban-Delmas, jusqu'à Olivier Guichard, et il confie à ce dernier le soin de construire le nouveau rassemblement de la V^e République sur les os de l'UDR. Mais, dès lors, la lutte au couteau s'étend du Parlement à tous les organismes de l'appareil d'Etat entre les prébendiers de l'UDR et ceux plein d'appétit de la nouvelle formation en puissance. Elle va se poursuivre, inexpiable, et d'autant plus inexpiable que la crise de l'ensemble des rapports bourgeois s'accentue, et que les échéances politiques s'approchent. A un certain point, plus rien ne devient contrôlable. Le rationnel semble disparaître, l'impassé devient si étroite que l'improbable peut se produire. On ne saurait exclure que le gouvernement Chirac se trouve certains jours sans majorité parlementaire. Par contre, on sait en toute certitude que l'anarchie à l'intérieur de l'Etat, qui reste l'Etat-UDR, va croître et embellir. Il n'est pas exclu que Giscard d'Estaing soit contraint de faire ce qu'il ne veut absolument pas faire, dissoudre l'Assemblée nationale.

La question de l'Assemblée nationale repasse au premier plan, redevient, plus qu'elle ne l'a jamais été, une question qui centralise les problèmes politiques du moment. Faire durer la V^e République, tenter désespérément, mais tenter de trouver une issue, exige que cette Assemblée nationale se maintienne jusqu'à son terme. Aux yeux des masses, cette Assemblée nationale paraît de plus en plus illégitime en se plaçant du point

de vue des règles de la simple démocratie : depuis les élections présidentielles où le parti principal de la « majorité » au parlement a été écrasé, toutes les élections ont considérablement accentué le désaveu du suffrage universel. C'est une contradiction explosive. Il est tout à fait remarquable de constater que les dirigeants du PS et du PCF se taisent à propos de l'Assemblée nationale. Leur silence est une politique dont le mécanisme est au demeurant fort simple. Ainsi, Georges Marchais est d'un classicisme parfait à cet égard.

De l'interview déjà citée qu'il a accordée le 25 août à Radio-Monte-Carlo, « l'Humanité » rapporte :

Q. : « Je vous ai posé une question sur les rapports, non pas entre l'UDR et la majorité, mais entre le président et le Premier ministre. »

G. Marchais : « En septembre, Chirac et Giscard d'Estaing utilisent cet argument d'un présumé désaccord sur les responsabilités du Premier ministre et du président de la République pour jeter de la « poudre aux yeux ». »

« Bien sûr, je ne dis pas que le tempérament des hommes ne joue pas. Ils sont aussi ambitieux l'un que l'autre, mais c'est tout à fait marginal et masqué, en fait, l'essentiel, la redistribution des cartes au sein de la majorité, pour essayer d'abuser l'opinion et poursuivre la manœuvre politique. »

Marchais masque de cette façon la crise mortelle de la V^e République, son agonie. Il s'efforce d'accréditer la fable d'une manœuvre secondaire que le régime, solide, entreprendrait. Marchais enchaîne :

« Dans les faits, M. Giscard d'Estaing viole grossièrement la Constitution. » Georges Marchais donne alors lecture de l'article 20 du titre 3, qui précise que « **Le gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation** » et poursuit :

« Cela, M. Giscard d'Estaing ne l'accepte pas. Nous assistons à une

aggravation du régime présidentiel, où un homme décide de tout pour tout le monde. Si la gauche l'emporte en 1978, il faudra appliquer la Constitution. Il faudra désigner dans la gauche un Premier ministre qui appliquera la politique voulue par la majorité de la Nation, et le gouvernement appliquera le Programme commun. Le chef de l'Etat devra respecter la Constitution, ou se soumettre ou se démettre. »

Q : « Cela signifie que le président de la République deviendrait une potiche, ce qui ne fut le cas ni pour de Gaulle, ni pour Pompidou. »

Marchais : « Nous ne sommes pas partisans de revenir à la IV^e République. Nous l'avons suffisamment critiquée. Cela ne signifie pas non plus que nous sommes d'accord avec la déclaration de M. Giscard d'Estaing, mercredi soir, selon laquelle les partis politiques ne doivent pas influencer la politique du gouvernement. »

Sous l'apparence d'une critique faite sur un ton acerbe, de la politique de Giscard d'Estaing, Marchais apporte un appui total à cette politique. Tout y est. Le PCF se situe totalement dans le cadre de la V^e République, de ses institutions, de son fonctionnement. Ce passage est un hymne en faveur de la V^e République. La manœuvre politique de Giscard d'Estaing est pleinement couverte : permettre à l'Assemblée nationale d'aller jusqu'en 1978 ; pas un mot sur la nécessité de dissoudre l'Assemblée nationale qui ne représente plus qu'elle-même. Marchais et Giscard se donnent rendez-vous en 1978. Au cas (fort probable) où l'opération Giscard, que Marchais couvre, échouerait, il affirme : pas de retour à la IV^e République, au parlementarisme, la V^e République doit continuer. Pourtant, il est évident qu'il faudra l'aménager de telle sorte que Giscard d'Estaing continue à assumer son rôle en laissant à « l'Union de la gauche » les moyens de jouer le sien. (Que cela soit possible est une autre affaire, le souci de Marchais est là.)

Toute l'« Union de la gauche » protège de son mieux l'agonie de la V^e République, se soucie de la prolonger encore au-delà de 1978. Mitterrand est exactement sur la même orientation, qu'il explique en ses termes à lui.

Lutte des classes, appareils, dissolution de l'Assemblée nationale

« L'Union de la gauche » est contrainte de s'engager plus ouvertement qu'elle ne l'avait encore jamais fait dans la défense de la V^e République à l'agonie. La protection de l'Assemblée nationale concentre son action en vue de maintenir en vie la V^e République, un temps encore, et tenter désespérément de la sauver. Sans la politique de « l'Union de la gauche », la fin de la V^e République serait une question de semaines, sinon de jours. Marchais-Mitterrand, en protégeant l'Assemblée nationale qui ne représente plus qu'elle-même, veulent boucher toute perspective politique à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploitées, les plier aux institutions et au cadre de la V^e République. Ils savent parfaitement que le combat unitaire pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale ouvrirait au prolétariat français la voie qui le mènerait à porter au pouvoir un gouvernement de ses partis, c'est-à-dire qui déboucherait sur la crise révolutionnaire.

Au point présent, de la crise de la bourgeoisie, de l'agonie de la V^e République, un dénominateur commun peut et doit unifier le mouvement des masses : il faut en finir avec l'Assemblée national ; front unique des partis ouvriers : ensemble, qu'ils appellent à la mobilisation et à l'action des masses pour l'imposer. La lutte politique pour ces objectifs doit sans plus attendre être entreprise.

Les dirigeants du PS et du PCF ont réussi à contenir les masses depuis les élections présidentielles en leur fermant toute perspective politique. Cette perspective passait déjà par le front unique

des partis ouvriers pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale élue en 1973. Le mouvement objectif qui résulte de la crise de tous les rapports bourgeois, de l'agonie de la V^e République, a provoqué l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac, donc de la couverture parlementaire de la V^e République. La nécessité que se réalise le front unique ouvrier des partis ouvriers pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale élue en 1973 se pose avec d'autant plus de force. Les masses ne peuvent tolérer que cette Assemblée nationale décide de quoi que ce soit, qu'elle légifère et dispose de leur sort.

Bien entendu, la lutte de classes ne se réduit pas à cet aspect. La bourgeoisie et le gouvernement Giscard que poussent en avant la crise du capital, les impératifs économiques, sont contraints de s'attaquer aux masses, de tenter d'appliquer et d'amplifier leurs « réformes » réactionnaires dans tous les domaines. D'innombrables consultations sont en cours pour découvrir les moyens miraculeux d'en venir à l'application de la politique des revenus. La crise économique et financière peut s'aggraver brutalement et ses conséquences, chômage, hausse des prix, agresser directement les masses dans leur ensemble, de façon intolérable. L'impôt soi-disant destiné à porter assistance aux agriculteurs victimes de la sécheresse soulève l'indignation de toutes les couches qu'il doit frapper, et également la colère des petits et moyens agriculteurs, car ce sont les organismes que contrôlent les gros agrariens qui sont chargés de répartir l'aide. La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées n'acceptent pas. Les mouvements de classe analysés d'autre part, montrent quels moyens, quelles méthodes, la classe ouvrière élabore, découvre, met au point pour surmonter les obstacles que les appareils bureaucratiques dressent contre le front unique, pour bloquer et disloquer les luttes qu'elle engage. La crise politique du régime et l'aggravation de la situation économique vont avoir comme conséquence, on n'en peut douter, un effort plus déterminé encore des dirigeants des centrales syndicales ouvrières pour bloquer le développement de cette tendance qui s'est affirmée ces derniers mois,

et dont la grève des étudiants, le mouvement des instituteurs du 93 ont été les manifestations les plus significatives. Mais les appareils ne peuvent pas tout. L'aggravation de la situation économique, l'agonie de la V^e République, l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac libèrent le mouvement de forces qui sont beaucoup plus puissantes que les appareils bureaucratiques, car c'est le mouvement fondamental des forces de classes. Obligés d'accentuer sur tous les plans leur action contre-révolutionnaire, dans la phase présente, les appareils bureaucratiques sont également pris à contre-pied, et dans une situation de plus en plus difficile par rapport aux masses et aux militants. Le mouvement des masses peut les contraindre à lâcher pied ici et là, et finalement sur l'ensemble du front de classe (bien entendu en vue de rétablir une nouvelle ligne de défense de la société et de l'Etat bourgeois). En tout cas, des luttes de plus en plus nombreuses et importantes de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses sont inévitables. Il s'agit d'un mouvement qui, partant des revendications, a un contenu politique certain, et se dirige contre le capital et son gouvernement. La préparation de ces luttes, le déclenchement de ces luttes est possible, car elles sont inscrites dans le développement des relations entre les classes et au sein des classes. Elles s'incluent au processus que le prolétariat a engagé pour imposer le front unique, qui se dirige contre le gouvernement, contre l'Etat, et aboutira à une action politique d'ensemble des masses. Participer activement à ce processus, lui fournir un terme unificateur qui le centralise politiquement, sans étouffer, mais au contraire en nourrissant sa diversité, est la tâche politique de l'heure. Le terme unificateur, le dénominateur commun ne peut être qu'une campagne d'agitation politique : l'Assemblée nationale élue en 1973 n'a aucun droit de décider, elle doit disparaître ; front unique des partis ouvriers pour imposer la dissolution de l'Assemblée nationale que le suffrage universel a désavouée.

Du "Ne signez pas!" au mouvement des instituteurs de la Seine-Saint-Denis de mai - juin 1976

par César CORTE

« Une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel. Elle se forme avec la participation active de la classe ouvrière et de son parti. »

C'est en ces termes qu'en 1934, Trotsky abordait la question de l'appréciation de la situation politique. Subjectivisme ? Quand quelque 19 ans plus tôt Lénine abordait le problème, c'était dans les mêmes termes. Après avoir énoncé les trois conditions de la formation d'une situation révolutionnaire, il répond à la question : pourquoi toute situation révolutionnaire ne se transforme-t-elle pas en révolution, disant :

« Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les mouvements objectifs énumérés ci-dessus, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse

assez vigoureuses pour briser (ou entamer) l'ancien gouvernement qui ne « tombera jamais », même à l'époque des crises, si on ne le fait choir. »

C'est dire que la question de l'action propre de la classe ouvrière, la question des rapports internes au mouvement ouvrier est une question centrale, et c'est de ce point de vue que nous voudrions, dans cet article, tenter d'apprecier les luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse ces derniers mois.

Si le fil de la continuité du combat de la classe ouvrière contre l'exploitation peut être saisi aux diverses étapes de la lutte des classes, la pire des choses serait de penser que la conscience de classe du prolétariat, la conscience de sa mission historique se développerait en quelque sorte d'une manière mécanique, selon une fonction arithmétique qui la verrait progresser au fil des jours, du moins au plus, pour en arriver à la cons-

cience politique de la nécessité de sa dictature de classe. Non, il s'agit de la lutte des classes, dans laquelle des classes vivantes s'affrontent, marquent des points, reculent, repassent à l'assaut. Il s'agit d'un processus organique, « moléculaire », comme le dit Trotsky, par lequel la classe ouvrière, dans une lutte vivante, dont le parti révolutionnaire qui se construit par l'intervention dans cette lutte est le facteur essentiel, se hissera à la conscience de sa tâche historique, c'est-à-dire prendra le pouvoir.

Le 27 mai 1968, les travailleurs de Renault sont revenus à l'usine pour être informés des résultats des négociations engagées par les dirigeants des organisations syndicales. Ils se rassemblent dans le hall de l'Île Seguin pour écouter ce que l'état-major syndical a à leur dire. Benoit Frachon et Séguy, d'une part pour la CGT, Jeanson pour la CFDT, sont là sur la passerelle.

Jouant le jeu de la fausse démocratie, l'appareil qui a refusé de donner l'ordre de grève générale, ne veut pas aujourd'hui donner l'ordre de reprise qui pourrait provoquer une réaction nationale des travailleurs. Il s'agit pour lui de faire reprendre le travail par petits paquets à partir d'un vote positif dans un secteur clef de la classe ouvrière. Voilà pourquoi Renault a été choisi. Frachon parle, la ligne est claire : « Après ce qui a été obtenu, dit-il, d'autres entreprises vont aller plus loin... »

Il s'agit donc, sur la base des accords de Grenelle, de mettre un terme à la grève générale et poursuivre, si besoin est, la discussion entreprise par entreprise.

Séguy qui doit, lui, présenter les accords, est interrompu par les cris de « Gouvernement populaire, gouvernement populaire ! et, lorsqu'il en vient à parler de la récupération des heures de grève, c'est une vague de huées. Les travailleurs manifestent leur hostilité à un accord

qui brade la grève générale. Ils veulent aller jusqu'au bout et veulent imposer à leurs organisations cette volonté de poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

« Ne signez pas, ne signez pas ! », tel est le cri que lancent les travailleurs de Renault à l'adresse de leurs dirigeants et qui sera repris par des millions de travailleurs dans tout le pays.

Oui, le fil de la continuité de la lutte du prolétariat, l'élément commun peut et doit être dégagé, et c'est à bon droit qu'il faut mettre en relation le « Ne signez pas » des milliers de travailleurs de Renault à Billancourt à l'adresse des responsables de la classe ouvrière qui combattaient pour trahir la grève générale et maintenir en place le pouvoir de la bourgeoisie, et plus tard l'affirmation des conducteurs de la RATP, qui en 1971, forçaient les organisations syndicales à convoquer l'Assemblée générale des travailleurs et lançaient à l'adresse des dirigeants : « les syndicats à nous, les permanents à notre service ».

C'est le même mouvement, c'est celui-là même de la révolution c'est celui-là même de la révolution prolétarienne, de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes qui ressurgit comme il ressurgit dans l'organisation des comités de grève des enseignants de la Seine-Saint-Denis, comme il ressurgit dans cette réflexion d'un travailleur à l'adresse de son responsable syndical après avoir pris connaissance des augmentations de salaires chez Dassault par la lecture du tract de l'OCI qui en rendait compte : « A quoi sers-tu ? » « Pourquoi ne nous as-tu pas informés des augmentations Dassault ? »

C'est le même mouvement, mais il est nécessaire de distinguer, de dégager les caractères communs des mouvements de ces derniers mois et cela ne peut être fait que par l'analyse de la lutte des classes dans son ensemble, intégrant comme une di-

mension centrale la crise politique de la bourgeoisie transitant vers la crise révolutionnaire. L'enseignement du « ne signez pas », dans le cadre de la modification des relations entre les classes, marqué par les élections présidentielles de 1974, s'est élargi à des secteurs de plus en plus importants de la classe ouvrière.

Ce que nous voudrions tenter de dégager dans cet article, ce sont les caractères communs de ces mouvements au cours des neuf derniers mois, qui, fondamentalement, se rattachent au « **Ne signez pas** » de 1968, mais le font dans le cadre d'une situation politique nouvelle marquée par les élections présidentielles qui a « mis à l'ordre du jour la liquidation de la V^e République, la question du gouvernement », comme l'écrivait la résolution politique du 19^e Congrès de l'OCI. Il est nécessaire de revenir sur le développement de la lutte de la classe ouvrière pour tenter de dégager ce qu'il y a de nouveau dans les derniers mouvements.

Le « **Ne signez pas** » des travailleurs de Renault à l'adresse des dirigeants était le point politique le plus élevé de la grève générale de mai-juin 1968. Il était une préfiguration de ce qui, inéluctablement, se développerait plus tard : la recherche du contrôle par la classe ouvrière de ses organisations syndicales à travers la naissance d'organismes ad hoc pour mener la lutte contre le gouvernement, les patrons, leur régime. Mais, après le 27 mai, les appareils parvenaient, en raison de l'absence d'une perspective politique, à liquider en deux temps, trois mouvements la plus formidable grève de la classe ouvrière française.

A travers la grève générale de mai-juin 1968, les travailleurs ont appris que celle-ci n'était pas une panacée, que la question centrale à résoudre était celle du gouvernement. C'est cette conscience plus ou moins claire

qui va marquer tous les développements de la lutte des classes qui ont eu lieu depuis. Le frein aux grandes luttes, pendant tout un temps, a été cette compréhension par la classe ouvrière que revendiquer est indispensable, mais que revendiquer ne suffit pas, que la revendication qui est la synthèse de toutes les revendications, c'est la question gouvernementale elle-même. Comme le constatait une résolution politique de l'OCI du 1^{er} février 1974,

« les obstacles politiques à surmonter, la conscience que la grève générale ne suffit pas, qu'il faut affronter et vaincre le gouvernement, a plutôt joué un rôle de frein dans le déclenchement de luttes d'envergure ».

En dépit du fait qu'elle ait été verrouillée par les appareils, singulièrement l'appareil stalinien, la grève générale a révélé l'ampleur de la crise de domination de classe de la bourgeoisie.

Passée la stupeur dans laquelle l'avait plongée l'escamotage de la grève générale par les appareils, la classe ouvrière reprenait la lutte contre le capital à travers la grève unitaire Renault et Peugeot, la manifestation des ouvriers de Renault à Billancourt, la grève des cheminots du Sud-Ouest, la mise en échec de la journée d'action de division organisée le 12 février 1969 par la CGT, la grève unitaire du 11 mars, aboutissant, à travers, en particulier, la lutte menée par les trotskystes pour le front unique, pour le double NON à De Gaulle et au corporatisme, à l'appel à voter NON, de la part de toutes les organisations ouvrières, au référendum par lequel De Gaulle tentait d'imposer le corporatisme.

Le double non au référendum entraînait la chute de De Gaulle, entraînant elle-même la crise de la forme bonapartiste de domination de classe de la bourgeoisie qui

ne se maintenait que par la politique des appareils. Ce faisant, les appareils ne supprimaient pas pour autant et la crise du système bonapartiste, et la lutte de classes elle-même.

Si après le double non au référendum, les appareils parvenaient à instaurer la division, interdisant à la classe ouvrière, lors des élections présidentielles, de se rassembler autour d'un candidat ouvrier unique, la lutte de classes se poursuivait, la classe ouvrière engageait des batailles qui eurent une énorme importance du point de vue de sa maturité politique.

Sans vouloir faire, dans le cadre d'un tel article, le résumé de l'ensemble des luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse depuis 1968, il est un certain nombre de batailles engagées par la classe ouvrière sur lesquelles il est nécessaire de revenir, car elles ont une importance très grande du point de vue de l'éclaircissement des problèmes politiques au sein du prolétariat, tant du point de vue de la prise de conscience du but à atteindre que des moyens pour le faire.

A travers ces mouvements, par la volonté du gouvernement et des patrons de ne pas céder aux revendications, comme par la volonté forcée des dirigeants de ne pas remettre en cause le gouvernement, s'est forgée la conscience de l'objectif à atteindre d'une part, comme a commencé à se dégager, d'autre part, quoique plus confusément, la conscience des moyens. Après la grève de Renault de mai 1971, après la grève des cheminots, celle de la RATP de la même année, de la Sécurité sociale de 1973, se dégagent les leçons de l'expérience faite. Parce que la classe ouvrière doit combattre, elle va aborder les problèmes du front unique dans des conditions nouvelles, elle va de plus en plus se saisir du problème de l'unité pour l'imposer en vue du combat.

La grève Renault d'avril-mai 1971

Après trois semaines de grèves tournantes, dans lesquelles les dirigeants ne sont pas parvenus à les démoraliser, les ouvriers de l'équipe de nuit du Mans débrayent à 5 heures du matin, refusant le vote à bulletin secret que leur proposait la CGT. La CGT, le vendredi, poursuit dans sa volonté d'organiser le vote à bulletin secret et 1 500 travailleurs, présents au meeting qu'elle avait convoqué, le quittent pour protester. Le vote secret aura lieu, donnant une très forte majorité... pour la grève. L'appareil, ne pouvant plus s'opposer à la grève, s'y rallie, tout en s'efforçant d'opposer les OS aux « 1 300 professionnels et mensuels » qui « déclinent de laisser aux OS leurs propres objectifs ». Pendant 23 jours, la direction stalinienne n'aura de cesse de faire reprendre le travail, de liquider la grève, au nom de l'impossibilité d'aboutir à des changements politiques profonds, du maintien du gouvernement bourgeois. Interrogé au cours du comité national de la CGT qui siégeait les 4 et 5 mai sur « l'éventualité d'un nouveau mai-juin 1968 », Séguy constate dans *l'Humanité* du 7 mai, que

« du point de vue de la combativité et du mécontentement en effet, il ne faudrait pas grand chose pour en arriver là. Mais les conditions pour déboucher sur un changement politique dans notre pays ne sont pas réalisées. Ce qui pèse aussi sur les luttes syndicales. Si une explosion se produisait, provoquée par un refus brutal du gouvernement aux revendications, nous en tirerions le maximum, comme nous l'avons fait en 1968, pour faire avancer les revendications, et nous reprendrions l'action pour aller plus loin pour faire

mûrir les conditions d'un changement décisif ».

Il n'y a pas de perspective politique dit Séguy, comprenant qu'il suffirait de « pas grand chose » pour vaincre Dreyfus et le gouvernement. Alors que la grève s'étend, que la question qui est posée est celle de la grève de tous les travailleurs de Renault, les dirigeants se refusent à appeler à la grève contre le lock-out qui vient. Alors que, comme le dit le tract de l'OCI, le 5 mai :

« C'est le moment d'arracher satisfaction aux revendications. Débrayons, c'est le moment d'en finir, de balayer le gouvernement de la vie chère, du chômage, de la répression »,

« l'Humanité » s'efforce de limiter la grève aux seuls O.S. Alors que la grève avec occupation est effective, en gagnant du temps, l'appareil, même s'il a dû reculer devant la combativité des travailleurs, n'en est pas moins parvenu à jeter la confusion parmi eux. Certains considèrent ce lock-out comme effectif. Seule une perspective politique permettrait aux travailleurs de surmonter cette confusion et de centraliser leur lutte. C'est cette perspective qu'ouvrent l'OCI, l'AJS et l'AO dans un tract en écrivant :

« Dreyfus dit non ! Le gouvernement provoque !

« Les travailleurs de Billancourt disent : Dreyfus cela suffit. Pompidou cela suffit. Toutes les organisations syndicales doivent appeler les 30 000 travailleurs de l'usine à aller chez Dreyfus chercher au siège des Champs-Elysées leurs revendications. C'en est assez ! Manifestation de Billancourt aux Champs-Elysées. »

Contre cette perspective, les appareils se battent. Séguy déclare à Europe 1 :

« La grève a essentiellement des causes revendicatives et professionnelles. Nous voulons le maintien dans ce cadre avec le souci de préserver toutes les possibilités de négociations. »

C'est dans ces conditions que le comité de grève du département 77 se prononce pour la constitution d'un comité central de grève élu, afin d'organiser la manifestation unifiant la lutte de tous les travailleurs de Renault.

N'étant pas parvenu à liquider la grève avant la journée du 14, « journée d'action » qui a vu, du fait de la grève Renault, une manifestation de 50 000 personnes à Paris, bien que les directions n'aient pas mobilisé, il devient impératif, aux yeux de la CGT comme à ceux de la bourgeoisie de régler le problème Renault avant la « journée nationale d'action CGT-CFDT » du 27 mai. Cette journée, plus encore que celle du 14, « risquerait de prendre une importance supérieure à celle que nous attendons ». C'est pourquoi Séguy déclare :

« La question essentielle est que le gouvernement et le patronat acceptent de négocier. Car si on ne veut pas régler les questions à froid, il faudra les régler à chaud. »

Et ça risque d'être dangereux. Le « réalisme » de Séguy l'amènera à cette déclaration le 15 mai :

« Je ne vois pas d'issue en dehors d'une solution négociée. Il faudrait que la direction accorde aux ouvriers spécialisés du Mans lock-outés, le paiement des heures perdues. »

Tel est le « réalisme » de Séguy qui accepte que les heures des ouvriers, en grève au Mans depuis le 29 avril, ne soient pas payées. La réunion du 15 mai entre Dreyfus et les

syndicats aboutit à un accord. Les syndicats CGT des usines Renault déclarent qu'ils « considèrent comme positif le résultat des discussions qui viennent de se conclure avec la direction ». Alors que Dreyfus refuse le paiement des heures perdues par le lock-out et la grève, la satisfaction des revendications des OS du Mans et de toute la Régie, les revendications de tous contre la vie chère, les appareils se battent pour la reprise. Malgré cela, le 17 au matin, les OS du Mans refusent de rentrer battus, et 2.000 sur 3.728 se prononcent pour la poursuite.

Un nombre croissant de militants de la CGT du PCF sont hostiles à la politique de leur direction et l'ont manifesté par le vote. Le 19, le travail n'a toujours pas repris et Séguy, répondant aux accusations sur la prolongation « politique » de la grève qui visent à redorer le blason de l'appareil, réaffirme une fois de plus sa claire volonté d'aboutir à une « solution réaliste » dont on a vu le contenu car, bien que tout le monde sache, dit-il,

« avec quelle fermeté, en mai-juin 68 et depuis, en toutes circonstances, la CGT a réagi à toute tentative d'entrainer la classe ouvrière dans de sombres aventures. A vouloir ignorer la fièvre en cassant le thermomètre, on risque de se blesser ».

Il faut faire un geste, dit Séguy, sous peine que la vague nous passe dessus. Ce n'est que le 24 mai que l'appareil parviendra à imposer la reprise. Comme l'explique « IO » n° 521 :

« Non, ni en ce qui concerne les revendications particulières des OS du Mans, ni en ce qui concerne les revendications de tous les travailleurs de la Régie, satisfaction n'a été obtenue sur les points essentiels.

« Les directions des organisa-

tions syndicales ont mis en jeu tout leur poids, utilisé la profonde compréhension qu'ont les travailleurs du rôle de leurs organisations syndicales pour arracher la reprise... Aussi faut-il correctement apprécier le sens du vote intervenu au Mans. Les 970 travailleurs qui ont voté NON, on peut l'affirmer, exprimaient l'appréciation de la grande majorité des ouvriers : il ne s'agissait pas d'un « compromis positif » mais d'une renonciation aux justes revendications pour lesquelles ils s'étaient battus avec détermination pendant 25 jours... La question est posée avec plus de précision que jamais : combattre ce gouvernement ou accepter toutes les conséquences de sa politique. »

La grève des cheminots de juin 1971

Cette question va, de nouveau et plus clairement encore si possible, être posée par le déclenchement et le déroulement de la grève des cheminots, même si elle n'y apporte pas de solution : mais comment faire quand les armes de l'organisation vous sont arrachées par ceux qui en ont la charge ? La grève soulèvera cependant clairement le problème : c'est aux travailleurs de décider.

Face au mécontentement qui s'amplifiait chez les travailleurs, et qu'allait mettre à jour la puissante manifestation unitaire des fonctionnaires le 4 juin, les appareils, pour tenter de désamorcer l'explosion qu'ils sentaient venir, avaient appelé à des actions catégorielles diversifiées. A la SNCF très rapidement, les actions diverses vont se transformer en une grève des agents de trains et contrôleurs qui elle-même frayera la voie à la grève générale de la SNCF. Le dépôt d'Avignon se met en grève. Comme une traînée de pou-

dre, celle-ci se propage, bien qu'aucune fédération n'ait donné l'ordre de grève générale de la corporation. Cette grève engagée contre la politique des revenus, contre l'accord salarial du 11 janvier 1971 signé par tous les syndicats, montre toute sa profondeur dans le fait que les travailleurs se réunissent en Assemblée générale, se saisissent de leurs syndicats à la base pour tenter d'organiser la lutte contre la direction de la SNCF et le gouvernement. Que ce mouvement ait éclaté contre la volonté des dirigeants, en témoigne Georges Séguy lui-même qui, dès le 10 juin, déclare : « **Le mouvement est venu de la base.** »

Avec cette grève, c'est toute la politique des revenus du gouvernement qui est en cause. Et c'est précisément parce qu'ils ont conscience de la signification d'un tel mouvement que les dirigeants staliniens proclament dès le 12 juin : « Cette grève n'est pas politique », annonçant la volonté des bureaucrates de rééditer, si faire se peut, la tactique suivie voilà moins d'un mois dans la grève Renault. Mais plus précisément encore que chez Renault, c'est au nom de la politique que les directions syndicales vont ordonner la reprise du travail, justement parce que cette grève posait la question du gouvernement, et que pour les bureaucrates il n'était pas question de faire choir Pompidou.

Le 12 juin, donc, la grève est générale sur l'ensemble du réseau, sans qu'aucune fédération n'y ait appelé. Tout au contraire, celles-ci négocient dans le cadre de l'acceptation de la masse salariale et se refusent à centraliser la grève, ne parlant que de décisions à prendre par bureau, par atelier, par dépôt. Que faire ? Dès le 13 juin, l'OCI distribue une déclaration de son bureau politique qui cadre la signification de la grève et dégage les tâches à réaliser :

« Les travailleurs le savent, il faut en finir avec le gouvernement.

« Contre le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas qui centralise l'offensive du capital, il faut unir, centraliser la riposte de la base... Chez les cheminots les dirigeants des fédérations doivent donner clairement l'ordre de la grève générale. C'est là l'exigence de la base. En second lieu, c'est diviser la grève des cheminots que de dire seulement : « Les décisions seront prises par dépôt, par atelier, par bureau ». Ce sont tous les cheminots, de tous les dépôts de tous les bureaux, de toutes les gares qui sont en grève. Il faut donc que tous les cheminots de tous les dépôts de tous les bureaux, de tous les ateliers, puissent décider. Comment ?

« Il faut que dans chaque bureau et chaque dépôt soient élus des comités de grève... les choses sont simples.

« Pour arracher les revendications, les cheminots de la base doivent participer aux négociations. Comment ? Le 16 juin, les négociations reprennent. Les dirigeants des fédérations, les comités de grève locaux et régionaux doivent appeler les centaines de milliers de cheminots à manifester à Paris devant le siège de la direction de la SNCF, en province devant les directions régionales. »

Le 16 juin à Paris, la manifestation regroupait 20.000 cheminots, attestant de leur volonté de vaincre, de leur force, de la conscience qu'ils avaient de l'enjeu de la lutte, comme en attestait l'organisation des assemblées générales, dans certains cas la constitution de comités de grève.

Mais pour les bureaucrates, il n'est pas question de mettre à bas le gouvernement, et c'est la recherche effrénée d'une solution négociée. Dès le 17 juin, la direction de la CGT abandonnait la revendication de la prime de vacance dont elle avait fait son cheval de bataille. Mais la manifestation du 16 a renforcé la détermination des travailleurs. A la suite de l'échec des pourparlers, renvoyés

au 23 juin, les travailleurs ont montré leur combativité en décidant dans les dépôts, les ateliers, les bureaux, de poursuivre la grève. Répondant aux incitations du **Figaro** qui les invitait à « **infléchir** » la volonté des travailleurs, les fédérations CGT et CFDT vont donner une nouvelle preuve de leur bonne volonté en déclarant :

« Les résultats des consultations organisées dans la plupart des centres importants ont abouti à des décisions de reconduction de l'action, généralement de 24 h, en vue d'une réflexion plus approfondie. Les fédérations CGT et CFDT réaffirment leur volonté de négocier à tout moment pour aboutir à une solution conforme à la volonté de la majorité des cheminots. »

Se refusant de répondre à l'appel lancé par le syndicat FO des cheminots de Nantes qui demandait aux fédérations d'appeler à la grève, les fédérations ne peuvent cependant, à cette étape, obtenir des cheminots qu'ils votent la reprise du travail. C'est pourquoi elles s'efforcent de limiter, là où elles le peuvent, à 24 heures, la prolongation de la grève qui, disent-elles, n'a en vue qu'une « **réflexion plus approfondie** ».

Mais, le 19 mai au soir, les choses s'accélèrent. Les bureaucrates ont réfléchi au danger de leur situation, et, alors que le matin même, les fédérations expliquaient qu'un accord pouvait être aisément trouvé dans le cadre du gouvernement existant, le soir les fédérations CGT et CFDT jettent tout leur poids dans la balance, en utilisant l'argument suprême : celui du gouvernement.

Elles expliquent :

« Le niveau élevé de combativité qui se manifeste dans de nombreux centres importants, témoigne de la profondeur du mécontentement des cheminots qui est à l'origine des actions en cours... D'un examen plus approfondi de la situation et après une ultime tentative auprès

de la SNCF, il ressort que, en dépit de cette combativité qui s'exprime dans certaines consultations des cheminots en grève, la direction refuse d'aller au-delà des concessions acquises, dont l'effet n'est pas immédiat. De surcroit, le renforcement des actions au plan national, seul capable de faire céder le gouvernement, n'est, pour le moment, pas envisageable. Cette appréciation tient compte d'un contexte politique général.

« Dans ces conditions, les fédérations CGT et CFDT, conscientes de leur responsabilité, et soucieuses de continuer à animer la coordination indispensable et de préserver à tous les niveaux la cohésion qui s'est manifestée depuis le début des actions, demandent à leurs militants de faire connaître ensemble aux cheminots en grève leur analyse commune. »

C'est clair. Les bureaucrates disent : « Pour obtenir satisfaction aux revendications, il faudrait mettre à bas le gouvernement par un mouvement d'ensemble. Mais nous, en haut, nous ne le voulons pas. C'est pourquoi, puisque cette condition du contexte politique général n'est pas réalisée, il faut renoncer aux revendications dont la satisfaction est incompatible avec le maintien de l'ordre bourgeois. »

Au moment où ils appellent à la reprise, brisent la grève, les bureaucrates parlent de « **coordonner l'action** ». C'est la colère au ventre que les travailleurs rentreront. Dans maints endroits, ils s'y refusent le 21. Ainsi, à Clermont-Ferrand, par 91 % des voix, les cheminots décident de poursuivre leur mouvement.

Faute d'une perspective sur la question gouvernementale, d'un instrument qui puisse la matérialiser, puisque ceux qui dirigent affirment qu'il n'y a pas de possibilité de mettre à bas le gouvernement, malgré les multiples heurts que les travailleurs et, parmi eux, les militants du PCF ont avec leurs directions, la grève sera liquidée. Souvent en dépit et contre la po-

litique de leur parti, les militants du PCF, avec les autres travailleurs, ont déclenché la grève. En dépit du refus de la fédération CGT, comme des autres fédérations, de donner l'ordre de grève générale, ils ont, dans les assemblées générales, à plusieurs reprises, voté la reconduction de la grève. Mais maintenant que la direction leur dit : « pour vaincre il faut abattre le gouvernement », et dans le « contexte politique général » ce n'est pas possible, alors sans l'instrument qui aurait pu donner une direction aux travailleurs, sans comité central de grève, la rage au cœur, ils ont voté la reprise.

Cette grève a été un moment important dans la lutte de la classe ouvrière contre le bonapartisme. Non seulement parce qu'elle montrait clairement à la classe ouvrière que le problème à résoudre était celui du gouvernement, mais parce que, bien qu'en « négatif » à ce moment-là, elle montrait à la classe ouvrière que ce problème était celui-là même de ses rapports avec ses dirigeants, avec ses organisations.

Il faut abattre le gouvernement, telle est la première leçon qui restera dans la conscience des travailleurs, comme s'inscrira cette deuxième leçon : c'est aux travailleurs de décider, il faut que les travailleurs puissent décider afin de définir, avec leurs organisations, la voie pour réaliser cet objectif.

De la grève de la RATP d'octobre 1971 aux élections présidentielles de 1974

Quelques mois plus tard, ce même problème sera soulevé beaucoup plus nettement par les conducteurs de la RATP, qui, utilisant les structures syndicales, exigeront la convocation à la Bourse du Travail de leur Assemblée générale. Ils l'obtiendront le 12 octobre, 8 jours après le début de

leur grève. Ce fut le sommet de la grève, la démonstration faite à des millions de travailleurs, qui se mettaient à son écoute, de la volonté des conducteurs de la RATP de poursuivre massivement la grève, contre les plans de modernisation du gouvernement.

Ayant dû accepter l'assemblée générale, les dirigeants syndicaux n'en continuaient pas moins la bataille pour la reprise, au nom des « usagers », du « réalisme ». Dirigeants du SAT, de la CGT, de la CFDT, tous se faisaient conspuer par les travailleurs. « Démission, démission » lançait, unanimement, l'assemblée générale à l'adresse du responsable stalinien qui appelait à la reprise immédiate. « **Les syndicats à nous, les permanents à notre service** », c'est dans ces termes qu'un travailleur résumait la conscience à laquelle étaient parvenus tous les conducteurs. L'Assemblée générale avait montré l'aspiration des travailleurs à se réapproprier les syndicats sans qu'ils y parviennent effectivement.

L'Assemblée votait à la quasi-unanimité pour la poursuite de la grève. Mais à cette étape, les travailleurs ne virent pas la nécessité de donner une forme permanente, pour mener la grève, à cette exigence de contrôle. C'est pourquoi le lendemain, bien que la grève tienne malgré la pression des bureaucraties et de la bourgeoisie, faute d'avoir eu les moyens d'imposer le comité de grève intégrant les syndicats, seul moyen pour la coordination et la direction de la grève, les conducteurs sont désemparés, du fait du « retrait du tapis » par les dirigeants et leur contre-offensive.

Les leçons de la grève de la RATP, comme celles de Renault et celles de la SNCF, se frayeront un chemin dans la conscience des masses et des militants. En 1972, les travailleurs du bâtiment, à Nantes, imposeront le comité central de grève qui jouera un rôle primordial pour la réalisation

de l'unité. Ils arracheront satisfaction aux revendications. Cette même exigence se fera jour et se manifestera contre toutes les manœuvres gauchistes et stalinianennes dans la mobilisation des lycéens contre la loi Debré en 1973, comme dans la grève de 1973 de la Sécurité sociale.

A travers ces luttes qui ont eu une grande importance comme facteur de maturation politique de la classe ouvrière, se dégage, dès le début de 1974, une situation dans laquelle cette expérience, cette maturation, vont porter leurs fruits. Comme le dit la résolution du 19^e Congrès de l'OCI reprenant un texte de son Bureau politique en date du 1^{er} février 1974, lequel s'appuyait sur une analyse de la grève des mineurs de Lorraine :

« Les anciens problèmes demeurent, et en particulier celui du front unique des organisations syndicales et politiques, mais la classe ouvrière va les aborder dans des conditions et de façon nouvelle. Parce qu'il lui faut combattre... désormais, va s'affirmer la tendance au sein de la classe ouvrière à se saisir du problème de l'unité, pour l'imposer, en vue du combat devenant de plus en plus une nécessité immédiate. En d'autres termes, nous allons vers une situation où la classe ouvrière va s'efforcer de faire sauter le verrou de la politique des appareils. »

La grève des banques marquait un nouveau développement de ce mouvement fondamental, par lequel la classe ouvrière se battait pour forcer les obstacles politiques dressés par les appareils contre le front unique tentant d'imposer les conditions de la lutte contre le gouvernement. Elle clarifiait le contenu du mouvement dans le mot d'ordre mis en avant par les employés manifestant : « Chez Giscard », à ce moment-là ministre des Finances.

Ce double mouvement des masses, exigeant la réalisation du front unique et prenant en mains les conditions

de leur propre action, s'exprimera dans les élections présidentielles, à un niveau national centralisé directement sur le terrain politique : posant la question de la liquidation du gouvernement de la V^e République et de ses institutions.

Une nouvelle situation

Les élections présidentielles, l'écrasement politique de l'UDR modifiaient la situation. Dès lors s'annonce la transformation de la crise de la bourgeoisie en crise révolutionnaire. Tous les rapports politiques entre les classes en sont marqués. Mais les relations à l'intérieur des classes, les relations au sein de la classe ouvrière, entre les appareils et les masses, les organisations et les masses sont également en voie de modification.

Le conflit fondamental entre les aspirations du prolétariat, des masses exploitées, de la jeunesse, et les appareils bureaucratiques et leur politique, va se concrétiser. Les appareils bureaucratiques s'efforcent de boucher toute perspective au prolétariat : « l'Union de la gauche » s'inscrit dans le cadre de la V^e République, dont elle respecte la constitution et les institutions et qu'elle défend. « L'Union de la gauche », notamment, reporte à 1978 la « conquête de la majorité au parlement ». En clair, elle affirme que l'Assemblée nationale, à la majorité UDR défaillante, doit aller jusqu'à son terme légal.

De toutes leurs forces, les appareils des centrales syndicales, sur le plan qui leur est propre, contiennent les mouvements des masses qui succèdent aux élections présidentielles et s'appuient sur elles : manifestation et grève de l'ORTF s'opposant au démantèlement de l'Office ; grève des marins du « France » contre le démantèlement du « France » ; grève des postiers, etc.

La défense de la V^e République, du gouvernement Giscard-Chirac, exige que soit utilisée l'arme de la division. L'appareil stalinien s'y emploie. A partir de septembre 1974, le PCF déclenche une violente campagne contre le PS ; au niveau des centrales syndicales, des corporations, des entreprises, l'appareil de la CGT prend le relais. C'est ainsi que les masses sont contenues et ne peuvent utiliser immédiatement à leur avantage les résultats des élections présidentielles.

Mais dès qu'elle parvient à en réunir les conditions, au niveau et sur le plan où elle le peut, la classe ouvrière engage des luttes. Elle tente, au travers de ces luttes, de résoudre les problèmes de l'unité et de la direction de ses combats. Tentant de disloquer la classe ouvrière, l'appareil de la CGT, que la CFDT appuie, engage des journées d'action à répétition, des grèves de 24 heures, qui n'ont pour effet que de renforcer la volonté des travailleurs de lever les obstacles au combat contre le gouvernement bonapartiste, les patrons, leurs plans.

Après les élections présidentielles, comme conséquence, s'engage un mouvement où la classe ouvrière, étant parvenue à la conscience que c'est au gouvernement qu'il faut sattaquer, cherche à lever les obstacles des appareils traîtres, les obstacles à la réalisation de l'unité. Par le moyen des assemblées générales, de collectifs de délégués, par le contact des syndicats de base entre eux, en dehors des directions nationales, par le moyen de comités de grèves élus, les travailleurs cherchent et parviennent, dans certains cas, à organiser et contrôler leur propre lutte. D'une manière différenciée, non homogène, le processus que mettait à jour la résolution du 1^{er} février du BP de l'OCI s'est développé, qui voit la classe ouvrière, dans certains secteurs, réaliser partiellement l'unité.

Il y a encore loin de ces mouve-

ments à la réalisation du front unique des organisations et partis ouvriers, au combat direct pour le gouvernement du PS et du PCF sans ministre représentant des organisations et partis bourgeois, mais ils participent du processus politique interne à la classe qui en prépare les conditions.

L'enseignement de la grève de la RATP, « les syndicats à nous, les permanents à notre service », a été assimilé par des secteurs de plus en plus nombreux de la classe ouvrière et de la jeunesse. A travers des formes diverses, on peut, au cours de ces deux dernières années, suivre ce mouvement. C'est la grève des caristes de Billancourt puis celle du département 77 en février-mars 1975, c'est ensuite l'unité d'action à la Sécurité sociale, en avril 1975, puis, à la fin de l'année, les pistoléteurs de Renault, puis, le 13 janvier 1976, la grève de la RATP, la grève de Sollner à Fos, la grève du 9 mars des fonctionnaires, la grève générale des étudiants, la grève du bâtiment à Toulouse, les mobilisations et grèves contre la nouvelle classification dans la métallurgie, la grève des métallos de La Rochelle, la lutte des enseignants à Dunkerque, Saint-Etienne, Roanne, la grève des instituteurs de la Seine-Saint-Denis.

Il n'y a pas identité de tous ces mouvements. Ainsi, comme l'analyse Stéphane Just dans ce numéro de « La Vérité », si, fondamentalement, le même processus politique de maturation de la classe ouvrière s'est exprimé dans la grève du 13 janvier à la RATP, où la volonté unitaire des travailleurs s'est affirmée, imposant à la CGT de se joindre à la grève, ce mouvement, exprimé aussi dans la grève des fonctionnaires du 9 mars, ne peut être mis sur le même plan que les actions spontanées déclenchées dans certains secteurs de la classe ouvrière.

A travers ces mouvements qui ne sont pas tous au même niveau, qui

imposent plus ou moins la réalisation de l'unité aux appareils, se forge la conviction des masses, qu'elles doivent et peuvent décider elles-mêmes de l'issue du mouvement qui verra la crise politique de la bourgeoisie devenir crise révolutionnaire.

En faisant ce survol des principaux moments depuis deux ans, il ne s'agit pas ici de donner l'illusion que ce que nous avons vécu ces derniers mois c'est la vague de fond. Non, le mouvement n'est pas homogène, et ce qui importe c'est de voir les relations internes qui se nouent dans ces luttes, lesquelles sont bien souvent moins spectaculaires que ce que l'on avait vu il y a quelques années. Qu'il s'agisse de la puissance du mouvement spontané à la SNCF et à la RATP, les grèves 71 sont plus larges que celles de 76. Mais ce qui importe, c'est la bataille politique au sein même de la classe ouvrière, la lutte de la classe ouvrière et des militants se heurtant aux appareils, ce qui importe c'est de voir comment, en liaison avec l'intervention politique des comités unitaires de base, la classe ouvrière, sous des formes diversifiées, met en avant dans l'action, contre la politique des patrons, du gouvernement, le gouvernement lui-même, des formes d'organisation réalisant l'unité. Non que chaque mouvement, dans l'espace et dans le temps, parte du plus haut point atteint, dans une sorte de graduation montante, qui verrait les problèmes devenir à chaque fois un peu plus clairs. Non, il s'agit d'un processus organique, d'une véritable « assimilation organique » différenciée, où tel secteur se saisit d'un aspect du problème ; tel autre l'aborde différemment, apportant des éléments qui s'homogénéisent dans la crise révolutionnaire elle-même.

Bien que ce ne soit pas la grève générale, sous des formes diversifiées, ce processus a un caractère politique général : c'est le mouvement politique par rapport auquel la classe

ouvrière, dans son ensemble, se prépare. A travers lui se prépare l'affrontement politique qui mettra à bas la V^e République et ses institutions.

Réaliser l'unité à la base, c'est créer les conditions pour la réalisation du front unique des organisations au sommet, en haut. Une leçon se dégage des mouvements de ces derniers mois : oui, il est possible aux travailleurs de réaliser le front unique entraînant les organisations. En témoigne par exemple le mouvement des standardistes de la BNP. Alors qu'au niveau général, les syndicats se divisent et divisent, les standardistes de la BNP ont décidé la grève. Elles sont intervenues auprès des 5 syndicats afin qu'ils soutiennent l'action qu'elles avaient entreprise pour défendre le cahier de revendications qu'elles avaient elles-mêmes élaboré. Fortes de l'unité réalisée dans et par la grève, au bout du troisième jour de grève totale, elles ont obtenu satisfaction sur la presque totalité de leurs revendications, obtenant en particulier une révision de leur grille hiérarchique qui aboutit à un reclassement moyen toutes catégories de 32 points.

S'il est possible de réaliser le front unique, c'est que, d'ores et déjà, cette lutte fait pression sur les militants et les dirigeants, force ces derniers pour garder la direction, à se porter à la tête de l'action, afin de la dévoyer.

Parce qu'ils ne veulent pas mettre à bas le gouvernement, ils organisent la division, les luttes inefficaces. Mais les travailleurs résistent, réfléchissent, s'opposent. Et les cadres militants, chargés par les dirigeants d'appliquer la politique décidée en haut, cette politique des grèves de « l'enthousiasme », les multiples actions tournantes, diversifiées, les journées d'action dans le cadre du respect du gouvernement et des institutions, ces cadres militants sont en désarroi.

Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, à l'inverse du triumphalisme calculé qu'affiche **l'Humanité**, à la suite

de la journée d'action du 13 mai 1976, les dirigeants des organisations, au plus haut niveau, sont forcés d'admettre que « dans les syndicats, il y a eu peu d'écho à la journée du 13 ». Ceux-là même qui sont chargés d'appliquer la ligne de division, d'émission qu'ont décidée les appareils, expliquent la situation :

« Nous n'avons pas donné de mot d'ordre ferme pour le 13. J'ai calculé que nous sommes en grève, depuis 6 mois, une fois par mois. Le pourcentage de participants aux journées d'action est de plus en plus faible. Les militants commencent à se fatiguer. »

Voilà ce que disent, à travers tout le pays, des responsables de syndicats et de sections. Ceux-là qui ont toujours appliqué les consignes, ne peuvent plus. Ils disent :

« Il y a une certaine lassitude, un manque de crédibilité sur le type d'action qu'on utilise en ce moment. 4, 5, 6 grèves depuis le début de l'année, et pas de résultat tangible. »

Au permanent qui dit : « Il y a les consignes, les militants doivent les appliquer, je vais aller revoir les gars », le délégué répond : « Ils ne veulent pas te voir, ils ne feront pas grève. Moi j'appliquerai : je ferai grève. Tout seul. »

Non que ces militants qui disent non aux consignes aient une claire conscience des raisons qui amènent les dirigeants à pratiquer une politique dont les travailleurs ne veulent pas, non que les travailleurs, demain et pour l'avenir, ne « suivront plus les consignes », là n'est certes pas la conclusion à tirer. Mais, dans ce processus, sous l'impulsion de la masse des travailleurs, les militants commencent à se dégager avec toutes sortes de contradictions de la tutelle des appareils.

L'opposition des travailleurs à ce type d'actions décidées par les diri-

geants qui ne veulent pas mettre à bas le gouvernement et s'évertuent à masquer aux yeux des travailleurs la crise profonde qui mine le régime de la bourgeoisie, amène au renforcement de ce processus dans lequel se multiplient les luttes engagées en dehors des directions et des dirigeants nationaux, les grèves longues et durables.

Les grèves dans la métallurgie

L'action entreprise en dehors des dirigeants nationaux dans la métallurgie contre l'application de la nouvelle classification, visant à déqualifier massivement les travailleurs, à la liquidation de la reconnaissance du métier, pour instaurer la mobilité, est tout à fait significative des relations nouvelles qui se nouent au sein de la classe ouvrière entre les masses et les appareils, entre les masses et les organisations. La collection d'**Informations ouvrières** de cette année 1976 rend compte des initiatives prises par les comités unitaires de base dans la métallurgie, de multiples luttes qu'ils ont nourries, et dans lesquelles ils se sont insérés.

Dans cette corporation, fondamentale pour la lutte des classes en France, ont été apportées sous des formes diverses et par l'intervention politique des comités unitaires de base, les réponses aux questions soulevées et laissées, à ce moment-là, sans réponse par les cheminots lors de la grève de mars 1976. Nous voulons décider, disaient les cheminots, nous voulons l'unité des syndicats. Telle était l'exigence qu'ils exprimaient le vendredi 19 mars en refusant de reprendre le travail, en poursuivant la grève à l'encontre des consignes des dirigeants syndicaux. Mais comment y parvenir ?

Ce qui s'est passé à la SMRC, petite entreprise de la métallurgie de

Saint-Etienne, apporte la solution à ce problème. Dans cette entreprise, les ouvriers se sont mis en grève sur deux revendications essentielles. La première, contre l'application de la nouvelle grille mise au point dans le plus grand secret entre les patrons de l'UIMM et les fédérations syndicales de la métallurgie depuis 1968, classification signée par les fédérations FO, CFTC et CGC, les autres fédérations se déclarant d'accord avec son principe mais en désaccord avec les modalités de son application. Les métallos de la SMRC qui exigent le maintien du métier et de la qualification professionnelle avancent aussi la revendication du point à 14 F. Ils se sont mis en grève, élisant un comité de grève, y intégrant les délégués CGT. Ce sont les délégués qui ont négocié, mais comme l'expliquait le numéro 755 d'**Informations ouvrières**, l'existence du comité de grève a été un facteur important de maturisation de la réflexion de tous les grévistes et de leur détermination.

« On a senti un bloc derrière nous, et on s'est appuyé dessus », déclare un délégué.

La grève a pris fin. Les ouvriers n'ont pas tout obtenu, mais ils ont arraché le 13^e mois et la désignation du métier et de la qualification sur leur feuille de paye. L'organisation du comité de grève intégrant les délégués a permis la réalisation sans faille de l'unité contre le patron, et aux travailleurs de mener ce combat victorieux, en particulier sur la question de la classification, significative pour tous les travailleurs de ce pays. Une des leçons les plus importantes n'est-elle pas dans le fait que par l'action de classe, contrôlée par les travailleurs et leurs délégués organisés en comité de grève, le responsable de l'UL-CGT qui, au départ expliquait qu'il ne fallait pas combattre sur la question de la classification, ait été amené dans les négociations avec le patronat à défendre

la position des travailleurs en grève qui exigeaient le maintien du métier.

Voilà les voies de l'action de classe. Mais comparons avec ce qui s'est passé à La Rochelle. Comme le rapporte **Informations ouvrières** n° 756 dans son éditorial :

« 4 000 métallos en grève totale depuis près de 2 mois, notamment pour les salaires et contre la nouvelle classification ; avant la grève totale, dans une usine Rochelaise, la STIMA, 209 ouvriers font une grève de 3 semaines contre 36 déplacements. Au bout de 3 semaines, 13 déplacements sont supprimés, mais pas de maintien de l'appellation. Les 200 ouvriers de la STIMA redébrent avec toute la métallurgie rochelaise. Les métallos rochelais sont rentrés sans avoir rien arraché. Qu'est-ce que la relation de la grève apprend aux travailleurs... ?

« Durant les 15 premiers jours de grève, l'assemblée générale commune inter-entreprises, presque quotidienne, prend les décisions. Un collectif de délégués syndicaux qui, pour la plupart, marcheront jusqu'au bout avec la grève, se réunit avec les UD. Mais il n'y aura pas de comité de grève des délégués élus des grévistes et des représentants syndicaux. Les métallos exigent une négociation globale. Les patrons veulent une négociation entreprise par entreprise. A partir du 18 mai, il n'y aura plus d'assemblée générale inter-entreprises. Les dirigeants conduisent les négociations entreprise par entreprise, et feront rentrer les travailleurs sans avoir rien obtenu.

« Le premier enseignement à dégager n'est-il pas celui-ci : d'une part, les ouvriers contrôlent leur mouvement, en réalisant l'unité dans le comité de grève élu, intégrant les représentants syndicaux (St-Etienne). Ils arrachent les revendications jugées par eux « substantielles ». D'autre part, les ouvriers engagent des actions (La Rochelle) contrôlent, à une première étape, leur grève par l'AG, imposent leur décision. Mais, dans une deuxième étape, les dirigeants, se

refusant à mettre en cause le gouvernement - les ouvriers ne s'étant pas dotés de leurs propres organes de direction de la grève que sont les comités de grève élus intégrant les organisations -, ne convoquent plus l'AG et contraignent, en fin de compte, les grévistes à la reprise sans avoir arraché les revendications. »

La voie qu'ont montrée les travailleurs de la SMRC, c'est celle que recherchaient les cheminots, celle qu'ont réussi à bloquer les appareils dans la grève de La Rochelle où l'absence de comité unitaire de base qui aurait pu nourrir le mouvement, n'a pas pesé d'un mince poids. Mais cette voie est inéluctable, c'est celle qu'emprunteront, à un moment plus ou moins proche et plus ou moins lointain, les travailleurs et les jeunes de ce pays, réalisant le front unique ouvrier, qui rassemblera travailleurs inorganisés et travailleurs militants organisés, ouvrant la crise révolutionnaire.

La crise de la bourgeoisie noue indissolublement les luttes économiques et les luttes politiques. La crise politique du bonapartisme, les mesures par lesquelles la bourgeoisie tente de surmonter cette crise en en rejetant le fardeau sur la classe ouvrière et la jeunesse, tout comme la politique des appareils qui, pour maintenir en place le gouvernement, se servent des organisations contre le front unique de classe, tout concourt à amener les masses dans leur inévitable lutte contre le patronat et son gouvernement, à combattre pour la réalisation du front unique nécessaire au succès et à en dégager les moyens.

Ce mouvement autonome de la classe ouvrière est le mouvement vers les comités de grève qui, s'homogénéisant, s'exprimera dans la crise révolutionnaire. Les appareils qui ont lié leur sort au maintien de l'ordre bourgeois ne s'y trompent pas, ils

tentent par tous les moyens d'obscurcir les problèmes.

L'ennemi, ce sont les comités de grève intégrant les organisations, l'ennemi, c'est l'action indépendante du prolétariat. Ainsi est-ce le même Argalon de la fédération CGT des cheminots, qui avait été, avec Séguy, à la pointe de la liquidation de la grande grève de juin 1971, qui déclarait 5 ans après, à propos de la décision prise par les travailleurs dans certains dépôts de passer outre aux consignes de reprise du travail et de poursuivre la grève, en mars 1976 : « Ils ont échoué, et c'est tant mieux. »

La grève des étudiants

De ce point de vue, il nous faut revenir brièvement sur la grève des étudiants contre l'arrêté gouvernemental de réforme du Second cycle.

La grève des étudiants de Nantes de décembre 1975 a été le prologue de la grève générale des étudiants. Il s'agissait déjà de lutter contre des mesures découlant du projet de réforme du deuxième cycle. Les méthodes d'organisation qu'elle se donna, élection de comités de grève faisant appel aux organisations syndicales départementales, ont été celles-là même de la grève générale contre la réforme du deuxième cycle. Et c'est en intégrant l'expérience acquise à Nantes, expérience qui fut l'objet d'une âpre lutte politique que commença le mouvement des étudiants contre le projet de réforme du second cycle.

Cette grève s'est déroulée sur plus de trois mois. Par les méthodes et les moyens politiques qu'elle a dégagés, les assemblées générales, la coordination, les comités de grève élus, elle est partie intégrante de la maturation politique de la classe ouvrière, de cette maturation des conditions politiques de la lutte des classes se dirigeant vers l'explosion révo-

lutionnaire. Comme l'écrivait Marc Lacaize dans le précédent numéro de *La Vérité*, « la grève des étudiants n'a pas été une idylle, elle n'a pas été pur spontanéisme, mais un lieu de la lutte politique, les staliniens tentant à chaque moment de briser le mouvement, gauchistes et autres ont tenté de dévier en des actions plus ou moins aventuristes rejoignant plus ou moins les « journées d'action » du PCF ».

Aussi à chaque moment du développement de la lutte, a-t-il fallu que les révolutionnaires, expression consciente du processus inconscient, combattent pour proposer les réponses politiques épousant la maturation du mouvement.

Lorsque celui-ci prit au début son essor, ce fut d'abord la bataille pour la Manifestation centrale des étudiants à Paris, désignant clairement l'objectif, permettant de souder contre le gouvernement tous les étudiants, ceux qui étaient en grève, et ceux qui ne l'étaient pas. Dans cette bataille politique se dégage l'instrument même de la lutte des étudiants : la coordination nationale qui ne devient cet instrument que par la bataille politique qui y a été menée. En effet, au départ, gauchistes et staliniens opposent grévistes et non-grévistes, proposent des journées d'action, opposent « lutteurs » et la grande masse des étudiants. Les méthodes de la démocratie prolétarienne ont un contenu de classe et c'est au terme d'une lutte politique d'importance que se met en place la coordination nationale des délégués d'UER élus à la proportionnelle en Assemblée générale, prenant la décision de principe d'appeler à une manifestation nationale avant les vacances de Pâques. Si cette décision est prise, le 21 février, la manifestation n'aura lieu qu'au 18 mars, au terme d'une lutte politique d'importance qui voit staliniens et leurs flancs-gardes gauchistes, à l'extrême-gau-

che du front populaire, combattre pour qu'elle n'ait pas lieu, après que l'UNEF, forte de l'appui de milliers d'étudiants qui l'ont votée en Assemblée générale ait appelé à la manifestation. Puis ce fut la bataille pour la grève générale de l'Université, l'adresse au SNESup, afin que celui-ci donne l'ordre de grève générale aux enseignants du Supérieur.

Les comités de grève étudiants, la coordination de Nantes, d'Amiens, de Toulouse étaient des représentants du mouvement étudiant. Ils reflétaient tous les côtés forts et les côtés faibles de ce mouvement. D'une part la volonté réfléchie d'en finir non seulement avec la réforme du second cycle mais avec toutes les réformes sélectives, entraînant, bien que d'une façon limitée, par leur organisation, les dirigeants des syndicats enseignants du Supérieur et des étudiants dans la grève générale, ceux qui, depuis des années, avaient participé à la mise en place des réformes réactionnaires. Et c'est là qu'était le côté faible, car au sein même de cette représentation, ceux-là qui avaient été contraints de reculer devant la volonté des étudiants étaient là pour dévoyer le mouvement.

Dès le 21 avril, René Maurice, secrétaire de l'UNEF-UEC déclarait : « Les étudiants qui attendent une solution rapide de ce conflit, ne veulent ni crise politique, ni reddition gouvernementale, ni nouveau mai-juin 68. »

Les dirigeants du SNESup opposent un non catégorique à la volonté des enseignants du Supérieur, qui, le 25 avril, réunis à Amiens, adoptent la résolution suivante :

« L'Assemblée des enseignants, membres du SGEN, du SNESup ou non-syndiqués, réunis le 25 avril 1976, à Amiens, dans la journée des universitaires en lutte contre la réforme du second cycle, a constaté que les enseignants d'une majorité d'universités sont aujourd'hui en grève reconductible.

« En conséquence, elle appelle

les instances nationales des syndicats de l'enseignement supérieur à donner dans un délai très proche le mot d'ordre de grève nationale pour obtenir, en liaison avec les luttes étudiantes, l'abrogation de l'arrêté sur le second cycle. »

La logique du mouvement, c'était la grève générale de l'Université, la jonction avec les enseignants. Pour qu'il parvienne à arracher l'abrogation de la réforme du second cycle, il fallait que ce mouvement franchisse le seuil de la grève totale de l'Université, étudiants, professeurs. Les dirigeants du SNESup, aux côtés de ceux de l'UNEF-Renouveau, ont bloqué la réalisation de la grève générale de l'Université. Ils se sont refusés à donner l'ordre de grève aux enseignants du supérieur malgré les demandes explicites de la coordination des enseignants d'Amiens. Et là est la raison pour laquelle le mouvement, bien qu'il ait contraint le gouvernement à des reculs, ne put arracher l'abrogation de la réforme.

N'ayant pu franchir le barrage que dressaient les staliniens du SNESup, le mouvement étudiant refluait et, fait important, la coordination étudiante perdait sa raison d'être. Assemblées générales, comités de grève et coordinations étaient dès lors vidés de leur substance. Entretenir, sous quelque forme que ce soit, la fiction de prétendues « coordinations », de prétendues « Assemblées générales », c'était refuser le combat politique nécessaire pour permettre aux étudiants de situer clairement les responsabilités politiques de l'appareil stalinien.

C'est pourquoi, à la fin de la grève générale, ceux-là qui se situent sur le terrain du front populaire, à la gauche des appareils vont, participant sur leur propre plan à l'offensive des staliniens pour masquer leurs responsabilités, entretenir cette fiction, tenter de liquider la signification politique de la grève en transformant les coordinations et Assemblées générales en « mouvement po-

litique de masse ». A cela se sont employés les centristes, pabloïstes de la LCR et les gauchistes qui, à Lyon, votaient une « plateforme » sur la ligne de constitution du mouvement politique de masse, contre la politique du front unique ouvrier.

Il faut tenter à tout prix, pour ceux qui lient leur sort au maintien de l'Etat bourgeois, de liquider les leçons de cette grève. C'est pourquoi l'appareil stalinien qui a conduit aux yeux des étudiants la grève générale à l'impasse, tente de brouiller les cartes. Ce que veulent les staliniens c'est imposer aux masses l'idée que la grève générale des étudiants et des enseignants était une erreur, que sans leur consentement rien ne pouvait être entrepris. Ce qu'ils veulent, c'est liquider la signification des comités de grève élus, des Assemblées générales.

Dans cette situation, dégager clairement les responsabilités politiques, balayer les confusions, démonter les opérations que mettent en place staliniens et gauchistes sur la question des examens, tentant d'enfermer les étudiants dans le dilemme « boycott » ou « non boycott » des examens pour faire retomber sur les étudiants la responsabilité de leur trahison, telle est la tâche des révolutionnaires, regroupant, organisant par l'action politique, les comités unitaires de base. C'est ce que fait clairement la lettre de l'AER du 10 mai, expliquant :

« Les problèmes auxquels les étudiants sont confrontés (remise en cause des diplômes, adaptation de l'université aux intérêts patronaux) procèdent des mêmes problèmes que ceux auxquels est confrontée la classe ouvrière : classification par niveaux, remise en cause de l'emploi, plan de démantèlement de la Sécurité sociale, etc.

« Adapter l'université aux orientations professionnelles, c'est adapter l'université au système capitaliste.

« Qu'est-ce que le système capitaliste ?

« Un Etat, des institutions répondant aux intérêts généraux des patrons. A l'université, l'institution capitaliste, ce sont les organes de participation (conseils de gestion, CNESER) qui ont pour mission d'adapter l'université aux besoins du patronat.

« Qui est pour la participation ?

« Toutes les directions des centrales syndicales et de la FEN, les directions des partis politiques, PCF, PS, PSU, les organisations étudiantes UNEF - Renouveau, MAS-CFDT et COSEF. Ils sont tous pour la participation parce qu'ils ne veulent pas remettre en cause l'Etat bourgeois. La participation les a donc amenés, par leurs représentants interposés, UNEF-Renouveau, syndicats enseignants et étudiants, à élaborer pendant quatre ans au CNESER et dans les conseils de gestion, avec les représentants de l'Etat bourgeois, la réforme du second cycle. C'est cela qui représente une véritable alliance politique.

« A tous ceux qui sont pour la participation, la grève générale des étudiants a répondu « ABROGATION DE LA REFORME DU SECOND CYCLE ! » Dans les AG, les coordinations, les collectifs, ceux qui sont pour la participation ont été amenés contre leur volonté à dire « ABROGATION » car sinon ils étaient « éjectés ».

« C'est la grève générale des étudiants, qui s'étaient dotés des véritables organes démocratiques que sont les comités de grève élus, qui leur a permis de réaliser un premier pas vers le front unique ouvrier, donnant par son mot d'ordre « ABROGATION DE LA REFORME DU SECOND CYCLE » le véritable contenu anticapitaliste de l'action étudiante dirigée contre le gouvernement, représentant général des intérêts de la bourgeoisie. Néanmoins, les étudiants ont constaté que, contraints de voter sous la pression des étudiants et de la majorité des syndiqués à l'UNEF-Renouveau, à Amiens et à Toulouse, la grève générale, les dirigeants de l'UNEF-UEC n'ont cessé de saboter celle-ci.

« Pourquoi ?

« Cela est bien simple. Les dirigeants de l'UNEF-Renouveau-UEC avaient élaboré avec les représentants de l'Etat bourgeois la réforme du second cycle. Les dirigeants de l'UNEF-Renouveau et du SNESUP, qui se prononcent pour le Programme commun du Front populaire - Union de la gauche, lequel n'entend pas remettre en cause le système capitaliste, ne pouvaient que dresser des obstacles au front unique ouvrier anticapitaliste.

« Les étudiants ont dit NON à cette réforme capitaliste et, à des niveaux divers de conscience, ils se sont dressés contre l'Etat bourgeois et son gouvernement (...)

« A la coordination de Lyon, les 5 et 6 mai, le PSU, le MAS-CFDT, Révolution, les maoïstes et la LCR ont fait alliance politique sur un programme commun condamnant l'école de classe.

« Première observation : le PSU et le MAS-CFDT sont pour la participation, les représentants du MARC devenu MAS sont représentés dans les conseils de gestion qui ont mis au point la réforme capitaliste du second cycle. Comment peuvent-ils être pour la participation qui met au point l'école capitaliste contre les étudiants, et être contre cette même école ? C'est là la même politique de double jeu qui est celle des dirigeants de l'UEC se prononçant pour la grève générale et la sabotant.

« Deuxième observation : Le PSU se prononce pour l'Union de la gauche ; il est donc parfaitement normal qu'il fasse alliance avec les dirigeants du PCF et du PS pour la participation.

« La LCR se prononce contre l'Union de la gauche. Se prononcer contre l'Union de la gauche-front populaire, c'est opposer au Programme commun de collaboration de classes le programme de la révolution prolétarienne, lequel inclut le combat pour la destruction de l'Etat bourgeois qui impose l'école capitaliste.

« Se prononcer contre l'école capitaliste et oublier que la condition pour la destruction de celle-ci est la destruction de l'Etat bourgeois, c'est bien évidemment « oublier »

que le PSU est pour l'Union de la gauche-front populaire et que le MAS-CFDT est pour la participation ; c'est « oublier » que le MAS se prononce pour « réformer l'école », c'est-à-dire pour assurer un « meilleur » fonctionnement de l'école au service des intérêts de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois.

« A Lyon, les militants de l'AER qui refusent la confusion ont refusé de faire alliance politique avec le PSU-front populaire et le MAS-CFDT-participationniste. Ils se sont prononcés pour l'unité pour l'abrogation de la réforme du second cycle.

« Etudiants, ces problèmes sont au centre de ceux qui, durant deux mois, sont soulevés dans notre grève générale pour l'abrogation de la réforme du second cycle (...)

« Ces problèmes, nous allons en discuter à l'Assemblée des comités unitaires de base étudiants qui se tiendra samedi 15 mai à 14 heures à la Sorbonne.

« Ces problèmes, les délégués des comités unitaires de base étudiants les discuteront avec les délégués des comités unitaires de base de la métallurgie, des fonctionnaires, de la Sécurité sociale, des enseignants et d'autres, ainsi que d'autres problèmes, le dimanche 16 mai à l'Assemblée nationale des délégués des comités unitaires de base qui commencera ses travaux à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, à 9 heures du matin. »

ports entre les grèves dites « économiques » et « politiques », des rapports entre masses et appareils, masses et organisations syndicales et politiques, des rapports entre l'intervention consciente pour le regroupement d'une force politique, combattant pour le front unique ouvrier, pour lever, dans l'action politique, les obstacles dressés par les appareils, la construction des comités unitaires de base et l'organisation comme classe de la classe ouvrière contre le gouvernement bourgeois et ses plans.

S'il faut insister sur cette grève des instituteurs, c'est que non seulement nous y voyons tous les rapports qui se dégageaient des autres mouvements se développer, mais à la différence des autres mouvements, nous avons présent un élément politique qui va montrer toute son importance : l'existence d'un comité unitaire de base. Depuis plusieurs mois, dans la Seine-Saint-Denis, les militants de l'OCI combattaient pour la construction de comités unitaires de base. Campagne pour le front unique ouvrier, pour le gouvernement PCF-PS sans ministres représentants des partis bourgeois ont été menées.

En particulier à Aulnay, la lutte pour la libération de Pliouchtch et de Cuentas a été un élément important. Comme l'expliquait un militant du comité unitaire de base d'Aulnay :

« Leur libération nous a confirmé dans l'idée que le front unique permet de vaincre, que le combat que nous menons pouvait permettre de l'imposer... j'allais dire contre toute attente, quand on pense à la prise de position du PCF sur Pliouchtch après le meeting de front unique à la Mutualité.

« En même temps, nous avons lu dans *Informations ouvrières* les articles sur La Rochelle et ses métallos en grève... et aussi sur les élections cantonales qui montrent que ce que nous disions c'est ce que veulent les gens. »

La grève des instituteurs de la Seine-Saint-Denis

Il nous faut examiner maintenant ce qui a été un des sommets politiques de la lutte des classes en France, ces cinq derniers mois : la grève des instituteurs de la Seine-Saint-Denis (93). Sommet, du point de vue des problèmes politiques qu'elle a soulevés, représentant à un niveau embryonnaire, la solution de toute une série de questions posées à la classe ouvrière, qu'il s'agisse des rap-

Et c'est forts de cette bataille, de la compréhension de la situation politique, de la place qu'ils devaient y prendre, que lorsque les suppléants éventuels reçurent les lettres de l'inspection d'académie leur signifiant leur mise à pied, les militants trotskystes, les militants du comité unitaire, avec les suppléants éventuels, prirent les initiatives nécessaires pour la réalisation du combat unitaire.

Le 30 avril, les suppléants éventuels de la Seine-Saint-Denis reçoivent une lettre de l'Inspecteur d'Académie leur signifiant que l'Administration ne pouvait leur « garantir avec certitude, une affectation à la prochaine rentrée scolaire » ; en clair, leur signifiant leur licenciement. Aussitôt, trois d'entre eux écrivent à leur secrétaire de sous-section syndicale d'Aubervilliers, pour que celle-ci organise une réunion sur ce problème, réunion qui se tiendra et où l'Assemblée décidera l'organisation d'une réunion des suppléants d'Aubervilliers et d'une délégation locale pour obtenir des garanties écrites pour le réemploi des suppléants à la rentrée, l'inscription des suppléants sur la liste des remplaçants, la validation des services des suppléants pour la titularisation.

Consécutivement, ces enseignants s'adressent publiquement à tous les suppléants de la Seine-Saint-Denis, car, disent-ils :

« Nous pensons que notre initiative a permis que le syndicat prenne en compte notre revendication, de garanties écrites pour le réemploi de tous les suppléants (...) et comme ce problème se pose dans tout le département, nous pensons nécessaire que le mot d'ordre de « réemploi de tous les suppléants » devienne la revendication de la Section départementale du SNI. »

C'est pourquoi ils appellent leurs camarades à reprendre les mêmes initiatives et les invitent à une réunion pour le 3 mai, « pour échanger

nos expériences, pour faire le bilan de nos actions pour l'unité ». Ils rendent compte, par ailleurs, de la demande qu'ils ont faite auprès du Conseil syndical du SNI du département, réunion au cours de laquelle les responsables se sont refusés d'intégrer dans les mots d'ordre de la manifestation qu'ils préparent pour le 4 mai, à la préfecture de Bobigny, celui de « garanties écrites de l'Inspecteur pour le réemploi », expliquant que « les garanties écrites ne serviraient à rien, ce serait un chiffon de papier (...).

« Nous nous interrogeons — disent-ils dans leur compte rendu aux suppléants — sur les réponses fournies par les responsables, pour s'opposer au mot d'ordre de « garanties écrites de l'Inspecteur pour notre réemploi ». Une chose est claire : il faut que l'Inspecteur donne des garanties écrites et apporte un démenti à la lettre. C'est pourquoi, disent-ils, nous avons décidé de faire connaître le résultat de notre démarche auprès du Conseil syndical à tous nos collègues. C'est pourquoi nous appelons à une réunion le lundi 3 mai, à Aubervilliers... ».

Le 3 mai, 5 suppléants éventuels et 10 instituteurs se réunissent à Aubervilliers. Ils discutent et décident de se constituer en comité unitaire de base, car écrivent-ils, dans le tract qui en rend compte :

« Qui est responsable de ce désordre ? Ce gouvernement dont le ministre de l'Education charge l'Inspecteur académique de ne pas recruter de personnel... En ce qui nous concerne, notre revendication est simple et claire : garanties écrites d'emploi. L'exigence qui en découle c'est l'unité sur la revendication. Mais déjà une première question se pose : se peut-il qu'il y ait un tel divorce entre ce qui constitue l'aspiration élémentaire de tous les suppléants et ce que font les dirigeants ? ».

Et après avoir constitué le comité unitaire qui élit un délégué pour l'Assemblée nationale des délégués des CUB, ils décident de participer à la manifestation du 4 mai, convoquée par le Conseil syndical et de lancer une pétition à l'adresse de l'Inspecteur d'Académie, à envoyer au Bureau départemental, afin que celui-ci réalise l'unité des personnels sur la revendication de « garanties écrites pour leur emploi ».

A la manifestation du 4 mai, il y avait 5.000 instituteurs et dans le cortège des suppléants, une quarantaine de suppléants et de titulaires, au mégaphone, scandent leur mot d'ordre : « **Garanties écrites.** » A la sortie de leur entrevue à la préfecture, les responsables départementaux du SNI déclarent avoir obtenu des garanties « implicites » du cabinet du Préfet. Contrairement à ce qu'ils avaient affirmé au Conseil syndical, l'Inspecteur n'était pas là et, à la demande d'explications des suppléants qui les entourent, ils refusent toute déclaration et s'en vont sans même lire la lettre que, disent-ils, les suppléants doivent recevoir. Atenzia, dirigeant du PCF, secrétaire adjoint de la Section départementale du SNI déclare froidement : « **Vous l'avez dans le c... .** »

Le soir, après la manifestation, nouvelle réunion à l'initiative du CUB avec les suppléants qui viennent de se heurter aux dirigeants staliniens. Tous prennent la décision de rééditer la pétition en mentionnant le fait que « **déjà 400 instituteurs de la Seine-Saint-Denis ont signé la pétition.** ». Dans les jours qui suivent, 500 instituteurs et 750 parents d'élèves des Lilas et d'Aubervilliers signeront un texte similaire.

Le lundi 17 mai se tient la Commission jeune du SNI au plan départemental. Une semaine avant, la Commission jeune du SNI d'Aubervilliers avait adopté — les militants U et A et les membres du PCF s'y associant — le principe d'une délégation à l'In-

pection académique pour des garanties écrites d'emploi, ces militants précisant par ailleurs que s'ils votaient pour, ce n'était pas parce qu'ils étaient d'accord, que les « **garanties écrites d'emploi, c'est un chiffon de papier et d'ailleurs, la majorité du Conseil syndical (de tendance U et A) a voté contre** », mais que s'ils votaient c'est parce que, disaient-ils, « **nous sommes mandatés par l'A.G., et nous sommes obligés de voter pour, ici.** »

A Aulnay, un membre de la tendance U et A du bureau départemental reprend la même chanson : « **Les garanties écrites c'est un chiffon de papier... je n'ai pas mandat pour vous répondre.** » Les instituteurs présents décident de sortir un texte de la Commission jeune sur leur mot d'ordre. Les membres du bureau de sous-section, de tendance U et A, refusent, en disant : « **La Commission jeune n'est pas un organisme adéquat et il faut convoquer une réunion de bureau extraordinaire le 20 mai.** » Cette réunion n'aura jamais lieu.

A la Commission jeune du SNI 93, il y a, à l'initiative des militants du CUB qui les y ont amenés, une trentaine de jeunes instituteurs suppléants et titulaires présents. Ils posent des questions aux responsables : « **Pourquoi avez-vous dit, lors de la manifestation du 4, que la dernière lettre de l'Inspecteur d'Académie représentait l'accord de « garanties implicites d'emploi » ? Il n'en est rien.** » Les dirigeants syndicaux conviennent que cette lettre n'apportait rien de nouveau aux suppléants. « **Alors, disent les instituteurs, prononcez-vous pour des garanties écrites d'emploi pour tous.** » « **Mais non, disent les dirigeants, les garanties écrites ne sont qu'un chiffon de papier, ce n'est pas ça qui donnera du travail aux suppléants.** » Devant l'insistance des instituteurs, les dirigeants staliniens tentent alors une manœuvre. D'un seul coup, la question des garanties écrites n'est plus sans importance,

mais voyez-vous, « l'Inspecteur d'Académie ne cédera jamais car la direction nationale du SNI a signé avec M. Haby un relevé de conclusions mauvaises pour les suppléants ».

Mais, fait remarquer un militant du comité unitaire de base « chacun peut donner son appréciation sur le relevé de conclusions, mais cela ne peut être un prétexte au refus d'engager une action précise pour les suppléants de Seine-Saint-Denis ». Et quand bien même cela serait, est-ce une raison pour accepter ? Aussitôt les staliniens changent leur fusil d'épaule : L'Inspecteur ne signera jamais de garanties car alors, il « sauterait » sur ordre du Ministère. S'agit-il du sort de l'Inspecteur dont se soucient fort peu les enseignants, mais alors pourquoi parler des dirigeants du SNI. Allons ! Allons ! « Et si vous, dirigeants, vous pensez que le ministre et non pas l'Inspecteur, peut donner des garanties écrites, alors, emmenez-nous au Ministère. »

La discussion durera plus de deux heures trente au bout desquelles Atencia, le dirigeant U et A devra accepter un vote de la Commission jeune demandant à la Section départementale « l'organisation d'une manifestation au Ministère (avec délégation au ministre) pour obtenir de celui-ci des garanties écrites d'emploi tout de suite, comme premier pas vers leur réemploi ». Dans cette bataille, un épisode important se produit, lorsqu'un dirigeant déclare, à la demande d'une suppléante, de passer au vote : « Si ça vous fait plaisir on va voter... » Une autre suppléante lui fait remarquer : « Je suis de la même tendance que vous, mais je trouve que vous ne devriez pas dire des choses pareilles. On n'a pas le droit de traiter ainsi des gens qui vont se trouver sans travail. »

Le lendemain 18 mai, 22 instituteurs sont réunis à l'initiative du comité unitaire, ils décident d'adopter

un texte rendant compte de la discussion et des décisions de la Commission jeune SNI 93 de la veille et appellent « tous les collègues désireux de voir respecter la volonté clairement exprimée des suppléants, à assister au Conseil syndical ».

Le 24 mai, se réunit le Conseil syndical. Les dirigeants bloquent l'entrée, contrairement à toute la tradition du SNI, selon laquelle ces conseils sont publics. Après quelques bousculades les suppléants et titulaires obtiennent le droit d'assister au Conseil syndical. Là, ils apprendront que dès le lendemain, 137 suppléants éventuels seront sans travail, purement et simplement licenciés. La discussion s'engage, les dirigeants refurent toujours de se battre pour des garanties écrites, expliquant que c'est démagogique, comme ils refusent la manifestation au ministère. Les conseillers syndicaux de tendance UID, EE-FUO, EE-SR se prononcent pour la revendication des suppléants.

A la manifestation devant le ministère, les dirigeants opposent une journée d'action, le 3 juin, sous forme de délégations d'écoles par roulement ! Le vote a lieu sur les propositions mises en opposition par le secrétaire départemental du SNI. Par 43 voix contre, 16 pour, la motion suivante fut repoussée :

« Le Conseil syndical refuse le licenciement des 137 suppléants éventuels, refuse le non-réemploi des suppléants éventuels, décide la grève pour obtenir satisfaction, pour arracher :

— Pas un seul licenciement pour les 137 !

— Garanties écrites d'emploi pour les suppléants !

— Il décide la grève et l'organisation d'une manifestation au ministère pour soutenir la délégation qui doit être reçue. »

Tels sont les faits ; aux suppléants scandant « Au ministère ! », les dirigeants répondirent : « Allez-y vous-mêmes ! »

Aux suppléants scandant : « Avec vous... ! », un dirigeant répondit cyniquement : « Vous payez le taxi ? ».

Après le Conseil syndical, 30 instituteurs sont réunis à l'initiative du CUB. Il faut publier le compte rendu, la position des dirigeants est inadmissible.

« Les 30 instituteurs titulaires et suppléants réunis avec les militants du Comité unitaire de base des suppléants éventuels de Seine-Saint-Denis, ont décidé de porter à la connaissance de tous, les faits suivants :

« Malgré la volonté clairement exprimée des suppléants, malgré plus de 400 signatures de collègues du département, malgré un vote unanime de sous-section, à Aubervilliers, à La Courneuve, malgré la prise de position de parents d'élèves des Lilas, d'Aubervilliers, malgré le vote majoritaire de la commission jeune du SNI (23 voix contre 9), malgré tout cela : les dirigeants ont dit Non aux garanties écrites.

« La raison de ce refus, les dirigeants la donnent eux-mêmes, dans leur tract de « mise au point », ils écrivent : « ... ou bien on est suppléant, et par définition, on n'a pas la garantie de l'emploi, ou bien on a la garantie de l'emploi, et on n'est pas suppléant... »

« Ainsi, les dirigeants disent clairement : le gouvernement a décidé : pas de garantie d'emploi pour les suppléants, c'est « légal », alors on ne peut obtenir de garanties d'emploi pour les suppléants ! C'est accepter le diktat de l'Inspection, du ministère ; c'est se refuser à s'engager dans la voie du combat contre un gouvernement qui détruit l'école. La réforme Haby elle aussi, est « légale », votée « légalement », par le Parlement... Les enseignants et les lycéens ont pourtant raison de dire : « Abrogation de la réforme Haby ! » Les dirigeants vont-ils dire : « ... on n'y peut rien, c'est la loi... » ? La « loi » d'un gouvernement, d'un Parlement, minoritaire dans le pays aux dernières élections cantonales.

« Les suppléants, les enseignants ne l'entendent pas ainsi, ils n'entendent pas brader la revendication de « garanties écrites d'emploi », face à l'Inspection académique. De la même façon qu'ils exigent contre un gouvernement qui est source de tous les désordres, la réalisation du front unique ouvrier, ils exigent la réalisation de l'unité pour arracher les revendications. C'est possible, on peut arracher satisfaction aux revendications. »

Par ailleurs, les suppléants d'Aulnay, présents, décident d'appeler à une « Assemblée générale des instituteurs, institutrices, suppléants, remplaçants ou titulaires, le lundi 31 mai à 17 h 30, à la cantine de l'école Paul-Eluard ». Cette AG n'aura pas lieu car, entre-temps, les dirigeants de la sous-section d'Aulnay ont convoqué une AG pour le 31, à 16 h 30. Ils décident, d'autre part, de se battre dans leur école pour débrayer, dès le 25 et de se revoir tous ensemble, avec le comité unitaire, le 25, pour faire le point de la situation. Le 25, 150 instituteurs d'Aulnay ont débrayé pour exiger : pas un seul licenciement des 19 suppléants d'Aulnay.

Le 31 mai, se tient à Aulnay, l'Assemblée générale qu'ont convoquées les responsables de la sous-section membres de la tendance U et A. Les dirigeants qui n'appellent pas à la grève font accepter par l'AG la proposition d'une délégation au ministère du bureau de la sous-section et de l'Union locale des APE. La délégation ne sera pas reçue. Une nouvelle AG se tient le lendemain, la grève est sporadique, les enfants sont dans les cours d'écoles, les enseignants discutent. Les responsables manœuvrent : ils ne font pas d'appel à la grève et font adopter la proposition d'une nouvelle assemblée pour le 3 juin avec les parents, et qui serait amenée à prendre des décisions. Les militants du comité unitaire d'Aulnay font cependant adopter dans le tract de convocation aux parents et institu-

teurs : « La sous-section du Syndicat National des Instituteurs d'Aulnay-sous-Bois s'est prononcée pour la grève. »

Au même moment, 35 instituteurs, avec le comité unitaire de base, se réunissent, sans ceux d'Aulnay qui sont à l'Assemblée générale, et publient un communiqué.

« L'ordre, c'est la grève !

« 137 suppléants licenciés dans le département.

« Des milliers d'enfants sans maîtres.

« Le gouvernement, l'administration sément le désordre ! ...

« Les instituteurs savent qu'il faut l'unité pour que la grève soit efficace, ils veulent que leur syndicat réponde à cette volonté.

« Nous, 35 instituteurs de 10 localités de la Seine-Saint-Denis, appelons tous les instituteurs du département à participer massivement à la réunion du Conseil syndical du 3 juin, toutes les écoles doivent y être représentées.

« L'ordre, c'est la grève !

« Au Conseil syndical, avec les instituteurs de toutes les écoles du département, décidons l'action.

« Pas un seul licenciement !

« Tous à 20 h 30, jeudi 3 juin au Conseil syndical. »

Le 3 juin, plusieurs écoles d'Aulnay et des Lilas, à l'initiative des enseignants réunis avec le CUB ont débrayé. L'Assemblée générale des 53 instituteurs et 33 parents d'élèves de 11 groupes scolaires d'Aulnay décide :

« 1. De s'engager dans la grève jusqu'à la réintégration !

« 2. D'élier un comité de grève regroupant des syndiqués et des non-syndiqués.

« 3. De faire connaître à tous leurs collègues et aux parents leur décision.

« 4. D'appeler leurs collègues à les rejoindre dans la grève et à élire leurs délégués par école au comité de grève qui se tiendra vendredi 4 juin à 20 h 30 à l'école maternelle des Petits-Ormes.

« 5. D'appeler les parents d'élèves à les soutenir, sous les formes qu'ils décideront, en gardant leurs enfants ou, mieux, s'ils en ont la possibilité, en venant dans les groupes scolaires garder les enfants que leurs parents ne pourraient garder. Ils demandent également aux parents de participer par écoles et au niveau de la localité aux réunions du comité de grève.

« 6. De s'adresser aux instituteurs du département et aux parents d'élèves pour dire : « Nous combattons de notre côté pour la réintégration des 137 ! Nous avons choisi la grève pour combattre car elle permet de lutter dans l'ordre et unis ! Vous avez engagé par mille et une voies le combat pour le même objectif ;

« Venez ou éliez dans chaque école et dans chaque localité des délégués pour la réunion départementale qui sera appelée par le comité de grève d'Aulnay. Dans les actions dispersées, nous ne serons pas efficaces ! ».

« Cet appel est transmis aux bureaux local, départemental et national du SNI, aux APE (écoles, unions locales et départementales), et à la presse locale et nationale. »

« Il a été financé par les présents : 350 F ont été recueillis. Faites parvenir au comité de grève les sommes recueillies dès demain. »

Au Conseil syndical départemental où 60 instituteurs sont venus à l'appel du CUB, les dirigeants proposent : grève le 10 juin, contre la proposition de « grève tout de suite jusqu'à la réintégration des 137 ». Comme seuls les responsables votent, les responsables de la tendance U et A qui sont majoritaires du Conseil syndical font adopter : « grève le 10 juin... et si rien n'est obtenu : le Conseil syndical avisera, en se réunissant le 15 juin ! » Les représentants UID, EE-FUO, EE-SR ont voté pour la grève tout de suite.

A 1 heure du matin, le 2 juin, se réunit le comité unitaire de base des

suppléants de la Seine-Saint-Denis, avec 55 instituteurs qui rendra compte et du Conseil syndical et des prises de position de l'AG des syndiqués d'Aubervilliers qui se prononce pour que le Conseil syndical décrète la grève jusqu'à satisfaction des 137 et fera connaître la décision de grève et l'élection du comité de grève par l'AG des instituteurs et parents d'Aulnay.

Le 4 juin, l'assemblée locale des écoles des Lilas a décidé la grève et s'est constituée en comité de grève. Pour l'instant, en dehors d'Aulnay et des Lilas, il n'y a pas grève dans le département. Le 4 juin, les instituteurs et parents d'Aulnay se sont réunis à 200 avec le comité de grève :

« 1. Ils appellent à une manifestation au ministère jeudi 10 juin, jour où le Conseil syndical départemental appelle à la grève.

« 2. Ils appellent à des assemblées générales rassemblant, dès mardi matin dans toutes les écoles du département, instituteurs et parents.

« Dans chaque école, dans chaque localité, constituez vos comités de grève.

« 3. Ils convoquent une assemblée départementale des délégués de toutes les écoles mercredi 9 juin à 10 h, à l'école maternelle : 1, rue Goya à Aulnay. Nous exigeons la réintégration des 137. Dès aujourd'hui tous en grève !

« 4. Ils décident de mandater des délégations : au bureau départemental du SNI ; aux sous-sections locales du SNI ; au bureau national du SNI ; à la Fédération départementale des parents d'élèves ; à la Fédération nationale des CPÉ (Cornec).

« Les dirigeants prendront-ils leurs responsabilités ?

« Il est possible d'arracher la réintégration des 137. Front uni dans la grève et la manifestation. Dirigeants, prenez vos responsabilités !

« Tous en grève jusqu'à satisfac-

tion ! Tous à la manifestation jeudi 10 à 15 h au ministère. »

Le comité unitaire se réunit le 4 juin. Il en appelle à l'organisation politique. Il sort un tract qui explique :

« Une question se pose : alors que des centaines de milliers d'étudiants dans tout le pays exigent l'abrogation de la réforme du second cycle, les dirigeants de l'UNEF-UEC et du SNESup s'opposaient à la grève générale de l'Université et donc à la satisfaction de la revendication, en déclarant : « *Nous ne voulons ni crise politique, ni reddition gouvernementale, ni nouveau mai 1968 !* » (R. Maurice, responsable de l'UNEF-UEC.)

« N'est-ce pas pour les mêmes raisons que les responsables du SNI 93 se sont opposés jusqu'à ce jour à la grève jusqu'à satisfaction, jusqu'à la réintégration des 137 licenciés, en déclarant : « ... Quand on est suppléant, on n'a pas la garantie de l'emploi, quand on a la garantie de l'emploi, c'est qu'on n'est plus suppléant... »

« Mais les instituteurs, comme les parents d'élèves, ne peuvent accepter les décisions de l'Inspection académique et du ministère ; leur lutte, ils veulent la conduire au succès : la réintégration des 137. « La condition pour qu'il y ait succès, c'est que soit clairement définie une tactique qui ne fasse pas dépendre la lutte revendicative d'une politique qui vise à ne pas remettre en cause le gouvernement Giscard-Chirac. Il est possible de gagner. Nous voulons gagner ! » Voilà ce qu'affirment par milliers les enseignants de Seine-Saint-Denis.

« C'est par et dans l'action qu'aujourd'hui ils exigent et commencent à imposer l'unité ! Ce mouvement, c'est le mouvement de tous les instituteurs de Seine-Saint-Denis. C'est le mouvement de tous les auxiliaires qui veulent des garanties écrites d'emploi. Ce mouvement, c'est celui des maîtres auxiliaires de CET dans les salles d'exams qui refusent la

sélection et la mise au chômage, ont boycotté leur examen, en déclarant : « C'est tous ensemble qu'on peut gagner ! »

Un Comité de liaison des auxiliaires de l'Education nationale s'est mis en place : le CUB décide de participer et d'appeler tous les instituteurs à ce combat.

Le 5 juin, le comité de grève d'Aulnay se rend en délégation à la mairie dont les élus sont membres du PCF. Ceux-ci déclarent soutenir la manifestation au ministère prévue par le comité de grève d'Aulnay et mettre à la disposition des parents et instituteurs, cars, radio... Délégation est faite à la Section locale du SNI et des CPE, qui approuvent à leur tour.

Le dimanche 6 juin, le comité de grève d'Aulnay diffuse son tract sur les marchés de la ville. La Section du PCF, quant à elle, diffuse en même temps un tract départemental dans lequel les travailleurs, enseignants, parents apprennent que le Conseil départemental du SNI organise une manifestation à Romainville, à la préfecture, le jour de la grève départementale. La mobilisation des enseignants est telle qu'aujourd'hui il n'est plus possible de se taire. « Le pouvoir peut et doit céder », tel est le langage que doit tenir l'appareil pour combattre la grève générale des instituteurs, les comités de grève. Ainsi le tract écrit-il :

« Nous alertons la population des tentatives gauchistes de type minoritaire telle que la grève reconductible, variante de la grève illimitée pronée par un comité de grève non représentatif qui veut se substituer aux organisations que les parents et les enseignants se sont démocratiquement données. Cette action ne peut aboutir qu'à la division, l'isolement du mouvement et enfin de compte, à la déception, au désarroi et à l'échec. »

Mais la situation est telle que le PCF est obligé d'appeler à la mani-

festation convoquée par ce même comité de grève qui a voté la grève illimitée jusqu'à l'obtention de la réintégration des 137 licenciés.

« Le 10 juin l'après-midi avec les élus. Les élus communistes de la Seine-Saint-Denis se rendront avec les parents et les enseignants au ministère de l'Education pour exiger du pouvoir les crédits nécessaires au réemploi des suppléants et remplaçants licenciés et la scolarité normale des enfants actuellement sans maître.

« Rendez-vous jeudi 10 juin à 13 heures place de la Mairie. De nombreux cars sont mis à notre disposition par la municipalité d'Aulnay-sous-Bois. »

Le mardi 8 juin, le lendemain du congé de Pentecôte, la mairie des Lilas tenue par les centristes-giscardiens soutient la grève en interrompant les cantines. Le soir, une manifestation a lieu à la mairie à l'appel du comité local d'action laïque qui regroupe 500 instituteurs et parents.

A Aulnay, les militants du PCF passent dans les écoles, derrière le comité de grève pour faire rentrer. Telle est la manière dont les staliniens entendent appeler à « l'action la plus large... seule susceptible de faire céder le pouvoir giscardien ».

Dans tout le département, les militants des CUB convoquent des réunions pour la grève. Les instituteurs sont d'accord, mais hésitent : « Il faut que le syndicat appelle », mais, « est-ce réaliste alors que nous sommes en juin » ? Derrière leurs interrogations, une question centrale : « Peut-on décider nous-mêmes et par là entraîner le syndicat » ?

Et la journée du 10 juin soulève de multiples questions. « C'est un recul des dirigeants » disent les uns. « Ils ont décidé ça contre la grève jusqu'à satisfaction » disent d'autres. Mais presque partout les instituteurs prennent la décision d'envoyer des observateurs ou même des délégués

à la coordination convoquée par le comité de grève d'Aulnay.

110 instituteurs, délégués ou observateurs de 60 établissements, de 17 localités prennent la décision de se constituer en coordination départementale pour continuer le combat pour l'Unité. Ils décident de prendre en charge l'organisation de la manifestation au ministère en même temps qu'ils décident de participer à la manifestation du SNI 93 à Romainville, « pour affirmer avec tous nos collègues en grève, notre volonté de voir aboutir la réintégration des 137 suppléants et remplaçants licenciés ».

Le 10 juin, la grève est générale dans le département. Le matin, à la manifestation organisée à la préfecture par le Conseil départemental du SNI, 300 personnes sont là. 300 personnes sous la banderole des comités de grève et du comité de coordination scandent : « réintégration des 137 », « Haby doit céder, tous à 15 h au ministère », « Picard (le secrétaire départemental du SNI) avec nous au ministère ! ». Et toute la manifestation reprend : « Réemploi de tous les suppléants » !

Le bureau national du SNI, qui a reçu la délégation des comités de grève d'Aulnay-sous-Bois, des Lilas et la coordination départementale, lui a communiqué, retour du ministère, photocopie de la lettre du cabinet du ministre qui indique :

« A la suite d'un entretien qui a eu lieu entre les responsables nationaux du SNI et les autorités départementales de l'Education, il a été constaté que l'utilisation des journées supplémentaires de suppléances attribuées courant mai à l'Inspecteur d'académie, permettra d'assurer à tous les suppléants volontaires un nouveau remplacement d'ici la fin de l'année, en vue d'assurer le remplacement des maîtres en congé. D'autre part, suite aux stagiarisations, 50 suppléants seront inscrits sur la liste départementale des remplaçants avant la fin de l'année scolaire. »

Par tract, dans la manifestation de Romainville, dans le même temps où Picard fait état de cette lettre expliquant que c'est une grande victoire, le comité de coordination soulève les problèmes :

« La délégation a demandé des précisions sur ce texte :

« — Cette lettre nous garantit-elle la réintégration immédiate des 137 suppléants licenciés ?

« Réponse affirmative d'un membre du bureau national.

« — Le bureau national est-il prêt à demander des garanties écrites de réemploi pour la rentrée à M. Haby ?

« Il appartient au département de régler le problème. Mais pour ma part, je vous assure qu'il n'y aura aucun licenciement à la rentrée. »

« Le comité de grève constate que cette lettre ne donne pas satisfaction sur les revendications qui ont motivé la grève :

— Réintégration immédiate des 137 dans leur circonscription ;

— Garanties écrites du ministère du réemploi des suppléants l'an prochain ;

— Pas un seul licenciement.

« Pourtant, elle contient les affirmations que :

« 1. 50 suppléants seront inscrits sur la liste des remplaçants dès la rentrée prochaine.

« 2. « UN » (!) remplacement sera donné aux suppléants « volontaires » (!).

« Notons que ces affirmations sont très sensiblement différentes de la réponse que l'Inspecteur d'académie-adjoint, au nom de M. Haby auquel il venait de téléphoner, a faite aux instituteurs d'Aulnay, il y a 15 jours : « Pas d'argent : pas de suppléants ! ».

« Ainsi, malgré tous les obstacles qui ont contrecarré la mobilisation unie des instituteurs du département dans la grève, se confirme l'appréciation, portée le 9 juin par la coordination départementale que le comité de grève d'Aulnay avait convoquée : « L'efficacité, c'est l'unité dans la grève jusqu'à satisfaction ! ».

« Au vu de ce qu'a pu obtenir

la mobilisation limitée (en l'absence d'un mot d'ordre unificateur lancé par le bureau départemental), chaque instituteur ne peut que se dire : « Que n'obtiendrait-on si le bureau départemental répondait à l'aspiration à l'unité des instituteurs en les appelant à la grève jusqu'à satisfaction » !!!

Tous à la manifestation, 15 h, au ministère. Rendez-vous 14 h 30, métro Solférino.

Le comité de grève d'Aulnay prend la parole, malgré les militants du PCF qui tentent, par les bousculades, de l'en empêcher et tandis que les dirigeants, par haut-parleur, dissolvent la manifestation. 400 à 500 personnes restent et écoutent l'appel du comité de grève d'Aulnay à la manifestation de l'après-midi au ministère et l'appel à la nouvelle coordination du soir. Le SGEN déclare s'associer à la manifestation.

L'après-midi, à Aubervilliers, les dirigeants de la tendance U et A ont convoqué une Assemblée générale du SNI à la même heure que le rendez-vous pour le départ à la manifestation au ministère. 100 à 120 personnes sont présentes. Dépôt immédiat d'une motion : « **Grève jusqu'à satisfaction. Enregistrons le premier recul du ministre. Appel immédiat à la manifestation au ministère !** » Les dirigeants se battent pour que seuls les syndiqués votent. « **Ici, c'est une AG du SNI, par une AG de grève.** » Réactions houleuses dans la salle. Les instituteurs conspuent les dirigeants. « **Vous divisez, contre Haby, c'est ceux qui sont en grève qui doivent décider.** » Vote des seuls syndiqués pour savoir si oui ou non le droit de vote sera accordé à tous les présents. Résultats : 35 pour, 42 contre. Les militants du comité unitaire appellent à partir à la manifestation entraînant 40 à 50 personnes.

Au ministère, 500 à 600 manifestants sont sous la banderole de la coordination. Ballanger, député du PCF et les dirigeants du SNI et des

CPE d'Aulnay refusent d'intégrer un membre du comité de grève d'Aulnay et de la coordination à leur délégation. Ballanger déclare : « **Je ne vous connais pas. Je ne connais ni le comité de grève, ni la coordination... Je ne connais que les représentants du SNI et de l'APE CorneC.** » Il les connaît si peu, en effet, qu'il se retrouve aujourd'hui en délégation au ministère ! Le cordon de policiers qui barre la rue s'ouvre, laissant passer Ballanger et les responsables du SNI et des CPE, pour se refermer aussitôt. Au moment où la délégation revient tout le monde pense : « **Si jamais le ministère n'a pas donné satisfaction, on y va tous** ». Ballanger traverse la manifestation. De l'autre côté, vers le ministère, les policiers viennent renforcer le dispositif de sécurité, plaçant des cars en travers de la rue, entre la manifestation et les bâtiments ministériels. Ballanger parle. Il parle des difficultés des municipalités à la rentrée et de bien d'autres choses encore. Mais du sort des 137, point. « **Assez de bavardages, ça suffit** », crient les manifestants. « **Les suppléants auront tous un poste en juin, selon le ministre** » dit Ballanger (applaudissements). « **A la rentrée 50 postes seront débloqués.** » Des voix dans la manifestation : « **Et les autres ?** » « **En tout cas le ministre n'a rien signé** » dit Ballanger. « **Au ministère ! au ministère !** » reprend la manifestation.

Un membre du comité de grève prend la parole, tandis que Ballanger, les responsables du SNI et des CPE partent, en disant que « **le gouvernement est tenace... fort** », qu'il faut un vaste « **rassemblement national sur la base du Programme commun** ». Hésitation dans la manifestation. 200 à 300 restent pour écouter le comité de grève. Une discussion s'engage : « **Avec les organisations, on aurait pu gagner !** » Décision est prise de se revoir à la coordination, le soir même.

A 20 heures se réunit le comité de

coordination. Des militants du SGEN et de la LCR sont venus en plus grand nombre. Il y a là aussi un représentant du « comité des non-titulaires » (gauchiste). L'assemblée décide de publier un nouveau communiqué du comité de coordination, sur la ligne du front unique, en racontant ce qui s'est passé et en dégageant ce qui unit tout le monde : la volonté commune des instituteurs qui ont participé à la manifestation au ministère comme de tous ceux qui ont manifesté à Romainville, car, c'est clair, « la revendication reste la même : réintégration des 137 suppléants. Garantie écrite du réemploi l'an prochain pour les suppléants. Elle unit tous les instituteurs et parents dans une même volonté comme l'attestent les manifestations du 10 juin 1976 ».

Dans un communiqué, ils déclarent : « 2. Les instituteurs et les parents, en l'absence d'ordre de grève lancé par le bureau départemental du SNI jusqu'à satisfaction, se sont engagés dans la grève comme moyen de réaliser l'unité dans l'action, d'imposer au bureau départemental de prendre sa place en organisant la grève jusqu'à satisfaction. Ils ont affirmé : « l'efficacité, c'est l'unité dans la grève jusqu'à satisfaction ». Cette orientation reste valable.

« La coordination appelle les instituteurs à se réunir en assemblées générales pour décider de la poursuite de l'action et se prononcer sur les propositions votées par la coordination. Elle communique aux AG les conclusions qui ont été mises aux voix dans la coordination. Elle appelle les AG à déléguer un ou plusieurs représentants mandatés ou observateurs à la nouvelle coordination qui se réunira le *samedi 12 juin à 14 h* (rendez-vous 13 h 30 devant la mairie de Sevran). La coordination s'est dotée d'un bureau élu. »

Il faut rester unis, organisés pour faire face à l'arbitraire de l'Administration, du gouvernement, qui bien que reculant partiellement vont ten-

ter de profiter de la pagaille créée par leur propre décision arbitraire, dressant les instituteurs les uns contre les autres, pour liquider le mouvement. C'est pourquoi la coordination adresse un questionnaire très simple aux instituteurs : « La coordination demande à tous les suppléants licenciés de centraliser à l'école des Petits Ormes les renseignements : sont-ils réemployés et où ? »

Elle appelle, parallèlement, à continuer la bataille par rapport au SNI, maintenant les revendications.

Le vendredi 11, à Aulnay et aux Lilas le travail reprend. Les suppléants commencent à être réemployés dans le désordre le plus complet. À Aubervilliers, 20 instituteurs décident de réunir leurs collègues sur leur école, pour leur soumettre les propositions de la coordination, les invitant par ailleurs, à se rendre au Conseil syndical du SNI 93 qui doit se tenir le 15 juin. Le samedi 12 juin, une nouvelle coordination se tient. Des informations concordantes indiquent le réemploi de la plupart des suppléants.

Conclusion

Ainsi les choses sont claires : par leur combat politique, unis à la base sur leurs revendications, en engageant l'action, les instituteurs de la Seine-Saint-Denis ont réussi partiellement à imposer le front unique, à faire jouer aux organisations le rôle pour lequel la classe ouvrière les a construites, contre ce qu'affirmaient les dirigeants, qui, parce que toute leur politique est tendue vers le maintien en place de ce gouvernement, prétendaient que ces revendications étaient irréalistes. Par la méthode de la démocratie ouvrière, lui donnant son plein contenu dans le combat de classe, ils ont arraché la

victoire. Ils ont appris dans ce combat qu'ils peuvent, en décidant eux-mêmes, en s'organisant par le comité de grève, unissant tous les personnels, contraindre les dirigeants. C'est une leçon d'importance pour toute la classe ouvrière de ce pays. Dans cette bataille se sont renforcés et dans certains cas constitués, à l'initiative et par le combat politique des militants de l'OCI, comme instruments politiques nécessaires au combat pour le front unique, les comités unitaires de base, à Aulnay, aux Lilas, à Aubervilliers, Sevran, Pantin.

Nécessairement aujourd'hui, ce processus interne à la classe ouvrière, dont nous avons tenté de saisir les origines et les développements inégaux de ces derniers mois dans le combat pour la réalisation du front

unique, va se poursuivre, s'approfondir, intégrant le point où est parvenue la crise du régime, l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac. Les contradictions internes du régime bonapartiste, contradictions économiques, sociales, politiques ont fait craquer le dispositif par lequel la bourgeoisie et les appareils maintenaient les choses en l'état. Ces contradictions aujourd'hui libérées vont constituer un puissant facteur, un formidable appel pour l'action indépendante de la classe ouvrière. Les perspectives qui sont aujourd'hui ouvertes, ce sont des luttes qui seront des éléments de préparation d'une explosion politique, laquelle balaiera le régime bonapartiste et ses institutions.

César CORTE.

Le 1^{er} septembre 1976.

Il est nécessaire d'expliquer pourquoi nous avons choisi de faire ce rapport à la fin de l'été, alors que l'OCI a été dissoute depuis plusieurs mois. La raison est simple : nous voulions donner à ce rapport une portée aussi large que possible, pour qu'il puisse servir de base à une réflexion collective sur la situation actuelle de la classe ouvrière. Nous voulions également éviter que le rapport ne tombe dans l'oubli, car il est très important de garder en mémoire les leçons tirées de l'expérience de l'OCI. C'est pourquoi nous avons décidé de le publier maintenant, lorsque les conditions sont plus propices à sa diffusion. Nous espérons que ce rapport sera utile pour aider à la construction d'un nouveau parti communiste, qui sera capable de répondre aux besoins réels de la classe ouvrière.

Pour ce faire, nous devons nous assurer que ce rapport soit accessible à tous les membres de l'OCI. C'est pourquoi nous avons décidé de le publier dans un format accessible à tous, et non pas dans un format réservé à une élite. Nous voulons que ce rapport soit lu par tous ceux qui sont intéressés par la situation actuelle de la classe ouvrière, et non pas seulement par les membres de l'OCI.

Le Comité central de l'OCI des 4, 5 et 6 septembre 1976

par Marc LACAZE

Le CC de septembre et ses conclusions

Les 4, 5 et 6 septembre 1976, se tenait le comité central de l'OCI. Premier comité central après les vacances, en tout état de cause, le CC de septembre revêt une importance particulière : il s'agit de remettre en activité, au seuil d'une année politique nouvelle, l'ensemble de l'organisation. Cette fois l'importance de ce CC était plus grande encore : l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac ouvre une phase très particulière de la lutte des classes en France que la relance de la crise économique réouvrira conjointement au rapprochement des échéances politiques. Mais cette phase particulière de la lutte des classes est également une phase particulière de l'action politique de construction du parti révolutionnaire en France, donc de la vie et de l'activité politique de l'OCI. A son ordre du jour, le CC avait également une discus-

sion, d'une importance non moins grande, puisqu'elle concernait les perspectives de reconstruction de la IV^e Internationale.

Le dernier rapport qui, tirant les conclusions de toutes les discussions de ce CC, les formulant en termes d'action politique de l'OCI, estimait :

« — Les problèmes politiques en cours sont ordonnés par la mise en place et le développement de tout le dispositif politique des relations entre les classes, et à l'intérieur de celles-ci. Elles sont marquées par la transition de la crise politique qui inévitablement, par l'intervention des masses, se transformera en crise révolutionnaire.

« Le départ de Chirac illustre, comme un de ces moments, la marche inéluctable vers la crise révolutionnaire.

« — Le plan de travail de l'OCI est entièrement basé sur cette perspective qui, en relation avec la stratégie de la « Ligue ouvrière révolutionnaire », débouche sur la

possibilité d'aborder la crise révolutionnaire avec une OCI susceptible de combattre pour la construction du parti révolutionnaire à partir de ce qu'elle représenterait dans la lutte des classes.

« Cette perspective doit guider notre activité. Il n'est pas superflu néanmoins de rappeler l'alternative établie par la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire. En effet, le fait que nous nous fixions l'objectif de construire une OCI capable de constituer un pôle direct de regroupement pour la construction du parti révolutionnaire laisse néanmoins ouverte la question : ou bien l'activité d'une telle organisation, lorsque se dégageront des courants et des formations larges de type centriste des grandes organisations traditionnelles, sera en mesure de constituer un pôle suffisamment fort pour entraîner directement les meilleurs cadres et militants ainsi dégagés dans la lutte directe pour le parti révolutionnaire, de la IV^e Internationale ; ou bien il nous faudra pour ce faire entrer dans telle organisation centriste, soit en fusionnant, soit comme fraction...

« Guider comme nous le faisons résolument notre activité sur le premier terme de l'alternative ne peut à l'heure actuelle constituer une réponse excluant l'autre terme de celle-ci. La lutte des classes, le produit de notre activité répondront seuls à cette question.

« — C'est ainsi que nous devons nous aligner sur une analyse, fondée sur les processus politiques en cours, et ouvrant les possibilités de gagner les 2 000 travailleurs et jeunes qui nous donneraient les moyens d'envisager les problèmes de la construction du parti révolutionnaire à partir de l'OCI représentant un pôle suffisamment fort pour faire l'économie du second terme de l'alternative évoquée plus haut.

« Pourquoi cet objectif de 2 000 travailleurs et jeunes ? Ce n'est qu'un ordre de grandeur, certes, mais qui n'a rien d'arbitraire : c'est premièrement ce qu'il faut gagner pour que la possibilité soit ouverte

d'aborder, dans la période qui vient, la construction du parti révolutionnaire à partir du pôle de l'OCI. En second lieu, c'est ce que l'association régulière, par le biais de diverses campagnes, d'une dizaine de milliers de travailleurs et jeunes à l'activité de l'OCI, permet, dans la période politique, de se fixer raisonnablement comme objectif de recrutement.

« Enfin, en revenant aux problèmes politiques de fond, pourquoi 2 000 travailleurs et jeunes peuvent-ils être recrutés dans une situation qui, au moment où la crise révolutionnaire dénouera la crise politique, verra les masses et les militants affluer vers les organisations dirigées par les appareils traîtres, contrôlant toutes les conditions du combat, et les formes d'organisation qui jailliront de l'effondrement du bonapartisme sous les coups des masses ?

« Il est absolument vital pour l'OCI de comprendre l'ensemble du processus qui est amorcé avec l'agonie du bonapartisme. La phase qui sépare la crise politique de son dénouement est marquée par la farouche volonté des appareils staliniens et réformistes de préserver le système politique de la V^e République, donc de toutes ses structures étatiques et gouvernementales, alors que la lutte des classes dans tous les domaines et motivations se dirige vers l'effondrement du système de la V^e République sous les coups des masses.

« Nous avons donc en face de nous un mouvement de la classe et des militants qui se dirige contre le gouvernement Giscard, l'Assemblée nationale, et qui par là même est entré en contradiction avec la politique des appareils, qui s'efforceront, jusqu'au moment où, répétons-le, les masses liquideront la V^e République, de protéger la forme bonapartiste de domination en décomposition.

« A ce moment, lorsque la V^e République s'effondrera, les appareils, pour sauver l'ordre bourgeois, tourneront. C'est ainsi que d'ici là, aux contradictions qui opposent les masses au gouvernement et insti-

tutions bonapartistes, s'intègrent les contradictions qui opposent masses et militants aux appareils, protégeant les institutions bonapartistes."

Le plan d'activité de l'OCI prend en considération plusieurs facteurs et leurs relations : la phase, qui vient de s'ouvrir, de l'agonie de la V^e République ; les tendances profondes du mouvement des masses, et ce qu'il dégage en contradiction avec la politique « d'Union de la gauche » du PCF, du PS, et celle des appareils syndicaux ; la capacité actuelle d'intervention et de combat de l'OCI, et son développement (bien entendu à partir d'une ligne politique qui, elle, se dégage des exigences de la lutte de classe du prolétariat).

Expulser l'UDR

Prenons les premières conséquences de l'éclatement du gouvernement Giscard-Chirac. Il ouvre la phase ultime de la décomposition du système bonapartiste, estime l'OCI. Ce n'est pas un changement ministériel comme un autre, c'est la première conclusion de la plus sévère bataille politique qui se soit déroulée jusqu'alors dans les sommets de la V^e République. Et ce n'est pas fini. Giscard d'Estaing, après avoir cassé l'UDR, doit tenter d'expulser celle-ci des positions qu'elle occupe à tous les niveaux et dans les rouages de l'appareil d'Etat.

Ce faisant, contre son gré, Giscard va lui-même concourir à détruire toute la stabilité de l'appareil d'Etat. Comment en effet imaginer que la véritable « société du 10 décembre » que constitue l'UDR puisse accepter de bon gré de se faire expulser des postes qu'elle occupe, de l'appareil d'Etat qu'elle colonise ? Cette foule de personnalités, qui se presse dans les ministères, à la tête des administrations, dont les positions furent garanties par l'appartenance à l'UDR ou bien par la docilité qu'elle montra à l'égard des objectifs du « parti

gaulliste », va être gagnée par la frénésie. Conversions, trahisons, retournements, batailles acharnées vont se succéder, alterner avec la « découverte du scandale », avec les règlements de comptes. L'anarchie va s'installer dans l'Etat. Personne ne pourra empêcher que toute cette agitation provoquée par les menaces de voir disparaître sa place à la « mangeoire », faisant éclater au grand jour le sordide de l'enjeu du combat, atteigne l'Etat lui-même.

Il n'aura pas fallu attendre longtemps, dix jours après le départ de Chirac, pour que l'ampleur du mouvement préfectoral décidé par Giscard en vue des élections indique l'importance de la bataille engagée. L'échéance pressante des élections de 1978 et leur prélude, les municipales, interdisent l'expectative. Le remplacement de l'UDR Galley par Fourcade, président du club giscardien « Perspectives et réalités », au ministère de l'Equipment, ministère occupant une place clé dans le dispositif de préparation de celles-ci, est tout à fait révélateur. Il laisse en même temps présager qu'une chaude bataille se mènera, autour de « substantielles » questions de construction, d'aménagement et de transport, de crédits, et d'autorisations ou bien d'interdictions accordées aux communes...

Il n'aura pas fallu longtemps non plus pour que de ténébreuses affaires éclatent au grand jour, pour que Dassault, député UDR, constructeur d'avions intéressé de près aux affaires immobilières, comme cela semble être une coutume dans l'UDR, soit assez clairement présenté dans une campagne de presse comme très sérieusement compromis dans des opérations illégales. Tout ceci ne donne qu'un avant-goût de ce qui vient.

Concentrer le pouvoir et l'exposer à tous les coups

Dans sa bataille pour expulser l'UDR de l'Etat, bataille qui sans nul doute va

introduire, nous le voyons déjà, une sérieuse dose d'instabilité au cœur de celui-ci, Giscard doit concentrer un peu plus entre ses mains tous les pouvoirs. Toutes les batailles deviennent ses batailles, tous les échecs deviennent ses échecs, il s'isole et va inéluctablement diriger contre lui tous les reproches. Jean D'Ormesson, dans « Le Figaro » du 2 septembre, s'inquiétait :

« Le succès remporté par M. Giscard d'Estaing aux dépens de M. Chirac et la désignation de M. Barre font que le Président de la République travaille désormais sans filet. On peut même se demander si, en se séparant de M. Chirac, il n'a pas joué à quitter ou double. S'il n'est pas acculé maintenant à la nécessité du succès. S'il ne lui faut pas vaincre à tout prix dans les luttes qui s'annoncent, et d'abord évidemment aux législatives de 1978 qu'il affrontera le dos au mur. »

Pour conclure il lançait un appel :

« Nous voilà donc tous de gré ou de force attachés au char et au talent du Président de la République. »

Mais le ton lui-même de l'appel à « serrer les rangs » n'est pas de ceux qui emportent si facilement l'adhésion. En effet, il n'est pas facile de faire abstraction de la réalité. Et la réalité, c'est que le doute s'insinue dans les cercles dirigeants du capital financier, au fur et à mesure où l'anarchie, puis la paralysie, menacent l'appareil d'Etat. Pressés par les nécessités économiques, inquiets de l'impuissance du gouvernement à faire passer les mesures indispensables à la défense de leurs intérêts, les cercles dirigeants du capital financier ne comprennent pas que leurs représentants se perdent en querelles et rivalités. Ils ne comprennent pas qu'ils le fassent dans une situation où s'affirme la tendance à voir chaque combat de la classe ouvrière risquer de se transformer dans le cadre du bonapartisme actuel en lutte contre le pou-

voir d'Etat lui-même. La défense de leurs intérêts matériels ne semble plus pouvoir être assurée sous la forme bonapartiste. Mais voilà : tous sont « de gré ou de force attachés au char et au talent du président de la République » qui incarne l'Etat, et ils le savent aussi, c'est l'impasse.

La machine gouvernementale n'a pas les moyens d'affronter globalement les masses. Les institutions bonapartistes sont précisément la source de déchirements internes à la classe dominante. Pourtant, la bourgeoisie doit préserver les institutions sans le maintien desquelles la crise du système bonapartiste devient la crise de domination de la classe bourgeoise. Il est impossible pour la bourgeoisie de résoudre cette contradiction qui a sa raison d'être dans la lutte des classes, et en premier lieu dans l'activité des masses.

Comment ne pas penser, à propos du destin de Giscard, en entrant dans cette phase finale de la décomposition de la V^e République, à un autre « bonaparte » dont Marx disait en conclusion du « 18 brumaire de Louis Bonaparte » :

« Pressé par les exigences contradictoires de sa situation, et contraint, d'autre part, tel un prétidigitateur, de tenir par quelque tour surprenant les yeux du public constamment fixés sur lui comme sur le « succédané » de Napoléon, et par conséquent de faire tous les jours un coup d'Etat en miniature, Bonaparte mit sans dessus dessous toute l'économie bourgeoise, toucha à tout ce qui avait paru intangible à la révolution de 1848, rend les uns résignés à la révolution et les autres désireux d'une révolution, et crée l'anarchie au nom même de l'ordre, tout en enlevant à la machine gouvernementale son auréole, en la profanant, en la rendant à la fois ignoble et ridicule. »

Giscard touche à tout, met sens dessus dessous l'économie, la machine gouvernementale ; il crée l'anarchie au nom même de l'ordre ; il profane l'Etat, et lui enlève son auréole. C'est dans ces conditions que se nourrit la volonté

puissante d'en finir avec l'Assemblée nationale désavouée par le suffrage universel, avec le gouvernement des fondés de pouvoir du capital, avec les institutions taillées sur mesure de la V^e République.

La phase de la crise politique qui vient de s'ouvrir constitue la préface immédiate à l'ouverture de la crise révolutionnaire que l'irruption des masses travailleuses provoquera inévitablement. Voilà comment se déroulera la crise politique. La perspective la plus probable est donc que le prochain tournant sera l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Il ne s'agit pas de chercher à mesurer la durée qu'aura la phase dans laquelle nous sommes entrés, mais très précisément d'éclairer les relations politiques qui vont s'établir à l'intérieur de la classe ouvrière de façon à pouvoir participer activement au processus que le prolétariat a engagé pour imposer le front unique ouvrier qui se dirige contre le gouvernement, contre l'Etat, et aboutira à une action politique d'ensemble des masses.

Préserver jusqu'à la limite Giscard et l'Etat bourgeois

Dans l'article précédent, S. Just écrit :

« L'Union de la gauche est contrainte de s'engager plus ouvertement qu'elle ne l'avait encore jamais fait dans la défense de la V^e République à l'agonie. La protection de l'Assemblée nationale concentre leur action en vue de maintenir en vie la V^e République un temps encore, tenter désespérément de la sauver. Sans la politique de « l'Union de la gauche », la fin de la V^e République serait une question de semaines, sinon de jours. Marchais, Mitterrand, en protégeant l'Assemblée nationale qui ne représente qu'elle-même, veulent boucher toute perspective politique à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux masses exploi-

tées, veulent les plier aux institutions et aux cadres de la V^e République. »

Tous les représentants de tous les appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier, staliniens et sociaux démocrates, y sont allés de leurs discours, de leurs déclarations. Ils expliquèrent tous que ce qui venait de se passer ne constituait qu'une simple redistribution des cartes. Puis, lorsque Barre fit connaître son intention de mettre au point une politique d'austérité, ils précisèrent leurs propres intentions.

Bergeron, d'abord, le 1^{er} septembre, à qui l'on demandait si la lutte contre l'inflation pouvait être menée sans limitation partielle du pouvoir d'achat, répondait :

« Je ne vois pas comment, dans un pays comme la France, on pourrait appliquer une politique de revenus, que mon prédécesseur qualifiait de politique de la mangeoire individuelle. »

Puis à la question plus précise :

« Seriez-vous prêt à approuver des accords de salaires impliquant un freinage des rémunérations ou une discipline contractuelle, moyennant des garanties ou des contreparties, et si oui, lesquelles ? »

Il annonçait :

« Il est difficile de répondre à la question tant qu'on ne connaît pas les intentions du gouvernement. A Force ouvrière, nous sommes très conscients des dangers de l'inflation. Nous savons bien que si elle prenait des dimensions encore plus importantes — et la situation est déjà très grave — cela mettrait en cause la démocratie... »

Pour enfin admettre :

« Il est certain que si des marchés de cette sorte (avec contrepartie sur la durée du travail) nous étaient proposés, nos organisations

en discuterait, qu'il s'agisse de la durée du travail, du SMIC ou des retraites. »

Séguy, lors du rassemblement annuel de rentrée des cadres de la CGT, après avoir fustigé « l'inconditionnel du gouvernement », Bergeron, se déclarait haut et fort pour une « véritable politique contractuelle ». Il précisait pour ceux qui ne comprendraient pas :

« A ce sujet, nous croyons devoir dire clairement, ainsi que nous l'avons précisé hier au Premier ministre, que dans les circonstances présentes rien ne nous semble plus urgent que de juguler l'inflation et la hausse des prix afin de garantir le pouvoir d'achat des salaires, de refouler le chômage et de sauver l'économie nationale du désastre qui la menace. »

« Pour réaliser ces objectifs, nous sommes prêts — même avec ce gouvernement et ce patronat réactionnaires — à engager notre responsabilité, toute notre autorité, et à signer tout accord en conséquence. »

Il ajoutait, noblesse oblige :

« Si le gouvernement veut obtenir l'accord de la première centrale syndicale pour combattre l'inflation, il doit s'engager dans une voie différente de celle suivie jusqu'à ce jour, inefficace et dangereuse pour l'économie nationale. »

Mais continuons, tant ce discours est instructif :

« Il est exclu que le gouvernement et le patronat français obtiennent du mouvement syndical des renoncements semblables à ceux qui ont été acceptés dans certains pays voisins. »

Séguy vise certainement là le mouvement syndical anglais et allemand. Il ne pense probablement pas à la déclaration de soutien au gouvernement démocrate chrétien d'Andréotti que vient de faire L. Lama, secrétaire de la CGIL italien, son camarade, mais continuons :

« Même dans l'hypothèse, peu vraisemblable, où toutes les organisations syndicales y consentiraient, le refus d'alignement de la CGT affirmerait l'opposition de la grande majorité des travailleurs de ce pays. La faillite de la pratique des accords séparés conclus avec des organisations minoritaires n'est plus à démontrer, surtout quand de telles manœuvres provoquent des conflits du genre de celui qui vient de mettre en mouvement les agents de conduite de la SNCF. Que cela plaise ou non, il est une réalité nationale dont tous les interlocuteurs sociaux sont bien obligés de tenir compte : c'est le poids prépondérant de la CGT au sein du mouvement syndical français. »

Séguy revendique en raison de la place prépondérante qu'occupe la CGT la responsabilité de la direction des opérations. Il se prononce contre les accords séparés pour pouvoir assumer directement la responsabilité du maintien de l'ordre dans les conflits qui surgiraient.

Maire, pour la CFDT, dans le style inimitable qui marque les hommes de la hiérarchie catholique, déclarait en sortant de Matignon :

« La délégation de la CFDT, reçue mardi après-midi par le Premier ministre, était venue avec l'exigence essentielle de négociation. Elle est ressortie avec des réponses soit évasives, soit dilatoires. »

Il en profitait alors pour réaffirmer solennellement :

« Une seule chose est possible entre nous : la concertation. Nous voulons négocier. »

Et petit détail, sur le problème particulier des « inégalités », Edmond Maire a indiqué que le Premier ministre avait apporté un intérêt théorique à la proposition de la CFDT de limiter à 20 000 F les revenus mensuels. Tiens donc, E. Maire a abordé « théoriquement » la question du blocage des revenus mensuels ? Et lorsque, de concert

avec le Premier ministre, ils ont abordé la question, ils se sont essentiellement intéressés à l'innombrable catégorie de « travailleurs » gagnant plus de 20 000 francs mensuels. De qui se moque E. Maire ?

Bref, ils se sont tous portés présents dans un même mouvement, chacun suivant la place qu'il occupe, pour engager toutes leurs forces pour sauver les institutions bonapartistes. Mais cette unanimous n'exclut pas, bien au contraire, que se déchaîne la division entre les uns et les autres pour des motifs qui, dans les conditions actuelles, masquent de plus en plus difficilement, aux yeux des travailleurs et des militants, leur véritable raison d'être : s'opposer par tous les moyens à la réalisation de l'unité sur quoi que ce soit pour barrer la voie au front unique ouvrier qui balaierait la V^e République.

Préserver les institutions, c'est préserver le paravent de celles-ci : l'Assemblée nationale. Toutes les forces des appareils sont engagées pour que cette Assemblée aille au terme de sa législature.

Georges Marchais ne déclarait-il pas de la façon la plus claire qui puisse se faire, au CC du 5 septembre :

Il ne s'agit pas en effet d'attendre l'arme au pied les élections de 1978. En premier lieu, parce que les travailleurs, les familles en butte aux difficultés ne peuvent pas attendre. En second lieu, parce que c'est avant tout en prenant chaque jour en main la défense de leurs intérêts, en faisant prévaloir de justes solutions que nous gagnerons des soutiens nouveaux dont la gauche a besoin pour assurer une victoire, dont il serait dangereux de croire qu'elle est acquise d'avance.

Il fallait être rédacteur à « Rouge », quotidien de la LCR, pour comprendre dans ce passage du discours de Marchais que :

L'image opportuniste d'un PC militant pour l'Union du peuple

de France va se coupler avec celle d'un PC ultra-sectaire cherchant à capitaliser à son profit la combativité ouvrière contre le plan d'austérité. D'où la petite phrase démagogique sur le refus d'attendre les échéances électorales. D'où les attaques qui font mouche contre les propos ambigus de personnalités liées au PS. D'où l'affirmation d'une campagne propre sur les municipales comme « complément » à la ligne unitaire. »

Ne nous attardons pas.

Toutes les promesses, toutes les déclarations des dirigeants des organisations ouvrières affirmant la volonté de combattre pour préserver le pouvoir d'achat, pour l'emploi, contre l'austérité trouvent dans les prises de position qui précèdent leur véritable teneur politique.

Chaque travailleur, chaque militant pressent que ce gouvernement du grand capital, ce gouvernement réactionnaire ne peut proposer qu'un plan d'austérité qui soit directement dirigé contre les intérêts des masses.

Tout dans la situation porte à cette conclusion. Le développement démesuré de la crise politique au niveau des sommets de l'appareil d'Etat détruit chaque jour un peu plus de l'auréole et du mystère qui « doit » entourer le fonctionnement de la machine gouvernementale. Le caractère sordide et particulier des intérêts que défend au nom du « bien public » l'Etat bourgeois est chaque jour plus nettement mis en lumière par chaque épisode du combat qui se déroule en haut. Cette agitation, dont le caractère stérile n'échappe à personne, nourrit et fonde toujours plus profondément au sein des plus larges masses, le sentiment qu'il faut en finir avec le gouvernement, les institutions et pour commencer que soit dissoute l'Assemblée nationale désavouée à plusieurs reprises par le suffrage universel et qui s'apprête à voter l'austérité.

Pour intervenir, dégager la ligne d'intervention, les mots d'ordre, à chaque moment précis, il importe de comprendre la tendance du mouvement des mas-

ses et les contradictions avec lesquelles il est aux prises. Depuis des années et des années, depuis mai-juin 1968, le contenu fondamental du mouvement des masses est sans équivoque : en finir avec la V^e République et ses gouvernements ; porter au pouvoir un gouvernement des partis, qu'elles considèrent comme ses partis, le PS et le PCF, aboutissant normal du front unique des partis ouvriers nécessaire à chaque moment. Mais elles se heurtent à la politique de ces partis, des appareils des partis et des centrales syndicales. Plus immédiate et plus claire encore s'est faite cette aspiration au lendemain des élections présidentielles. Mais plus durs se sont faits également l'opposition et le combat des appareils contre le front unique de classe des partis ouvriers, le soutien de la V^e République que Giscard d'Estaing incarne actuellement, la politique « d'union de la gauche ». La nouvelle phase de l'agonie de la V^e République, l'aggravation de la situation économique, ne font pas disparaître cette contradiction : elles l'aiguisent.

D'un côté l'idée qu'il faut en finir avec le gouvernement, les institutions de la V^e République, et porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, s'affirme. L'objectif d'imposer la dissolution de l'Assemblée nationale que le suffrage universel a désavouée la concrétise dans l'immédiat. Elle est nourrie par la crise des sommets. Mais de l'autre côté, des obstacles qui se dressent devant les masses font que le mouvement concret pour y parvenir, imposer le front unique ouvrier, s'affine, s'étaie, et s'ordonne à partir de l'expérience pratique du combat des masses dans leur résistance à l'exploitation.

En d'autres termes, l'objectif politique centralisateur du mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, ne peut et ne doit pas être opposé au processus par lequel les masses se saisissent de leurs problèmes, mais doit au contraire être désigné, formulé à partir de ce processus, s'intégrer à lui et le nourrir. Ces conditions font que les luttes centrées autour des re-

vendications constituent la trame de ce processus.

L'expérience accumulée dans le combat revendicatif pour réaliser les conditions politiques des luttes inévitables, pour lever les obstacles dressés par les appareils au FUO, cette expérience acquise dans le mouvement qui voit les masses se donner les moyens de la réalisation du front unique désigne la question du gouvernement comme étant la question clé à régler. La crise politique et l'aggravation de la situation économique vont accentuer ce mouvement, il ne fait aucun doute que nous allons assister à une puissante impulsion des combats revendicatifs. A l'inverse, ces combats nourris par le sentiment qu'il faut en finir avec le gouvernement, les institutions (sentiment dont le rôle centralisateur est évident) vont tendre à homogénéiser la classe ouvrière en lui fournissant une réponse au « comment réaliser le front unique ouvrier ? ».

La combinaison de ces deux déterminations du même mouvement tend à créer une situation où la classe ouvrière disposera, à l'échelle de toute la classe, de la réponse au comment faire en sorte que soit réalisé le front unique ouvrier pour que disparaîsse le gouvernement et le régime, et à engager une action politique d'ensemble. Alors les organisations traditionnelles, reculant devant le mouvement des masses, mettront en place une nouvelle ligne de défense de l'Etat bourgeois. L'*« Union de la gauche »* est aujourd'hui le moyen le plus efficace de défense de la V^e République. C'en serait alors fini de la V^e République, la crise révolutionnaire s'ouvrirait.

D'ores et déjà *« l'Union de la gauche »* est comprise, tout en prolongeant l'agonie de la V^e République, comme devant servir de nouvelle ligne de défense de l'Etat bourgeois. Le mouvement par lequel la classe ouvrière dénouera la crise politique est engagé.

Pourtant il importe de suivre au plus près le développement de la situation politique. Il peut être précipité, prendre d'autres formes en fonction de l'évolution des événements. L'aggrava-

tion de la condition des masses peut l'accélérer considérablement. L'action gouvernementale peut lui fournir un catalyseur qui homogénéise d'un seul coup ce mouvement. A partir d'une certaine dimension un combat du prolétariat ou de la jeunesse peut être ce catalyseur. D'autres éventualités et formes sont également possibles : qui peut exclure que les relations politiques au sein de la « majorité » parlementaire, à l'intérieur de l'appareil d'Etat s'aggravent à tel point qu'une dissolution de l'Assemblée nationale s'impose ; négliger la possibilité d'un tel désastre de la « majorité » aux élections municipales, que tout s'accélère sur le plan politique ; à l'inverse, on ne peut affirmer que Giscard d'Estaing ne parviendra pas, grâce à l'appui de l'« Union de la gauche » à ce que l'Assemblée nationale actuelle aille jusqu'au bout de son mandat.

En outre, les rapports entre le général et le particulier doivent être compris dans toute leur complexité : le particulier (les grèves, les mouvements d'un secteur de la classe ouvrière, de la jeunesse, à partir de leurs revendications) est la composante du processus d'homogénéisation politique de la classe ouvrière et des masses, il contient, est ordonné, et mène au général (le combat contre le gouvernement, la V^e République ; un gouvernement des partis ouvriers) ; mais le général nourrit également le particulier. Ainsi, il est clair que, menée avec à propos, l'agitation politique autour de la question du front unique des partis ouvriers pour la dissolution de l'Assemblée nationale est un facteur d'homogénéisation politique du prolétariat et de la jeunesse, qui influe directement sur les luttes revendicatives, l'action qui s'en dégage et dans son déclenchement et son cours impose de façon plus ou moins large le FUO. Cette aspiration elle-même doit être articulée, formulée en mots d'ordre, en segments de ligne politique, appropriés à des moments précis, par exemple : sans aucune condition, pas même celle du combat pour la dissolution de l'As-

semblée nationale, l'agitation politique pour que les organisations et les partis ouvriers appellent à manifester devant l'Assemblée nationale en lui déniant le droit d'imposer aux masses l'austérité. Il est indispensable d'avoir la mobilité politique requise, la mouvance, de savoir saisir et faire surgir les opportunités, en partant du fait que le mouvement par lequel la classe ouvrière déroulera la crise politique est engagé et ne peut que s'amplifier.

Les appareils à contre-courant

Sur tous les plans, les appareils, l'appareil stalinien en première ligne, engagent toutes leurs forces pour bloquer ce mouvement. Ils s'opposent avec acharnement à la réalisation de l'unité sur toutes les questions revendicatives les plus élémentaires et les plus limitées. Ils n'hésitent pas à s'opposer de la façon la plus brutale qui soit à l'action des masses. Disons-le, la situation appelle aujourd'hui de leur part une brutalité plus grande encore. Mais sans possibilité aucune de faire accroire d'une façon quelconque à l'obtention d'une contrepartie de la part du gouvernement.

Jusque sur le plan des règles de la démocratie, dont se réclament traditionnellement le PCF et le PS, qui leur a servi à légitimer jusque-là les institutions bourgeois et qui exigeait que soit dissoute l'Assemblée nationale, ils vont s'opposer aux aspirations les plus profondes des masses, en tentant de permettre à l'Assemblée d'atteindre les échéances de 1978.

Dans un climat marqué par l'inquiétude ressentie par les masses devant les menaces que fait peser le développement de la situation économique sur les conditions d'existence, menaces qui, dans de nombreux secteurs, sont déjà devenues de dures réalités, les appareils vont se situer sur tous les plans à contre-courant.

Mais ajoutons encore quelque chose. Ce qui est nouveau dans la situation, c'est que les appareils vont devoir s'engager jusqu'à la limite dans le combat pour la réalisation des objectifs d'un gouvernement dont l'impassé est totale et dont l'impuissance, la paralysie de la volonté, vont s'afficher au fur et à mesure que vont s'opérer les déchirements internes à l'appareil d'Etat. Déchirements, contradictions, anarchie dans les mesures prises pour rétablir l'équilibre qui déchaîneront la lutte des classes, la réponse des masses, et centraliseront toujours plus contre le gouvernement l'enjeu conscient de la bataille. Ce sera autant de secousses qui rendront s'il se peut encore plus insupportable aux militants l'orientation des appareils. Cette situation va ouvrir une crise dans les relations multiples et complexes existant entre la classe ouvrière et les appareils des partis ouvriers et des syndicats. Cette crise va se manifester jusqu'au cœur des organisations, qu'il faut distinguer des appareils.

Lorsque les masses engageront au terme de toute cette phase politique une action d'ensemble dirigée contre le gouvernement, les appareils tourneront pour rétablir une nouvelle ligne de défense de l'Etat. La politique de soutien à Giscard, de l'Union de la gauche, se déplacera sur des positions préparées à l'avance : la solution de rechange du gouvernement de Front populaire - Union de la gauche ayant pour tâche, quelle qu'en soit la forme, de préserver l'Etat. Cette solution est la réponse traître aux aspirations des masses à constituer un gouvernement des partis ouvriers. Les illusions des masses ne leur permettront pas, en un premier temps, de déceler le caractère traître de cette réponse. Elles verront dans ce gouvernement leur gouvernement.

C'est ainsi que la conjoncture présente revêt une extraordinaire importance pour la construction du parti révolutionnaire.

La politique d'Union de la gauche - Front populaire dans la situation présente, toute axée qu'elle est dans le sou-

tien à l'Etat bourgeois, donc à la politique de sauvegarde du gouvernement Giscard, est dressée contre le mouvement objectif de toute la société qui transite de la crise politique vers la crise révolutionnaire. Elle heurte toutes les couches de la classe ouvrière, y compris dans les illusions qu'elles véhiculent dans le mouvement. Elle révèle là, de la façon la plus claire, sa véritable nature, il n'en sera pas toujours ainsi, du moins pour un temps donné.

Les conditions du renforcement de l'OCI

L'OCI se trouve pour toutes ces raisons dans la situation la plus favorable pour se construire, pour recruter. La politique de l'OCI « exprimant ce qui est », fournissant un objectif politique centralisateur de l'activité des masses, se trouve dans le courant des aspirations les plus générales de celles-ci.

Cela ne sera pas toujours aussi favorable, au moins dans la première période des illusions du Front populaire.

C'est pourquoi le comité central de l'OCI a jugé qu'il était indispensable de mettre à profit les immenses possibilités dégagées par la nouvelle situation pour entreprendre dans un délai rapide la modification des relations et des rapports que l'OCI entretient avec une couche de travailleurs, de jeunes, de militants, qui cherchent la voie du combat politique contre le gouvernement et l'Etat bourgeois, et qui, organisés, rassemblés, sur la ligne politique de l'action pour le front unique ouvrier, constituent une avant-garde, et du même coup modifie les relations de l'OCI avec des couches, des sections, de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses.

Il n'est pas question de créer la dangereuse illusion que nous pourrions aborder la période de la crise révolutionnaire avec un parti construit. Il s'agit d'aborder la crise révolutionnaire

avec une organisation renforcée numériquement, et politiquement étroitement liée à la classe ouvrière de façon à pouvoir faire face à la forte pression des illusions des masses, qui multiplieront la pression que la bourgeoisie et les appareils exercent sur les rangs de l'OCI. On ne peut exclure que se conjugue à cette pression la violence des appareils, qui tenteront de mettre à profit cette période d'illusions où les masses verront dans le gouvernement de front populaire leur gouvernement, pour nous balayer, conscients qu'ils sont qu'à une seconde étape de la crise révolutionnaire, l'OCI représenterait un pôle de regroupement permettant de construire le parti indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne.

Bref, une phase s'ouvre où l'OCI peut faire pénétrer dans les couches les plus larges des travailleurs et des jeunes les leçons les plus profondes pour l'avenir, leçons qui découlent de leur propre expérience, acquise dans l'intervention active dans le processus qui se dirige contre le gouvernement. C'est dans ce mouvement et par son action que se construira l'OCI, en fournissant à ce processus un terme unificateur qui le centralise politiquement. Mais avant d'aborder cette question, revenons en quelques mots aux caractéristiques du mouvement qui porte les masses contre le gouvernement et les institutions. C'est d'une grande importance de préciser vers quoi il se dirige, ce qu'il contient, ses variantes, mais aussi le point précis où il se situe actuellement.

La crise politique, les mesures d'austérité dictées par l'urgence de la situation économique, l'anarchie et l'incohérence dans le cadre desquels elles s'inscrivent vont — n'en doutons pas, c'est inévitable —, rendre de plus en plus nombreuses et importantes ces luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse, analysées dans un autre article. Le contenu politique de celles-ci ne peut échapper à l'attention. Derrière chaque patron, chaque administration, se profile de plus en plus directement, le pouvoir, l'Etat dans sa plus grande nudité.

Ces luttes sont toutes marquées à des degrés divers par la tentative faite par les masses d'apporter une réponse à la question : comment réaliser le front unique ouvrier, comment surmonter le blocage des appareils.

Elles ont déjà accumulé ces derniers temps un riche capital d'expérience, de méthode, élaboré par les masses pour surmonter les obstacles.

Dans ces combats s'affirme l'idée qu'il faut en finir avec le gouvernement du capital, c'est certain. Une question reste posée néanmoins : Comment ? Par la réalisation du front unique ouvrier, certes, mais comment le réaliser à ce niveau ? Comment faire, alors précisément que les travailleurs concentrent leurs efforts pour surmonter les obstacles au front unique à une échelle où ils peuvent le plus facilement s'en saisir, le maîtriser, celui de l'entreprise, de la branche (plus rarement).

Voilà ce qui donne ce caractère encore non homogène au processus en cours. Est-ce à dire qu'il ne gagne pas en cohésion ? Non, bien sûr. Mais nous n'y sommes pas encore.

Front unique des partis ouvriers pour la dissolution de l'Assemblée nationale

Aider à lever les obstacles dressés devant les masses aujourd'hui, cela veut dire formuler les questions du gouvernement et des institutions, sous sa forme rendue inévitablement saisissable pour les masses sensibilisées par le départ de Chirac, par le développement de la crise politique, comme l'a fait le tract OCI du 6 septembre 1976 et qui dit :

“ TRAVAILLEURS, MILITANTS,
JEUNES,

L'Assemblée nationale s'apprête
à voter un plan d'austérité et le
budget, qui menacent toutes les
masses laborieuses du pays.

De quel droit ?

A de multiples reprises, le suf-

frage universel a désavoué cette Assemblée nationale.

Les militants, les organisations, les partis ouvriers, attachés au respect des règles de la démocratie, ne peuvent en tirer qu'une conclusion : *CETTE ASSEMBLÉE NATIONALE DOIT ETRE DISSOUTE*.

Les masses laborieuses dénient le droit à cette Assemblée nationale de décider et d'adopter ces mesures qui résultent du plan d'austérité que le gouvernement Giscard veut appliquer.

Les masses laborieuses, la jeunesse disent non au plan d'austérité.

Les dirigeants du PS et du PCF déclarent qu'ils condamnent le plan d'austérité, les dirigeants des centrales syndicales le condamnent également.

Pour que cette Assemblée nationale, que le suffrage universel a désavouée et qui, du point de vue de la démocratie, est illégitime, ne décide pas et n'impose pas les plans et le budget d'austérité :

Les dirigeants du PS et du PCF doivent décider, dans l'unité, d'appeler des millions de travailleurs, de jeunes, d'exploités de la région parisienne à manifester au Palais Bourbon devant l'Assemblée nationale.

Ils doivent décider dans l'unité d'appeler les travailleurs, les jeunes, les exploités, à manifester en province devant les préfectures.

— Non aux institutions de la V^e République, faites sur mesure pour défendre les seuls intérêts du capital.

— Non à Giscard d'Estaing et Barre, fondés de pouvoir du capital.

Les masses laborieuses veulent un autre gouvernement que le gouvernement Giscard-Barre.

Les masses laborieuses veulent le gouvernement de leurs partis, du PS et du PCF sans ministres représentants des organisations et partis bourgeois.

Les dirigeants du PS et du PCF doivent réaliser le front unique ouvrier, appeler à la manifestation devant cette Assemblée nationale illégitime du point de vue de la démocratie.

L'Assemblée nationale ne doit pas décider, elle doit disparaître.

La question du front unique des partis ouvriers pour la dissolution de l'Assemblée trouve précisément son point d'appui dans ce qui nourrit tout le développement inévitable des luttes dont nous venons de parler, c'est-à-dire la résistance à la politique d'austérité, aux attaques patronales et gouvernementales. La question du front unique ouvrier pour la dissolution se pose sous la forme suivante concentrée, proche, appréhendable :

« Que les partis ouvriers attachés aux règles de la démocratie tirent la conclusion, qu'ils appellent à manifester devant l'Assemblée nationale lorsque celle-ci sera invitée à se prononcer sur le plan d'austérité, puisqu'ils déclarent qu'ils condamnent le plan d'austérité ! De quel droit l'Assemblée nationale déciderait-elle ? Elle doit disparaître ! »

Cette bataille d'agitation multiforme centrée sur la légitime inquiétude des masses répond à la question posée plus haut, elle élargit la bataille pour le front unique ouvrier qui se mène dans les entreprises, elle lui donne sa véritable dimension qui s'appliquera à la question du gouvernement, elle le fait en établissant un pont naturel entre la question de l'Assemblée, du plan d'austérité et du front unique des partis ouvriers par la médiation de la proposition d'un premier pas dans le sens d'une bataille pour la dissolution : le front unique pour appeler à manifester.

Cela n'a rien d'une bataille désincarnée survolant la classe ouvrière, et de surcroît ultimatiste. Au contraire, cet élargissement de la bataille politique pour le FUO à la question gouvernementale, rendue appréhendable par les masses comme nous venons de le voir, affirme les contours des problèmes rencontrés, précise la nature des obstacles, favorise dans la situation la préparation des con-

ditions politiques sur le terrain particulier des actions à engager. Ce doit être la tâche des comités unitaires de base, ces groupes politiques qui combattent pour lever les obstacles au front unique, qui préparent les luttes dont nous venons de parler. Ils doivent aider le mouvement des masses à faire perdre pied ici et là aux appareils. Ainsi, faire grandir la confiance des masses dans la possibilité d'ouvrir une issue, d'entraîner les appareils, à partir de leur initiative, y compris en se fixant l'objectif de balayer le gouvernement. C'est dans ce processus que la classe ouvrière gagne en homogénéité à partir de son mouvement qui la porte à devoir centrer son combat contre le gouvernement.

Ce mouvement matérialisera le dégagement et l'organisation d'une avant-garde et fournira les éléments qui modifieront le poids spécifique de l'OCI à l'intérieur de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Prenons un exemple : les conditions dans lesquelles s'effectue la rentrée scolaire sont tout à fait significatives politiquement de la situation qui s'ouvre. Le ministère Haby a préparé de sérieuses coupes sombres dans tous les domaines. Sans vouloir dresser ici un tableau complet de la situation, on peut dire que des milliers de maîtres auxiliaires, ayant enseigné plusieurs années, sont promis au licenciement pur et simple tandis que des milliers d'autres se verront offrir des postes incomplets ne leur permettant pas de gagner de quoi vivre. Des centaines et des centaines de normaliens ne seront pas affectés à cette rentrée... Bref, les conditions d'accueil des enfants, en particulier dans les maternelles, s'annoncent catastrophiques, elles deviennent un souci des plus préoccupant pour des dizaines de milliers de parents d'élèves.

A cette incertitude s'ajoute le fait qu'aucun service du ministère de l'Education nationale, aucun rectorat n'est, à quelques jours de cette rentrée, en mesure de dire comment les choses vont se présenter effectivement.

Des coupes sombres ont été décidées,

et les services du ministère, eux-mêmes, à tous les niveaux, sont en train de céder à la panique devant les conséquences explosives que vont entraîner ces décisions. La paralysie, l'affolement gagnent les rectorats où personne ne cherche plus à faire croire qu'il poursuit un objectif déterminé et cohérent. Il faut comprendre que ce qui se passe aujourd'hui dans l'enseignement à l'occasion de la rentrée, qui concentre dans ce secteur tous les problèmes et pour un temps attire tous les regards, est une image de ce qui est en train de prendre forme dans tous les domaines dans ce pays comme produit du tournant politique. Frappé d'impuissance, de dessein cohérent, le gouvernement entraîne au chaos. Les enseignants, les travailleurs, ne peuvent l'accepter.

« De quel droit ce gouvernement déclinerait-il d'interdire l'accès à l'école aux enfants ? » ; « De quel droit licencierait-il des milliers d'auxiliaires ? » Voilà ce que se disent par centaines de milliers les enseignants, par millions les parents d'élèves.

Dans ce numéro de « La Vérité », il est largement fait état de la bataille que menèrent les instituteurs de la Seine-Saint-Denis en juin dernier contre le licenciement de certains d'entre eux. La signification politique de ce mouvement est clairement mise à jour.

Tout indique que des luttes revêtant ce caractère vont se développer. En apprécier toute la signification, c'est se disposer politiquement pour prendre l'initiative.

A l'Académie de Créteil, les maîtres auxiliaires apprennent, lundi 6 septembre, qu'un service du rectorat recevra 50 d'entre eux chaque matin de 9 à 11 h : ainsi, chaque matin, il y aura 50 à 100 maîtres auxiliaires qui, à partir de 7 h du matin, attendront pour être reçus.

Les choses (l'entrevue) sont organisées de telle sorte — ticket d'ordre, accueil « aimable », ceux qui ont été reçus sortent sans repasser par la salle d'attente — que tout se passe bien...

Dans la file, les maîtres auxiliaires

discutent. Tout le monde est là, dirigeant locaux du SNES et du CRAEN, comité qu'ils impulsent, les gauchistes du comité des MA en lutte... et les militants du Comité de liaison des auxiliaires. La première réaction des militants de l'OCI et du Comité de liaison est de polémiquer avec tout le monde sur toutes les questions, et en particulier sur le bien-fondé du mot d'ordre général qu'ils avancent : « **Un poste pour tous, tout de suite** ».

Or, pour les maîtres auxiliaires, ce mot d'ordre général ne peut prendre qu'un sens particulier : « **Nous qui sommes là, nous voulons un poste...** » Mais voilà, comme cela ne semble pas préoccuper ceux qui polémiquent bruyamment, dans le hall... les maîtres auxiliaires restent dans la file et discutent entre eux.

Les jours suivants, des informations commencent à circuler sur les réponses faites par le rectorat et qui sont toutes identiques. Des MA font état de la lettre qu'ils ont reçue : « **Inscrivez-vous à l'ANPE** ».

C'est alors que le temps perdu va être rattrapé, lorsque les militants de l'OCI et du Comité de liaison vont fixer l'objectif d'un rassemblement auquel devraient appeler tous les comités, les syndicats de l'Académie pour vendredi 10 septembre au matin, et faire circuler une pétition allant dans ce sens.

Les discussions s'ordonnent alors dans la file, et avec les militants de tous les Comités présents, sur cette proposition, les polémiques sont reléguées au second plan... à cette étape pourtant aucun comité ne se joint encore à l'initiative. Les maîtres auxiliaires signent en grand nombre. Une délégation est organisée pour aller à la réunion du CRAEN qui se tient à la faculté de Jussieu pour lui proposer de s'associer à cette initiative. La réponse du CRAEN est pour le moins évasive.

Le vendredi, les maîtres auxiliaires viennent plus nombreux à Créteil. Les comités sont là, représentés par quelques « responsables » qui cherchent à nouveau la polémique. Elle est

esquivée au profit de la discussion qui intéresse tout le monde, celle de l'action immédiate et unitaire à engager. Devant les MA présents, personne ne peut se défiler, en particulier le militant responsable du CRAEN, qui lui aussi est MA et n'a pas de poste. Ti-raillé entre ce qu'on lui fait faire et ce qu'il ne peut pas ne pas ressentir comme profondément juste il hésite, puis il cède et s'engage alors.

La manifestation aura lieu : 80 maîtres auxiliaires environ sont présents, une délégation de quatre d'entre eux est constituée, elle comprendra les trois comités et un « inorganisé » ; elle sera reçue. Réponse du secrétaire d'Académie :

« Je ne fais qu'appliquer ce que l'on m'a transmis. Il y aura environ mille MA sans postes... C'est réellement une catastrophe, mais sachez que M. le recteur a pris toutes les dispositions pour que les choses se passent le mieux possible. »

La délégation lui fait remarquer que depuis la crise ministérielle et le départ de Chirac, M. le recteur en question n'est plus en poste... !! Au sortir de la délégation, un appel est aussitôt approuvé pour une assemblée unitaire devant se tenir à Jussieu le lundi 13, et une manifestation le mercredi 15 septembre. L'action engagée n'est pas terminée au moment où nous écrivons mais ce qui précède indique la voie dans laquelle il faut s'engager pour « **préparer les conditions politiques de la réalisation du front unique ouvrier** ».

Le samedi 11 septembre 600 enseignants et surveillants représentant la région parisienne et 51 villes de toute la France, se sont réunis à la Sorbonne à l'initiative du Comité de liaison des auxiliaires.

Après une ample discussion à laquelle ils participaient nombreux, l'assemblée prenait la décision de répondre favorablement à l'appel des 80 auxiliaires de l'académie de Créteil :

« **80 maîtres auxiliaires se sont rendus en délégation chez M. le**

recteur de l'Académie de Crêteil.
Une délégation de 4 MA représentatifs de tous les MA et de tous les comités a été reçue :

Le secrétaire du cabinet du recteur nous a déclaré : « De nombreux MA seront au chômage, notamment en Lettres, Langues, Philo, disciplines artistiques, quelle que soit leur ancienneté. »

Il dit donc exactement le contraire de M. Haby, qui a affirmé dans sa conférence de presse : « Il n'y a pas de motif à manifester ».

LES AUXILIAIRES, LES ENSEIGNANTS N'ACCEPTENT PAS CES LICENCIEMENTS, ET LES MESURES D'AUSTERITE PRISES CONTRE EUX. CE QUE NOUS VOULONS TOUS C'EST L'UNITE POUR OBTENIR LES POSTES.

Les 80 MA décident :

1. D'appeler à l'unité tous les établissements dès lundi pour exiger du rectorat UN POSTE POUR TOUS LES MA, ET PAS UN SEUL LICENCIEMENT.

2. D'appeler *LUNDI SOIR, A PARTIR DE 18 H, A JUSSIEU, A UNE REUNION UNITAIRE AVEC TOUS LES MA, TOUS LES ENSEIGNANTS, COMITES ET SYNDICATS*, afin de s'organiser, de s'unir et de décider l'action commune, et en particulier *UNE MANIFESTATION MERCREDI 15 SEPTEMBRE.* »

Tandis qu'à la CA nationale de la FEN J.-J. Marie, représentant de l'Ecole Emancipée pour le front unique ouvrier — tendance syndicale, lutte de classe dans la FEN — faisait la déclaration suivante :

« Le CA se réunit aujourd'hui à un moment fort important. La démission de Chirac et son remplacement par R. Barre n'est pas un événement banal et conjoncturel ; elle signifie une chose évidente, soulignée ici par plusieurs camarades. Au lendemain de cette secousse, Barre a comme mission d'essayer de tout mettre en œuvre pour réaliser la politique d'austérité et de pénurie, que Chirac s'est révélé incapable de mener à bien

et que tout le monde ici condamne, donc de l'aggraver et de l'amplifier. Nous en voyons déjà des conséquences immédiates.

« Cela place notre syndicat, tout le mouvement syndical devant des problèmes plus aigus et plus urgents que jamais.

« Or, nous avons pu noter tout dernièrement un fait digne d'intérêt : le secrétaire général de la CGT s'est déclaré, devant l'assemblée des militants de sa confédération, favorable à une « véritable politique contractuelle ». Nul n'ignore que le secrétariat général de la FEN est lui aussi favorable « à une véritable politique contractuelle ». Chacun connaît ici la position de mon courant de pensée : nous considérons que la politique contractuelle freine ou bloque la lutte des travailleurs pour leurs salaires en entravant le libre jeu, dans le cadre contraignant de l'accord. L'expérience, me semble-t-il, le confirme.

« Cela étant, on peut de cette affirmation identique de G. Séguy et d'A. Henry, donc des deux courants les plus importants de cette CA, dégager une conclusion : le désaccord et les querelles sur les négociations et les accords de salaire qui ont empoisonné le climat de cette CA et les relations entre la confédération n'ont plus de raison de se perpétuer.

« Nous nous sommes tous affirmés ici contre le plan d'austérité et de pénurie du gouvernement en place. Ce plan a une signification déjà très précise et bien concrète, consignée dans le budget que le gouvernement va présenter à l'Assemblée nationale au début d'octobre. Je ne voudrais en rappeler que quelques aspects.

— 6 000 auxiliaires au chômage dans le second degré long.

— Une nouvelle diminution des postes créés (4 000 contre 2 000 il y a 2 ans !) comme l'a rappelé A. Henry.

— Zéro poste d'infirmière, zéro poste d'assistante, zéro poste de médecine, a souligné le camarade Gervais... Bref, le gouvernement propose l'extension du scandale du centre aéré de Vincennes où

des enfants ont été intoxiqués, tout comme il menace la sécurité des élèves par la suppression massive des postes de surveillants, en application du principe récemment affirmé dans une Académie de province par un représentant de l'administration à une délégation de parents et d'enseignants : « Les indemnités à verser pour un accident, ça coûte moins cher qu'un traitement de MI-SE ! »

« En même temps le gouvernement supprime une partie des indemnités de rentrée aux parents, alors que la télévision elle-même évalue le coût moyen de la rentrée à 600 F par élève !

« N'est-ce pas réellement au sens propre du terme, intolérable et inadmissible ?

« N'y a-t-il pas réellement URGENCY ?

« Voilà en tout cas ce que nous condamnons tous, ce que Barre et Giscard veulent faire passer dans la vie, et pour cela veulent faire voter par l'Assemblée nationale.

« Ainsi, au moment même où, pour ses fins politiques, Giscard cherche à éloigner de l'appareil d'Etat et du gouvernement le personnel politique de l'UDR, il prétend faire adopter son budget d'austérité par une Assemblée nationale dont l'UDR, massivement désavouée plusieurs fois par le suffrage universel depuis les élections présidentielles, constitue le pivot et l'essentiel.

« Faire voter par une telle Assemblée un tel budget condamné par toutes les organisations ouvrières, en violation de toutes les règles de la démocratie, c'est une véritable agression contre les travailleurs.

« Nous sommes tous d'accord, n'est-ce pas, pour juger intolérable ce budget. Il y a donc convergence et unité ici dans la condamnation du budget et du plan d'austérité. Et les divergences évoquées ici sur le projet éducatif ne sauront le masquer... »

« La FEN, qui rassemble tous les courants — nous le rappelons souvent — n'a-t-elle pas, par là, la

possibilité d'intervenir pour que cette unité dans la condamnation s'exprime sur le terrain de l'action ?

« La FEN ne devrait-elle pas proposer à toutes les confédérations une rencontre et leur proposer d'agir en commun pour interdire à cette Assemblée désavouée d'adopter ce budget intolérable ?

« La FEN ne devrait-elle pas faire une proposition qui corresponde à cet objectif, à l'urgence de la situation ? Ne devrait-elle pas ainsi proposer l'organisation commune d'une manifestation devant l'Assemblée nationale contre le budget d'austérité que toutes les organisations, centrales syndicales et partis ouvriers, déclarent condamner ?

« N'est-ce pas là ce qui permet de répondre à l'agression que représente la volonté gouvernementale de faire adopter ce budget par cette Assemblée ?

« N'est-ce pas la manière de répondre aux aspirations de tous les travailleurs ? »

Voilà indiqué ce que signifie dans la situation : « se disposer politiquement » pour dégager et organiser une avant-garde en fournissant les éléments qui modifieront le poids spécifique de l'OCI à l'intérieur de la classe ouvrière et de la jeunesse.

*

**

Le CC a décidé qu'à partir d'un document de l'OCI, la bataille devait être engagée dans et par les comités unitaires de base selon le mouvement que nous venons d'étudier, pour préparer début décembre des meetings par branches, professions, la veille de la convocation de l'Assemblée nationale des comités unitaires de base qui devra centraliser cette bataille et décider des prolongements qu'elle doit lui donner.

*

**

Le plan de bataille de l'OCI devait, au même niveau que l'intervention dans la lutte des classes, tirer les leçons des

« campagnes » et définir celle à entreprendre.

Campagnes

En parlant de l'activité de campagne de l'organisation, nous entendons : les objectifs de bataille pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la constitution du réseau de comités unitaires de base, le développement du travail jeune par l'intervention directe dans la lutte politique ; la formation-recrutement répond, elle, aux besoins d'homogénéiser l'organisation, de la préparer théoriquement à la période, en maîtrisant politiquement la qualité et les bases du recrutement opéré, en résumé de renforcer l'OCI, pour l'accomplissement des tâches d'intervention.

Ce que nous nous fixons comme objectif nous oblige à prévoir des dépenses en augmentation par rapport à celles de l'année écoulée.

« Première conclusion : l'activité de campagnes de l'organisation devra donc être nécessairement prévue pour répondre à cette augmentation des besoins tout à fait précisément discernables dès aujourd'hui (politiquement inévitable). Conclusion qui pose aussitôt la question déjà ancienne : « Mais si nous n'avons pas de développement politique de l'OCI, nous pourrons nous fixer toutes les tâches de la création que nous voulons... »

« Résumons-nous : on ne peut se fixer sérieusement comme axe l'objectif de gagner 2 000 militants à l'organisation, sans décider de s'en donner les moyens en élargissant encore notre activité de campagne. On ne peut se donner ces moyens qu'en renforçant dans un même mouvement l'OCI de façon à éviter qu'une tension désagrégatrice s'instaure dans l'organisation. L'activité de campagne de l'organisation devra en conséquence fournir en même temps que les moyens matériels indispensables, le moyen privilégié de son renforcement. Voilà le point de départ.

« Quel bilan ? Les dernières campagnes de l'OCI ont été des succès considérables pour l'organisation. Expliquons-nous, et profitons-en pour dissiper un doute qui, parfois, subsiste encore dans nos rangs. La succession ces deux dernières années, et plus particulièrement l'an dernier, de deux campagnes relativement rapprochées et qui permirent de rassembler d'abord 53 millions, puis 66 millions, balaye l'idée que ces campagnes pourraient n'être que de spectaculaires saignées financières.

« Une dizaine de milliers de travailleurs et de jeunes ont apporté leur soutien matériel sur une question ou une autre à l'OCI, qui combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Mieux, une dizaine de milliers de travailleurs et de jeunes ont apporté plusieurs fois en une année, et pour une partie non négligeable d'entre eux depuis plusieurs années ce soutien. Cela, c'est la mesure de la confiance que notre organisation a pu gagner par son activité dans la lutte des classes ; en même temps, l'insuffisance de la croissance des effectifs de l'OCI où son « faible développement » comme organisation est la marque de faiblesse politique de ces campagnes. C'est un problème réel, et c'est le manque de solution entrevue à celui-ci qui est à l'origine des doutes qui parfois s'insinuent. Un danger existe, où réside-t-il ?

« Le fait est, c'est une évidence, que les matériaux accumulés dans ces batailles centralisées ne sont pas, en tenant compte de leur diversité, assemblés et localisés dans le dispositif politique que nous déployons dans la lutte des classes, de façon à faire comprendre dans l'action la nécessité de construire l'OCI pour construire le parti révolutionnaire. Ce problème d'orientation générale se manifeste dans la façon tout à fait insuffisante dont sont reliées les différentes campagnes entre elles, dans la façon dont elles sont préparées politiquement, ainsi que dans la façon dont leurs résultats sont exploités.

« Prenons quelques exemples ré-

cents : en septembre 1975, nous lançons une campagne : « 400 000 francs pour l'accomplissement des tâches internationales de l'OCI ». Le texte établit très correctement la relation qui existe entre l'activité de construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale et le combat pour animer les traditions internationnalistes du mouvement ouvrier. Dans la pratique, le soutien à l'OCI qui a engagé toutes ses forces dans la bataille pour le FUO pour le boycott de l'Espagne franquiste, constitue rapidement le seul axe de la campagne. Il était fort juste de donner à la campagne cette forme qui lui faisait prendre son caractère de masse. Cette dimension était inscrite dans le texte d'appel. Mais, dans la vie, la dimension du soutien conscient à la politique de reconstruction de la IV^e Internationale, pour laquelle l'OCI avait besoin de ces 400 000 F, tendait à disparaître. Nous avons rencontré dans chaque campagne ce problème. C'est une question d'orientation générale, certes. Ne pas mettre la construction de l'OCI, la reconstruction de la IV^e Internationale comme l'objectif de toute bataille politique pour la réalisation du FUO, représente dans tous les domaines de notre activité (CUB) la question centrale. Mais nous ne pouvons en rester à cette constatation. Le fait de ne pas avoir, dans la direction des campagnes, différencié sur une même course les différents types de soutien, a accentué cette tendance.

« Il ne faut pas se tromper. Dans la campagne pour le FUO pour le boycott de l'Espagne franquiste, de même que dans celle menée pour le FUO pour la libération de Cuentas et Cuadros, le soutien apporté par des milliers de travailleurs et jeunes est à porter à l'OCI, sur un aspect de sa politique, mais c'est un soutien à l'OCI.

« Ce soutien, bien souvent, n'a pas été considéré comme tel par l'organisation. Cela s'est manifesté dans la difficulté à relier cette activité avec celle des comités unitaires de base par exemple. La majorité de ceux qui ont

soutenu l'OCI ne sont pas prêts à apporter un soutien régulier à la reconstruction de la IV^e Internationale. Mais il existe néanmoins une couche de travailleurs prêts à ce soutien. L'organisation n'a pas engagé sous une forme spécifique une bataille dans leur direction, pour distinguer cette couche de travailleurs de l'ensemble des souscripteurs, en leur proposant une forme d'association particulière.

« La campagne que nous devons engager à la rentrée, du 1^{er} octobre jusqu'au 1^{er} décembre, doit tenir compte de cela. Il nous faut une campagne qui puisse rassembler, en relation avec le développement de la lutte des classes, tous les matériaux politiques accumulés dans les diverses actions engagées sous une forme ou une autre par l'OCI, il nous faut une campagne qui puisse s'élargir à de nouvelles couches de travailleurs et de jeunes. Dans la situation politique actuelle, de crise politique du bonapartisme qui se confond avec la crise de l'Etat bourgeois lui-même, il ne peut faire aucun doute, après la « crise ministérielle », que la première campagne centralisant notre activité dans tous les domaines, doit être axée sur « la dissolution de l'Assemblée nationale ».

Le CC a en conséquence décidé, dans ce cadre, et compte tenu des enseignements des campagnes passées, de lancer une campagne financière devant réunir 65 millions d'anciens francs pour soutenir l'ensemble de la politique de l'OCI.

Intimement liée à l'activité et aux campagnes politiques, est placée la question d'*« IO »*, que le rapport a traitée en ces termes :

« Informations Ouvrières »

« Une des démonstrations les plus éclatantes, malheureusement, des difficultés de l'OCI, de passer du groupe à l'organisation centralisée, se concentre dans la difficulté de donner à *« IO »* la place qui lui revient comme facteur centralisant toute l'activité de l'OCI :

formation-recrutement, international, intervention dans la lutte des classes, fonctionnement, vente, campagne, comités unitaires de base, activité jeune, etc. Ce qu'il faut, comme directive, comprendre et assimiler nous-mêmes, pour le faire comprendre et assimiler à toute l'organisation, c'est que « IO » est tout à la fois le journal qui, chaque semaine, « donne les directives » d'action politique à tous les militants de l'OCI, pour que ceux-ci transforment ces « directives » dans la première et centrale intervention dans la lutte des classes par la vente centralisée du journal.

« Il est évident que, si des pas en avant ont été effectués dans la confection du journal, il serait erroné de penser que le comité de rédaction rédige toujours « IO » dans l'optique de fournir aux militants les « directives » ; cela tient, d'une part aux insuffisances de la rédaction et, d'autre part, aux liens insuffisants avec l'activité de l'organisation. Bien que ces deux catégories d'insuffisance aient indéniablement tendance à être surmontées, cela ne suffit pas. Dans la période qui s'ouvre, jusqu'à l'explosion révolutionnaire, tant la bourgeoisie que les appareils, les gauchistes, pablistes, centristes, s'efforceront de tromper les masses en limitant, en tronquant les informations réelles qui, dans la réalité, ont un contenu explosif (par exemple, en particulier chez Dassault).

« Il faut que la rédaction se donne les moyens pour aller chercher à la source les informations, il faut que la direction, dans son ensemble, s'éduque elle-même et éduque tous les militants, pour que soient transmises à la rédaction *tout, toutes* les informations. Il faut que la vente de « IO » progresse. La progression de cette vente requiert des mesures particulières, mais il est certain qu'une progression sensible sera le produit de notre progression dans la réalisation du plan de développement, de tous les côtés à la fois, d'où l'extraordinaire importance de la maîtrise de cette vente.

« Pour commencer, au CC, les membres du CC, en fixant leurs premiers objectifs différenciés, sérieusement étudiés pour « IO », ébaucheront les premiers points d'appui de réalisation de leurs plans, intégrés à l'ensemble. C'est sous cet angle qu'ils seront discutés au CC. »

Journées d'études des 13 et 14 novembre

Affirmer l'OCI comme telle, c'est affirmer l'OCI dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale qui seule peut assurer les conditions d'une véritable discussion libre, d'un véritable débat entre des opposants à la bureaucratie stalinienne et les trotskystes. Un tel débat que les développements récents de la révolution politique en Pologne met au premier plan, comme il met au premier plan les nécessités de reconstruction de la IV^e Internationale qui, en avançant la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, exprime la fusion entre le combat pour la révolution sociale et pour la révolution politique. Ce thème sera celui des Journées d'études de l'OCI des 13 et 14 novembre 1976.

La place de l'OCI

Mettre à profit toutes les possibilités de construire l'OCI qu'offre la situation politique, c'est bien évidemment être capable de nous lier avec les masses dans le mouvement qui nous fait les aider à lever les obstacles qui sont dressés sur leur chemin, précisément aujourd'hui autour de l'axe de la bataille pour le front unique ouvrier pour la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais pour que cette bataille se solde par un renforcement de l'OCI, il faut partir d'un plan qui fixe d'abord l'objectif du renforcement de l'OCI et lui en donne les moyens, il faut un plan qui permette d'affirmer l'OCI combattant pour la reconstruction de la IV^e Internationale, comme telle.

Ce sont les masses qui ouvriront en dernière analyse la crise révolutionnaire, que les marxistes les y aident ou non. Mais les masses ne construiront pas le parti révolutionnaire, sans l'existence duquel la révolution ne peut triompher. Cette vérité bien banale, qui remet aux soins des révolutionnaires la tâche de construire le parti dans l'intervention dans la lutte des classes, n'est en dernière analyse pas si simplement assimilée. Ou plutôt l'accord avec cette vérité se manifeste plus difficilement dans la pratique sous forme concrète, c'est là une difficulté permanente qu'il faut commencer à résoudre. A plus forte raison dans la période dans laquelle nous sommes entrés. Ce serait prendre une grande responsabilité que de traiter cette question à la légère.

Trotsky dit des masses qu'elles avancent dans la révolution par approximations successives, mais il ne dit pas que l'instauration de la dictature du prolétariat sera le produit d'une dernière approximation de leur part. Bien au contraire.

Voilà pourquoi le comité central de l'OCI a décidé, pour avancer dans le renforcement de l'organisation par « tous les côtés à la fois », de commencer par s'attaquer à la question du recrutement et de la formation.

En ce qui concerne le recrutement, le rapport fait au CC sur le plan de travail de l'OCI était extrêmement net. Il y était dit :

« L'OCI ne pourra se renforcer sans exclure tout ce que nous avons coutume d'appeler le « recrutement non motivé ». La première condition à réaliser pour cela est bien évidemment de mettre fin aux oscillations politiques dans la direction des campagnes et des batailles engagées ; et en particulier de montrer une capacité suffisante à faire voir sous les formes les plus souples, en chassant tout esprit doctrinaire, le lien entre le front unique et la construction du parti révolutionnaire qui passe par le renforcement de l'OCI.

« En effet, gardons-nous d'un écueil : il serait complètement erroné de penser que c'est uniquement dans la couche qui directement estime devoir aider l'OCI que nous devons trouver les militants que nous voulons organiser. Bien souvent, cette couche est composée de vieux sympathisants, d'ouvriers militants qui, bien qu'ils comprennent notre politique, ont décidé de ne pas accepter toutes les tâches militantes et en conséquence, de ne pas s'organiser. Les militants « classés » dans cette couche sont infiniment précieux, parce que fortement dévoués : ils sont susceptibles de verser non seulement une contribution mensuelle élevée à la tâche de construction du parti et de reconstruction de la IV^e Internationale, mais également ils sont prêts sous des formes adaptées à combattre avec nous, dans les syndicats, dans les grèves... Il est important de définir un plan précis dans chaque région et fédérale à soumettre et à discuter dans l'OCI, avant de se lancer dans l'accomplissement de cette tâche.

« C'est avec les travailleurs et les jeunes qui participent à nos campagnes (avec cette couche que nous devons définir), qu'il nous faut apprendre à élargir la bataille que nous menons pour le front unique à la construction du parti, nous permettant ainsi d'agrandir la couche de militants et jeunes que nous nous fixons de gagner à l'OCI.

Les racines de la difficulté que nous rencontrons là sont à rechercher dans la pression du « syndicalisme » dans nos rangs, et plus particulièrement sur les comités unitaires de base, qui nous amène à les organiser comme groupes de pression syndicale, et non comme des groupes politiques préparant les luttes inévitables. »

Il faut et il ne suffit pas de lancer un mot d'ordre juste, de mener une campagne politique correcte, il est indispensable de leur donner toute leur dimension politique, et de les relier à l'ensemble de notre activité. Ainsi :

« Par exemple, dans la campagne

du 30 mai, les travailleurs et jeunes, convaincus qu'ils étaient de nous aider à ce que « justice soit rendue à Bridet », ne pouvaient trouver de motivations à s'organiser avec nous. Si le comité unitaire de base est présenté comme « un groupe de pression », alors ils se disent : mieux vaut adhérer au syndicat, ils n'ont pas tort, et pour certains cela suffit.

« C'est ainsi que pour nombre d'entre eux qui, constatant par leur propre expérience la politique bourgeois des appareils, s'opposant au front unique, sont amenés à prendre leurs distances avec l'OCI... et à réagir en gauchistes ou en syndicalistes à la politique du front unique, alors qu'ils ont avec nous préalablement participé activement à des campagnes sur la ligne du front unique ouvrier.

« Nous revenons ainsi à propos de l'accomplissement de nos tâches politiques d'organisation aux problèmes politiques. En réglant ceux-ci, nous pourrons élaborer en quelques semaines une politique ferme de renforcement de l'OCI : les erreurs que nous avons commises, les erreurs que nous serons amenés à faire, nous pourrons de cette façon les corriger facilement. »

Mais la construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale exigent une totalité d'activité. A commencer par le renforcement interne de l'OCI.

C'est pourquoi, pendant les mois de vacances, l'OCI a tenu de nombreux camps de formation auxquels plusieurs centaines de militants ont participé. La lutte pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale est impossible si l'unité de la théorie et de la pratique n'est pas réalisée dans l'activité de l'organisation qui mène ce combat. Assurément, il s'agit d'une vieille formule et aucun de ceux qui se prétendent marxistes, ou qui sont frottés de marxisme, ainsi que pour lui donner du goût, un croûton est frotté d'ail, omettent d'en faire état en maintes occasions. Mais en ce qui concerne l'OCI, la trans-

crire dans sa pratique politique est une nécessité vitale. C'est une bataille politique qu'il faut livrer constamment et gagner sans cesse. Les camps d'été de l'OCI participent de cette bataille politique. Un effort considérable dans ce sens devra être réalisé pendant les mois et les années qui viennent, qui ne se limite pas aux camps d'été. A cet effet, une commission de formation fonctionne, dont c'est la tâche particulière.

La commission de formation-recruteur a, cette année, préparé les camps de l'OCI sur les thèmes : objectif-subjectif, la période de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme ; les conditions de la révolution prolétarienne. Elle a rédigé un manuel de formation marxiste élémentaire qui servira à animer les GER (groupes d'études révolutionnaires), sortes de pré-cellules qui regroupent les militants qui sont candidats à devenir membres de l'OCI, dont l'activité consiste à organiser et à animer l'action politique de ces militants dans leur milieu respectif, sur la ligne politique de l'OCI et à leur donner une formation politique et théorique suffisante pour que leur cooptation à l'OCI repose sur une base solide. Cependant, la formation théorique et politique des militants doit être constante à tous les niveaux de responsabilités, à commencer par la « tête » de l'organisation, son comité central. Au cours de sa dernière session, le CC a décidé qu'une des tâches de la commission de formation serait, pendant les prochains mois, de préparer un camp d'étude du CC, élargi à des militants qui sont des cadres de l'OCI, sans être membres du CC. Ce camp devrait normalement se tenir au printemps 1977 ; le rapport affirme :

« Rien dans la théorie n'est superflu pour accomplir les tâches pratiques. Le rôle d'une direction est d'élaborer, en relation avec les besoins de l'activité, les moyens qui permettront à tous les militants d'assimiler que le marxisme est une conception du monde. Et comme tel, le marxisme place

au centre de la compréhension des lois de l'histoire, l'initiative, l'organisation, pour réaliser : *L'émancipation des travailleurs qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.*

« Le marxisme est étranger au « substitutisme », à la « surdétermination » communs aux multiples variantes du révisionnisme. La commission formation-recrutement devra mettre en chantier l'approfondissement des problèmes soulevés par l'exposé « objectif-subjectif », à partir d'un texte (avec bibliographie) qui mettra à nu le contenu idéaliste et contre-révolutionnaire de la notion de surdétermination ». Ce texte devra être prêt à la fin de l'année, discuté et adopté par le CC ; sur ce thème sera organisé un camp de cadres à Pâques 1977.

Mais bien que se situant à différents niveaux, la formation, le travail, l'élaboration théorique de l'OCI doivent être unifiées. C'est pourquoi le rapport explique :

« Le premier des trois exposés destiné à « mettre les militants en condition », donc à constituer le centre des camps, a été consacré au rapport : « objectif-subjectif ».

« Le premier résultat des camps a été, outre le fait que dans le meilleur des cas, pour la première fois depuis des années, des camarades revenaient à des textes et des notions dont les souvenirs s'étaient estompés, l'exposé a soulevé beaucoup de discussions, révélé une grande faiblesse, certes, mais suscité aussi un énorme intérêt. Dès lors, nous avons été convaincus de l'importance de la question, mais comment poursuivre ?

« Vouloir répercuter dans les cellules, sous la forme de la mise à l'ordre du jour, la discussion de l'exposé tel qu'il a été publié, ne tiendrait pas compte de la réalité de l'organisation. Il faut permettre que cette discussion abordée sous différents angles fasse naître le besoin de revenir à ces notions fondamentales, pour ensuite organiser la discussion sur celles-ci. »

Le CC a donc décidé de mettre au centre de l'étude de ses militants la question fondamentale du rapport existant entre objectif et subjectif qui fonde théoriquement la place et le rôle indispensable de l'organisation du parti.

Voilà la raison de la publication dans ce numéro de la « Vérité » du schéma de l'exposé fait par S. Just, à l'occasion des camps de l'OCI, ce qui par ailleurs situe, s'il le fallait encore, le rôle que « la Vérité », organe du CC de l'OCI va jouer dans cette bataille du recrutement, de la formation, de l'homogénéisation théorique de l'OCI.

Et qui nous amène à préciser la place de « La Vérité » et les obligations qui incombent au CC vis-à-vis de son organe :

« La Vérité, organe du comité central de l'OCI doit occuper la place centrale dans le dispositif destiné à avancer dans la réalisation de l'ensemble des tâches. La Vérité, pour cela, doit pouvoir véritablement devenir ce qu'elle n'est pas encore, l'organe du CC de l'OCI.

« Le CC doit se saisir de *La Vérité* comme un outil. Les différentes commissions du CC doivent faire connaître leurs besoins, en relation avec le plan de travail de l'organisation et ainsi établir un rapport qui n'existe pas encore entre elle et le comité de rédaction de *La Vérité*. *La Vérité* constitue, à proprement parler, la transition entre les tâches à réaliser pour le renforcement de l'OCI comme organisation et les tâches à réaliser dans l'intervention de l'OCI dans la lutte des classes. »

Telles ont été les grandes lignes du plan de travail de l'OCI, que le CC a élaboré et voté au terme de la discussion politique. Bien des points devront, au cours de l'activité politique, être repris et précisés ; d'autres points restent à définir. Le plan de travail est néanmoins un instrument qui doit armer l'OCI et ses militants pour la dure mais féconde bataille que la phase finale d'agonie de la Ve République permet, pour la construction du parti révolutionnaire en France.

Marc LACAZE.

Objectif - subjectif

par Stéphane JUST

Nous publions ici le schéma qui a servi à bâtir, dans les camps de l'OCI de l'été 1976, le premier exposé consacré au rapport « objectif - subjectif ».

Une conception du monde

Les voies individuelles qui nous amènent à la nécessité de la révolution prolétarienne, du socialisme, de la reconstruction de la IV^e Internationale, peuvent être très différentes : purement et simplement la lutte directe sur le terrain de l'entreprise pour la défense ou l'augmentation du prix de la force de travail ; les multiples formes non seulement d'exploitation mais d'oppression, la lutte contre celles-ci ; des contradictions intellectuelles qui expriment les contradictions de classe ; l'impasse de l'art, de la culture, que sais-je...

Premier rapport objet-sujet/sujet-objet.

Mais il faut, sinon établir ici (ce n'est pas l'objet de cet exposé), rappeler que la diversité d'approches et de marches à la pratique de la lutte pour la révolution prolétarienne, le socialisme, pour la construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale, a toujours comme origine la lutte des classes, le mouvement objectif qui porte le prolétariat à affronter la bourgeoisie, l'ensemble des contradictions de classes et à l'intérieur des classes. Ce mouvement peut être considéré ainsi qu'un mouvement objectif pour autant qu'il résulte d'un développement de rapports nés d'une histoire antérieure, qui conditionnent l'activité des classes, des groupes sociaux et politiques, des individus, lesquels agissent et combattent. Mais même si elles sont des produits de l'activité humaine antérieure et tombent dans le domaine des « conditions objectives », ces dites « conditions objectives » résultent de l'activité pratique des classes avec l'en-

semble des déterminations que cela implique, donc elles sont des produits du sujet de l'histoire — l'humanité — et de ses contradictions — des classes, des hommes, sinon conscients, en tous cas pensants et agissants, produits donc de l'activité subjective. Comme le dit Engels :

« Les hommes font leur propre histoire, quelque forme qu'elle prenne, en poursuivant chacun leurs fins propres, consciemment voulues, et ce sont précisément les résultats de ces nombreuses volontés agissant dans des sens différents et leurs répercussions variées sur le monde extérieur qui constituent l'histoire. »

(« Ludwig Feuerbach » — pp. 34 et 35.)

Du spontané à la conscience intuitive, à la conscience de classe.

Mais le quotidien ne suffit pas pour adhérer au socialisme, au communisme, et participer à la construction du parti révolutionnaire, à la reconstruction de la IV^e Internationale.

Au minimum, il faut saisir, au moins intuitivement, que la lutte des classes actuelles doit déboucher sur un nouvel ordre social : le socialisme, qui résoudra les contradictions de la société actuelle ; que ces contradictions découlent de la contradiction fondamentale entre les rapports de production bourgeois et le développement des forces productives ; que l'agent de cette transformation est la classe ouvrière, le prolétariat, force productive essentielle ; et qu'en outre ce ne peut être que le résultat de l'activité pratique du prolétariat prenant conscience de lui. La nécessité du parti révolutionnaire et de la IV^e Internationale vient de ce que la conscience de l'objectif, des voies et des moyens pour l'atteindre, est indispensable pour l'atteindre, que c'est au moyen de l'organisation, du parti, que sur la base de l'activité pratique du prolétariat s'élabore, se constitue la conscience de la classe ouvrière.

Si nous admettons que le programme

est l'expression consciente du processus inconscient, il va alors de soi que l'origine du programme est le mouvement du prolétariat, que le programme n'est pas apporté à la classe, mais découle du mouvement de la classe. Le conscient a comme source le mouvement inconscient, et l'intuition de la classe, bien qu'ils ne se suffisent pas à eux-mêmes.

Marxisme et lutte des classes.

Le combat inconscient, intuitif, de la classe exploitée contre les classes exploiteuses rencontre et nourrit les contradictions des classes exploiteuses, et surtout de la classe dominante, et l'ébranlent, la fissurent au niveau le plus élevé des superstructures de la société : politique et idéologique. Le marxisme n'est pas le produit des trois sources du marxisme dont parle Lénine : le matérialisme français, l'économie politique anglaise, la philosophie allemande. Ou plutôt, il ne résulte pas de la simple rencontre de ces trois sources, mais de ce que la crise idéologique de la société bourgeoise qui apparaissait au lendemain de la Révolution française, crise idéologique, reflet de l'incapacité de la bourgeoisie d'assumer son programme théorique énoncé au siècle des lumières, le libre développement de l'individu, le règne de la raison raisonnante, s'est rencontré ou plutôt participant du même processus que l'émergence du prolétariat en tant que classe. C'est sur la base de l'action du prolétariat naissant en tant que classe, critiquant à sa manière la société bourgeoise, que la critique aussi bien du matérialisme français, de l'idéologie allemande, de l'économie politique anglaise, a pu être faite par Marx et Engels.

Engels le dit expressément lorsqu'il écrit :

« Dans toutes les périodes antérieures, la recherche des causes motrices de l'histoire était presque impossible à cause de la complexité et de la dissimulation de leurs rapports avec les répercussions qu'ils exercent ; notre époque a

tellement simplifié ces rapports que l'éénigme a pu être résolue. Depuis le triomphe de la grande industrie, c'est-à-dire, depuis au moins les traités de 1815, ce n'est plus un secret pour personne en Angleterre que toute la politique y tournait autour des prétentions à la domination de deux classes : l'autocratie foncière et la bourgeoisie. En France, c'est avec le retour des Bourbons qu'on prit conscience du même fait; les historiens de l'époque de la Restauration de Thierry à Guizot, Michelet et Thiers, l'indiquent partout comme étant la clé qui permet de comprendre toute l'histoire de la France depuis le Moyen-Age. Et depuis 1830, la classe ouvrière, le prolétariat, a été reconnu comme troisième combattant pour le pouvoir dans ces deux pays. La situation s'était tellement simplifiée qu'il fallait fermer les yeux à dessein pour ne pas voir dans la lutte des trois grandes classes et dans le conflit de leurs intérêts la force motrice de l'histoire moderne, tout au moins dans les deux pays les plus avancés.»

(*Idem*, p. 86.)

De 1830 à 1848, le mouvement de l'histoire bascule. En ces dix-huit ans, le prolétariat va passer d'une action politique pour la bourgeoisie à une action politique pour lui. C'est la fin de la grande période des révolutions bourgeois, l'époque de la révolution prolétarienne s'annonce et s'ouvre. C'est aussi celle de l'élaboration du marxisme : par la médiation des intellectuels qui rompent avec la bourgeoisie, le prolétariat s'approprie les acquis culturels de l'humanité, au moins sous la forme de la théorie révolutionnaire : le matérialisme historique.

Mais il serait erroné de croire que le marxisme est l'addition ou même la synthèse du matérialisme français, de l'économie politique anglaise et de la philosophie classique allemande (Kant, Hegel, Feuerbach). Marx et Engels ont dû préalablement critiquer, c'est-à-dire détruire, disloquer ces trois éléments, dits constitutifs du marxisme, et au

travers, au moyen de cette critique, se servir de leurs matériaux pour construire le nouvel édifice théorique : le marxisme. Mais cet acquis théorique n'est ni achevé, ni transmis directement au prolétariat. Il faudra tout un long processus historique qui va au-delà de la révolution pour que cela soit pleinement réalisé.

Le marxisme n'est pas achevé.

Il n'est pas achevé. Là encore, c'est le mouvement du prolétariat qui permet de le développer. Ainsi, Marx dira de la Commune qu'elle fut la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat ; le Programme de transition ne pourra être élaboré qu'au cours et au terme de la première période de la révolution prolétarienne qui va de 1917 à 1938 : de même que le Manifeste communiste n'a été élaboré qu'en 1847 après que le prolétariat se soit engagé dans le combat comme classe, à la veille de la révolution de 1848. La prise du pouvoir à l'échelle internationale par le prolétariat permettra sans aucun doute de nouveaux et importants développements du marxisme.

Le prolétariat ne s'approprie pas directement, globalement, le marxisme.

Il n'est pas directement transmis au prolétariat. Certes, la conscience de classe du prolétariat n'est pas une donnée fixe, figée. Elle se modifie en fonction de l'expérience historique accumulée. L'action, l'agitation, la propagande des organisations et partis ouvriers agissent, en relation avec l'expérience qu'il tire de ses combats, sur sa conscience. Mais le matérialisme historique exige l'organisation, le parti en tant qu'organisation spécifique. L'organisation et le parti n'étant pas un sanctuaire idéologique, mais des organismes de combat, d'action politique. C'est un aspect de la division du travail bourgeoise qui s'impose dans le combat même du prolétariat pour sa suppression. Pour s'approprier pleinement le marxisme, la classe ouvrière comme classe devra

dans un mouvement pratique établir les conditions de sa disparition comme classe, abolir la division entre travail manuel et travail intellectuel.

Le programme et une conception du monde.

Le programme, notre programme est une partie du mouvement de l'histoire, une concentration pour une période — celle de la révolution prolétarienne — du matérialisme historique. Mais nous avons besoin pour agir, pour tenir en un combat long et difficile, pour donner toute l'efficacité à notre activité, de situer notre programme lui-même comme partie d'un ensemble beaucoup plus vaste, qui fonde le mouvement de la révolution prolétarienne dans l'histoire, et l'histoire de l'humanité elle-même, c'est-à-dire d'une conception du monde.

Le matérialisme dialectique est précisément cette conception du monde. Le matérialisme dialectique inclut le matérialisme historique. Il unit contenu, forme et méthode.

Une conception du monde peut être idéaliste. Mais ne pas en avoir revient à laisser la place à l'idéalisme. C'est une nécessité pratique de la révolution prolétarienne que de combattre l'idéalisme sous toutes ses formes, religieuses et philosophiques. Les hommes agissants et pensants, et encore bien plus lorsque ce sont des révolutionnaires, ont besoin de percevoir, sinon de savoir, quelle est leur place dans l'histoire, et quelle est la place de l'humanité dans le monde, l'univers.

Généralités

Une question de méthode.

Nous ne pouvons examiner relativement profondément la conception du monde que constitue le matérialisme dialectique dans le cadre de cet exposé. Il y faudrait consacrer toute une école de cadres. La nature de l'exposé

— l'objectif et le subjectif — exige cependant quelques points de repère.

Marx, écrivant sur la méthode de la critique de l'économie politique, expliquait :

« Si nous admettons que la production en général est une abstraction, il faut reconnaître cependant que c'est une abstraction raisonnée, puisqu'elle souligne et précise effectivement les points communs et nous épargne donc la répétition. Toutefois, ces caractères généraux ou points communs dégagés par comparaison s'articulent dans la réalité de manière très diverse et se déploient en faisceaux originaux. Certains points sont de toutes les époques, d'autres sont communs à quelques-unes seulement. Tel point se retrouve à la fois dans l'époque la plus moderne et la plus ancienne. Si non, aucune production ne serait concevable. Certaines lois régissent à la fois les langues les plus évoluées et d'autres qui le sont moins, mais si elles se développent, c'est à cause des éléments qui ne sont pas généraux et communs. Il est donc indispensable de bien dégager les caractères communs à toute production, ne serait-ce que pour éviter que l'unité résultant du simple fait de l'identité du sujet — l'humanité — et de l'objet — la matière — ne fasse oublier les différences fondamentales. »

(« Projet d'introduction à la critique de l'économie politique ». Fondements — Tome I — p. 13.)

Hegel : les péripeties de la raison.

Suivons la méthode de Marx, bien que nous sachions que l'« homme », l'homme générique, l'homme comme tel, est une pure abstraction, mais il faut reconnaître que c'est une abstraction raisonnée. Tout comme de vulgaires philosophes, posons le rapport de l'« homme » à la nature. Hegel, qui a élevé la philosophie au point le plus haut où elle pouvait parvenir, donne le rapport suivant :

« Pour comprendre l'essentiel, dans l'histoire universelle, on doit d'abord éliminer l'inessentiel. »

(Hegel : « La raison dans l'histoire » — p. 52.)

L'essentiel, c'est quoi ? Eh bien c'est l'esprit, la Raison, qui, au travers de l'histoire humaine s'aliène, se perd, se retrouve, pour devenir pleinement elle-même dans la conscience de soi. (Au cas où le temps le permettrait, lire « Les catégories de la conscience historique », dans la « Raison dans l'Histoire » — pp. 53-56.)

« Les catégories de la conscience historique

« Nous n'avons pas à nous appesantir ici sur les différentes façons de penser, de considérer et de juger ce qui est important ou dépourvu d'importance — ce sont là les premières catégories qui apparaissent devant nous — ou ce qui nous paraît être [le plus important] dans l'immense matière qui se déploie devant nous.

« [En revanche, il faudrait évoquer brièvement les catégories sous lesquelles le spectacle de l'histoire apparaît généralement à la pensée]. La première catégorie résulte du spectacle du changement perpétuel auquel sont soumis les individus, les peuples et les Etats qui existent un moment, attirent notre attention, puis disparaissent. C'est la catégorie du changement.

« Nous avons devant les yeux un immense tableau fait d'événements et d'actions, de figures infiniténiement variées de peuples, d'Etats, d'individus qui se succèdent sans repos. Tout ce qui peut passionner l'âme humaine, le sentiment du bien, du beau, du grand est ici mis en jeu. Partout, on se réclame de fins, on poursuit des fins que nous acceptons et dont nous désirons l'accomplissement : nous espérons et nous craignons pour elles. Dans ces événements, ces incidents, nous sentons l'action et la souffrance des hommes. Partout, nous nous trouvons chez nous et prenons parti pour ou contre.

Tantôt, la beauté nous attire, ou bien la liberté, ou encore la richesse ; tantôt, l'énergie nous séduit, grâce à laquelle le vice même arrive à s'imposer. Ici, nous voyons la masse compacte d'une œuvre d'intérêt général s'élaborer péniblement, puis, rongée par une infinité de détails, s'en aller en poussière. Là, un immense déploiement de forces ne donne que des résultats mesquins, tandis qu'ailleurs des causes insignifiantes produisent d'énormes résultats. Partout, c'est une mêlée bigarrée qui nous emporte, et dès qu'une chose disparaît, une autre aussitôt prend sa place.

« Le côté négatif de ce spectacle du changement provoque notre tristesse. Il est déprimant de savoir que tant de splendeur, tant de belle vitalité a dû périr et que nous marchons au milieu des ruines. Le plus noble et le plus beau nous fut arraché par l'histoire : les passions humaines l'ont ruiné. Tout semble voué à la disparition, rien ne demeure. Tous les voyageurs ont éprouvé cette mélancolie. Qui a vu les ruines de Carthage, de Palmyre, Persépolis, Rome sans réfléchir sur la caducité des empires et des hommes, sans porter le deuil de cette vie passée puissante et riche ? Ce n'est pas, comme devant la tombe des êtres qui nous furent chers, un deuil qui s'attarde aux pertes personnelles et à la caducité des fins particulières : c'est le deuil désintéressé de la ruine d'une vie humaine brillante et civilisée.

« Cependant à cette catégorie du changement se rattache aussitôt un autre aspect : de la mort renaît une vie nouvelle. Les Orientaux ont eu cette idée, et c'est peut-être leur plus grande idée, la pensée suprême de leur métaphysique. La métémpsychose exprime cette idée en ce qui concerne l'existence individuelle. On connaît aussi le symbole du Phénix, symbole de la vie naturelle qui éternellement se prépare son propre bûcher et s'y consume, de telle sorte qu'une vie nouvelle, rajeunie et rafraîchie, sort éternellement de ses cendres. Cette image,

toutefois, n'est qu'une image orientale qui convient à la vie du corps plutôt qu'à celle de l'esprit. L'Occident apporte une autre idée. L'esprit réapparaît non seulement rajeuni, mais aussi plus fort et plus clair. Certes, il se dresse contre lui-même, consume la forme qu'il s'était donnée et s'élève à une forme nouvelle. Mais en rejetant ainsi l'enveloppe de son existence charnelle, il n'adapte pas seulement une autre enveloppe. Un esprit plus pur sort des cendres de la forme antérieure. C'est la deuxième catégorie de l'Esprit. Son rajeunissement n'est pas un simple retour à la forme antérieure ; c'est une purification et une transformation de lui-même. Dans la mesure où il résout ses problèmes, il s'en crée de nouveaux et multiplie ainsi la masse de la matière sur laquelle il travaille. L'Esprit se répand ainsi dans l'histoire en une inépuisable multiplicité de formes où il jouit de lui-même. Mais son travail intensifie son activité, et de nouveau il se consume. Chaque création dans laquelle il avait trouvé sa jouissance s'oppose de nouveau à lui comme une nouvelle matière qui exige d'être œuvrée. Ce qu'était son œuvre devient ainsi matériau que son travail doit transformer en une œuvre nouvelle. Ainsi l'Esprit affirme-t-il ses forces dans toutes les directions. Nous apprenons quelles sont celles-ci par la multiplicité des productions et des créations de l'Esprit. Dans la jouissance de son activité il n'a affaire qu'à lui-même. Il est vrai que, lié aux conditions naturelles intérieures et extérieures, il y rencontre non seulement des obstacles et de la résistance, mais voit souvent ses efforts échouer. Il est alors déchu dans sa mission (*Beruf*) en tant qu'être spirituel dont la fin est sa propre activité et non son œuvre, et cependant il montre encore qu'il a été capable d'une telle activité.

« Après ces troublantes considérations, on se demande quelle est la fin de toutes ces réalités individuelles. Elles ne s'épuisent pas dans leurs buts particuliers. Tout

doit contribuer à une œuvre. A la base de cet immense sacrifice de l'Esprit doit se trouver une fin ultime. La question est de savoir si, sous le tumulte qui règne à la surface, ne s'accomplit pas une œuvre silencieuse et secrète dans laquelle sera conservée toute la force des phénomènes. Ce qui nous gêne, c'est la grande variété, le contraste de ce contenu. Nous voyons des choses opposées être vénérées comme sacrées et prétendre représenter l'intérêt de l'époque et des peuples. Ainsi naît le besoin de trouver dans l'Idée la justification d'un tel déclin. Cette considération nous conduit à la troisième catégorie, à la recherche d'une fin en soi et pour soi ultime. C'est la catégorie de la Raison elle-même, elle existe dans la conscience comme foi en la toute-puissance de la Raison sur le monde. La preuve sera fournie par l'étude de l'histoire elle-même. Car elle-ci n'est que l'image et l'acte de la Raison. »

Le néant de l'idée absolue.

Dès les manuscrits de 1844, bien que ceux-ci représentent une transition de l'hégelianisme au matérialisme dialectique, Marx écrira : (« Manuscrits de 1844 » — pp. 145 et 146)

« Ce que Hegel a réalisé de positif — dans sa logique spéculative —, c'est d'avoir fait des concepts déterminés, des formes universelles fixes de la pensée, dans leur indépendance à l'égard de la nature et de l'esprit (si on veut les formes abstraites des plus générales — NDLR), le résultat nécessaire de l'aliénation générale de l'être humain, donc aussi de la « pensée de l'homme », et de les avoir présentées et groupées comme des moments du processus d'abstraction. Par exemple, l'être dépassé est l'essence, l'essence dépassée est le concept ; le concept dépassé... l'Idée absolue ? Mais qu'est-ce que l'idée absolue ? Elle se dépasse elle-même à son tour, si elle ne veut pas repasser depuis le début par tout l'acte d'abstraction et se contenter d'être une

totalité d'abstractions ou l'abstraction qui se saisit elle-même.

« Mais l'abstraction qui se saisit elle-même comme abstraction se connaît comme n'étant rien ; elle doit s'abandonner elle-même, abandonner l'abstraction et ainsi arriver auprès d'un être qui est son contraire direct, la Nature. La Logique tout entière est donc la preuve que la pensée abstraite n'est rien pour elle-même, pas plus que l'Idée absolue, que seule la Nature est quelque chose. »

« (XXXII) L'Idée absolue, l'Idée abstraite, qui « considérée selon son unité avec elle-même est contemplation » (Hegel : « Encyclopédie », 3^e édition — p. 222), qui « dans la vérité absolue d'elle-même se résout à faire sortir librement d'elle le moment de sa particularité ou de la première détermination de l'être autre, l'idée immédiate en tant que son reflet à se faire sortir librement d'elle-même, d'elle-même en tant que nature » (Hegel : « Encyclopédie » — 3^e édition — pp. 222-224), toute cette idée qui se comporte de façon si étrange et si baroque et à propos de laquelle les hégeliens se sont terriblement cassé la tête, n'est absolument rien d'autre que l'abstraction, c'est-à-dire le penseur abstrait. Instruite par l'expérience et éclairée sur sa vérité, elle se résout sous de multiples conditions — fausses et encore abstraites elles-mêmes — à renoncer à elle et à poser son être-autre, le particulier, le déterminé, à la place de son être-auprès-de-soi, de son non-être, de son universalité, de son indétermination : elle se résout à faire sortir librement d'elle-même la nature, qu'elle ne cachait en elle-même que comme abstraction, comme idée, c'est-à-dire à abandonner l'abstraction et à regarder enfin la nature qu'elle a fait sortir d'elle. L'idée abstraite qui devient immédiatement contemplation n'est pas autre chose que la pensée abstraite qui renonce à elle-même et se résout en contemplation. Tout ce passage de la Logique à la Philosophie de la Nature n'est pas autre chose que le passage — si difficile à réaliser

pour le penseur abstrait et par suite décrit par lui-même de manière si extravagante — de l'abstraction à la contemplation. Le sentiment mystique qui pousse le philosophe à quitter la pensée abstraite pour la contemplation, est l'ennui, la nostalgie d'un contenu. »

Feuerbach : La philosophie n'est rien d'autre que la religion mise sous forme d'idées.

Cette analyse confirme ce que Marx avait écrit précédemment en s'appuyant sur Feuerbach : (Idem, p. 126)

« La grande action de Feuerbach est : premièrement, d'avoir démontré que la philosophie n'est rien d'autre que la religion mise sous forme d'idées et développée par la pensée ; qu'elle n'est qu'une autre forme et un autre mode d'existence de l'aliénation de l'homme, donc qu'elle est tout à fait condamnable. »

Il faut ressentir ce qu'Engels exprime aux premières pages de « Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande » pour apprécier. Après avoir évoqué les batailles à formes idéologiques mais à contenu politique des années 1840 en Allemagne, qui préparaient 1848, il écrit (« Ludwig Feuerbach » — pp. 11 et 12) :

« Tandis que le matérialisme considère la nature comme la seule réalité, elle n'est dans le système de Hegel que « l'extériorisation » de l'Idée absolue, pour ainsi dire une dégradation de l'Idée ; en tout état de cause, la pensée est son produit intellectuel, l'Idée est ici l'élément primordial dont est issue la nature, laquelle n'existe de façon générale que par une dégradation de l'Idée. Et l'on se débattit tant bien que mal dans cette contradiction. C'est alors que parut « L'Essence du Christianisme » de Feuerbach. D'un seul coup, il réduisit en poussière les contradictions en replaçant carrément de nouveau le matérialisme sur le trône. La nature existe indépen-

damment de toute philosophie ; elle est la base sur laquelle nous autres hommes, nous-mêmes produits de la nature, avons grandi ; en dehors de la nature et des hommes, il n'y a rien, et les êtres supérieurs créés par notre imagination ne sont que le reflet fantastique de notre être propre. L'enchantement était rompu ; le « système » était brisé et jeté au renard, la contradiction n'existant à malice dans l'imagination résolue. Il faut avoir éprouvé soi-même l'action libératrice de ce livre pour s'en faire une idée. L'enthousiasme fut général, nous fûmes tous momentanément des « feuerbachiens ».

La nature : corps non organique de « l'homme ».

Marx encore, dans les écrits de 1844, reste « feuerbachien » ; c'est-à-dire qu'il se situe encore du point de vue de « l'homme » en général, du point de vue de « l'homme » générique, de « l'essence de l'homme », de la « conscience de soi », mais chez Marx, plus que chez quiconque, si c'est une abstraction, c'est une abstraction raisonnée.

Toujours dans les manuscrits de 1844, il écrit p. 62 :

« L'universalité de l'homme apparaît dans l'universalité qui fait de la nature entière son corps non organique, aussi bien dans la mesure où, premièrement, elle est un moyen de subsistance immédiat que dans celle où, deuxièmement, elle est la matière, l'objet, l'outil de son activité vitale. »

L'homme, la société, la nature.

Mais attention :

« L'homme n'est pas seulement un être naturel, il est aussi un être naturel humain, c'est-à-dire un être existant pour soi, donc être générique (c'est-à-dire qui est une partie du genre, qui n'existe que par le genre, et qui ne s'accplit que dans le genre, en d'aut-

res termes l'humanité, la société) [NDLR] qui doit se manifester en tant que tel dans son être et dans son savoir. Donc, ni les objets humains ne sont objets naturels, tels qu'ils s'offrent immédiatement, ni le sens humain tel qu'il est immédiatement n'est la sensibilité humaine, l'objectivité humaine. Ni la nature au sens objectif, ni la nature au sens subjectif n'existent immédiatement d'une manière adéquate à l'être humain. Et de même que tout ce qui est naturel doit naître, de même l'homme a aussi son acte de naissance, l'histoire, mais elle est pour lui une histoire connue et par suite, en tant qu'acte de naissance, elle est un acte de naissance qui se supprime consciemment lui-même. L'histoire est la véritable histoire naturelle de l'homme. »

(Idem — p. 138.)

En d'autres termes, « l'homme » n'existe que dans et par la société qui est sa nature directe, il se développe dans et par la société et ses contradictions. C'est par la médiation des rapports sociaux qu'il appréhende la nature et que joue la dialectique des rapports de l'homme à la nature.

Mais de ce fait, l'homme est posé face à la nature en général. Il devient en tant qu'homme en général être pour soi. C'est-à-dire dont le seul objectif conscient ou inconscient est son propre développement. Il est à lui-même sa fin.

Les hommes concrets, d'une époque et d'une classe données

De l'anthropologie au matérialisme dialectique.

Désormais, il nous faut laisser les généralités abstraites, si raisonnées soient-elles, encore qu'il y aurait énormément à dire. La faiblesse et finalement la faille de Feuerbach vient précisément de ce qu'il s'en est tenu à l'homme abstrait,

à l'homme en général, dont il cherchait en vain « l'essence », c'est-à-dire à nouveau l'âme, au lieu de le prendre dans ses déterminations concrètes, socialement et historiquement déterminées.

Dans la démarche de Marx, alors même qu'il se réclamait dans ses manuscrits de 1844 du « matérialisme de Feuerbach » (c'était alors sa caractérisation de la philosophie de Feuerbach après la parution de l'*'Essence du Christianisme'*), la rupture était inscrite. Il écrit : (Idem p. 96)

« La nature en devenir dans l'histoire humaine — acte de naissance de la société humaine — est la nature réelle de l'homme, donc la nature telle que l'industrie la fait quoique sous une forme aliénée, est la nature anthropologique véritable. Le monde sensible (cf. Feuerbach) doit être la base de toute science. Ce n'est que s'il part de celle-ci sous la double forme et de la conscience sensible et du besoin concret — donc si la science part de la nature — qu'elle est la science réelle. L'histoire entière a servi à préparer (à développer) la transformation de « l'homme » — notons qu'à ce point il met « l'homme » entre guillemets — et objet de la conscience sensible et du besoin de « l'homme en tant qu'homme » en besoin (naturel concret). L'histoire elle-même est une partie réelle de l'histoire de la nature, de la transformation de la nature en homme. Les sciences de la nature comprendront plus tard aussi bien la science de l'homme que la science de l'homme englobera la science de la nature. Il y aura une seule science. »

Rapports de la nature à l'homme, de l'homme à la nature, etc.

Nous avons encore ici l'écho d'un certain humanisme, d'une recherche de « l'essence de l'homme » et déjà la quantité est à la limite de sa transformation en qualité, ce qui sera fait l'année suivante, en 1845, dans « L'Idéologie allemande ». Le but de

cette œuvre, nous dit Marx, était de régler ses comptes et ceux d'Engels avec leur « ancienne conscience philosophique ». D'emblée, ils posent et répondent sur le fond aux questions de « l'homme » en général, à « l'essence de l'homme », à la « conscience de soi » en général : (pp. 45 et 46)

« La condition première de toute existence humaine est naturellement l'existence d'êtres humains vivants. Le premier état de fait à constater est donc la complexion corporelle de l'homme, de ces individus, de ces rapports qu'elle leur crée avec le reste de la nature... Toute histoire doit donc partir de ces bases naturelles et leurs modifications par l'action des hommes au cours de l'histoire. »

Nous avons déjà ici le rapport objet-sujet, sujet-objet, objet-sujet, et ainsi de suite. Au point de départ, il y a la nature qui conditionne du point de vue externe et interne l'homme, mais par son activité c'est l'homme qui devient sujet, il modifie la nature qui est devenue son objet, mais il redevient objet de cette nature modifiée par son activité objectivisée. Ce rapport n'est pas une sorte de jeu de tennis — la balle une fois dans un camp, l'autre fois dans l'autre camp —, mais un métabolisme, un échange constant.

Ce qui distingue l'homme des animaux : il produit ses moyens d'existence.

Marx et Engels poursuivent :

« On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, par la religion et par tout ce que l'on voudra. Eux-mêmes commencent à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence, pas en ayant qui est la conséquence même de leur organisation corporelle. En produisant leurs moyens d'existence, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle elle-même. »

« La façon dont les hommes produisent leurs moyens d'existence dépend d'abord de la nature, des

moyens d'existence déjà donnés et qu'il faut reproduire. Il ne faut pas considérer ce mode de production de ce seul point de vue, à savoir qu'il est la reproduction de l'existence physique des individus. Il représente au contraire déjà un mode déterminé de l'activité des individus, une façon déterminée de manifester leur vie, un mode de vie déterminé. La façon dont les individus manifestent leur vie reflète très exactement ce qu'ils sont. Ce qu'ils sont coïncide donc avec leur production, aussi bien avec ce qu'ils produisent qu'avec la façon dont ils le produisent. Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de leur production. »

Du même coup, c'en est fini avec « l'homme » en général, la mystérieuse « essence » de l'homme, de la « conscience de soi » située en dehors du temps et de l'espace, des conditions matérielles de la production, des rapports sociaux, des rapports de la société à la nature.

Des hommes concrets : historiquement et socialement déterminés.

Plus se développent les forces productives, plus l'homme s'éloigne de son état de nature. Plus la domination de la société sur la nature se développe, transforme la nature, plus ce qui compte, ce sont les rapports sociaux qui déterminent l'homme concret, historiquement donné, socialement donné.

Mais nous le savons, le développement des forces productives amène une division du travail de plus en plus grande et étendue, qui est elle-même une des forces productives les plus importantes. La division entre travail manuel et intellectuel. La formation de l'Etat. La division de la société en classes. Il n'y a pas d'homme en général, mais des hommes d'une société donnée, d'une époque donnée, appartenant à une classe donnée.

Critiquant Feuerbach, Marx et Engels écrivent : (pp. 54 et 55)

« La « conception » du monde sensible chez Feuerbach se borne, d'une part, à la simple contemplation de ce dernier et, d'autre part, au simple sentiment. Il dit « l'homme » au lieu de dire « les hommes historiques réels ». « L'homme », c'est en réalité « l'Allemand »... il ne voit pas que le monde sensible qui l'entoure n'est pas un objet donné directement de toute éternité et sans cesse égal à lui-même, mais le produit de l'industrie et de l'état de la société, et cela en ce sens qu'il est un produit historique, le résultat de l'activité de toute une série de générations dont chacune se hissait sur les épaules de la précédente, perfectionnant son industrie et son commerce et modifiant son régime social en fonction de la transformation des besoins. Les objets de la « certitude sensible » la plus simple ne sont eux-mêmes donnés à Feuerbach que par le développement social, l'industrie et les échanges commerciaux. »

« La chose en soi » ; « l'essence » de l'homme.

En passant, notons que Marx et Engels règlent ici une vieille querelle sur la « chose en soi », c'est-à-dire sur le noyau irréductible, inconnaisable rationnellement, des choses, des êtres et des hommes en particulier. Ils relient l'extériorisation des êtres et des hommes à leur être interne. De même, leur être interne est lui-même un produit de la nature et de la société, bien qu'il existe en soi. Hegel avait déjà réglé cette question, mais dans le cadre de l'idéalisme. Plus tard, Engels expliquera que la preuve la plus concrète qu'il n'y a pas de « chose en soi » inconnaisable, c'est précisément que l'industrie des hommes, en chimie par exemple, reproduit, reconstitue les substances naturelles. Mais notons aussi que dans leurs rapports sociaux et avec la matière, les hommes concrets déterminés forment leurs propres besoins, « L'essence » de l'homme est une abstraction sans vie.

De même que la « conscience de soi » envisagée de manière non historique, non sociale.

Mais les deux compagnons inséparables, division du travail manuel et du travail intellectuel, et division de la société en classes, ainsi que la constitution de l'Etat qui va de pair, font que dans une même société, à une même époque, les hommes sont d'une manière générale, bien qu'il y ait inter-pénétration et dans une certaine mesure échange, des hommes très différents.

Certes, tous ont faim, tous ont soif, envie de dormir et quelques autres exigences, ils ont de nombreux besoins communs, mais même à ce niveau ils ne satisfont pas ces besoins élémentaires exactement de la même façon. Pourtant, ce qui les différencie est ce qui est le plus important. Il y a une différence fondamentale entre les besoins, « l'essence humaine », « la conscience de soi », du paysan illettré, affamé, du fond de l'Inde, et les militants, par exemple, qui sont ici réunis. Il y a une différence essentielle entre le travailleur qui vend sa force de travail au plus bas niveau, le manœuvre dans une usine chimique, chez Rhône-Poulenc, et le P-DG qui achète cette force de travail pour en extraire de la plus-value. Il y a une différence essentielle entre le travailleur manuel qui a complètement désapris à lire, écrasé sous cette activité, et le philosophe qui contemple son moi pensant. Des jonctions peuvent s'opérer et s'opèrent dans la pratique, mais l'un ne peut être réductible à l'autre.

Les pensées de la classe dominante sont aussi les pensées dominantes de la société.

Cependant, il est indispensable de considérer un aspect décisif. Tant qu'une forme sociale déterminée reste une nécessité historique, alors :

« Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, au-

trement dit la classe qui est la puissance matérielle de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels saisis sous forme d'idées, donc l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe, la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. »

(Idem — p. 75.)

L'appropriation des moyens de production détermine le monopole des moyens culturels. En outre, pour autant que le mode de production correspond aux exigences du développement des forces productives, les classes exploitées restent plus ou moins des classes en soi, bien qu'elles mènent toujours une certaine lutte de classe. Elles ne peuvent sauter par-dessus une époque historique. Elles adoptent l'idéologie de la classe dominante et s'y subordonnent, bien qu'elles puissent y avoir des ouvertures sur l'avenir, tout comme certaines luttes de classe anticipent sur l'avenir.

Marx et Engels de caractériser :

« L'existence d'idées révolutionnaires, à une époque déterminée, suppose déjà l'existence d'une classe révolutionnaire. »

Sous une forme déterminée, nous retrouvons cette notion fondamentale, l'existence détermine la conscience. A un stade déterminé, la dialectique matérialiste aboutit à ce que la conscience détermine l'être (nous allons le voir).

Le point de vue de l'ancien matérialisme et celui du matérialisme historique, dialectique

Une conception fixiste et objectiviste.

L'être détermine la conscience. Ce point de vue est partagé par le vieux matérialisme. Si l'on ne part pas de là, on aboutit à de véritables hallucinations, idéalisations ; soit la révélation, comme dans les religions, soit la chose en soi » comme Kant, soit « l'Idée absolue » à la manière de Hegel, au comportement si étrange aux dires de Marx. Mais le vieux matérialisme avait deux défauts fondamentaux, ce qui finalement le ramenait à l'idéalisme.

1) Il concevait le monde, l'univers, et finalement la société humaine, comme des données fixes. Le bien, le mal, la morale, comme des données fixes. La nature était toujours identique à elle-même. Même s'il y avait une certaine évolution de la société, c'était pour aboutir à des rapports éternels, fixes. La seule progression possible était donc du domaine de l'esprit dans ses différentes déterminations.

2) A l'inverse, il contenait un fatalisme certain. Puisque les conditions matérielles déterminaient l'existence, l'activité des hommes, des classes comme telles, était secondaire, sinon inexistant. Elle n'était que simple conséquence. Elle était déterminée de toute éternité.

Dans les thèses sur Feuerbach, Marx était déjà explicite (« Idéologie allemande » - p. 30 - Thèse I) :

« Le principal défaut jusqu'ici du matérialisme de tous les philosophes — y compris celui de Feuerbach — est que l'objet, la réalité du monde sensible, n'y sont saisis que sous la forme d'objets ou d'intuitions, mais non en tant qu'activité humaine concrète, non en tant que pratique de façon subjective. C'est ce qui explique pourquoi l'aspect actif fut développé

par l'idéalisme, en opposition au matérialisme. Mais seulement abstrairement, car l'idéalisme ne connaît naturellement pas l'activité réelle concrète, comme telle. Feuerbach veut des objets concrets réellement distincts des objets de la pensée ; mais il ne considère pas l'activité humaine elle-même en tant qu'activité objective. C'est pourquoi dans « l'Essence du christianisme », il ne considère comme authentiquement humaine que l'activité théorique, tandis que la pratique n'est saisie et fixée par lui que dans sa manifestation juive sordide. C'est pourquoi il ne comprend pas l'importance de l'activité « révolutionnaire », de « l'activité pratique-critique ».

La dialectique sans contenu passe nécessairement pour le processus divin.

Ce type de matérialisme ouvre la porte à l'idéalisme philosophique : l'Esprit, décrivant des volutes, pour aboutir à l'Idée absolue qui, ainsi que le dit Marx (« Manuscrit de 1844 » - p. 144) de cette dialectique idéaliste, vidée de son contenu matériel, réduite à la forme pure, idéale, « passe pour le processus divin » (prenons garde aux jeux dialectiques dépourvus de contenu : c'est pur et simple idéalisme, la recherche du divin).

C'est pourquoi le matérialisme dialectique ne peut dissocier contenu, forme et méthode, et que Marx et Engels affirmaient dès « L'Idéologie allemande » (pp. 51 et 52) :

« Dès que l'on représente ce processus d'activité vitale, l'histoire cesse d'être une collection de faits sans vie, comme chez les empiristes ; ou l'action imaginaire de sujets imaginaires, comme chez les idéalistes. C'est là où cesse la spéculation, c'est dans la vie réelle que commence la science réelle, positive, l'exposé de l'activité pratique, du développement pratique des hommes. Les phrases creuses sur la conscience cessent, un savoir réel doit les remplacer. Dès lors qu'est exposée la réalité, la philosophie cesse d'avoir un mi-

lieu où elle existe de façon autonome. A sa place, on pourra tout au plus mettre une synthèse des résultats les plus généraux qu'il est possible d'abstraire de l'étude du développement historique des hommes. Ces abstractions, prises en soi, détachées de l'histoire réelle, n'ont aucune valeur. Elles peuvent tout au plus servir à classer plus aisément la matière historique, à indiquer la succession et les stratifications particulières. Mais elles ne donnent en aucune façon comme la philosophie une recette, un schéma selon lequel on pourrait accommoder les époques historiques. »

Les idées, la conscience : produits et instruments de l'activité pratique humaine.

C'est ainsi que l'on parvient à donner toute sa place à l'activité pratique, instinctive, intuitive, semi-consciente, consciente des hommes, des classes, La conscience cesse d'être une abstraction générale et absolue, mais une donnée relative et déterminée. Les idées cessent de procéder de l'Idée absolue, pour devenir les produits de l'activité humaine, justes ou fausses. Mais dont l'existence est d'autant plus déterminante qu'elles sont produits de l'activité humaine et qu'elles deviennent instruments du sujet, les hommes concrets déterminés. D'ailleurs, les idées elles-mêmes sont une forme de la matière, une forme de l'énergie.

Donc, loin d'écartier la conscience, les idées, le matérialisme historique et dialectique les fait procéder de l'activité humaine au sein de la société et vis-à-vis de la nature, et par là tend à mettre les rapports objet-sujet, sujet-objet en accord. De ce fait, la conscience (toujours relative), les idées, deviennent les leviers puissants du sujet agissant et pensant, pensant et agissant, dans son activité pratique qui, à son tour, est source du développement du conscient, des idées, et ainsi de suite.

La vrai question n'est pas de savoir

si le conscient, les idées, l'activité pratique des hommes sont étroitement imbriquées. C'est l'action pratique des hommes qui fait l'histoire, et tout action de l'homme social exige la mise en action de ses sens, de son cerveau qui produit les idées, si peu raisonnées qu'elles soient.

« On ne saurait éviter que tout ce qui met les hommes en mouvement passe nécessairement par leur cerveau, même le manger et le boire, qui commencent par une sensation de faim et de soif, éprouvée par le cerveau, et se terminent par une impression de satiété, ressentie également par le cerveau. Les répercussions du monde extérieur sur l'homme s'expriment dans son cerveau, s'y reflètent sous formes de sensations, de pensées, d'impulsions, de volontés, bref sous forme de « tendances idéales », et deviennent sous cette forme des « puissances idéales ». »

(« Ludwig Feuerbach » — p. 20.)

Interprétation du monde et activité pratique, ou le rapport de la théorie à la pratique.

La véritable question est celle que pose la XI^e et dernière Thèse sur « Feuerbach » :

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, de différentes manières, mais il s'agit de le transformer. »

Encore pour y répondre correctement, faut-il lire et comprendre correctement cette proposition. Beaucoup lisent et comprennent : il ne s'agit pas d'interpréter le monde, ce n'est pas la peine de l'interpréter, il faut le transformer. Cette proposition ne dit absolument pas cela, elle dit que l'interprétation du monde est nécessaire, est indispensable à l'activité pour le transformer, bien qu'elle soit toujours partielle, limitée, en devenir.

D'ailleurs, la VII^e Thèse est d'une précision remarquable :

« La vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères

qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique. »

Ce qui signifie « ne laissons pas détourner la théorie vers le mysticisme ; la pratique, son analyse, nous permet et nous permettra de trouver la réponse théorique rationnelle ; ainsi armés, nous développerons, nous approfondirons notre pratique ».

Mais qu'est-ce que la « théorie » ? Rien d'autre qu'un ensemble de concepts, d'idées, d'abstractions, qui reflètent dans notre cerveau plus ou moins exactement les choses, les rapports, le mouvement du monde extérieur, de la société, desquels chacun de nous est une composante. Ajoutons cependant que la théorie, si nous la percevons individuellement, est elle-même et ne peut être qu'un produit social.

Ce dont il s'agit est bien d'empêcher que la théorie soit détournée vers le mysticisme, l'idéologie, la philosophie, et qu'elle devienne toujours plus étroitement conforme et en relation à son objet.

Le prolétariat, ses objectifs immédiats et historiques, sa « conscience de soi »

La survie de la religion, des philosophies, des idéologies.

La religion, au sens général du terme, la philosophie qui, rappelons-le, n'est selon Marx et Engels que la religion mise sous forme d'idées, ont leurs lointaines origines dans le rapport indéchiffré, et indéchiffrable alors, de l'homme à la nature : l'homme, ou plutôt la société humaine, et même les sociétés humaines, se dressent objectivement, inconsciemment, intuitive-ment, semi-consciemment, face à la nature en général dont elles se sont encore à peine différenciées. Mais cette nature, elles ne la maîtrisent pas. C'est la

nature qui les écrase. Elles ne peuvent en avoir qu'une représentation fantastique, mystifiée. Telles sont les origines lointaines des religions et des philosophies. Il faudrait suivre le développement concret de ces religions, de ces philosophies, car bien sûr, sur ce fond, les circonstances concrètes, le développement de la société, des forces productives, sur cette base de la culture, des arts, les contradictions sociales, vont profondément modifier les religions, les philosophies, les idéologies.

Mais dès lors que la maîtrise de l'homme, c'est-à-dire de la société sur la nature, est devenue telle qu'il devient clair que l'enchaînement des rapports naturels est parfaitement rationnel, que cette nature est un processus en constant développement, qu'elle peut être maîtrisée, domestiquée, et dans une certaine mesure reproduite par l'homme, au moins dans quelques-unes de ses déterminations, celles-ci étant de plus en plus nombreuses, tout mystère, toute religion, toute philosophie, toute idéologie, devraient disparaître, pour laisser la place à la connaissance scientifique en constant progrès : le monde, l'univers étant saisis comme processus, la matière cesse d'être une généralité abstraite, généralité mystifiante, parce qu'elle est saisie dans ses catégories, leurs rapports, le passage d'une catégorie à l'autre, son mouvement dialectique.

Et pourtant, les religions, les idéologies, les philosophies demeurent. C'est dès lors dans les rapports sociaux opaques et mystifiants qu'il s'agit de trouver les raisons objectives de ces survivances du passé, survivances mais très vivantes et se renouvelant dans la forme.

Le mystère est social.

Il faut que la société déchiffre et résolve ses propres mystères. En pratique, il se passe ceci (« Idéologie allemande », p. 63) :

« Dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a sa

sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir ; il est chasseur, pêcheur ou berger, ou critique... Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre produit en une puissance objective qui domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive découpée qui naît de la coopération des divers individus conditionnés par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguée, parce que cette coopération elle-même n'est pas volontaire mais naturelle ; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient, ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté, qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité.

La société, l'Etat, apparaissent comme une puissance autonome, indépendante, mystérieuse et écrasante.

L'activité des hommes et ses produits échappent à leur contrôle, et se dressent ainsi que des puissances étrangères, hostiles : aliénation.

Mais en outre :

1) Si la division de la société en classes correspond au développement des forces productives, le mode de production, qui développe les forces productives à un stade donné et auquel correspond une division donnée de la société en classes, exige en soi l'idéologie comme instrument du maintien de l'exploitation.

2) Bientôt, les forces productives entrent en contradiction avec les rapports sociaux dans lesquels elles se sont développées ; les rapports entre les classes inadéquats, des forces étrangè-

res, incontrôlables, menaçantes, dangereuses, qui semblent sortir de terre, menacent les classes dominantes, lesquelles produisent, si l'on peut dire, de l'idéologie. Elles en ont besoin pour elles, comme pour les masses.

3) En particulier, lorsque se développe le mode de production capitaliste, la classe productive par excellence, le prolétariat, doit vendre sa force productive, son énergie vitale ; une partie de son produit, chosifiée, transformée en capital constant, se dresse devant lui, l'écrase, le broie ; il fait donc plus que d'échapper à son contrôle, il le mutile : les rapports entre les hommes n'apparaissent pas comme tels, mais comme rapports de choses entre elles, de marchandises ; nous l'avons vu, les rapports des hommes entre eux, leurs rapports à la nature, leur « essence » s'expriment dans leur activité concrète, leur activité productive, eh bien, cette activité productive n'a plus de sens que comme valeur d'échange, que comme substance de la loi de la valeur, son expression générale c'est l'or, équivalent général.

4) La contradiction entre les rapports de production bourgeois et le développement des forces productives aboutit à des catastrophes sociales qui relèguent très, très loin en arrière les catastrophes naturelles : guerres, révolutions, crises économiques, etc.

Dans ce sens, le mode de production capitaliste pousse au point le plus extrême « l'aliénation », l'aliénation du prolétariat, des masses. Et, contradictoirement, il établit l'universel, une maîtrise inconcevable il y a deux siècles de la société sur la nature, mais là aussi sous une forme qui ruine la mère de l'humanité : la terre.

La survie et la force sans cesse renouvelée de la religion, de la philosophie, de l'idéologie, n'a plus à notre époque qu'une seule cause : les contradictions que le mode de production capitaliste engendre, le maintien de la dictature de la bourgeoisie et de ses succédanés, les bureaucraties parasites.

A ce point, il est nécessaire de faire allusion à certaines conceptions, qui paraissent dérivées du marxisme, ou même s'en réclament, et qui ne sont que philosophies et idéologies résurgentes. Je veux parler en particulier des théories sur l'aliénation, la réification, la choséité.

Qu'est-ce que l'aliénation ?

« L'aliénation », ce ne sont pas les moyens de production, les produits de l'activité humaine matériels et intellectuels, par exemple la prétendue société de consommation ; en tant que tels les moyens de production, les produits de l'activité humaine sont indispensables à l'émancipation du prolétariat. Les forces productives sont les leviers indispensables de la libération de l'étroite contrainte quotidienne des besoins immédiats dont surgit l'exploitation.

« Cette « aliénation » — pour que notre exposé soit intelligible aux philosophes — ne peut naturellement être abolie qu'à deux conditions pratiques. Pour qu'elle devienne une puissance « insupportable », c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement « privée de toute propriété », qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement de la force productive, c'est-à-dire un stade élevé de son développement. D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale) est une condition pratique préalable absolument indispensable car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la vieille gâoue. »
« Idéologie allemande ».

L'aliénation dépend des rapports de production. Ce sont ces rapports de production qu'il faut changer pour mettre en accord le sujet et l'objet (c'est-à-dire le produit), la force productive essentielle, le prolétariat, les moyens de production, et que ceux-ci deviennent les instruments de son émancipation.

Le prolétariat n'est pas le rédempteur : il combat pour ses intérêts de classe.

En combattant pour son émancipation, le prolétariat n'est la médiation d'aucune idéologie. Il ne combat pas pour la « conscience de soi » de l'humanité, une conscience vraie opposée à une conscience fausse qui serait celle de la bourgeoisie. D'abord, parce que la conscience de la bourgeoisie, en tant que classe, est une conscience vraie, c'est la conscience de ses intérêts de classe, qui exigent la mystification. Le prolétariat n'a rien à voir avec le Christ, ce n'est pas le rédempteur de l'humanité et de la bourgeoisie en particulier. La lutte de classe du prolétariat ne se propose aucune fin de ce genre. Elle part et elle se développe à partir des intérêts matériels du prolétariat, dont l'existence est finalement mise en cause par le développement du mode de production capitaliste qui a engendré le prolétariat. Les buts de l'histoire n'ont jamais existé comme tels. C'est ce que signifient ces phrases de Marx et Engels :

« Les communistes ne s'imaginent pas (...) que le plan ou la raison d'être des générations antérieures ont été de leur fournir des matériaux. »
(Page 97.)

Comme toute classe sociale, le prolétariat pose le problème et ne peut poser autrement le problème qu'ainsi : il présente ses intérêts comme ceux de l'ensemble de la société. C'est en parlant de là qu'il fait la critique de l'ancienne société. Le prolétariat ne se fixe pas et n'a pas pour objectif de réaliser

la philosophie. Toute son action se résume dans la lutte pour se réapproprier son propre produit : exproprier les expropriateurs.

L'activité pratique du prolétariat, les sciences, les techniques, la théorie.

Il ne s'agit pas de vulgariser. Justement, nous avons dit que ce qui caractérisait l'homme, c'est qu'il produisait ses propres moyens de subsistance et que, dans le rapport de la société à la nature que cela implique, les hommes concrets historiquement et socialement déterminés se développaient eux-mêmes ; nous avons dit que la seconde nature de l'homme, c'était la société.

La force productive essentielle, ce ne sont pas, si importants soient-ils, les moyens de production, en soi ils ne sont rien. C'est la force qui les met en mouvement, c'est le travailleur collectif qu'est le prolétariat. Les sciences et les techniques résultent de l'activité productrice des hommes. Elles n'existent pas en soi. Elles ne sont pas des forces productives directes. Ce sont les hommes, ou plus exactement le travailleur collectif dont le prolétariat est la force essentielle, qui en sont porteurs, et qui les mettent en mouvement. En même temps que ces sciences et ces techniques sont l'acquis le plus décisif des millénaires d'activité humaine. Des moyens de production, purement matériels, bâtiments, machines, peuvent être détruits, ce peut être très grave, ce n'est pas décisif. Si les sciences et les techniques disparaissaient, l'humanité serait brutalement renvoyée à l'animalité, il lui faudrait refaire tout le parcours. Mais ces sciences, ces techniques sont savoir humain, connaissance humaine, pratique humaine. C'est l'activité productrice du prolétariat qui en est le support en tant que force productive essentielle, et ils ne peuvent exister en dehors de lui, lui qui tend à être privé de toute culture. La sauvegarde de tout cet acquis, et de tout ce qui repose sur cet acquis, les arts, la culture, leur développement ultérieur, dépendent de la sauvegarde et du déve-

loppelement de la force productive essentielle, le prolétariat, qui peut seul briser les rapports sociaux dans lesquels les forces productives étouffent, et instaurer de nouveaux rapports sociaux qui correspondent à ses exigences comme classe. C'est parce qu'il est la principale force productive, la force productive essentielle, que ses intérêts égoïstes de classe représentent l'avenir de l'humanité, la solution aux problèmes que l'époque se pose, et non en fonction de je ne sais quelle mission providentielle, et en opposition à l'intérêt des classes exploiteuses comme classes.

Quand la conscience détermine l'être.

Nous comprenons alors que l'activité subjective du prolétariat est déterminante en tant que force productive et force politique. Que l'acquis le plus important de l'humanité, ce sont ses forces productives, mais que celles-ci se cristallisent dans l'acquis théorique, scientifique et technique, qui n'existe que par et dans les hommes sociaux actifs. C'est ainsi qu'il faut plus particulièrement considérer le marxisme. Il n'existe qu'en tant que produit et expression de l'activité du prolétariat. Mais en même temps, il a une existence autonome, non pas en dehors de la vie des hommes organisés qui en sont porteurs, mais dans et par ces hommes pour autant que ceux-ci participent activement à la lutte des classes. Cette autonomie, et non cette indépendance, permet de comprendre la continuité du marxisme (malgré la social-démocratie, le stalinisme), et même son développement dans le trotskysme, la IV^e Internationale, l'OCI, bien que les organisations qui en sont la chair et l'esprit puissent être très faibles. Elles sont nourries de la lutte de classe du prolétariat, lutte de classe que nul n'est en mesure de supprimer tant que le prolétariat existera comme classe. Le lien existe donc constamment, d'autant, rappelons-le, que le prolétariat a une conscience intuitive, semi-consciente, qui s'alimente à plus d'un siècle

et demi de luttes de classe. A un stade déterminé, c'est la conscience qui, dans la lutte de classe du prolétariat, devient déterminante pour son être.

« La conscience de soi » du prolétariat, c'est la conscience politique.

Mais notre méthode, notre programme, ne sont en aucun cas des idéaux. Nous partons des intérêts matériels du prolétariat et nous y aboutissons.

« Le communisme pour nous n'est ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communiste le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. »

C'est par son mouvement pratique que le prolétariat se hisse à la conscience, à la jonction avec le marxisme qui est lui-même nourri, dépendant, de toute la lutte de classe du prolétariat depuis les origines. Le processus est complexe, à la fois progressif et aboutissant à un saut qualitatif ; la conscience n'est pas donnée, elle est elle-

même incluse, participante du processus général de la lutte des classes.

Et maintenant, qu'est-ce donc qu'aboutir à la conscience, le saut qualitatif de la conscience de classe du prolétariat ? C'est le moment où, dans son mouvement pratique, il accède à la conscience de la nécessité de la dictature du prolétariat en la réalisant, et fusionne dans une certaine mesure avec le Parti révolutionnaire, qui ne s'identifie toujours pas avec la classe dans son ensemble, demeure un organe particulier autonome. La « conscience de soi » du prolétariat ne peut être que la conscience politique de la nécessité de sa dictature.

La voie est ouverte alors vers la société sans classes, la société communiste. « L'homme » en général n'existera pas pour autant. La disparition des classes permettra sans aucun doute que les hommes d'un moment donné soient des hommes universels dans ce temps et pour ce temps. Mais, fort heureusement, l'humanité poursuivra sa route et les hommes continueront à se modifier, à changer, de même qu'ils continueront à avoir des problèmes extrêmement difficiles à résoudre. Laissons-en leur le soin.

S. JUST

Italie : crise politique, crise de l'Etat, crise révolutionnaire

par Robert CLEMENT

Avant même que ne soient connus dans leur détail les résultats des élections législatives du 20 juin 1976 en Italie, nous en analysions dans **Informations Ouvrières** les principales tendances dans les termes suivants :

« 1) La nouvelle et importante poussée du PCI (1) témoigne d'une concentration sans précédent des forces du prolétariat et de la jeunesse, d'une volonté tendue à l'extrême d'utiliser toutes les voies — y compris le bulletin de vote — pour tenter d'en finir avec les gouvernements successifs de la démocratie-chrétienne et pour s'efforcer d'imposer un gouvernement des partis ouvriers sans représentants des partis bourgeois hors duquel les masses ne voient aucune solution à la crise dramatique dans laquelle s'enfonce le pays. Cette concentration des forces de classe se fait sur le PCI, au détriment du PSI et du cartel centriste-gauchiste dont les espoirs électoraux sont réduits à un score des plus modestes.

« 2) Comme nous l'avons expli-

qué à de nombreuses reprises ces dernières semaines dans *Informations Ouvrières*, le PCI, qui était hostile à la dissolution du parlement à majorité cléricale et aux élections anticipées, a tout fait, au cours de la campagne, pour éviter un effondrement électoral de la démocratie chrétienne désignée comme le partenaire privilégié et indispensable du « compromis historique ». A cet égard, les efforts de l'appareil stalinien ont été couronnés d'un « succès » qui dépasse toutes ses espérances : la démocratie chrétienne retrouve intégralement ses suffrages de 1972 (les précédentes élections législatives). Ce résultat est obtenu au détriment du parti fasciste, du micro-parti libéral, et du parti social-démocrate de Saragat.

« La direction du PCI, après avoir soutenu ouvertement les derniers gouvernements cléricaux présidés par Moro, a servi de faire-valoir

(1) Elections politiques (Chambre des députés)
(Voir le tableau page 122.)

aux caciques ultra-corrompus et décomposés de la démocratie-chrétienne, en faisant délibérément le silence sur la longue série de méfaits et de crimes du parti des pots-de-vin, de la Mafia, de la provocation terroriste érigée en système de gouvernement. La petite-bourgeoisie, éperdue, étranglée par la crise, a ainsi été littéralement bloquée dans le mouvement qu'elle avait commencé à esquisser en direction du mouvement ouvrier.

« Plus que jamais, le parti du Vatican représente l'arrière-train plombé de toute la société italienne. Autour d'une bourgeoisie débile, qui ne peut faire un pas sans prendre appui sur le bras séculier de l'Eglise romaine, se regroupe pèle-mêle tout ce qu'une société en décomposition traîne avec elle de parasites de toutes sortes et d'improductifs coûteux et malfaisants.

« 3) Alors que la crise sociale appelle le bistouri de la révolution, des mesures héroïques et radicales dans tous les domaines, le PCI, dans son désir obstiné de prolonger l'agonie du régime bourgeois, s'évertue à appliquer l'anesthésiant du « compromis historique ». Bien loin de soulager le mal lancinant, il ne fait que l'exacerber. Comme le font remarquer la plupart des commentateurs, le scrutin débouche sur un blocage total : selon toutes les probabilités, aucune combinaison parlementaire ne donnera le jour à un gouvernement viable. A quand la prochaine dissolution du Parlement qui vient d'être élu ?

« 4) Le résultat ne peut satisfaire aucune des classes en présence. Ni la bourgeoisie, qui, même avec un très hypothétique gouvernement d'unité nationale, ne pourra imposer aux travailleurs les mesures draconiennes qui lui apparaissent comme indispensables ; ni le prolétariat et la jeunesse, qui, confrontés à une situation insupportable, chercheront — un peu plus tôt, un peu plus tard — à arracher par les moyens de l'action de classe ce que les directions des partis ouvriers leur interdisent d'obtenir par les « voies parlementaires » ou sujet desquelles elles

avaient elles-mêmes semé toutes les illusions.

« Le scrutin du dimanche 20 juin, marqué par une profonde polarisation des forces de classes, débouche inévitablement sur une crise prolongée et chaotique, au travers de laquelle les masses s'efforceront de frayer leur propre voie, tandis que la bourgeoisie tentera, de son côté, de leur porter des coups...

« Crise politique aiguë, déchirements inévitables dans le parti bourgeois dirigeant, conflits longtemps différés dans les partis ouvriers (mais qui vont ressurgir avec une acuité nouvelle, et d'abord dans le PCI), exacerbation de la lutte de classe sur tous les terrains, convulsions à tous les niveaux de l'appareil d'Etat, telles sont les données de la nouvelle période qui s'ouvre en Italie. »

Le gouvernement clérical d'Andreotti soutenu par le PCI

Au « blocage total » que nous relevions dans cet article, l'appareil dirigeant du PCI vient de répondre en décidant d'apporter son soutien, par la voie d'une abstention au Parlement, au gouvernement minoritaire de la démocratie chrétienne que vient de constituer Andreotti, l'un des hommes les plus corrompus et les plus discrédiités de la démocratie chrétienne. L'abstention permanente du PCI est — en termes de stricte arithmétique parlementaire — indispensable à la survie du gouvernement Andreotti. C'est dire que, à toutes les mesures anti-ouvrières que le nouveau gouvernement démocrate chrétien va être contraint de prendre (sans aucun résultat permettant de résoudre la crise, on peut d'ores et déjà le prévoir) pour faire face à la situation désastreuse où se trouve le pays, les dirigeants du PCI (comme d'ailleurs ceux du PSI qui ont pris la même attitude) vont devoir acquiescer, sous peine de faire immédiatement tomber An-

dreotti, précipitant ainsi, avec une nouvelle dissolution du parlement, une crise politique parfaitement insoluble dans le cadre des « voies parlementaires » où ils se situent.

Sur le strict terrain de la mécanique parlementaire, il y a une frappante analogie entre la situation de 1976, où, fait absolument sans précédent en Europe, le parti stalinien apporte, par voie d'abstention, un soutien déterminant (sans la moindre contrepartie, en termes de programme, qui pourrait faire illusion aux yeux des masses) au gouvernement de la démocratie chrétienne ; et la situation de 1960, à l'aube du centre gauche (2), où, à la suite des grèves quasi insurrectionnelles de juillet provoquées par la tentative de la DC de former un gouvernement (Tambroni) soutenu par le MSI fasciste, le PSI se décida à s'abstenir pour permettre au gouvernement DC de Fanfani de trouver une majorité au parlement.

La situation d'aujourd'hui, seize ans après, est cependant bien différente. La classe ouvrière s'est immensément développée, sinon en termes numériques, du moins en termes de puissance sociale et d'organisation. Des acquis comme l'extension des différents systèmes de sécurité et de garanties sociales, l'institution de l'échelle mobile, les droits syndicaux de toutes sortes ont été arrachés à la bourgeoisie comme prix à payer pour l'indispensable collaboration du mouvement ouvrier, collaboration directe du PSI, collaboration indirecte, mais non moins indispensable, et à bien des égards plus efficace du PCI, dissimulée sous le manteau d'une opposition parlementaire de pure forme.

Ces acquis, expression directe de la faiblesse intrinsèque de la classe possédante, et de son incapacité à gouverner par elle-même, sans les bâquilles complaisantes que lui offrent les dirigeants du mouvement ouvrier, ont constitué l'indispensable alibi que les chefs des partis réformiste et stalinien ont présenté aux masses pour justifier leur soutien au gouvernement bourgeois.

Financés par l'inflation, ils ont été

payés par un affaiblissement continu du capitalisme italien, le fameux « miracle » ne se prolongeant pendant les premières années de cette période (jusqu'en 1968 environ) que du seul fait de l'existence, dans l'économie italienne, de ressources non encore mobilisées au compte du profit capitaliste, et notamment d'une importante armée de réserve industrielle dans les campagnes et dans le sud, qui a servi à alimenter une véritable immigration intérieure, mettant ainsi à la disposition des capitalistes du nord une main-d'œuvre à bon marché en quantités pratiquement illimitées : depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il existe en Italie un chômage chronique, qui, calculé suivant les normes européennes, dépasse certainement en permanence les deux millions de personnes, tandis que, dans le même temps, l'émigration italienne à l'étranger frappait de quatre à cinq millions de travailleurs.

Un « réformisme » sans réformes

Les acquis ouvriers de la période 1960-1976 ne sont certes pas des « réformes » au sens marxiste de ce terme. Loin de s'intégrer comme un stimulant nécessaire et harmonieux au développement de l'économie capitaliste, ils s'enkystent en elle comme un corps étranger, et sont ressentis par la bourgeoisie comme un boulet absolument insupportable.

Affaiblissement de la productivité des entreprises et de leur compétitivité sur le marché mondial, dangereusement compensées par la dépréciation continue de la monnaie nationale et par un énorme endettement de l'économie à tous les niveaux, tel a finalement été le prix payé pour contenir, pendant cette pé-

(2) La formule de gouvernement dite de centre-gauche reposait sur la collaboration gouvernementale de la démocratie chrétienne, du PSI, du PSDI et du PRI. Le PSI jouait dans ce cadre le rôle de principale bâquille du gouvernement clérical.

riode de seize ans, la poussée continue du prolétariat et de la jeunesse, ponctuée par les grandes vagues de grèves de 1960, 1968-69 et 1972.

Pendant toute cette période, le PSI, composante indispensable de la majorité de centre gauche, a supporté en première ligne tout le poids de la décomposition des gouvernements démocrates chrétiens. Il a finalement payé très cher, en termes politiques et d'organisation (et finalement en termes électoraux) cette collaboration indispensable à la bourgeoisie. Intégrant à sa propre crise tous les éléments de la crise de la bourgeoisie et du parti clérical, et, dans une certaine mesure faisant siennes ses nœuds corrompus et ses pratiques décomposées, il sort de cette période littéralement laminé. Son ancienne direction (De Martino) vient d'être brutalement éliminée lors du comité central de début juillet 1976. Les nouveaux dirigeants (Craxi) sont bien décidés désormais à partager intégralement avec le PCI le fardeau de plus en plus lourd de la défense du système bourgeois. Serments de réformistes, certes, mais qui ont néanmoins placé le PCI dans l'obligation de se défaire de son alibi, et de monter à son tour en première ligne pour permettre à la démocratie chrétienne de continuer à gouverner. Pour l'appareil stalinien, l'abstention qui vient d'être décidée est politiquement extrêmement coûteuse. Elle va l'obliger à assumer directement aux yeux des masses la responsabilité de tous les actes du gouvernement clérical, sous peine de précipiter, avec la chute d'Andreotti, une crise politique plus grave encore que la précédente, et qu'il veut à tout prix éviter.

Certes, l'abstention du PCI, négociée dès le début juillet avec la direction du PSI, et surtout celle de la démocratie chrétienne, a été monnayée par l'octroi de plusieurs présidences importantes de commissions parlementaires, par la désignation (avec le vote des députés DC) d'un dirigeant du PCI, Ingrao, au poste de président de la Chambre des Députés, ainsi que par l'élection d'un

homme proche du PCI au poste de maire de Rome.

Mais ceci est fort loin de compenser cela, et les dirigeants du PCI ne l'ignorent pas. Le fait qu'ils disposent désormais de puissants leviers parlementaires agrave en fait leur responsabilité dans le soutien permanent qu'ils vont apporter au gouvernement Andreotti. Les développements incontrôlables de la crise politique de la bourgeoisie, qui se manifestent, pour la première fois depuis qu'en 1947, les dirigeants du PCI furent évincés du gouvernement De Gasperi, par l'impossibilité de former un gouvernement démocrate chrétien sans la collaboration directe des deux principaux partis ouvriers, sont fort loin d'avoir encore produit tous leurs effets.

Les relations politiques entre le PCI, le parti bourgeois dominant et les masses, en sont d'ores et déjà profondément bouleversées. Le résultat des élections du 20 juin, qui exprime le profond processus de polarisation de classe à l'œuvre dans le pays, place la direction du PCI face au prolétariat et à la jeunesse, sans alibi ni protection daucune sorte.

La manœuvre de Ford et de Schmidt

On comprend parfaitement aujourd'hui le sens de la manœuvre de Ford-Schmidt (et de Giscard d'Estaing, la cinquième roue de leur carrosse) au lendemain du sommet de Porto-Rico. Les menaces proférées par Schmidt à l'égard de l'Italie (« nous cesserons de payer si le PCI est associé au gouvernement ») ont contribué directement à la formation du gouvernement Andreotti ; le même Schmidt qui, avec une parfaite logique, en dépit des apparences, avait laissé entendre à la veille d'élections dont il craignait — non sans quelques raisons — un effondrement de la DC, que l'Allemagne n'entendait nullement couper les vivres à un éventuel gouvernement de Front Populaire en Italie.

Il s'est donc agi, non pas d'une « intolérable ingérence dans les affaires intérieures de l'Italie », selon la thèse ridicule de Georges Marchais (à laquelle il ne croit d'ailleurs pas lui-même un seul instant) — ce genre « d'ingérences » étant permanentes dans les rapports entre la bourgeoisie italienne et les impérialismes plus puissants — mais, à la fois, d'une pression sur la DC et d'un semblant d'alibi offert à Berlinguer, qui tente d'expliquer aujourd'hui à ses militants : si nous n'avons pas obtenu davantage dans la formation du gouvernement, en dépit de nos 34,5 % de voix, c'est le fait des pressions exercées par les impérialismes américain et ouest-allemand.

Hier, au sortir de la guerre, l'argument favori des dirigeants était que la présence des troupes d'occupation « alliées » rendait vaine toute initiative politique allant dans le sens de la révolution prolétarienne. Mais en quoi la présence des troupes d'occupation alliées, argument favori des dirigeants staliniens, pouvait-elle justifier le soutien décisif apporté par Togliatti à la restauration (pour une année décisive) de la monarchie et à la validation du Concordat de Mussolini (voir plus bas) ? En fait, pour le stalinien Togliatti, le rétablissement du pouvoir bourgeois, auquel il allait consacrer tous ses efforts, passait par le maintien des structures de l'Etat monarchique-fasciste : dans les conditions de l'effondrement du régime mussolinien, la simple revendication d'une république démocratique risquait en effet d'entraîner la dislocation immédiate de tout l'Etat bourgeois.

Aujourd'hui, Berlinguer, digne successeur de son maître, s'emploie à expliquer que Schmidt et Ford rendent impossible même la constitution d'un gouvernement d'unité nationale. Mais il a fort à faire pour faire comprendre aux militants en quoi cette prétendue « pression de l'étranger » oblige le PCI à s'associer directement au gouvernement du parti clérical, un gouvernement « pire », à certains égards, que ceux de Moro... contre lesquels le PCI votait au

Parlement. Et comment pourrait-il en convaincre les militants du PCI, puisque la seule raison de son abstention est en fait celle qu'a donnée le vieux dirigeant réformiste Nenni lors du débat d'investiture au Sénat : « Il vaut encore mieux un gouvernement que pas de gouvernement du tout ».

Comment pourrait-il les en convaincre alors que, selon un sondage publié le 6 juin par l'hebdomadaire *Tempo*, 71 % des travailleurs et des jeunes qui votent pour le PCI appellent de leurs voeux un gouvernement PCI-PSI, contre 11,7 % seulement un gouvernement associant le PCI à la démocratie chrétienne ?

Berlinguer tente certes, aujourd'hui, de persuader les militants qu'un tel gouvernement est impossible, pour le PCI qui respecte la « démocratie », puisqu'il ne dispose pas d'une majorité au Parlement. Mais il aura bien du mal à leur faire comprendre pourquoi le PCI accepte, encourage, et soutient en revanche le gouvernement clérical d'Andreotti, qui ne dispose pas non plus d'une majorité parlementaire. Il n'empêchera pas en tous cas les masses d'en conclure — un peu plus tôt un peu plus tard — que, si les « voies parlementaires » chères à Berlinguer permettent sans doute la constitution d'un gouvernement minoritaire de la démocratie chrétienne, ce sont d'autres voies, celles de l'action de classe qu'il faudra emprunter pour aboutir à un gouvernement PCI-PSI, le gouvernement des partis qui jouissent présentement de la confiance de la majorité du peuple travailleur.

Stalinisme à Rome

Le 2 juin, à moins de trois semaines des élections, et sous le titre « stalinisme à Rome », nous écrivions dans *Informations Ouvrières* :

« Nous ne sommes pas de ceux qui ont feint de s'étonner de voir le PCI mettre au centre de sa campagne électorale — dans l'exact prolongement du « compromis historique », Berlinguer a parfaitement

raison d'y insister —, la proposition d'un gouvernement d'union nationale associant le PCI et le PSI à TOUS les partis capitalistes, à la seule exclusion des fascistes du MSI. Faut-il rappeler qu'en 1944, le PCI combattait ouvertement dans ses propres rangs ceux qui revendaquaient l'abrogation de la monarchie ?

« Nous ne nous étonnons pas non plus que le PCI définisse le programme d'un tel gouvernement dans les termes où il le fait, sans autre précaution de langage : rendre à la bourgeoisie, désormais incapable d'y parvenir par elle-même, un gouvernement tant soit peu efficace ; restaurer pour un temps les conditions minimales du fonctionnement de l'Etat (des capitalistes) ; rétablir, autant que faire se peut, des conditions d'exploitation acceptables (pour les capitalistes s'entend) ; remettre le prolétariat au travail ; en finir avec l'absentéisme, etc. Effort, austérité, économie : le PCI a déjà défini les thèmes de la véritable « bataille de la production » qu'il s'apprête à engager contre les masses.

« Nous ne sommes pas surpris, dans un autre domaine, de voir le PCI sacrifier, sur l'autel de son « compromis » avec le Vatican, le droit des femmes à l'avortement libre. N'est-ce pas le PCI de Togliatti qui s'est refusé, lors du débat constitutionnel qui a suivi la libération, à envisager la liquidation du Concordat signé en 1929 par Mussolini ?

« Nous ne sommes pas, enfin, autrement étonnés de voir ce parti, réputé le plus démocratique du monde, lancer une véritable campagne de lynché contre tout ce qui tente de s'organiser à sa gauche. Chaque jour, à la une de *L'Unità*, il y a plusieurs colonnes qui n'ont rien à envier au ton sur lequel Marchais dénonçait en 1968 le juif allemand » Cohn-Bendit.

« La vérité est que le PCI est un parti stalinien.

« Au nom de la « coexistence pacifique », il lui faut jeter tout son poids dans la tentative d'assurer la survie de l'ordre bourgeois en Italie, pièce maîtresse du dispositif

de l'impérialisme en Europe méridionale.

« La vérité simple et nette, c'est que, en dépit des anathèmes de Kissinger et des excommunications du Vatican (mais Berlinguer lui-même n'a-t-il pas cherché jusqu'au bout à retarder le moment où il lui faudrait assumer directement des responsabilités gouvernementales ?), le parti de la coexistence pacifique assume parfaitement les intérêts les plus généraux de l'impérialisme en Italie, ce qu'aucun parti bourgeois ne parvient plus à faire par lui-même. La politique du PCI — en dépit des problèmes réels qui déchirent l'appareil stalinien international — ne peut être comprise que comme un élément d'une politique d'ensemble, qui a vu Moscou soutenir hier les accords de Paris au Vietnam, ou le roi Hussein au Moyen Orient (et ces dernières semaines le boucher Assad de Syrie contre les masses palestiniennes), et aujourd'hui Giscard d'Estaing en France (ces exemples parmi bien d'autres), pour maintenir l'ordre impérialiste à l'échelle mondiale. Derrière la paille des mots, il faut discerner le grain des choses...

« Ainsi, après avoir soutenu jusqu'au bout les gouvernements cléricaux réactionnaires et minoritaires de la démocratie chrétienne, après avoir tenté jusqu'au bout et par tous les moyens de s'opposer à la dissolution d'un parlement qui laissait au parti clérical le moyen de gouverner à sa guise, alors que s'écroulent les formes traditionnelles de domination de classe de la bourgeoisie, voici que le PCI se trouve face à des millions de travailleurs qui, une nouvelle fois, vont lui apporter leurs suffrages, plus nombreux encore qu'hier, parce qu'ils estiment qu'il n'est d'autre voie pour en finir avec les gouvernements capitalistes, porteurs de misères et d'exploitation ; parce qu'ils veulent un gouvernement à eux, et qu'ils ne peuvent le concevoir que comme un gouvernement des partis ouvriers, le PCI et le PSI ; parce que, dans la crise effroyable que traverse le pays, il n'est à leurs yeux

d'autre solution que celle du changement, le plus radical qu'ils puissent concevoir.

« Berlinguer a déjà fait savoir qu'il n'entendait pas gouverner avec 51 % des voix. Il est vrai qu'il a également fait savoir qu'il préférerait son accord avec le Vatican à la revendication des 91 % de femmes qui réclament l'abrogation pure et simple de la loi fasciste réprimant l'avortement. 51 % ne suffisent pas... 91 % non plus ! Il est vrai aussi que, s'il ne se reconnaît pas le droit de gouverner avec le PSI, même au cas où le suffrage universel donnerait à ces deux partis la majorité absolue, il reconnaît cependant sans problème à la démocratie chrétienne le droit de gouverner seule avec 38 % des voix, comme elle le fait maintenant depuis deux ans... »

« Voie démocratique au socialisme ? Le socialisme avait disparu depuis longtemps. Quant à la démocratie, il a même cessé d'en être question.

« Sur cette ligne, le PCI doit désormais affronter directement le prolétariat. Pour imposer la convention collective de l'industrie chimique signée par les sommets syndicaux, il a fallu briser des assemblées de travailleurs, comme celle du grand complexe pétro-chimique de Porto Marghera, près de Venise. Pour faire passer la convention collective de la métallurgie, les dirigeants syndicaux ont dû affronter des assemblées houleuses : Trentin, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGIL, et dirigeant continu du PCI a été accueilli par vingt minutes de sifflets ininterrompus à la Fiat, jeudi 7 mai.

« Dans les profondeurs, une force se cherche. D'ores et déjà, inextricablement liée à l'aspiration unanime à voir le PCI aller au gouvernement avec le PSI après le 20 juin, il y a, nourrie par la méfiance lentement accumulée dans l'usine à l'égard des délégués syndicaux inamovibles, des bureaucrates, ces fameux « sénateurs à vie », comme disent les métallos italiens, le pressentiment encore hésitant qu'il faudra résister aux mesures que l'on

entrevoit déjà de la part d'un gouvernement auquel participerait le PCI.

« C'est dans ce nœud de contradictions que se rassemblent les forces motrices de la prochaine étape de la révolution italienne. »

Les ressources du prolétariat italien

Il est difficile d'évaluer autrement que sur place et sur le terrain les ressources exactes du prolétariat italien. De toute évidence, et l'attitude des grands banquiers internationaux témoigne de leur lucidité sur ce point, il est exclu que le gouvernement Andreotti, même avec le soutien du PCI, puisse lui porter des coups décisifs. Et pourtant, il est inévitable qu'Andreotti tente de s'engager contre les masses dans la voie du programme anti-ouvrier que Berlinguer lui-même définissait, devant le Comité Central du PCI, le 13 mai dernier, comme devant être celui du gouvernement d'unité nationale qu'il proposait à la bourgeoisie :

« Le pays, disait Berlinguer, est au bord de la catastrophe (...). Rien n'est désormais plus dangereux que de ne rien changer (...). Ce qui est en jeu, c'est la survie de la nation et son avenir comme pays démocratique (...). Les choses en sont arrivées à un point où un effort sévère et prolongé de tout le peuple et de tout le pays, une mobilisation exceptionnelle de toutes les ressources et de toutes les énergies, sont indispensables. »

Sur le terrain des mesures anti-ouvrières présentées par les dirigeants du PCI comme indispensables, la plate-forme électorale du parti de Berlinguer était encore plus nette :

« Il faut regarder la réalité en face. La situation est extrêmement critique. Il faudra un effort sévère pour en sortir. Ceux qui promettent la facilité sont des démagogues (...). Il faudra éviter une

expansion incontrôlée de la consommation individuelle (*quelle trouvaille, dans un pays où les revenus du travail sont amputés par une expansion de plus de 20 % par an ! NDLR*). Il faudra un engagement de tous au travail (...). Il faudra s'engager à réduire le phénomène de l'absentéisme (...). En entretenant une action effective contre l'inflation (...) on pourra demander au mouvement syndical de contribuer à l'adoption de mesures de salut public, etc. »

Mais le gouvernement Andreotti soutenu par le PCI ne pourra pas aller bien loin dans la pratique de cet « effort sévère et prolongé de tout le peuple ». Alors que sa première décision vient d'être de garantir l'impunité aux capitalistes qui se sont rendus coupables d'exportations illégales de capitaux à la veille des élections (leur permettant ainsi de toucher une prime de change considérable, la lire s'étant dépréciée de 20 % environ depuis le mois de janvier) à la seule condition qu'ils veuillent bien rapatrier leurs milliards, il est bien difficile de penser que les dirigeants syndicaux parviennent, en dépit des encouragements de Berlinguer, à faire respecter un quelconque blocage des salaires au nom d'une prétendue « solidarité nationale ».

Il est en revanche certain que, dans les semaines et les mois qui viennent, le prolétariat fera l'expérience nouvelle du soutien direct apporté par le PCI à la politique anti-ouvrière du gouvernement de la démocratie chrétienne. Mais il fera cette expérience sans conséquences désastreuses pour lui, au moins dans l'immédiat, car, répétons-le, la disposition actuelle des forces de classe rend improbable une quelconque offensive massive de la bourgeoisie, et plus improbable encore son succès.

Le grand capital s'en rend d'ailleurs parfaitement compte, qui, par la voix de certains de ses représentants les plus éclairés, souhaitait une participation directe du PCI au gouvernement :

« Est-il pensable, écrivait à la veille des élections, le quotidien fi-

nancier Il Sole-24 Ore, qu'une quelconque coalition gouvernementale qui laisserait le PCI dans l'opposition, ait la force d'imposer la politique de sévérité indispensable pour sortir le pays du tunnel ? »

Ce à quoi l'un des principaux dirigeants du PCI, Sergio Segre, répondait (*Corriere della Sera*, 25 avril) :

« En entrant dans le gouvernement, les communistes apporteront leur contribution en termes de stabilité sociale et politique. Leur apport démocratique au système italien permettra de résoudre une crise qui n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. »

Amendola : « la défense de la lire passe avant la défense du pouvoir d'achat des travailleurs »

Amendola, autre dirigeant du PCI, et non des moindres, était plus précis encore dans un débat avec l'ex-ministre du Trésor, le secrétaire du parti républicain La Malfa, bien connu comme partisan d'un programme draconien de « rigueur »... aux dépens des travailleurs s'entend (*L'Espresso*, 4 avril) :

La Malfa : « Il faut faire ce que Wilson a eu le courage de faire en Angleterre : réviser de fond en comble les dépenses publiques et le système de sécurité sociale. Nous continuons à parler de « réformes » (...). Mais il faut éviter que des mesures hâtives n'entraînent le pays dans une inflation de type sud-américain. »

Amendola : « Sur certains points de La Malfa, je n'ai rien à objecter. Il est en effet parfaitement nécessaire de contenir la dépense publique et certaines consommations non indispensables. Je pense aussi que ce n'est pas le moment de penser à réaliser immédiatement certaines réformes qui coûteraient des milliers de milliards. Nous ne devons pas nous comporter com-

me des enfants qui jouent avec les allumettes (...). Il faut économiser (...). Le PCI a toujours combattu l'absentéisme dans les entreprises, et s'est engagé à apporter sa contribution à l'augmentation de la productivité. »

Et Amendola de poursuivre :

« Nous sommes satisfaits de la victoire de Zaccagnini (*le nouveau secrétaire de la DC élu lors du dernier Congrès, et présenté par les dirigeants du PCI comme le représentant de l'aile « démocratique » du parti clérical. NDLR*). Nous en sommes satisfaits parce que cela démontre la large présence des forces populaires et démocratiques au sein de la démocratie chrétienne. Nous n'en avions jamais douté. »

Le lendemain même du jour où Amendola tenait ce propos, la démocratie chrétienne, directement inspirée par les stratégies du Vatican, votait avec les fascistes un article de loi ultra-réactionnaire de répression de l'avortement, conduisant le PSI à cesser immédiatement son soutien au gouvernement Moro, et précipitant la dissolution du parlement... ce que le PCI cherchait à tout prix à éviter.

Le prolétariat italien sera amené, c'est une certitude, à réagir avec ses moyens à lui, aussi bien dans les usines que dans ses organisations, à l'intolérable situation qui voit, unanimes, les dirigeants du mouvement ouvrier apporter au gouvernement du parti clérical un soutien sans lequel il ne durerait pas 24 heures. Car c'est une chose que de dire, comme Amendola, « ce qui compte aujourd'hui, c'est la défense de la valeur de la lire, et non pas la défense du pouvoir d'achat des travailleurs » ; et c'en est une autre que de subir cette politique, appliquée, avec les encouragements du PCI et du PSI, par « l'odieux parti prêtre », comme disait Stendhal des politiciens en soutane qui régentaient, de son temps, les Etats du pape.

Le 20 juin, le prolétariat a massivement fait bloc sur le PCI. Cette « con-

fiance » de millions de travailleurs limite singulièrement la liberté de manœuvre des dirigeants. Déjà, selon la presse, des débats houleux ont secoué les instances de base du PCI sur la question du soutien à Andreotti, et ce n'est sans doute qu'un début. En votant massivement pour le PCI le 20 juin, le prolétariat a puissamment manifesté sa volonté d'en finir avec les gouvernements décomposés de la démocratie chrétienne au pouvoir sans interruption depuis trente ans ; et d'imposer aux dirigeants qui n'en veulent pas, le gouvernement PCI-PSI qui, pense-t-il, assurera enfin la défense des intérêts ouvriers et sortira le pays de l'impasse.

Déjà, avant les élections, la discussion avait été âpre au sein du PCI, filtrant même jusque dans les éditoriaux de *L'Unità*. Ainsi, le 24 avril :

« Le problème que nous devons résoudre est le suivant : les partis de gauche, PCI et PSI doivent-ils ou ne doivent-ils pas dire au pays qu'ils ne peuvent plus désormais compter que sur leurs propres forces, et qu'il ne sera possible de sauver le pays que dans la mesure seulement où ces forces emporteront la majorité absolue ? Et encore : les partis de gauche doivent-ils ou ne doivent-ils pas penser et dire que, dans le cas où ils emporteraient cette majorité absolue lors des élections anticipées, ils estiment juste et opportun que le gouvernement du pays soit l'expression exclusive d'une telle majorité ? »

Autrement dit, faut-il ou ne faut-il pas aller vers un gouvernement des seuls partis ouvriers, PCI et PSI ? Faut-il ou ne faut-il pas respecter la volonté populaire de voir enfin disparaître le parti clérical, colonne portante de tout le système politique bourgeois depuis plus de trente ans ?

La direction du PCI avait nettement répondu dès avant les élections :

« Quel que soit le résultat des élections, nous estimons que l'objectif est d'aboutir à une vaste

unité populaire et démocratique non limitée aux seuls partis de la gauche (...). Cette unité est nécessaire pour surmonter la crise du pays sans ruptures verticales, sans heurts frontaux, sans soumettre à de très dangereuses tensions le régime constitutionnel (...).

« Un gouvernement PCI-PSI ? En aucun cas ! »

C'est-à-dire, traduit en clair : même si le suffrage universel nous en donne la possibilité, nous ne revendiquerons en aucun cas la formation d'un gouvernement PCI-PSI. Pour la défense du régime bourgeois, nous ne voulons envisager que la seule éventualité d'un gouvernement d'union nationale fondé sur la présence déterminante de la démocratie chrétienne.

Pajetta, membre de la Direction du PCI, avait, plus clairement encore, déclaré devant le congrès de la démocratie chrétienne auquel il participait comme observateur :

« Je ne crois pas à la débâcle de la DC. Je suis confiant, non seulement dans les courants de gauche de la DC, mais encore dans la DC tout entière. »

La direction du PCI pousse aujourd'hui cette ligne jusqu'au bout de ses conséquences avec le soutien parlementaire au gouvernement Andreotti. S'il est encore trop tôt pour mesurer toutes les conséquences d'un acte politique qui, de toute évidence, a une portée internationale, il est certain que c'est vers l'activité propre du prolétariat dans les entreprises et dans les organisations, que l'attention doit désormais se porter.

« Le risque majeur, écrivait fin mars le journal catholique La Croix, est que les communistes perdent le contrôle de leurs troupes. Si cela se produisait, personne n'imagine ce qui pourrait se passer. Le risque serait une explosion de colère populaire et un effondrement de la société. »

Le prolétariat est là, présent, exigeant, vaincu, jeune et plein de ressources, en dépit de la faiblesse relative de ses traditions d'organisation.

Nous relations, par exemple, le 5 février, dans **Informations Ouvrières**, l'épisode suivant, très significatif :

« 100 000 travailleurs de la métallurgie ont manifesté, mercredi 28 janvier à Milan, quelques heures à peine après que les 4 000 ouvriers de l'usine de construction des automobiles Innocenti aient reçu leur lettre de licenciement.

« Dans la matinée, après une assemblée massive tenue dans l'usine en présence des secrétaires fédéraux de la métallurgie, les 4 000 de l'Innocenti avaient imposé une première manifestation, impressionnante par la volonté d'unité et la détermination : sortant de l'usine, les travailleurs avaient occupé la station ferroviaire de Lambrate et l'échangeur autoroutier, bloquant ainsi pendant plusieurs heures toutes les communications avec le centre et le sud du pays.

« En fin de matinée, réunis à la hâte, les dirigeants syndicaux de la province de Milan décidaient d'appeler à une manifestation fédérale à 15 h 30, sans toutefois donner l'ordre de grève. En début d'après-midi, la nouvelle à peine reçue, le travail cessait immédiatement dans toutes les grandes usines de Milan. 100 000 travailleurs se rassemblaient place S. Babila et s'ébranlaient vers la préfecture et le siège de la Junta régionale de Front Populaire, présidée par le socialiste Aniasi et soutenue par le PCI. »

La vigueur et la promptitude de la réaction des travailleurs de Milan, sans précédent depuis 1969, témoigne de l'énergie et des grandes ressources de la classe ouvrière italienne, et s'inscrit d'ores et déjà comme l'élément déterminant de la crise politique qui déchire la bourgeoisie et ses partis.

Lors de l'assemblée des travailleurs de Porto Marghera que nous avons évoquée plus haut, où l'accord négocié par les dirigeants a été mis en minorité, le

secrétaire général du PCI, présent sur les lieux, et qui avait qualifié de « vote de droite » la décision des travailleurs, s'est attiré la réponse cinglante d'un ouvrier communiste :

« Même si j'accepte que mon salaire

soit diminué, Cefis (le patron) ne votera pas pour autant communiste. »

Il est sans doute impossible de résumer en moins de mots l'état d'esprit de millions de travailleurs italiens.

Cléricalisme et stalinisme

On peut s'étonner de voir la démocratie chrétienne retrouver, dans les urnes du 20 juin, très exactement les mêmes suffrages (38,8 %) qui furent les siens lors des précédentes élections législatives, en 1972 ; et cela en dépit de l'incroyable discrédit qui frappe ce parti, miné et gangréné par la corruption, pataugeant depuis des années dans la boue fangeuse de scandales successifs, méprisé à juste titre pour la médiocrité et la cupidité de ses dirigeants.

S'il est vrai — et nous y reviendrons plus loin — que la cause principale de ce phénomène réside dans l'appui décisif que le PCI a apporté à la démocratie chrétienne, en la désignant comme le partenaire principal et indispensable du compromis historique, et comme le parti au sein duquel devaient, nécessairement, se dégager les plus grandes forces de renouveau de la société italienne, c'est plus loin et plus profond qu'il faut aller chercher les racines de cette permanence du parti clérical.

Les dirigeants du PCI saisissent d'ailleurs plus clairement que quiconque — et c'est la raison fondamentale de leur attitude — à quel point la démocratie chrétienne, au pouvoir sans interruption depuis décembre 1945 (date à laquelle Togliatti, contre l'avis du PSI, contribua de manière décisive à éliminer de la présidence du gouvernement Ferruccio Parri, ancien président du Comité National de Libération, pour le remplacer par le politicien clérical réactionnaire Alcide De Gasperi, un homme dont le principal titre « d'antifascisme » était d'avoir passé toute la période muss-

solinienne comme employé de l'une des nombreuses bibliothèques du Vatican), à quel point la démocratie chrétienne, qui, en trente ans et plus, a installé ses hommes du haut en bas de l'appareil d'Etat, se confond avec cet Etat dont elle est véritablement la colonne portante.

Les secteurs actifs et productifs de la bourgeoisie italienne s'estiment pourtant fort mal représentés par le parti clérical. Il a fallu attendre les élections législatives de 1976 pour qu'un dirigeant capitaliste représentatif de sa classe, Umberto Agnelli, l'un des propriétaires de la Fiat, s'engage publiquement sur les listes de la démocratie chrétienne, alors que, par intérêt autant que par tradition, la famille Agnelli — après avoir été l'un des plus fidèles soutiens du régime fasciste — se reconnaissait plus volontiers dans les petits partis bourgeois (le parti républicain) pronant l'avènement d'un Etat moderne et laïque.

Cela étant, la bourgeoisie italienne tout entière — famille Agnelli comprise — s'en est remise pendant trente ans au parti clérical pour la direction de son Etat et la gestion de ses affaires. Et la démocratie chrétienne — c'est là un trait original de la structure politique de l'Italie — demeure le parti unique de la bourgeoisie, dont elle assure la représentation générale, et, en son propre sein, par le jeu des multiples courants, l'arbitrage des intérêts de ses différentes couches et factions.

Cette position de représentation politique unique de la bourgeoisie concentre sur le parti clérical la haine de classe

du prolétariat et de la jeunesse, en même temps que la volonté de changement des plus larges couches de la petite bourgeoisie. Elle explique aussi l'attitude des dirigeants du PCI à l'égard de cette institution centrale — plus qu'un simple parti — de la classe possédante, qu'il faut préserver à tout prix sauf à courir le risque d'ébranler du haut en bas tout le reste de l'édifice.

« L'odieux parti prêtre »

Il y a un lien étroit entre la démocratie chrétienne comme représentation politique unique de la classe bourgeoise, et sa nature de parti clérical.

Dans ce lien entrent de multiples composantes historiques qu'il est impossible d'analyser dans le cadre de cet article. Mentionnons seulement le caractère tardif de la constitution de la classe bourgeoise en classe nationale, lui-même lié (et réciproquement) au caractère également tardif de la réalisation de l'unité nationale. D'un côté, l'absence d'un Etat national a retardé la constitution d'une bourgeoisie nationale (en bloquant le processus par lequel, en France par exemple, la bourgeoisie s'est constituée comme classe nationale en utilisant les cadres de l'Etat monarchique) ; de l'autre, la faiblesse des noyaux bourgeois dans la dizaine d'Etats morcelés quadrillant la péninsule, et leur caractère fractionné et dispersé leur ont interdit de trouver en eux-mêmes l'énergie nécessaire pour revendiquer, contre les micro-aristocraties régnantes, la constitution du marché national, condition de l'unification bourgeoise du pays, et les libertés qui en sont l'indispensable corollaire.

Les causes de cet état de fait remontent fort loin dans l'histoire. Depuis le XIII^e siècle, la papauté — facteur permanent de réaction dans l'histoire de l'Italie — s'est constamment opposée (et elle avait quelques moyens pour le faire) à la réunion du duché de Milan et du royaume de Naples sous la même cou-

ronne impériale. A partir du XVI^e siècle, l'un des principaux soucis des monarchies européennes en voie de constitution, France, Espagne, Autriche, est d'éviter que la papauté ne tombe sous le contrôle de l'une d'entre elles. Dès lors, la non-réalisation de l'unité nationale en Italie devient un enjeu de toute la diplomatie européenne, les grandes puissances se disputant leurs positions respectives dans la péninsule dans une lutte d'influences diplomatique et militaire qui durera jusqu'à 1860.

On ne saurait trop insister sur l'importance qu'eurent ces traits originaux de l'histoire de l'Italie, et, parmi eux, la présence du siège de l'Eglise catholique, dans la formation extrêmement tardive de l'Etat national, avec toutes ses conséquences sur la physionomie de la classe dirigeante d'aujourd'hui.

L'insistance mise par toute l'historiographie traditionnelle en Italie, comme d'ailleurs par Gramsci lui-même, sur le rôle des « intellectuels » aux XVII^e et XVIII^e siècles, ainsi que dans la première moitié du XIX^e siècle, tend à dissimuler les causes profondes qui ont historiquement différencié de près de deux siècles la formation d'une bourgeoisie nationale capable de se hisser à la revendication du pouvoir politique, alors même que l'Italie avait connu dans le passé un riche développement urbain et la constitution dans les villes de couches marchandes infinitiment plus puissantes et plus cultivées que partout ailleurs en Europe.

En France, tout le mouvement des idées du XVIII^e siècle tient son immense portée de ce qu'il prépare directement la révolution bourgeoise (et exprime le mouvement réel d'une classe qui se prépare à la prise du pouvoir politique). En Italie, en dépit de toute sa richesse, l'« illuminisme » débouche sur un véritable cul-de-sac historique. C'est, en effet, un apport extérieur, à savoir la projection napoléonienne de la révolution française qui donna le coup d'épaule décisif dont ne devait jamais se relever le vieux système des principautés italiennes.

« L'Italie, écrit l'historien Bolton King (3), est le seul pays où, intentionnellement, Napoléon encouragea le développement de l'esprit de nationalité. Tout en méprisant les hommes qui l'aidaient à gagner ses batailles et à remplir son trésor, il prévoyait que l'unité de mœurs, de langage, de littérature, ferait tôt ou tard de l'Italie une seule nation (...). Il abolit la féodalité là où elle régnait encore, il lui donna ses lois uniformes et éclairées, ouvrit les carrières au talent et donna à l'industrie un nouvel essor. La dissolution des monastères aida à racheter la dette nationale et révolutionna le système du cadastre. Des écoles primaires couvrirent la Lombardie et Naples (...). Politiquement, les résultats du système de Napoléon furent des plus étendus. Le système des princes fut ébranlé à jamais. Les dix Etats de la péninsule n'existaient plus (...). La pensée et la parole, bien que non encore libres, n'étaient plus étouffées comme sous l'ancien régime (...). »

Mais, éveillées à l'indépendance et appelées à agir par elles-mêmes, les classes bourgeois locales ne surent pas trouver en elles l'énergie nécessaire pour poursuivre ce qui avait été entrepris dans la foulée de la révolution française. La Sainte-Alliance restaure le système des princes et le pouvoir du Pape sur ses Etats. Les deux principaux idéologues du mouvement national italien dans la première moitié du XIX^e siècle, Mazzini et Gioberti, ne parvenaient à concevoir la réalisation de l'unité nationale que comme un processus que le premier subordonnait à l'initiative de la monarchie féodale du Piémont, et le second à celle du Pape lui-même, investi de la mission de réaliser autour de lui la confédération des Etats italiens.

Une bourgeoisie incapable de faire sa révolution

C'est finalement la monarchie sarde — la plus arriérée et la plus réaction-

naire de toute la péninsule — qui devait prendre l'initiative. La bourgeoisie locale, et son chef Cavour, étroitement liée elle-même à la propriété foncière de type encore quasi féodal, comprend la nécessité de la création du marché national uniifié, mais se refuse à en appeler, pour sa réalisation, à la mobilisation du petit peuple des villes et, surtout, des masses paysannes. Faute de disposer de moyens propres (comme en témoigne la peu glorieuse histoire des guerres d'indépendance de 1848-49, 1859 et 1866, qui se soldent invariablement par une série de défaites devant les armées autrichiennes), Cavour et la monarchie du Piémont ne conçoivent la réalisation de l'unité italienne que par le jeu d'interventions étrangères (l'Angleterre en 1848-49, puis la France de Napoléon III — qui trahira finalement le Piémont après avoir, neuf ans plus tôt, torpillé l'éphémère république romaine, et réinstallé le pape à Rome en 1849 —, et finalement la Prusse de Bismarck en 1866). C'est d'ailleurs l'effondrement militaire du Second Empire qui permettra finalement la prise de Rome en 1870, consécutive au retrait du corps expéditionnaire français.

De toute cette période où elle ne joue pratiquement aucun rôle indépendant et qui aboutit à la réalisation de l'unité nationale à la suite de péripeties que seule l'historiographie officielle peint de couleurs martiales et glorieuses, la bourgeoisie nationale sort comme une classe sans ressort ni énergie, et qui n'a guère confiance en elle-même. Elle craint d'ailleurs par-dessus tout que soient atteints ses intérêts en matière de propriété foncière, et les idéologues du Risorgimento (exception faite de l'aile radicale minoritaire de Pisacane et Ferrari), liés à la monarchie féodale du Piémont se garderont bien d'envisager la question agraire, qui appelait pourtant les solutions les plus radicales pour achever la formation du marché national.

(3) Bolton King : *Histoire de l'unité italienne*. Paris, Alcan, 1901.

« Pourquoi, demande Gramsci (4), le Parti d'Action (le parti démocratique bourgeois de Mazzini et de Garibaldi, NDLR) ne posait-il pas dans toute son extension la question agraire ? Il était naturel que les modérés ne la posent pas : la façon dont les modérés avaient posé le problème national exigeait un bloc de toutes les forces de droite, y compris les classes des grands propriétaires terriens, autour du Piémont, comme Etat et comme armée. La menace faite par l'Autriche de résoudre la question agraire en faveur des paysans, menace qui fut réalisée en Galicie contre les nobles polonais en faveur des paysans ruthènes, sema la confusion en Italie parmi les intérêts, en déterminant toutes les oscillations de l'aristocratie (...). De plus, cette menace paralysa le Parti d'action lui-même, qui, sur ce terrain, pensait comme les modérés et considérait comme nationaux les aristocrates et les propriétaires et non les millions de paysans (NDLR : lors de l'expédition des Mille, l'armée de Garibaldi et de Nino Bixio écrasa dans le sang l'insurrection paysanne de Bronte, en Sicile : les paysans s'étaient emparés des terres des grands propriétaires dès l'annonce du débarquement de Garibaldi, et avant même l'arrivée de son armée. Le parti d'action craignait davantage les paysans que le Pape ou le vice-roi de Naples). « Le fait qu'on ne posait pas la question agraire, poursuit Gramsci, aboutissait à la quasi-impossibilité de résoudre la question du cléricalisme et de l'attitude anti-unitaire du pape. »

C'est, en définitive, la dislocation du système de la Sainte-Alliance, avec la réalisation de l'unité allemande sous la direction de Bismarck, et la défaite consécutive de l'empire autrichien de François-Joseph, la chute du second empereur français, et le véritable effondrement sur elle-même de la monarchie des Bourbons de Naples, qui permet la réalisation de l'unité italienne.

La bourgeoisie, ainsi constituée tardivement comme classe nationale à la suite d'une série de concours de circons-

tances extérieures, allait porter pendant les décennies successives la marque de son incapacité à trouver en elle-même la force et les moyens de sa révolution.

« En somme, explique à ce propos l'historien Rosario Romeo, la conquête du pouvoir par une partie de la bourgeoisie au cours du Risorgimento coïncide dans une large mesure, à cause du développement historique tardif de l'Italie, avec le processus d'accumulation primitive aux dépens des campagnes, c'est-à-dire avec une phase d'antagonisme prononcé entre ville et campagne, entre bourgeoisie et paysans. Cette phase avait été déjà largement dépassée par la France à l'époque de la Révolution, et précisément, de ce fait, la bourgeoisie avait pu s'engager aux côtés des paysans contre la propriété féodale. En Italie, au contraire, la propriété féodale survivra partiellement au Risorgimento, et les rapports entre le nouveau monde bourgeois et le vieux monde féodal ne pourront plus se situer, après 1860, sur le plan de l'alliance révolutionnaire entre la bourgeoisie et les paysans. Et ce développement antiféodal tardif sera un grave pasif dans l'histoire de l'Italie. L'histoire de la France et de l'Angleterre à l'époque moderne avait suivi un cours différent ; différent devait être celui de l'histoire de l'Italie. »

Ces remarques ne sont nullement étrangères à la bonne compréhension de la disposition politique actuelle des forces de la bourgeoisie aujourd'hui. La démocratie chrétienne, comme parti monopolisant la représentation politique de la bourgeoisie, est tout à fait incompréhensible en dehors de ces traits particuliers de la classe possédante.

La question romaine

Pour se constituer en classe nationale, la bourgeoisie italienne, en dépit de tou-

(4) A. Gramsci : *Il risorgimento*. In Œuvres Choisies, Paris, Editions Sociales, 1959.

tes ses faiblesses, avait dû néanmoins se livrer à un acte véritablement héroïque : porter la main sur la personne sacrée du Pape, affronter le Saint-Siège, dont le meilleur soutien était, faut-il le rappeler, la France de Louis Philippe, puis de Napoléon III. Certes, Napoléon I^e avait déjà porté un coup décisif à l'autorité et à l'inviolabilité du « souverain pontife », mais le mérite historique d'avoir réalisé l'abolition du pouvoir temporel du Pape revient aux dirigeants bourgeois du jeune Etat Italien, que la nécessité a ainsi hissé au-dessus des médiocres circonstances de la réalité de l'unité nationale.

Au lendemain de la prise de Rome — dans laquelle, certes, l'effondrement militaire du second empire français contre les armées prussiennes a pesé d'un poids essentiel — le pape Pie IX, retranché derrière les murailles du Vatican, devait refuser les garanties que lui offrait le jeune Etat italien par la loi du 13 mai 1871, dont les dirigeants ne pouvaient cependant se résoudre à une véritable séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ses successeurs devaient maintenir le même refus intransigeant pendant plus de cinquante ans. Lorsqu'il s'avéra — ce que le Vatican mit donc plus d'un demi-siècle à admettre, après l'avoir constamment combattu pendant près de mille ans — que l'unité nationale italienne était désormais un fait irréversible, le problème d'un Concordat normalisant les relations de l'Eglise catholique et de l'Etat italien commença à être envisagé par les chefs de la Curie romaine.

La bourgeoisie italienne, de son côté, dirigée par une droite, puis par une gauche laïques de 1870 jusqu'aux lendemains de la première guerre mondiale, était rétrospectivement effrayée de sa propre audace. L'irruption impétueuse du prolétariat parisien sur la scène politique en 1848, quelques années plus tôt, avait eu le plus profond écho dans la péninsule (insurrection et république romaine de 1849), et hantait encore les cauchemars de la bourgeoisie italienne. Les grèves

révolutionnaires de 1919 et de 1920 furent pour elle l'ultime coup de semonce qui la convainquit de se précipiter peu réusement dans les bras de Mussolini, et la persuada qu'elle ne pouvait plus assumer plus longtemps les conséquences de ses initiatives énergiques d'hier contre les autorités de la Sainte Eglise. De même qu'il lui fallait les matraques et l'huile de ricin (5) des milices fascistes pour suppléer à sa propre autorité défaillante, de même il lui fallait le tuteur irremplaçable que seul pouvait lui donner l'institution millénaire de la réaction ecclésiastique.

Dès janvier 1923, Mussolini rencontrait secrètement le cardinal Gaspari, secrétaire d'Etat du Vatican, pour négocier l'alliance du fascisme naissant et de l'Eglise, et, explique l'historien Mack Smith, « **une aide financière de la Banque de Rome, toujours contrôlée par le Vatican** » aux bandes de gangsters de Mussolini. Dès 1922, le pape Pie XI condannait les velléités d'opposition catholiques au mouvement fasciste, dirigées par Don Sturzo. Et, en 1929, Mussolini proclamait la Conciliation avec l'Eglise romaine, tandis que le pape Pie XI chantait les louanges du dictateur, « **l'homme que la Providence Nous a permis de rencontrer** », un homme devait-il également dire, « **qui n'avait heureusement pas les préoccupations de l'école libérale** » (c'est-à-dire de la bourgeoisie démocratique qui avait réalisé l'unité).

Le véritable acte de naissance de la démocratie chrétienne, comme parti clérical, n'est donc nullement le mouvement de Don Sturzo, condamné à l'époque par le Vatican, mais bien le Concordat fasciste élaboré par Mussolini en 1929, et confirmé par Togliatti en 1947, qui a fait de l'Eglise une institution de l'Etat bourgeois-fasciste, et, dans un second temps de son expression politique, le parti démocrate-chrétien.

(5) La purge à l'huile de ricin était l'un des procédés favoris des bandes de Mussolini lorsqu'ils s'emparaient d'un militant ouvrier.

tien, une institution de l'Etat bourgeois démocratique.

Par le Concordat, l'Eglise reconnaissait finalement l'existence de l'Etat italien, tandis que l'Etat italien conférait à la religion catholique le statut de religion d'Etat, avec toutes ses conséquences, en particulier sur le système scolaire : l'enseignement de la religion devenait obligatoire, non seulement dans les écoles élémentaires, mais aussi à l'école moyenne. L'Etat italien faisait siennes les lois de l'Eglise en matière de droit familial. Les Congrégations et les innombrables associations religieuses étaient exemptées d'impôts. Le Vatican lui-même recevait une indemnisation fabuleuse des « dommages » à lui causés par l'unité italienne.

En échange, le régime fasciste recevait la bénédiction des plus hautes autorités ecclésiastiques. L'historien Mack Smith explique :

« En 1930, le secrétaire du parti (fasciste) fut reçu en audience privée par le pape, signe de faveur qui n'avait jamais été accordé dans le passé à aucun autre parti politique (...). Avant le gouvernement fasciste, aucun autre gouvernement n'avait jamais, et de très loin, reçu autant de manifestations de l'approbation ecclésiastique. Des milliers de prêches exhortèrent les fidèles à vénérer leur grand chef dans sa politique légitime d'expansion nationaliste à l'extérieur et de répression à l'intérieur. Et ce fut rien de moins qu'un cardinal qui inaugura à Milan l'école de « mystique fasciste », pendant que, dans le monde entier, Mussolini devenait, jusqu'à l'arrivée au pouvoir du général Franco, le meilleur exemple de l'homme d'Etat catholique. »

Togliatti confirme le Concordat de Mussolini

Sans l'apport décisif de Togliatti, la confirmation du Concordat et son intégration dans la Constitution de 1947 n'aurait jamais pu être obtenue. Le parti catholique de masse — qui, contraire-

ment à ce que prétendent les dirigeants du PCI, n'a jamais été dans les traditions nationales depuis la réalisation de l'unité — recevait ainsi son indispensable base institutionnelle. L'Eglise voyait reconnu son rôle de tuteur irremplaçable de l'ordre bourgeois. La bourgeoisie reconstituait un parti de masse en empruntant les mille et un canaux des organisations catholiques. Chaque paroisse devenait le noyau d'un groupe local de l'Action catholique. Chaque groupe de l'Action catholique créait à son tour la section locale de la démocratie chrétienne.

Le calcul de l'appareil stalinien était, répétons-le, parfaitement clairvoyant, et, là encore, son efficacité contre-révolutionnaire n'a pas été prise en défaut. L'effondrement du régime fasciste laissait la bourgeoisie totalement décomposée et sans défense. Tout menaçait de s'écrouler. Seule restait debout la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine, qui, bien qu'éprouvée par la tourmente, conservait encore ses moyens d'agir. C'est sur cette pierre qu'il fallait rebâtir le système de domination de classe de la bourgeoisie. Togliatti le comprit, et apporta à l'entreprise son soutien décisif.

La démocratie chrétienne, est-il besoin de le dire, n'a rien à voir avec le portrait complaisant qu'en font aujourd'hui les dirigeants du PCI. Elle n'est nullement ce parti « interclassiste » qu'ils s'efforcent de dépeindre. Elle n'est rien d'autre que le parti de masse du grand capital, lui-même trop fragile pour se passer du tuteur de l'Eglise vaticane. Elle n'est en aucune façon l'un des partis des masses travailleuses, ni même de leurs couches croyantes. Dans un pays qui conserve, notamment dans le sud, encore bien des traits d'arriération économique et culturelle, le parti clérical regroupe, au compte des intérêts bourgeois, tout l'arrière-train plombé, tout ce que la société compte d'improductifs, de parasites, toutes les craintes, toutes les peurs irrationnelles qu'éveille immanquablement l'imminence du changement.

En Italie, le vote est obligatoire. On peut estimer à 10 %, peut-être davantage, la part des suffrages démocrates chrétiens dont le curé du village dispose finalement le dimanche matin, et qui, dans un pays comme la France, se traduirait en abstentions. Les 38,8 % obtenus par la démocratie chrétienne lors des élections législatives du 20 juin doivent être, à cet égard, exactement appréciés, compte tenu également de l'absence électorale des autres petits partis bourgeois. Le chiffre est certes considérable. La réalité politique repose

avant tout sur la collaboration poussée plus loin que jamais de la direction du PCI, qui a redoublé d'efforts pour présenter la DC comme le partenaire indispensable du « compromis historique », la principale composante d'un « gouvernement démocratique de type nouveau ». Le PCI a été servi au-delà sans doute de ses propres espérances...

En Italie, cléricalisme et stalinisme sont les deux faces d'une même médaille. Cette conclusion ne fera hurler que ceux qui veulent dissimuler qu'elle est vraie.

Stalinisme à l'italienne

Le compromis historique ne date pas d'hier. Le parti stalinien d'Italie, si attaché à son image de parti rénové, « moderne », démocratique, affranchi de tout lien et de toute discipline internationale, ne rappelle pas volontiers les antécédents de sa politique d'aujourd'hui. Quant aux groupes centristes et gauchistes, en affublant le PCI de l'étiquette « réformiste », ils nient purement et simplement la continuité stalinienne qui, de Togliatti à Berlinguer, son élève préféré, l'ancien secrétaire général de la Fédération mondiale de la Jeunesse démocratique, relie les positions d'hier à celle d'aujourd'hui. Si le PCI est devenu (quand, comment, par quelle mystérieuse mutation ?) un parti réformiste, alors il est clair que ses dirigeants d'aujourd'hui ne sauraient être appelés à répondre ni des crimes de Staline, ni même de ceux de Togliatti (l'homme du « polycentrisme » aurait effacé et même annulé l'agent de Staline en Espagne).

Cette idolâtrie verbale d'un « réformisme » sans réformes remplit pourtant une fonction politique bien précise. Au nom d'une classe ouvrière que les amis italiens de Frank et de Mandel, comme d'ailleurs, sous une forme ou sous une autre, tous les groupes centristes et gauchistes, qualifient de « spontanément ré-

formiste », on reconnaît une véritable légitimité historique au contrôle qu'exerce le parti « réformiste » (le seul parti réformiste, puisque le PSI a, pour tous ces messieurs, cessé de pouvoir revendiquer la qualité de parti ouvrier) sur un prolétariat « réformiste ». Selon le sophisme bien connu, la classe ouvrière a la direction qu'elle mérite.

Hors de l'espace politique ainsi légitimement et durablement occupé par le parti qu'on évite soigneusement d'appeler stalinien, il n'est plus de place que pour les « nouvelles avant-gardes » d'intellectuels et de jeunes, ouvriers ou étudiants, voire de femmes, minorités (?) opprimées investies, de ce fait, de la mission d'accomplir les tâches historiques auxquelles le prolétariat « réformiste » aurait renoncé.

Comment ne pas voir la capitulation totale devant le stalinisme que recouvre cette marchandise, dont il est inutile de dire à quel point elle convient aux dirigeants du PCI ? Mais nous reviendrons plus loin sur cet aspect des choses.

Le but de cet article n'est pas de faire ni même d'esquisser une histoire du PCI. Nous croyons cependant utile d'illustrer la remarquable continuité politique qui éclaire la signification du « compromis historique » d'aujourd'hui

à la lumière des « compromis » d'hier, qui n'étaient d'ailleurs pas des « compromis », mais le soutien conscient et délibéré apporté à la bourgeoisie par l'agence italienne de l'internationale stalinienne « passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois ».

L'année 1936

Togliatti est, à Moscou, depuis 1934, l'un des principaux dirigeants de l'Internationale stalinienne. Dans quelques mois, il sera envoyé comme représentant de l'Internationale en Espagne, où il jouera (sous les pseudonymes de Ercoli et Alfredo) un rôle décisif et encore mal connu dans l'étranglement de la révolution espagnole. Le mandat de Togliatti en Espagne était fort clair, et précisé dans les termes suivants par la *Pravda* de Moscou (10 décembre 1936) : « La liquidation des éléments trotskystes et anarchosyndicalistes a commencé en Catalogne. Elle devra être menée à son terme avec la même énergie qu'en URSS ».

C'est la sombre période des procès de Moscou. Le 23 août, Zinoviev, Kamenev et quatorze autres compagnons de Lénine et de Trotsky ont été condamnés à mort et exécutés quelques jours plus tard. Staline et le procureur Vichynsky préparent le procès Piatokov-Serebriakov qui aura lieu en janvier 1937 (13 exécutions), et le procès Toukhatchevsky, qui aura lieu en juin 1937 : les meilleurs officiers de l'armée Rouge seront condamnés à mort et exécutés.

Togliatti — qui, vingt ans plus tard, après les révélations du XX^e Congrès (sur lesquelles il tenta pendant plusieurs semaines de faire le silence en Italie) — prétendra « qu'il ne savait pas ». Mais, de Moscou même, il rédigeait au même moment l'article intitulé « Les enseignements des procès de Moscou » qui paraîtra en octobre 1936 sous la signature de Ercoli dans la revue mensuelle du Comité Exécutif de l'IC, *L'Internationale communiste*. Il n'est peut-être pas inu-

tile d'en citer ici quelques extraits, où la qualité littéraire de l'appel au lynché le dispute à l'élévation de la pensée guépoutiste :

« Notre camarade Dimitrov a mis en lumière l'importance internationale du procès contre la bande terroriste-trotskyste-zinoviéviste en déclarant que le procès contre les terroristes agents du fascisme est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière internationale contre le fascisme (...).

« Les bandits trotskystes-zinoviévitres trahissent leurs crimes sacrilèges contre la patrie socialiste et osent lever leurs mains infâmes contre le parti bolchevik, contre ses dirigeants bien-aimés, contre Staline ! Contre Staline qui, d'une main ferme et sûre, a guidé et guidé les peuples de l'URSS pour surmonter les difficultés de l'édification socialiste, a tracé le chemin qui mène à la victoire de la classe ouvrière du monde entier ! Contre le chef dont la présence à la tête du parti bolchevik et de l'Internationale communiste éduque des millions d'hommes à la lutte. Dans l'intérêt de qui peuvent agir ces bandits terroristes si ce n'est dans l'intérêt des ennemis de la classe ouvrière et des travailleurs, dans l'intérêt du fascisme ? (...).

« Quel est l'ouvrier, quel est le travailleur honnête, quel est l'ami sincère de la liberté et de la paix qui ne se rende compte des conséquences qu'aurait eues, pour lui-même et pour toute l'humanité, la réalisation des plans criminels de Trotsky et des autres bandits qui agissaient sur ses ordres ? La restauration du capitalisme en Russie ! C'eût été la réalisation du songe ténébreux et abominable de la réaction mondiale, de Hitler et des jésuites, des bourreaux fascistes assoiffés de sang, des capitalistes et des banquiers prêts à jeter le monde dans un nouveau carnage pour tenter de sauver leurs priviléges. »

Et, plus loin, Togliatti, qui sera l'un des principaux responsables de l'étranglement de la révolution espagnole, écrit :

« Nous signalons à toutes les sections de l'Internationale Communiste l'exemple de nos camarades espagnols. Engagés à fond dans la lutte directe et armée pour écraser le soulèvement des généraux fascistes contre la république démocratique, ils ont tout de suite compris, dès qu'ils eurent reçu communication de la sentence prononcée contre les bandits terroristes, que les accusés traduits devant le tribunal prolétarien de Moscou pour avoir levé la main contre la république des soviets, étaient du même camp que les bandits fascistes déchainés contre la république démocratique espagnole. Voilà pourquoi ils ont su immédiatement lier la condamnation des terroristes trotskystes-zinoviévités en Union Soviétique à la lutte contre les éléments trotskystes qui agissent en Espagne, comme dans d'autres pays, en qualité d'agents directs du fascisme. Les documents publiés par nos camarades espagnols établissent de façon certaine le lien entre les éléments trotskystes et fascistes en Espagne, ils constituent des documents précieux qui corroborent pleinement les conclusions auxquelles sont arrivés de leur côté les organes de sécurité et de défense de l'Etat soviétique. »

Agents de Staline en Espagne

Selon ses biographes Marcella et Maurizio Ferrara (note), version revue et corrigée en 1955 par Togliatti lui-même, ce dernier ne serait arrivé en Espagne qu'en juillet 1937 (page 280). Mais le témoignage irréfutable de Jesus Hernandez établit qu'il s'y trouvait déjà, dès octobre 1936, en compagnie de Duclos, comme représentant de l'IC. La misérable ruse de Ferrara (aujourd'hui président de la junte régionale du Latium), lèche-bottes officiel de Togliatti, vise bien maladroitement à tenter d'échapper à ses responsabilités directes dans les massacres perpétrés en mai 1937 à Barcelone dans les geôles de la Gué-

pou, où Andres Nin, dirigeant du POUM, camarade de combat et ami de Lénine et de Trotsky, trouva la mort après plusieurs jours d'abominables tortures. Les crimes de Staline que Togliatti prétendait « ignorer », ont été confirmés par le rapport Khrouchtchev. Les crimes de Togliatti, principal dirigeant de l'IC en Espagne, en rapport quotidien avec l'ambassade russe et Orlov, chef des services espagnols de la Guépou, le seront à leur tour dès que la révolution ouvrira les archives de la diplomatie et de la police espagnole. Le grand homme tombera de son piédestal, et se révélera pour ce qu'il est : un exécuteur à peine « policé » des basses œuvres de Staline, l'homme qui a sur les mains le sang d'Andrés Nin et de Pietro Tresso (6).

Dans son témoignage, Jesus Hernandez établit d'ailleurs la responsabilité la plus directe d'un autre dirigeant du PCI dans l'assassinat d'Andrés Nin. Il s'agit de Vittorio Vidali (« le commandant Carlos Contreras ») agent professionnel de la Guépou en Espagne, aujourd'hui encore principal dirigeant du PCI à Trieste et membre du Comité central du Parti de Berlinguer. Hernandez raconte (page 104) :

« Nin ne capitulait pas. Il résistait. Ses bourreaux s'impatientaient. Ils décidèrent d'abandonner la méthode « sèche » pour l'épreuve de « fermeté » : la peau arrachée, les muscles déchirés, la souffrance physique poussée jusqu'à l'extrême limite de la résistance humaine !

(6) Pietro Tresso : dirigeant du mouvement ouvrier italien, membre du bureau politique du PCI jusqu'en juillet 1930, date à laquelle il fut exclu bureaucratiquement par Togliatti, aux côtés de Leonetti et Ravazzoli. Tresso fut, après son exclusion, l'un des dirigeants du mouvement pour la IV^e Internationale. Membre de la rédaction de *La Vérité*, il milita, exilé à Paris, dans les rangs des organisations trotskystes françaises. Interné par le régime de Vichy, il disparut dans le maquis après son évasion de la prison du Puy, début 1944, très certainement assassiné par des agents staliniens.

Nin supporta la torture et la douleur des tourments les plus raffinés. Au bout de quelques jours, son visage n'était plus qu'une masse informe de chairs tuméfiées. Orlov, frénétique, affolé par la peur du scandale qui pouvait signifier sa propre liquidation, bavait de rage devant cet homme malade, qui agonisait sans « avouer » et sans dénoncer ses camarades de parti.

« La vie s'éteignait en Nin. Dans toute l'Espagne loyale et dans le monde entier, la campagne exigeant sa libération, ou du moins des nouvelles, battait son plein. Cette situation ne pouvait se prolonger longtemps. Le relâcher vivant ferait éclater un double scandale : tout le monde aurait la preuve des tortures effroyables qu'on lui avait infligées, et il pouvait dénoncer le jeu infâme de Staline en Espagne ! Aussi les bourreaux décidèrent-ils d'en finir avec lui, et se concertèrent sur le procédé à employer. L'achever et l'enterrer ? Le brûler ? Ils pouvaient mettre fin à son existence, mais non fuir la responsabilité du crime, car il était notoire que c'était la Guépéou qui l'avait séquestré. Il fallait chercher un moyen qui, en même temps qu'il libérerait la Guépéou du poids de cette « disparition », montrerait que Nin était coupable de relations avec l'ennemi.

« La solution fut donnée par le plus démoniaque des collaborateurs d'Orlov, le « commandant Carlos » (Vittorio Vidali). Son plan était le suivant : simuler un enlèvement par de prétextus agents de la Gestapo camouflés dans les Brigades Internationales, un assaut de la maison d'Alcalá (7), et une nouvelle et définitive « disparition » de Nin. On dirait que les nazis l'avaient « libéré », ce qui permettrait de démontrer ses contacts avec le fascisme national et international. Pendant ce temps, on ferait réellement disparaître son corps en le jetant à la mer. La ficelle risquait de paraître un peu grosse, mais cette machination offrait une issue.

« Un jour donc, deux hommes qui gardaient la maison de Alcalá de Henares, furent découverts ligotés ;

c'étaient deux communistes porteurs de cartes du parti socialiste. Ils déclarèrent qu'un groupe d'environ dix soldats des Brigades Internationales, qui parlaient allemand, avaient assailli la maison, les avaient réduits à l'impuissance, puis avaient ouvert la cellule du prisonnier et l'avaient emmené dans une automobile. Pour donner plus d'apparence de vérité à cette sinistre mise en scène, on avait jeté sur le sol de la cellule la serviette de Nin contenant des documents qui prouvaient ses relations avec les services d'espionnage allemands. Pour que rien n'y manque, on avait même ajouté quelques marks-papier. »

Voilà à quoi Togliatti, émissaire de Staline en Espagne, consacrait ses efforts. Formé à l'école de Staline, Togliatti s'y entendait, en matière de « preuves ».

Togliatti et les procès de Moscou

Dans l'article cité ci-dessus sur les procès de Moscou, il tournait en dérision les dirigeants sociaux-démocrates De Brouckère et Otto Bauer, dont la « phraséologie gauchisante » les conduisait à demander « des preuves » de la culpabilité des victimes des procès de Moscou. Et Togliatti écrivait :

« Des preuves ! Mais toutes les preuves que pourrait exiger le plus scrupuleux des juges ont été présentées au tribunal. Pendant les séances publiques du procès, les chefs eux-mêmes de la bande terroriste ont dû confesser leurs crimes. Leurs liens avec le fascisme ont été prouvés, non seulement sur la base de la similitude des programmes et des objectifs — l'assassinat des chefs suprêmes de l'Etat prolétarien, l'abolition par la violence de la dictature du proléta-

(7) La maison dans laquelle la Guépéou avait emprisonné Andrès Nin.

riat, la défaite de l'Union Soviéti-
que en cas de guerre, et la restaura-
tion du régime capitaliste — mais
également, sur la base de l'aide
concrète et directe fournie par la
Gestapo aux agents de Trotsky
pour leur permettre de pénétrer en
URSS et pour y préparer leurs at-
tentats criminels. Qui peut donc
mettre en doute ces faits, confir-
més par une preuve qui a toujours
été considérée comme décisive et
irréfutable, depuis qu'existent au
monde une justice et des juges,
l'aveu des accusés ?

Est-ce suffisant ? Voilà ce qu'était Togliatti, l'agent stalinien qui se taillera quelques années plus tard de nouveaux oripeaux aux couleurs du « polycentrisme » et des « voies démocratiques au socialisme ». Le même homme, l'homme qui dictait, de Moscou ou de Madrid, le 12 juin 1937, cette résolution du CC du PCI :

« Les communistes italiens s'unis-
sent à tout le peuple de l'URSS
dans son indignation contre le traître Toukhatchevsky et ses complices
qui ont tenté de poignarder dans le dos la patrie socialiste des travailleurs du monde entier. Ils se solidarisent avec le peuple soviétique en applaudissant la justice socialiste qui a inexorablement frappé les criminels qui, liés à Hitler et à Trotsky, ont poussé leur cynisme révoltant jusqu'à vouloir provoquer les horreurs d'un nouveau conflit mondial et entraîner la défaite de l'Union Soviéti-que, puis-
tant rempart de la paix, du progrès et du socialisme... »

Et, le 1^{er} mars 1938, à l'ouverture du procès Boukharine-Rakovsky :

« A mort, les fauteurs de guerre !
A mort, les espions et les agents du fascisme ! Vive le parti de Lénine et de Staline, sûr gardien des conquêtes de la révolution d'Octobre, sûr garant du triomphe de l'octobre mondial ! Vive le continuateur de l'œuvre de Félix Djerjinsky, Nicolas Ieiov ! Vive celui qui, avec tant de calme, d'assurance et de fermeté, nous guide dans

la lutte pour la paix, pour la dé-
mocratie et pour le socialisme !
Vive notre grand Staline ! »

Togliatti hurlant à la mort durant les procès des camarades de Lénine et de Trotsky, des bâtisseurs du Parti bolchévique, des combattants victorieux de la Révolution d'octobre, c'est aussi Togliatti qui, simultanément, dans cette anticipation véritablement prémonitoire du « compromis historique » lançait, en août 1936, son appel aux fascistes.

Pour apprécier pleinement la portée politique de ce texte, dont on va lire quelques extraits, il faut se rappeler qu'à l'époque, le régime de Mussolini venait de remporter des « succès » qui, de toute évidence, avaient amené Staline à envisager comme probable sa consolidation pendant une longue période. La guerre d'Ethiopie, ce hoquet tardif d'un impérialisme retardataire et sous-développé, venait provisoirement de s'achever par une « victoire » des armées italiennes devant un peuple aux mains nues. Mussolini préparait l'envoi en Espagne de brigades de mercenaires pour prêter main-forte aux hordes franquistes. Togliatti se préparait à organiser l'assassinat des révolutionnaires espagnols, anarchistes, trotskystes et poumistes, qualifiés d'agents de Hitler et de Franco, et lançait au même moment son célèbre appel aux fascistes. C'est ainsi que le secrétaire itinérant de l'IC appliquait la « stratégie antifasciste » des « fronts populaires » définie au VII^e Congrès.

L'appel aux fascistes

L'appel, publié dans le numéro d'août 1936 de la revue « *Lo Stato Operaio* », organe officiel du CC du PCI, s'intitule : « pour le salut de l'Italie, réconciliation du peuple italien ». C'était hier...

« Voyez, fils d'Italie, nos frères, voyez les joyaux de l'industrie tu-
rinoise, les milles cheminées de Mi-
lan et de la Lombardie, les chan-

tiers de la Ligurie et de la Campanie, les mille et mille usines tout au long de la Péninsule, d'où sortent des machines parfaites et des produits magnifiques, qui n'ont rien à envier à ceux d'autres pays (...).

« Voyez, fils d'Italie, nos campagnes où s'est accumulé le travail séculaire de générations de paysans. Oui, notre pays est le pays du soleil, du ciel bleu et des fleurs ; mais notre Italie est belle surtout parce que nos paysans l'ont embellie avec leur travail.

« Voyez, fils d'Italie, les palais magnifiques, les monuments admirables, les routes qui sillonnent notre pays, les grands travaux d'assainissement.

« C'est vous qui avez créé toutes ces œuvres, avec votre travail, ouvriers d'Italie, vous qui avez mérité à notre peuple le nom de « peuple de bâtisseurs » (...).

« Nous avons raison de nous enorgueillir. Cette belle Italie, ces richesses sont le fruit du travail de nos ouvriers, de nos paysans, de nos artisans, de nos ingénieurs, de nos techniciens, de nos artistes, du génie de notre peuple. »

Comme on le voit, Togliatti n'a pas usurpé sa réputation d'écrivain. Mais poursuivons.

Pour lui, la masse du peuple italien voit se dresser devant elle une poignée « d'ennemis du peuple » (Togliatti les désigne : ils sont quatorze, du comte Volpi au sénateur Agnelli en passant par les frères Pirelli, mais, parmi eux, aucun hiérarque fasciste, aucun des dignitaires du régime, pas même Mussolini lui-même). Ce sont les « requins », la poignée de monopoles, face auxquels il faut réaliser l'unité de tout le peuple, fascistes et non-fascistes... Qui ne sent la « modernité » du discours :

« Peuple Italien,
« Fascistes de la vieille garde,
« Jeunes fascistes !
« Nous, communistes, faisons notre le programme fasciste de 1919, qui est un programme de paix, de liberté, de défense des intérêts des travailleurs, et nous vous disons :
« Luttons tous unis pour la réali-

sation de ce programme (...).

« Fascistes de la vieille garde,

« Jeunes fascistes !

« Rien de ce qui a été promis en 1919 n'a été tenu (...).

« Nous proclamons que nous sommes prêts à combattre avec vous et avec tout le peuple italien pour la réalisation du programme fasciste de 1919 (...). Nous sommes prêts à lutter avec quiconque veut vraiment combattre la poignée de parasites qui suce le sang de la Nation et l'opprime, et contre certains hiérarques qui les servent.

« Pour que notre lutte soit couronnée de succès, nous devons vouloir la réconciliation du peuple italien, nous devons vouloir rétablir l'unité de la Nation, dépasser la division criminelle créée dans notre peuple par ceux qui ont intérêt à en briser la fraternité (...).

« Nous devons susciter à nouveau le courage civil des opinions librement exprimées. Aucun d'entre nous ne veut conspirer contre le pays. Nous voulons tous défendre les intérêts de notre pays que nous aimons (...). »

Et l'appel du Comité Central du PCI poursuit :

« Donnons-nous la main, fils de la nation italienne ! Donnons-nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes les opinions (...). Nous souffrons des mêmes maux. Nous avons la même ambition : celle de faire l'Italie forte, libre et heureuse (...).

« Travailleur fasciste,

« Nous te tendons la main parce que, avec toi, nous voulons bâtrir notre belle Italie forte, libre et heureuse.

« Travailleur catholique,

« Nous, communistes, te tendons la main, parce que nous voulons lutter avec toi pour une justice plus grande, pour la paix entre les hommes, pour la liberté.

« Le pape Pie XI, dans son encyclique Quadragesimo anno, a fortement attaqué la puissance économique qui s'est concentrée entre les mains d'un petit groupe d'hom-

mes, qui gouvernent le crédit et le dispensent selon leur bon plaisir, qui disposent de la vie des peuples.

« Contre cette puissance, pour l'abattre, nous voulons nous unir à toi, travailleur catholique. »

Et, sur l'Espagne (en août 1936 !!!) :

« Le peuple espagnol n'a pas hésité à affronter les plus grands sacrifices pour défendre le grand bien de la liberté contre ceux qui ont tenté de le diviser en fascistes et antifascistes pour mieux l'opprimer... »

Voilà ce qu'était le « compromis historique », modèle 1936 : pour l'agent stalinien Togliatti, il s'agissait, en août 1936, de surmonter la division du peuple espagnol en « **fascistes et en antifascistes** » !

Voilà la politique au nom de laquelle le camarade Andrès Nin a été assassiné.

Cette politique a un nom : le stalinisme. Et pourtant, dans des circonstances politiques certes bien différentes, quelle continuité, quelle ressemblance avec le compromis historique d'aujourd'hui !

Vouloir dissimuler le stalinisme contre-révolutionnaire sous le nom de « **réformisme** », c'est s'interdire de saisir le fil qui relie étroitement la politique des Togliatti d'hier et d'aujourd'hui, c'est finalement couvrir cette politique en donnant à ses auteurs le meilleur des alibis, c'est travestir la vérité aux yeux des travailleurs et des jeunes qui devront extirper ce chancre sur le corps du mouvement ouvrier.

Mais Togliatti, ce stalinien « pas comme les autres » (paraît-il), n'avait pas achevé sa carrière...

L'année 1944

Juin 1943 : Togliatti est l'un des signataires de la résolution de dissolution de l'Internationale communiste, gage donné par Staline à ses alliés Churchill

et Roosevelt. Il faut à tout prix éviter que l'effondrement prévisible du nazisme ne provoque, notamment en Europe, une irruptio révolutionnaire des masses sur la scène politique. En Italie, il faut à tout prix éviter que le prolétariat et la jeunesse ne prennent eux-mêmes l'initiative de liquider, avec le régime Mussolini, parvenu au dernier degré de la décomposition, les institutions de l'Etat bourgeois, la monarchie, l'armée, la police et la justice fascistes.

Nul ne songeait alors à parler de « polycentrisme » pour tenter d'habiller les nouvelles formes sous lesquelles allait s'organiser la discipline internationale du stalinisme.

Le biographe officiel de Togliatti, écrivant sous sa dictée (8), explique (p. 329) :

« Les sections nationales avaient développé leur activité dans une complète autonomie, tout en suivant une ligne commune. Le processus de formation d'une nouvelle couche de dirigeants du mouvement ouvrier européen était arrivé à des résultats surprenants, et chaque parti pouvait désormais aller de l'avant par lui-même. La décision de dissoudre l'Internationale communiste en tant qu'organisation centralisée ne fut rien d'autre par conséquent que la reconnaissance formelle d'un fait accompli, la reconnaissance d'une transformation et d'un développement désormais réalisés. »

Ce que signifiait « **l'autonomie réalisée** » du PCI, l'avenir immédiat allait le montrer.

Le 25 juillet 1943, le roi Victor-Emmanuel, rassemblant **in extremis** les énergies défaillantes de la sénile dynastie de Savoie, se décide à se défaire de Mussolini pour tenter de sauver la monarchie. Badoglio, vieux maréchal dignitaire du régime, ancien chef du corps expéditionnaire fasciste en Espagne, est appelé à constituer un nouveau gouver-

(8) Marcello et Maurizio Ferrara, Palmiro Togliatti. Traduction française aux Editions Sociales, 1954.

nement dont la première et seule tâche est d'enrayer la dislocation de l'appareil d'Etat fasciste, de son armée, de sa police et de sa bureaucratie. En accord avec les alliés, Badoglio diffère la capitulation italienne qui interviendra le 3 septembre, à la veille du débarquement anglo-américain en Calabre. Il faut à tout prix éviter une solution de continuité entre la botte allemande et les armées alliées, une brèche par où l'initiative des masses pourrait s'engouffrer.

Badoglio abandonne aux allemands (qui occupent Rome) ce qui reste de l'armée fasciste, tandis que les armées alliées progressent vers Naples. Le danger est bien réel, puisque, dans cette ville, située entre les deux fronts, une grève générale insurrectionnelle (ce furent les fameuses « quatre journées ») témoigna du risque qu'il y avait de voir le prolétariat et la jeunesse prendre en main eux-mêmes, avec leurs propres méthodes de classe, l'organisation de la résistance à l'occupation nazie, d'ailleurs totalement confondue avec l'immense volonté de faire payer à la classe possédante les vingt années de régime fasciste et « d'assainir » radicalement ce qui restait encore de l'appareil d'Etat hérité de Mussolini.

Equation particulièrement dangereuse, comme on allait le voir dans le nord du pays, où la « résistance » allait prendre un fort caractère de classe et souvent, y compris au sein même du PCI, confondre les tâches de la « libération » avec celles de la révolution sociale.

Une fois de plus, le stalinisme allait donner là toute sa mesure, et les prétenues « voies nationales au socialisme » couvrir la besogne contre-révolutionnaire de l'appareil du Kremlin et de son agence italienne.

Tandis que l'Etat-Major allié parvenait à mettre un point final aux « quatre journées de Naples » au nom de la « discipline de guerre », la conférence des ministres des Affaires étrangères réunie à Moscou fin octobre 1943 décidait de mettre en place, pour le règlement des affaires italiennes, un Conseil consultatif de représentants des USA, de

l'URSS, de l'Angleterre et de la France, conseil qui siégeait à Alger. Il s'agissait avant tout d'éviter un dangereux vide du pouvoir dans la péninsule, consécutif à l'effondrement du régime fasciste, et, par conséquent, préserver tout ce qui pouvait l'être du vieil appareil d'Etat, à commencer par la monarchie.

La « cafetière brûlante » de Churchill

Churchill expliqua parfaitement dans quel esprit le Conseil devait travailler (discours du 22 février 1944) :

« Quand on doit tenir en main une cafetière brûlante, il vaut mieux ne pas en rompre la poignée tant que l'on n'est pas sûr d'en avoir un autre aussi commode et aussi efficace, ou, tout du moins, tant que l'on a pas un bon torchon à la portée de la main. »

Autrement dit : pour maîtriser la « cafetière brûlante » de l'Italie grosse d'une explosion révolutionnaire, il faut à tout prix conserver la monarchie, âme de l'ancien appareil d'Etat, faute de disposer ni d'un autre outil, ni de moyens suffisants pour donner le bon coup de « torchon » de la répression.

La question des institutions allait donc immédiatement se trouver au centre de la vie politique renaissante en Italie. Pour les partis ouvriers, elle se posait dans les termes suivants, parfaitement simples et limpides : collaborer, ou au contraire combattre la monarchie corrompue, décomposée et discrédiée de Victor Emmanuel, soutenir ou non le gouvernement monarchiste de Badoglio.

Le premier acte du Conseil d'Alger fut, à la demande d'ailleurs de Badoglio lui-même, de faire le nécessaire pour organiser le retour en Italie de Togliatti, ex-secrétaire de l'IC, ex-tortionnaire en chef en Espagne, ex-accusateur public des vieux bolcheviks, un homme dont Churchill lui-même devait reconnaître qu'il donnait quelques garanties.

Le Conseil d'Alger écrivit donc le 31 janvier 1944 à l'Etat-Major d'Eisenhower pour lui demander de faire le nécessaire pour organiser le retour de Togliatti. Le 26 février, Togliatti quittait Moscou via Alger. Le 27 mars, il débarqua sous escorte militaire à Salerne, au sud de Naples.

A quoi est dû ce retard de deux mois dans le voyage de Togliatti ? Les archives du Kremlin et de l'Etat-Major allié le diront peut-être un jour aux historiens... Quoi qu'il en soit, il ne fut pas sans conséquence.

Pour tout le prolétariat, pour tout le peuple italien, la libération du pays signifiait d'abord et avant tout la liquidation de toutes les séquelles du régime fasciste. La collaboration avec la monarchie et le gouvernement décomposé qu'elle avait mis en place était purement et simplement inconcevable. Telle était la position adoptée dès le début de l'hiver 1943-1944 par les organisations des deux partis ouvriers en voie de reconstitution, ainsi que par le parti d'action (9). Fin janvier 1944, le Congrès des Comités de libération nationale tenu à Bari allait confirmer avec force cette position : il n'était pas question d'envisager une collaboration avec le gouvernement Badoglio. L'abdication du roi et la liquidation de la monarchie étaient une exigence unanime de tous les partis « antifascistes ». Même le vieux politicien conservateur Benedetto Croce, présent au Congrès de Bari, pourtant partisan de la monarchie, ne pouvait concevoir l'avenir qu'avec l'abdication de Victor Emmanuel, et la mise en place d'une lieutenance assumée par son fils Umberto.

Le gouvernement Badoglio était dès lors totalement isolé, et sa survie n'était assurée que par la seule reconnaissance de l'Etat-Major allié.

Le 8 janvier 1944, Vychinsky, ministre des affaires étrangères d'Union soviétique, se rend à Naples. Il y rencontre son homologue du gouvernement Badoglio, le ministre Prunas, et met au point simultanément la reconnaissance par l'URSS du nouveau régime italien

et le retour de Togliatti. Il est nécessaire, explique-t-il à Prunas, qui se plaint du comportement du PC, que le gouvernement soit élargi au maximum, pour éviter que ne se crée une situation de double pouvoir en deçà de la ligne de front.

Le danger est bien réel. Le Congrès de Bari décide en effet quelques jours plus tard de désigner en son sein une « junte exécutive » chargée d'assumer les pouvoirs qu'elle ne reconnaît plus au gouvernement Badoglio. Vychinsky acceptera, pour compléter le dispositif négocié avec Prunas, que l'URSS prenne elle-même les devants pour la reconnaissance du gouvernement Badoglio.

Et, le 14 mars, comme en réponse aux décisions du Congrès de Bari, le gouvernement Badoglio annonce le rétablissement des relations diplomatiques avec l'URSS. Les objectifs de la diplomatie stalinienne sont parfaitement exposés dans un article publié le 30 mars dans *Les Izvestia* de Moscou :

« Le Congrès de Bari, écrit le journal russe, a désigné une Junte exécutive permanente dans le but d'unir les forces antifascistes et démocratiques italiennes dans la lutte contre le nazisme. De sorte que, aussi bien le gouvernement Badoglio que la Junte exécutive permanente, ont déclaré être prêts à lutter ensemble aux côtés des alliés pour écraser les Allemands et leurs valets fascistes. Cependant, les forces du gouvernement Badoglio et celles de la junte exécutive permanente, non seulement demeurent divisées, mais s'épuisent dans une lutte fratricide, ce qui fait que la situation politique et économique de l'Italie se dégrade et s'enfonce dans une voie sans issue. Cela ne peut que nuire à la cause commune des alliés, c'est-à-dire à la lutte commune contre l'Allemagne hitlérienne. »

(9) Tendance démocratique petite-bourgeoise de la Résistance italienne qui se réclamait du vieux parti d'action de Mazini et de Garibaldi.

Le même article des **Izvestia** met d'ailleurs les points sur les i :

« Les représentants officiels de nos alliés ont déclaré que le gouvernement italien actuel ne saurait en aucun cas être remplacé par quoi que ce soit d'autre, et que l'examen de toute la situation politique en Italie devait être renvoyé à la période qui suivrait la prise de Rome par les armées alliées. »

Il s'agit donc d'éviter à tout prix que ne se développe une situation de double pouvoir au sud. La progression du front vers le nord ne se fera que pour autant que les armées alliées seront en mesure de maîtriser tout développement politique incontrôlé dans les régions libérées. La monarchie est le seul pouvoir légal. Elle doit être respectée et défendue par tous les moyens.

Pour cette politique, le concours du parti stalinien est indispensable.

Le parti stalinien au secours de la monarchie

Après le voyage de Vychinsky (8 janvier) et la lettre du Conseil d'Alger à l'Etat-Major d'Eisenhower (31 janvier), les détails matériels sont mis au point. Togliatti débarque le 27 mars à Salerne dans les fourgons de la marine américaine. Sa première visite est pour l'Etat-Major allié. Sa seconde pour la fédération de Naples du PCI. Togliatti va devoir reconquérir son propre parti à la ligne commune sur laquelle il a été mandaté par Staline et l'impérialisme, au rythme même où les armées anglo-américaines regagnent petit à petit le territoire de la péninsule. La division du travail est parfaitement orchestrée..., ce qui ne signifie pas que l'entreprise soit aisée.

Mais laissons parler le biographe officiel de Togliatti, Maurizio Ferrara (lequel, rappelons-le, écrit sous la dictée de Togliatti lui-même) :

« La situation était très confuse. Cela était dû, d'une part, au fait que le personnel dirigeant des par-

tis qui s'étaient reconstitués après la chute du fascisme se trouvait désorienté, et, d'autre part à l'action équivoque et perfide des autorités d'occupation anglaises et américaines. Il n'est pas facile d'indiquer de manière précise les causes du trouble profond qui se constatait chez les anciens et chez les nouveaux dirigeants du mouvement politique italien qui s'était reformé dans les régions méridionales déjà libérées et dont Naples était la tête. »

Trouble profond, certes, que celui de ces militants et de ces dirigeants auxquels, après des années de prison ou d'exil, on demandait de remettre en selle la monarchie fasciste effondrée dans la boue et le sang !

« Vingt années de tyrannie fasciste, poursuivent avec un cynisme rare Togliatti-Ferrara, semblaient avoir fait oublier à ces hommes les nécessités élémentaires d'une action politique. Chez les uns, l'absence invétérée de volonté était devenue une maladie chronique. D'autres, qui avaient su cependant subtilement distinguer dans la doctrine le critère politique du critère moral, s'échouaient sur l'écueil des incompatibilités morales et ne voyaient plus la substance des choses. »

On peut certes faire confiance à Togliatti pour ne pas « s'échouer sur l'écueil des incompatibilités morales ».

Il poursuit :

« Le silence prolongé de tant d'années (Togliatti, lui, on l'a vu, n'était pas « silencieux ») semblait avoir formé chez beaucoup, qui avaient été pourtant dans le passé des hommes de gouvernement, une curieuse tendance à la déclamation creuse, à laquelle manquait le sens des choses réelles, et de laquelle il était impossible de faire découler de claires conséquences politiques (...). Chez ceux qui provenaient d'un long exil politique, se remarquaient les signes d'un délabrement intérieur (sic!). Ils se mouvaient selon des schémas qui avaient eu

ou qui avaient pu avoir une valeur en d'autres circonstances, mais qu'il était devenu nécessaire de briser pour s'adapter à une situation sans précédent. »

Et d'aborder la question de la monarchie :

« Tout cela avait comme conséquence que les rapports de ces hommes avec les masses populaires étaient eux aussi quelque peu étranges et anormaux. »

Qu'y avait-il donc d'étrange et d'anormal Togliatti l'explique :

« Les discours contre la monarchie étaient applaudis, même par des masses encore liées, par sentiment ou par tradition, à l'institution monarchique. Mais c'étaient des applaudissements superficiels, qui n'engageaient à rien. Après le meeting, les gens retombaient dans leur abattement, retournaient au marché noir, s'occupaient avec fièvre d'acheter et de vendre n'importe quoi, ne voyaient rien au-delà de l'angoisse immédiate qu'on éprouvait à vivre dans de telles conditions. On sentait que le peuple avait été privé d'une vie propre, indépendante, pendant trop longtemps. Il obéissait plus à ses instincts qu'aux raisonnements. »

Le stalinien n'a que mépris pour le peuple italien dont « l'instinct » le pousse à applaudir « les discours contre la monarchie », tandis que la nécessité l'oblige à acheter et à vendre « n'importe quoi »... pour pouvoir manger.

Togliatti, lui, n'a pas ces problèmes :

« Dans toute la discussion autour de la question des institutions, toutes ces faiblesses organiques et toutes ces déficiences étaient venues au jour, et elles s'étaient mélangées de telle manière qu'il s'était produit au sommet, une paralysie de tous et de tout, pendant qu'à la base, le chaos augmentait. »

C'est la « cafetière brûlante » dont parle Churchill...

« Les adversaires du roi et les républicains n'avaient réussi, en somme, qu'à enlever toute autorité et toute confiance en lui-même au gouvernement qui était groupé autour du roi. Mais leur autorité était nulle, parce qu'ils étaient impuissants, qu'ils ne savaient que parler, et que le peuple lui-même s'en apercevait. Il y avait d'un côté, dit Togliatti, une autorité sans pouvoir, et de l'autre un pouvoir sans autorité. On ne pouvait aller de l'avant dans ces conditions, à moins qu'on ne voulut ajourner indéfiniment la reprise de la vie nationale, organisée, bien ou mal, autour d'un centre dirigeant reconnu, autour d'un gouvernement. »

Mettre fin au « double pouvoir »

La mission de Togliatti est donc parfaitement claire. Il faut mettre fin au fossé dangereux qui s'est ouvert entre le pouvoir légal et l'autorité réelle (ou entre le pouvoir réel et l'autorité légale), il faut reconstituer un véritable gouvernement, un « centre dirigeant reconnu ».

Pour Staline comme pour Churchill, cette tâche passe d'abord et avant tout par la restauration de la monarchie dans toutes ses prérogatives. Pour faire appliquer cette ligne contre les décisions du Congrès antifasciste de Bari, ainsi que, répétons-le, contre l'écrasante majorité de son propre parti, Togliatti devra soigneusement maquiller son jeu. L'agitation anti monarchique, expiéra-t-il, est l'œuvre de provocateurs à la solde de l'Etat-Major allié... Laissons, une fois encore, la parole à Maurizio Ferrara :

« Les autorités alliées occupantes (...) avaient des intentions très claires de provocation. Officiellement, elles soutenaient le roi et son gouvernement. Elles avaient toutefois intérêt à ce que ce gouvernement (*le gouvernement Badoglio NDLR*) fût privé de toute autorité. C'est pourquoi, alors que, d'une part, ils lui imposaient des

conditions voisines de la mendicité, ils laissaient, d'autre part, se développer l'agitation anti-gouvernementale, et ils allaient jusqu'à l'encourager. »

Procédé inimitable de l'agent stalinien, pour qui, dès qu'elle gêne sa besogne, « la grève est l'arme des trusts ». Pour l'heure, en Italie comme en France, les directives communes du stalinisme et de l'impérialisme exigent qu'il n'y ait plus « qu'un seul Etat, une seule police, une seule armée ».

Quelques temps plus tard, Togliatti lui-même écrira, dans *Rinascita*, sous le pseudonyme de Roderigo :

« Celui qui a vécu en Italie dans les derniers mois de 1943 et en 1944, sait que ce qui faisait le plus de plaisir aux alliés anglo-saxons, c'était qu'entre Italiens s'exaspérât le débat sur les institutions, de manière telle que l'accord devint impossible (...). Les Anglais et les Américains voulaient que les Italiens discutassent à l'infini pour ou contre le roi et sans jamais aboutir à rien. Lorsque se tint la fameuse assemblée de Bari, qui ne fut entièrement (Croce et quelques communistes mis à part) qu'un violent meeting antimonarchique, tous les travaux de l'assemblée furent retransmis par radio à l'Italie entière et sur toutes les longueurs d'onde possibles et imaginables. Il en résulta partout des manifestations antimonarchiques qui étaient naturellement réprimées. A la même époque, les autorités italiennes (pour Roderigo, ce terme ne peut que désigner Badoglio NDLR) furent poussées à prendre des mesures contre l'Assemblée elle-même. »

Admirable paradoxe : l'Etat-Major allié, qui veut torpiller l'autorité du roi... réprime les manifestations anti monarques, tandis que les « quelques communistes » qui se trouvent déjà sur la ligne de Moscou font bloc avec le vieux réactionnaire Croce pour tenter de sauver la monarchie, clé de voûte, pour l'heure, de tout l'édifice de l'Etat bourgeois.

Togliatti « normalise » son propre parti

« Quelques communistes... » Y en eut-il même un seul ? Togliatti décrit ainsi l'état du parti qu'il retrouva en débarquant à Salerne :

« Les cadres moyens et les adhérents des organisations communistes résistaient à tout changement de la ligne politique, peut-être pour ne pas avoir su avant que le Parti Communiste avait dit, dès le début de la guerre, que la question de la monarchie pouvait être réservée, si cela était nécessaire, pour sauver l'Italie d'une catastrophe, en réalisant une large union de citoyens de toutes les opinions politiques. Le Parti se mettait donc sur une voie dangereuse, sans perspective : il organisait des meetings contre Churchill (*quel horrible crime ! NDLR*), il étudiait avec d'autres groupes antifascistes la possibilité de faire une consultation populaire sur l'initiative non du gouvernement, mais des partis, et ainsi de suite. »

La monarchie n'allait en fait survivre que quinze mois. La « consultation populaire » de juin 1945 dégagée une majorité pour la république. Mais ces quinze mois furent néanmoins décisifs. C'était le délai nécessaire pour reconstituer l'Etat bourgeois ébranlé jusque dans ses fondements, pour permettre la reconstitution des partis bourgeois laminés par le fascisme, et notamment de la démocratie chrétienne. C'était aussi le délai nécessaire à Togliatti pour reconquérir et normaliser son propre parti. Dès avril 1944, le gouvernement Badoglio est élargi aux représentants du PCI. Togliatti devient ministre sans portefeuille aux côtés, notamment, du vieux philosophe réactionnaire Croce et du comte Sforza. Tous les partis bourgeois, qui n'existent, bien entendu que sur le papier, après vingt années de régime fasciste, siègent au gouvernement dont, le caractère de classe est parfaitement dé-

fini par les exigences du parti libéral (qui avait soutenu sans rechigner Mussolini en 1924), ainsi résumées dans l'éditorial de son organe, **La Libertà** (4 mai) :

« Il s'agit de définir un système de rapports économiques qui ne puisse être constamment remis en cause par de nouvelles dispositions législatives. Ceux qui investissent leur argent dans une entreprise, quelle qu'elle soit, doivent avoir la garantie que les bénéfices sur lesquels ils comptent ne puissent se voir annulés par l'effet de nouvelles lois imprévues (...). Il faut donner à tout épargnant le sentiment que personne ne viendra limiter les bénéfices éventuels des activités dans lesquelles il engage son capital : par conséquent, aucune limitation dans la distribution des dividendes. Il faut donner à l'épargnant la garantie absolue que, lorsqu'il vendra l'or qu'il a acquis au marché noir et qu'il achètera les actions d'une société industrielle, il ne courra pas le risque que l'usine en question soit occupée par la force et expropriée par d'autres. »

Voilà le gouvernement voulu conjointement pour l'Italie, au sortir de la guerre, et dans les circonstances périlleuses de la chute du fascisme, par Staline, Churchill et Roosevelt. Voilà le gouvernement qu'il aurait été absolument impossible d'imposer au peuple italien sans le concours indispensable de Togliatti et du parti stalinien qu'il reconstitua pierre par pierre — contre le PCI issu de l'émigration et de la clandestinité — au lendemain du débarquement de Salerne.

Le généralissime Eisenhower savait décidément ce qu'il faisait en organisant le retour en Italie du fidèle secrétaire de Staline...

Il sort des limites de cet article d'examiner plus longuement ce que fut la politique contre-révolutionnaire du parti stalinien et de son chef dans les semaines et les mois qui suivirent la libération.

Pour la bonne compréhension de ce

qui se passe aujourd'hui, il est cependant important de mentionner un point précis déjà évoqué plus haut : celui de la validation du Concordat de 1929 par l'article 7 de la Constitution de 1947.

L'article 7 de la Constitution... interdit le divorce et l'avortement

La démocratie chrétienne, lors des négociations sur le texte de la nouvelle Constitution, avait fait de cette question la pierre de touche de sa collaboration avec le PCI dans le gouvernement d'Unité nationale. Le Parti socialiste et Parti d'action (parti démocrate bourgeois antifasciste) s'opposèrent à la reconduction des accords du Latran. C'est le bloc de la DC et du PCI (déjà !) qui imposa l'insertion dans la loi fondamentale du fameux article 7, ainsi rédigé de la même encre par Togliatti et les juristes du Vatican :

« L'Etat et l'Eglise catholique sont, chacun en ce qui les concerne, indépendants et souverains. Leurs rapports sont réglés par les accords de Latran. Des modifications à ces accords, acceptés par les deux parties, ne nécessitent aucune révision d'ordre constitutionnel. »

Togliatti donne là toute la mesure de ses qualités véritablement hors de pair dans l'art de la contre-révolution.

Il comprend en effet parfaitement à quel point le faible Etat de la faible bourgeoisie italienne, né des circonstances « extrêmement périlleuses » (le mot est de l'éditorialiste du **Popolo**, organe officiel de la DC, 23 avril 1944) de l'hiver 1943-44, a besoin de l'appui de cette institution incomparablement plus solide qu'est la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. Les traditions laïques et anticléricales du mouvement ouvrier italien (et même de la bourgeoisie nationale du début du siècle, encore proche de l'époque où l'Unité nationale avait dû être imposée par les armes au

Vatican) devaient céder le pas aux exigences supérieures de la reconstitution d'un Etat bourgeois solide. Le stalinisme démontre là pleinement sa supériorité dans l'efficacité contre-révolutionnaire par rapport au réformisme du PSI, attaché à des principes que Togliatti se révèle prêt à piétiner sans l'ombre d'une hésitation.

C'est ainsi que la Constitution « démocratique » de 1947, cette Constitution fondée sur le travail, dont le PCI se réclame encore aujourd'hui comme du fondement le plus solide de son « compromis historique », intègre les accords du Latran de 1929, cette fameuse **Conciliation** élaborée par le Vatican et Mussolini, que le pape Pie XI avait défini à l'époque comme « *l'homme que la Divine Providence nous a donné de rencontrer* ».

C'est fort des accords du Latran qu'un mois plus tard, Mussolini organise, avec les méthodes habituelles du régime, le plébiscite qui lui donnera une majorité écrasante. C'est fort de la confirmation des accords du Latran en 1947 que Togliatti achève l'œuvre de restauration de l'Etat bourgeois entreprise en 1943.

Faut-il rappeler que c'est aux termes de ce Concordat que le divorce libre est, à ce jour encore, interdit en Italie (l'Eglise et la démocratie chrétienne ont, certes, été écrasées lors du référendum de 1974 sur cette question, mais la loi est encore si restrictive qu'on ne saurait dire qu'elle répond aux exigences des libertés individuelles les plus élémentaires) ; et que c'est également aux termes de ce Concordat qu'il a été impossible de tenter d'introduire dans la législation italienne des normes abolissant — même très partiellement — les dispositions répressives actuelles en matière d'avortement sans une crise politique majeure qui a débouché sur la dissolution du Parlement en mai 1976.

Faut-il rappeler également que c'est le Concordat qui établit la confession catholique comme religion d'Etat, qui impose l'éducation religieuse obligatoire dans les écoles, qui interdit la diffusion de bibles protestantes dans la Péninsule

(sic), qui exempte d'impôts les ordres et congrégations religieuses, etc., sans compter l'indemnisation fabuleuse concédée par Mussolini au Vatican pour les dommages subis lors de la réalisation de l'unité et de la prise de Rome, indemnisation qui fait, aujourd'hui encore, de l'Eglise catholique le plus gros bénéficiaire de titres et d'obligations de l'Etat italien ? ...

En échange de quoi, la toute-puissante Action catholique, ainsi que l'ordre des jésuites et sa non moins puissante revue, *La Civiltà Cattolica*, donnèrent aux catholiques l'ordre de voter pour le fascisme lors du plébiscite de 1929, alors que, depuis 1860, l'Eglise avait ignoré tous les gouvernements successifs de l'Etat unitaire.

Ce rappel de quelques points d'histoire nous a paru nécessaire pour démontrer à quel point sont vaines et creuses les naïvetés intéressées de tous ceux qui prétendent voir dans la politique du « compromis historique » d'aujourd'hui, qui voit le PCI jouer une nouvelle fois son rôle de meilleur tuteur des intérêts de sa propre bourgeoisie, une nouveauté fondamentale, qui viendrait démontrer que sont désormais rompus les liens de toujours qui relient la direction du PCI à la bureaucratie du Kremlin. Car enfin, quoi de plus « audacieux », quoi de plus « nouveau », quoi de plus apparemment « surprenant » que la politique du PCI des années 1943-47, dont nous venons d'évoquer quelques points saillants ?

Or cette politique était dirigée par Staline lui-même. Il s'agissait de l'application des accords de Yalta et de Potsdam, aux termes desquels Staline s'engageait à faire tout ce qui était en son pouvoir pour assurer la restauration des Etats bourgeois en Europe occidentale, tâche qui, pour ce qui était de la France et de l'Italie, ne pouvait en aucun cas être déléguée aux seuls partis réformistes. Togliatti, en 1943-47 n'appliquait donc pas une quelconque politique « nationale ». Il représentait, en Italie, les intérêts internationaux de la bureaucratie du Kremlin dans leur ensemble.

Ceux qui, aujourd'hui, croient aux sor- nettes sur les « voies nationales » au socialisme, et autres « socialisme aux couleurs de la France », lorsqu'ils ne sont pas de simples naïfs, se livrent à une opération intéressée de camouflage du stalinisme (ou, pour certains, qui prétendent avoir rompu avec lui, de camouflage de leur propre passé). Quant à ceux qui veulent à tout prix baptiser le parti de Togliatti-Berlinguer de l'épithète « réformiste », ils accréditent, répétons-le, l'image que le PCI veut donner de lui-même, et rendent par là même le meil-

leur des services à l'appareil stalinien. En politique, comme on le sait, ce genre de « services » sont rarement gratuits. Quant à ceux qui, du même bord, pourraient prétendre au bénéfice du doute, disons seulement qu'ils se montrent parfaitement inaptes à s'élever à une compréhension internationale des problèmes politiques de notre époque.

Rien ne restera des fleuves d'encre répandus pour démontrer que Berlinguer n'est rien d'autre que le dernier avatar du « réformisme ».

Centristes et gauchistes

Les résultats électoraux du cartel centriste-gauchiste constitué sous l'étiquette de « Démocratie prolétarienne », et présenté en France, par Krivine et quelques autres, comme le prototype de la fameuse « unité des révolutionnaires », ont été des plus modestes. La section italienne du Secrétariat unifié, est-il besoin de le préciser, avait adhéré aux listes DP, et présenté, ici et là, quelques candidats sur ces listes, avec les encouragements du SU.

Mais laissons là les comparses, pour les besoins de cet article, et regardons d'un peu plus près ce qu'a été la politique des protagonistes, le PDUP-Manifesto, les groupes Avanguardia Operaia et Lotta Continua, réunis, au sein du Cartel de « Démocratie prolétarienne », sous le mot d'ordre central : « **Gouvernement des gauches ! Le pouvoir à ceux qui travaillent !** »

D'emblée, la formule « **gouvernement des gauches** » situe l'entreprise. Il ne s'agit pas du gouvernement PCI-PSI, mais du gouvernement de Front populaire constitué sous l'hégémonie du PCI, que préconise donc le cartel centriste-gauchiste. Rosanna Rossanda, dirigeante du PDUP, et directrice du journal **Il Manifesto**, explique le sens de cette formule dans **Le Monde** (17 juin) :

« Le gouvernement des gauches auquel, tôt ou tard, on aboutira, sera quelque chose d'assez différent de l'expérience chilienne ou portugaise. Différent aussi, à mon avis, de ce que serait une majorité de gauche en France. » Pourquoi donc cette prime au front populaire italien ? « Le PCI, répond Rossanda, pèse trois fois plus que le PSI, et ce n'est pas un hasard. Sa force vient de son enracinement dans les masses. Elle met la ligne de Berlinguer en contradiction avec elle-même. Le PCI est trop puissant pour permettre un rapport aisément à des interlocuteurs bourgeois. »

Tout est dit. Pour Rossanda et le cartel DP, le PCI exercera dans le gouvernement de front populaire une hégémonie telle qu'il se trouvera conduit à dépasser de lui-même sa propre politique de collaboration de classe. Le rôle de Démocratie prolétarienne est, dès lors, fort clair :

« Il s'agit de constituer un pôle de référence pour un gouvernement de la gauche capable de durer, en évitant l'accélération de la course à droite des réformistes et de la course à gauche des avant-gardes, qui laisserait l'adversaire passer par la brèche. »

« Démocratie prolétarienne » est ainsi clairement définie comme la gauche du front populaire que le PDUP appelle de ses vœux, et qu'il investit des tâches de la transition au socialisme. Le parti stalinien, on le comprend, reçoit ainsi, sans coup férir, un parfait brevet de virginité.

C'est d'ailleurs Lucio Magri, secrétaire général du PDUP, ancien militant catholique en même temps que stalinien mal repenti — et peut-être sur le chemin de Damas — qui a le mieux précisé la ligne du cartel centriste-gauchiste lors de son rapport au Congrès de Bologne du PDUP-Manifesto (29 janvier-1^{er} février 1976) :

« Le PCI, selon Magri, par sa tradition, par son rapport avec les masses, par le rôle qu'il joue dans l'opposition au régime DC (*sic !*), ne saurait être réduit à la ligne du compromis historique (...). Pourquoi faire à Berlinguer le cadeau de la considérer comme l'expression organique et univoque d'une tradition, d'une force, et d'une réalité aussi complexe ? Il me semble d'ailleurs que les contradictions latentes dans le PCI sont en train de venir au grand jour. »

Et Magri, qui niait, lors du congrès de 1974 du Manifesto, que le mot d'ordre d'un gouvernement PCI-PSI put jamais avoir aucune réalité, ne manque pas d'ajouter :

« Le gouvernement des gauches devra être fondé sur une alliance entre les forces ouvrières et les forces démocratiques avancées. » C'est du Berlinguer... en moins éloquent toutefois.

En encore : « Le PCI a raison de dire que, pour ce processus de transition, il faut le consentement et la participation d'une large majorité. Mais, plutôt que de rechercher cette majorité dans le cadre d'un accord avec la DC (...), il faut stimuler une dynamique de transformation culturelle et sociale des forces actuellement prisonnières du bloc modéré en brisant la DC. »

L'aile gauche du « compromis historique »

Ce creux verbiage, dont le résultat le plus clair, répétons-le, est d'offrir une excellente « couverture gauche » à la politique du « compromis historique » a également pour conséquence de priver le PDUP lui-même de toute raison d'être. La tendance ex-PSIUP du même parti, dirigée par l'ancien secrétaire confédéral de la CGIL (la CGT italienne), Vittorio Foa, qui a des positions syndicales à défendre, l'a fort bien compris. D'où sa tentative, lors du Congrès de Bologne, de donner une interprétation plus « gauche » du mot d'ordre de « **gouvernement des gauches** » :

« L'objectif du « **gouvernement des gauches** » est nettement opposé à la proposition du PCI d'un gouvernement des partis ouvriers avec la DC, c'est-à-dire au « compromis historique ».

« La ligne du compromis historique, précise d'ailleurs cette *tendance minoritaire du PDUP*, n'est pas nouvelle : elle n'est autre que le développement cohérent de la politique d'unité démocratique et populaire du PCI, politique d'unité avec la DC considérée comme expression de forces populaires et non pas comme direction politique de la classe capitaliste. »

Cependant, pour ces militants, le « **gouvernement des gauches** », à l'étape actuelle, ne peut pas être un gouvernement ouvrier et paysan constitué strictement sur une base de classe, ni un gouvernement laïque anti-catholique. Ce doit être un gouvernement des partis historiques de la classe ouvrière, bénéficiant de la collaboration de démocrates et de catholiques affranchis de la démocratie chrétienne. Le « **gouvernement des gauches** » n'est donc possible qu'en chassant la DC. Il ne saurait être conçu comme l'aboutissement d'un processus passant par la participation du PCI à une majorité gouvernementale comportant la DC. »

La minorité du PDUP précise ainsi ses positions :

« Nous nous considérons comme totalement solidaires d'un gouvernement dont l'axe serait constitué par le PCI et le PSI, tout en sachant que la politique actuelle de ces partis est fort éloignée de la nôtre, de même que le rôle que nous attribuerions respectivement à cette expérience. Nous refusons donc radicalement une formulation du type : le gouvernement aux réformistes, le mouvement aux révolutionnaires. C'est à l'expérience que nous confronterons notre programme de subversion de la société avec celui des partis traditionnels du mouvement ouvrier. »

Pour ces militants, la ligne du « compromis historique » doit donc être résolument combattue :

« Le gouvernement Moro, soutenu par le PCI, et les patrons s'efforcent actuellement de briser les liens entre la classe ouvrière et les syndicats, de transformer ces derniers en agences du gouvernement chargées de discipliner la classe ouvrière, en échange d'un rôle stérile de consultation dans d'innombrables commissions. Le dilemme qui confronte aujourd'hui le syndicat est extrêmement grave. Si le syndicat refuse le rôle subalterne et disciplinaire que lui attribue le gouvernement, et qui équivaut à sa propre destruction (...), il lui faut résolument sortir du cadre de la comptabilité capitaliste, et adopter un programme de mesures immédiates fondé sur des objectifs et des formes de luttes incompatibles avec ce cadre (...).

« Le syndicat est profondément divisé sur ces problèmes. Les camarades qui y exercent des responsabilités vivent la contradiction entre leur conscience anti-capitaliste et les contraintes qui dérivent de l'acceptation du cadre actuel de gouvernement (...). Le PDUP est inconditionnellement engagé dans la défense du syndicat unitaire (...). Mais il revendique sa pleine autonomie de jugement et le droit pour ses militants de se battre, dans le

cadre de la discipline syndicale, pour affirmer ces exigences. »

Lors du Congrès de Bologne, cette orientation des militants syndicalistes de l'ex-PSIUP a été battue par l'orientation crypto-stalinienne d'alignement total sur le front populaire que préconisait la direction Magri-Rossanda, orientation qui a été finalement celle de tout le cartel centriste-gauchiste de « Démocratie prolétarienne » au cours de la campagne électorale.

Un « front populaire de combat »

C'est ainsi que le groupe dénommé Avanguardia Operaia, également associé à DP, groupe créé à Milan en 1968 à partir d'une scission de l'organisation italienne du Secrétariat uniifié pabliste, et aujourd'hui en voie de fusion avec le PDUP de Magri-Rossanda, est allé jusqu'à expliquer (*Le Quotidien des Travailleurs*, organe de Avanguardia Operaia, 23 mai) :

« Il n'y a qu'une force organisée capable d'affronter la crise du régime : celle des partis réformistes. Du fait de leurs caractéristiques ouvrières, il est impossible que le pouvoir de la bourgeoisie s'exerce à travers ces partis. »

Ainsi, pour ce groupe, le « **gouvernement des gauches** », c'est-à-dire le front populaire, est donc bien une alternative de classe, qui va dans le sens des intérêts ouvriers, et non pas, comme l'expliquait Trotsky, « la dernière ressource de l'imperialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne (...), une politique qui vole la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme ».

D'ailleurs, Massimo Gorla, principal dirigeant de Avanguardia Operaia, explique dans une interview à *Rouge* (2 juin) :

« Le gouvernement des gauches devrait représenter le début d'un

renversement des rapports de force entre le pouvoir et les masses. »

Pour Avanguardia Operaia, le rôle de « Démocratie prolétarienne » est donc parfaitement clair :

« DP s'engagera à appuyer le gouvernement des gauches, et, en même temps, à le stimuler par des luttes vers des objectifs tour à tour plus avancés » (*appel du 8 juin*).

Pourquoi les travailleurs et les jeunes auraient-ils donc, lors des récentes élections, apporté leurs suffrages à ces défenseurs honteux du compromis historique — front populaire, plutôt que directement au PCI, qui s'en affirme ouvertement partisan ?

Il faut enfin parler de la troisième composante du cartel DP, le groupe Lotta Continua.

Cette organisation s'est constituée en 1968-69 comme expression du courant spontanéiste-gauchiste, et, dans toute la période qui a suivi, a poussé le spontanéisme jusqu'à ses dernières conséquences. Lotta Continua a, par la suite, corrigé certains excès de sa politique, tout en acquérant une réalité d'organisation qui la distingue entièrement, sur ce point, des groupes décomposés qui, au lendemain de 1968, se sont, en France, réclamés de la même ligne.

Le gauchisme de Lotta Continua conduit cependant ce groupe, bien qu'il s'en défende, à capituler lui aussi devant le front populaire.

Lors d'un entretien avec **Informations Ouvrières**, un rédacteur de Lotta Continua a défini lui-même son organisation comme se plaçant dans la continuité et dans la perspective du MIR chilien. La comparaison est assez exacte. Selon Guido Viale, l'un des principaux dirigeants du groupe (interview au *Figaro*, 1^{er} juin), « la révolution ne peut pas se faire dans l'immédiat. C'est pour cette raison que nous avons choisi la voie parlementaire. La révolution se fera plus tard, quand les esprits seront plus mûrs ».

En attendant des temps meilleurs, il est donc normal, pour ces militants, que les « esprits » insuffisamment « mûrs » du prolétariat fassent confiance aux organisations « réformistes ». En ce sens, pour **Lotta Continua** comme pour Avanguardia Operaia et le PDUP, le contrôle exercé par le PCI sur les principales forces du mouvement de classe est donc normal, légitime, et destiné à durer.

Cependant, explique Sofri, secrétaire de Lotta Continua (interview à *Rouge*, 17 mai) :

« Le gouvernement de front populaire sera un gouvernement de compromis avec le grand capital (...). Il s'agira de lui opposer un programme qui s'appuie sur la croissance de l'autonomie et de l'organisation des masses (...) et de stimuler ainsi les contradictions dans le bloc des organisations traditionnelles. »

Autrement dit, pour Lotta Continua qui a fait campagne sous le mot d'ordre de « **gouvernement des gauches** », le front populaire n'est pas le problème des « révolutionnaires » — qui se situent sur un autre plan, et préparent l'avenir en organisant « à la base », des comités de quartier, de chômeurs, de jeunes, dans le but de « stimuler les contradictions dans le bloc des organisations traditionnelles ». Pour Lotta Continua en somme, selon la formule citée plus haut, le gouvernement revient « légitimement » aux « **réformistes** », tandis que les « révolutionnaires » doivent revendiquer, sur un autre plan, l'organisation du « **mouvement** ».

Il n'est sans doute pas abusif de dire que Lotta Continua se reconnaît assez bien dans ces propos de Julio Gomez, dirigeant du MIR chilien, publiés le 17 juin dans son quotidien :

« Les organisations de base des travailleurs (*au Chili*) se présentaient comme des organismes de pouvoir, alternative à l'Etat bourgeois en crise, et non pas au gouvernement d'unité populaire. Les travailleurs voulaient libérer le gou-

Le gouvernement populaire des entraves de l'appareil d'Etat bourgeois. »

On sait comment cette orientation de capitulation devant le front populaire a contribué à conduire le prolétariat chilien à la catastrophe.

En Italie demain, comme au Chili hier, il sera nécessaire de faire face à cette expérience. Nous devons être préparés à cette éventualité.

PCI	:	1972	27,1 %
PCI	:	1976	34,4 %
PSIUP	:	1972	1,9 %
PSI	:	1972	9,6 %
PSI	:	1976	9,6 %
Démocratie prolétarienne 1976 : 1,5 %			
PSD	:	1972	5,1 %
PSD	:	1976	3,4 %
PRI	:	1972	2,9 %
PRI	:	1976	3,1 %
PLI	:	1972	3,9 %

la clarification totale de ces problèmes sera décisive pour la formation et l'éducation d'une avant-garde de militants révolutionnaires, aussi bien que pour le sort de la prochaine étape de la révolution prolétarienne.

Robert CLEMENT.

PLI	:	1976	1,3 %
DC	:	1972	38,7 %
DC	:	1976	38,7 %
MSI	:	1972	8,7 %
MSI	:	1976	6,1 %

Le PSDI est le parti social-démocrate de Saragat. Le PRI et le PLI sont deux petits partis bourgeois laïques. Le MSI est le parti fasciste.

L'idéalisme de Gramsci

par César CORTE

1re partie

De "L'Ordine Nuovo" à la direction du PCI

Gramsci, un combattant révolutionnaire... idéaliste

Entreprendre aujourd'hui l'examen de la pensée politique d'Antonio Gramsci est devenu une nécessité à l'heure où ses présentateurs et commentateurs l'utilisent pour déclencher une offensive de grand style contre le marxisme, offensive dont le point d'appui se trouve être précisément Gramsci présenté par ses laudateurs comme le plus grand théoricien marxiste du XX^e siècle, en dehors de Lénine, et comme son enfant spirituel. Disons tout de suite que Gramsci n'est pas responsable de cette offensive.

Gramsci a consacré sa vie au combat pour la révolution prolétarienne. Il en est mort. Intellectuel petit-bourgeois, formé à l'école de Croce, il rejoignit le combat du prolétariat, s'y est consacré entièrement, sans rompre par ailleurs le fil qui le rattachait au néo-idéalisme italien. Loin d'être le plus grand théoricien marxiste avec Lénine, sa pensée, sa méthode resteront celles de l'idéalisme. Non que, dans d'autres conditions de développement du mouvement ouvrier mon-

dial — et ainsi en avait-il été avec F. Mehring —, il n'eût pu surmonter son idéalisme de jeunesse, que c'eût été rédhibitoire, qu'il n'eût pu devenir marxiste. Non que cela, par ailleurs, enlève quelque chose à l'homme, au militant qui consacra toutes ses forces à la révolution, enlève quelque chose à la grandeur morale de Gramsci. Mais, en tout état de cause, toutes ces qualités ne sauraient pour autant, ipso-facto, transformer quiconque en « matérialiste », en « marxiste ».

Toute la pourriture de l'opération que dirigent aujourd'hui les staliniens consiste précisément, en s'appuyant sur le combat révolutionnaire de Gramsci, sur sa volonté révolutionnaire tendue, sur son prestige de militant ayant péri pour ses idées, à baptiser de « marxistes » les thèses idéalistes de Gramsci, pour les besoins d'une cause et d'une politique qui n'a rien à voir avec ce pour quoi il combattit. Prenant appui sur les erreurs théoriques et politiques de Gramsci, erreurs qui peuvent coexister avec l'appartenance à un parti authentiquement ouvrier, l'appareil contre-révolutionnaire du stalinisme et ceux qui sont dans son giron, dans leur lutte contre la révolu-

tion prolétarienne et le marxisme, se servent frauduleusement du prestige du militant communiste Gramsci pour trouver dans ses écrits une justification idéologique à leur politique de trahison.

Fondamentalement, Gramsci resta prisonnier du provincialisme italien et de sa pensée néo-hégélienne du début du XX^e siècle, traduction du retard du développement capitaliste en Italie. Combattant de la révolution, il ne parviendra pas, dans les cadres du mouvement ouvrier italien et international tel qu'il s'est développé après la guerre de 1914, à surmonter ce point de vue provincial et c'est pourquoi nous trouvons dans ses conceptions les éléments que pourront utiliser les staliniens, organisateurs des défaites du prolétariat mondial, théoriciens du recul et du socialisme dans un seul pays, du socialisme national. La voie nationale de Gramsci, son point de vue, produit en négatif de toute la pensée bourgeoise idéaliste, va recouper dans une autre période, et pour des motifs tout autres, les théorisations du socialisme national de la bureaucratie stalinienne à l'heure de la crise conjointe de l'imperialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Et c'est pourquoi, bien qu'on ne puisse en aucun cas assimiler Gramsci aux staliniens, il va leur fournir leur nourriture « théorique », servir de couverture au prétendu polycentrisme, puis à la voie « italienne » au socialisme, aux tenants du néocapitalisme, de l'autogestion, aux tenants stalino-maoïstes de la prétendue « révolution culturelle », à travers les thèmes de sa réflexion : hégémonie et dictature du prolétariat, l'alliance des ouvriers et des paysans, le rôle des intellectuels et de la culture, le marxisme comme « philosophie de la praxis », etc.

Aujourd'hui, il est utilisé comme couverture, porte-drapeau de la lutte contre le marxisme, contre le trotskysme. Bien que partisan du socialisme dans un seul pays, il condamnait les procès de Moscou, et aujourd'hui les staliniens se servent de son cadavre comme de ses écrits pour en faire le champion de la lutte contre le bolchevisme. Mort plus peut-être des procès de Moscou que des prisonniers fascistes, les héritiers de ses bourgeois ont fait de ses écrits, de ses errements théoriques l'arme avec laquelle ils voudraient continuer à combattre le marxisme, le trotskysme. C'est pourquoi il faut rétablir les faits, examiner la pensée politique de Gramsci. Sans com-

plaisance : c'est le plus grand hommage que le militant communiste Gramsci mérite, c'est le devoir que, militants révolutionnaires, nous avons vis-à-vis de lui comme du prolétariat.

Les tenants du néo-capitalisme, des « revendications qualitatives », les staliniens, mènent à partir, et s'appuyant sur les écrits de Gramsci, un combat politique contre le marxisme, contre la révolution prolétarienne, qu'il serait malhonorable d'attribuer à Gramsci, même si, comme nous le verrons, ses écrits politiques permettent cette utilisation. Gramsci, combattant révolutionnaire, présente pour ces messieurs qui vivent dans le giron du stalinisme, l'insigne avantage d'avoir été coupé de la vie politique en 1926 et de permettre les amalgames de la « continuité stalinienne », revue à la sauce Togliatti ou Berlinguer. C'est pourquoi ceux qui l'ont laissé pourrir dans les geôles de Mussolini et leurs compères staliniens du PCF, se souviennent de lui aujourd'hui. Témoin et combattant de la révolution prolétarienne mondiale ouverte par la révolution russe, Gramsci qui, dans sa prison va se faire le théoricien des défaites du mouvement ouvrier et chercher la pierre philosophale dans le développement de la « philosophie de la praxis », est opportunément ressorti par les staliniens et les bourgeois au moment où de nouveau, à une échelle encore plus concentrée, se retrouvent posés les problèmes de la révolution prolétarienne mondiale, les problèmes de l'Internationale, de la lutte pour la destruction de l'Etat, de la République des Conseils ouvriers.

Responsable de ce qu'il fit comme militant socialiste, comme dirigeant du PCI, participant de la lutte de la III^e Internationale, responsable de ce qu'il fit jusqu'en 1926, puis des idées qu'il développa pour lui-même dans les pires conditions de détention, coupé du mouvement ouvrier et du marxisme, Gramsci, en tout état de cause, ne saurait être responsable des multiples « lectures » intéressées entreprisées par les tenants du néo-capitalisme, les stalino-maoïstes et les staliniens de par le monde.

Gramsci : « le plus grand théoricien marxiste continuateur de Lénine », tel est le label commun sur lequel sont d'accord aussi bien les tenants du néo-capitalisme que les staliniens d'aujourd'hui. Son mérite serait d'être le « théoricien des superstructures », le théoricien de la révolu-

tion dans les pays d'Occident, qu'on oppose à un Lénine théoricien de la révolution dans les pays d'Orient. Ce que cherchent tous ces messieurs en Gramsci est parfaitement clair : Gramsci serait celui qui permettrait l'élaboration d'une nouvelle stratégie révolutionnaire dans les pays occidentaux, face à la faillite de la III^e Internationale dans les années 23/28, la faillite du marxisme, du léni-nisme. Le point commun de tous ces raisonnements, c'est que la révolution russe n'a pas été le premier maillon de la révolution prolétarienne mondiale, mais une révolution nationale surdéterminée par la présence de Lénine. En somme, la révolution russe aurait été un accident. A partir de 1921 se serait nouée une autre situation, la révolution n'aurait plus été à l'ordre du jour. Dans les pays d'Europe occidentale, il s'agirait d'accomplir comme condition nécessaire la révolution intellectuelle et morale du prolétariat et de la paysannerie, réalisant un nouveau bloc hégémonique pour envisager ensuite la prise du pouvoir. L'origine de ce courant est à rechercher dans les droitiers de l'Internationale, et ce n'est pas un hasard si tous pensent que la révolution allemande n'était pas possible en 1923.

Tous les commentateurs intéressés de Gramsci se situent sur le terrain de la « gauche », voire du « mouvement communiste international », et le point commun, c'est qu'aucun d'entre eux n'analyse la dégénérescence de l'Internationale communiste, le stalinisme, l'Etat ouvrier dégénéré. C'est évident du stalinien Texier, comme ça l'est de la stalin-maoïste Macchiocci, comme bien évidemment de ces hommes de gauche des « Temps Modernes ».

L'humanisme culturel de Gramsci

Avant d'aborder la pensée politique de Gramsci, il est nécessaire de retracer en quelques lignes son itinéraire politique et sa vie. Intellectuel issu d'une famille petite-bourgeoise, Gramsci adhère au parti socialiste en 1912 ou 1913. En 1914, il est partisan de la « neutralité active et agissante », position qu'il condamnera par la suite et dans laquelle il verra une de ses erreurs les plus graves. Il poursuit ensuite ses études, s'éloignant de la politique. A l'automne 1915, il collabore de

nouveau au *Grido del Popolo*, puis à l'édition turinoise de *l'Avanti*, où il assure une chronique locale. En 1917, la fédération piémontaise des jeunes socialistes le charge de rédiger le numéro unique d'un journal qu'il écrira seul, et dont il trouvera le titre : *La Citta futura*.

Il y a chez Gramsci une continuité dans la pensée politique qui va des premiers articles « culturalistes » du *Grido del Popolo*, aux *Cahiers de prison* dans l'élaboration de la notion d'hégémonie du prolétariat. Le parallèle qu'il fait entre bourgeoisie et prolétariat, l'analyse qu'il fait de la révolution bourgeoise préparée par une révolution culturelle, l'amènent à conclure à la nécessité d'une nouvelle révolution intellectuelle et morale comme condition de la prise du pouvoir. A partir de là, il y a un aller-retour constant entre, d'une part, une conception propagandiste de la révolution, et une conception spontanéiste, le prolétariat étant porteur de cette nouvelle culture.

« La culture est une chose bien différente. Elle est organisation, discipline du véritable moi intérieur, elle est prise de possession de sa propre personnalité, elle est conquête d'une conscience supérieure, grâce à laquelle chacun réussit à comprendre sa propre valeur historique, sa propre fonction dans la vie, ses propres droits et ses propres devoirs... Mais tout cela ne peut advenir par évolution spontanée, par actions et réactions indépendantes de notre volonté comme il advient dans le règne animal ou dans le règne végétal, où chaque individu se sélectionne et spécifie ses propres organes inconsciemment, conformément à l'ordre fatal des choses. L'homme est surtout esprit, c'est-à-dire création historique, et non nature. Autrement on n'expliquerait pas pourquoi, puisqu'il a toujours existé des exploités et des exploiteurs, des créateurs de richesse et des consommateurs égoïstes de cette richesse, on n'a pas encore réalisé le socialisme. Le fait est que ce n'est que par degrés, par strates, que *l'humanité* a acquis la conscience de sa propre valeur... »

« Et une telle conscience s'est formée, non sous l'aiguillon brutal

des nécessités physiologiques, mais grâce à la réflexion intelligente de quelques-uns d'abord, puis de toute une classe, sur les causes de certains faits, et sur les moyens à adopter pour les transformer, d'occasions d'asservissement en étendards de rébellion et de rénovation sociale. Cela veut dire que toute révolution a été précédée d'une intense activité de critique, de pénétration culturelle, d'imprégnation d'idées, s'exerçant sur des agrégats d'hommes, au départ réfractaires, et uniquement préoccupés de résoudre, jour après jour, heure après heure, pour leur propre compte, leur problème économique et politique, sans lien de solidarité avec tous ceux qui partageaient leur condition. Le dernier exemple, le plus proche de nous, et par conséquent le moins différent de notre cas, est celui de la Révolution française...

« Les baïonnettes des armées de Napoléon trouvaient la voie déjà aplatie par une armée invisible de livres, d'opuscules qui avaient esaimé depuis Paris dès la première moitié du 18^e siècle et avaient préparé les hommes et les institutions à la rénovation nécessaire... Aujourd'hui, le même phénomène se répète à propos du socialisme. C'est à travers la critique de la civilisation capitaliste que s'est formée ou qu'est en train de se former la conscience unitaire du prolétariat ; et critique signifie bien culture, et non évolution spontanée et naturelle.

« ... S'il est vrai que l'histoire universelle est la chaîne des efforts que l'homme a faite pour se libérer tant des priviléges que des préjugés et des idolâtries, on ne comprend pas pourquoi le prolétariat, qui veut ajouter un nouveau maillon à cette chaîne, ne devrait pas apprendre comment, pourquoi et par qui il a été précédé et savoir tout le profit qu'il peut tirer de cette connaissance. »

C'est toujours du point de vue de l'humanisme, de la conscience de soi de l'humanité que se situera Gramsci, faisant du matérialisme dialectique une téléconomie où le prolétariat est chargé d'une mission

au compte de l'humanité. Il abandonne le point de vue de classe, le point de vue matérialiste, pour y substituer le point de vue de « l'humanité », de l'homme défini, non dans les relations pratiques matérielles qu'il entretient avec la nature et avec les autres hommes, mais par « l'esprit », et c'est pourquoi il substitue à l'action de classe une conception culturelle de la révolution et du processus révolutionnaire, oubliant qu'aucune classe sociale n'est parvenue à la conscience de sa tâche historique par les degrés de la théorie. Si le prolétariat est le produit le plus élaboré de toute la civilisation, de l'industrie, la tendance du mode de production capitaliste est de l'exclure de toute culture qui ne soit pas étroitement nécessaire à son rôle dans la production, c'est-à-dire en tout état de cause à ne lui permettre que l'accès à des éléments de culture extrêmement limités, partiels.

L'élargissement culturel auquel il peut accéder est étroitement dépendant du combat de classe pour ses intérêts matériels et de toute manière les éléments de culture qu'il assimile sont ceux de la classe dominante et non une culture abstraite qui ne serait pas le produit de rapports sociaux déterminés. Ce n'est qu'au travers du militantisme fondé sur la lutte de classe du prolétariat, en même temps que fécondant celle-ci, que se forme la conscience théorique de la position du prolétariat dans la société bourgeoise et de ses tâches historiques, dans le cadre du parti révolutionnaire. En tout état de cause, le prolétariat, dans son ensemble, n'y accède pas ou n'y accède qu'au moment où il va disparaître comme classe, et ce n'est pas une « culture » nouvelle mais une conscience politique qui se constitue ainsi. Bien entendu, comme tous les acquis du développement historique, d'une certaine façon la théorie révolutionnaire du prolétariat contient sous une forme donnée ce produit de la lutte de classe du prolétariat qui est en même temps un levier indispensable à cette lutte de classe qui se dirige vers la prise du pouvoir politique, et participera, s'intégrera à la formation d'une nouvelle culture, lui fournira ses aliments.

Le prolétariat est aliéné par la vente de sa force de travail et ne saurait pour cela parvenir à la conscience de ses tâches historiques par les degrés de la théorie, mais par son combat de classe éclairé et guidé par le parti révolutionnaire.

La classe ouvrière ne fait pas la révolution par rapport à un but idéal — l'homme libre, le libre producteur —, qu'il s'agirait de rendre conscient comme condition de l'action. Ce sont les conditions objectives matérielles d'existence — ce qui inclut toutes les conquêtes antérieures, produit de l'activité subjective du prolétariat cristallisées en lois, organisations, etc. qui, en dernière analyse, sont déterminantes et poussent le prolétariat, classe bornée de la société bourgeoise, à renverser l'ordre bourgeois, à se dresser en classe dominante par l'affirmation de ses intérêts propres. D'ailleurs, pour autant que la bourgeoisie a été révolutionnaire sur le plan politique, elle l'a été en partant et au nom de ses intérêts matériels même si ceux-ci prenaient le masque de l'idéologie.

Cette même position culturaliste, Gramsci la reprendra deux ans plus tard dans une réponse à un article de Léonetti. Commentant la phrase de Marx, « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », il poursuit :

« L'union n'est pas seulement le rapprochement des corps physiques, c'est une communion d'esprit, la collaboration de la pensée, un soutien mutuel dans l'effort de perfectionnement individuel, une éducation réciproque et un contrôle réciproque. Cette activité, implicite dans l'organisation économique et politique, tend à devenir elle-même spécifique, à assumer une forme qui lui est propre.

« ... Pour le prolétariat organisé, le devoir n'en est que plus grand de s'éduquer, d'arriver à faire jaillir de son sein le prestige nécessaire afin d'assurer la gestion sociale sans avoir à redouter que des chouanneries viennent détruire les conquêtes du parti d'action. L'éducation, la culture, la diffusion systématique du savoir et de l'expérience, cela signifie l'indépendance des masses par rapport aux intellectuels. C'est le travail d'intensification de la culture, d'approfondissement de la conscience qui constitue la phase la plus intelligente de la lutte contre le despotisme des intellectuels de profession et des compétences de droit divin. Ce travail-là, il n'est pas question de le remettre à demain, au moment où

nous aurons la liberté politique. Il est lui-même liberté, il est lui-même stimulant à l'action et condition de l'action... Il ne peut en être autrement ; le socialisme, c'est l'organisation, et c'est non seulement l'organisation politique et économique mais même et surtout l'organisation du savoir et de la volonté, obtenue à travers l'activité de la culture. »

(*Grido Del Popolo*, 31 août 1918)

De Croce à Gramsci

Prolongeant la pensée de Croce qui voyait dans le XIX^e siècle la réalisation de l'idée de liberté se frayant un chemin y compris à travers les monarchies, Gramsci voit dans l'idée socialiste la force motrice du développement historique. C'est tout à fait net en 1917, dans les textes où il défend la révolution russe contre les opportunistes social-démocrates. Et cette attitude persistera tout le long de sa vie, malgré ses critiques à Croce, comme nous le verrons.

Croce, chef de file du libéralisme bourgeois, maître à penser de la réaction italienne, développait à propos de l'histoire de l'Italie les idées d'une bourgeoisie qui avait vu ses idéaux se réaliser pratiquement en dehors d'elle-même, de sa direction politique. L'admiration de Croce pour le Risorgimento, la manière dont s'est réalisée l'unité italienne ou l'unité allemande et qui lui fait dire que le XIX^e siècle réalise l'idéal libéral, voit l'idée de liberté, la religion de la liberté se réaliser y compris dans la monarchie piémontaise et l'empire allemand, sous la houlette du roi de Prusse et des junkers, n'est que la traduction de l'impuissance politique de la bourgeoisie qui, pour conserver sa puissance sociale, par peur du prolétariat, aliène sa puissance politique et renonce à réaliser ses tâches politiques. Elle recourt au bonapartisme couronné pour réaliser l'unité nationale. Certes il est vrai que la force mécanique du développement du capital a amené au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle la réalisation de certaines réformes démocratiques bourgeoises, partielles, bâtarde, marquées par la capitulation devant la propriété foncière semi-féodale et l'Eglise. Encore faut-il ajouter que l'action du prolétariat a été indispensable à la réa-

lisation des réformes démocratiques, ce qui remplit de peur la bourgeoisie qui, pourtant, en bénéficie.

La voie bismarckienne ou piémontaise, voilà l'idéal politique de Croce qui professait une haine profonde à l'égard de la révolution, du désordre, et qui, par exemple, dans son histoire de l'Europe au XIX^e siècle, transmute la faiblesse, la couardise politique de la bourgeoisie italienne en insigne sagesse. Ainsi, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, malgré tout, en partie à cause du développement mécanique des forces productives, malgré la peur de 1793 et des paysans, malgré la peur de février et juin 1848 à Paris, malgré les renonciations politiques de cette bourgeoisie — qui n'est même pas capable d'être républicaine et bave d'admiration devant Cavour —, l'unité italienne, profitant des contradictions internationales des puissances capitalistes, et comme produit de cette situation internationale, sera réalisée par en haut, par la Maison de Savoie avec tout ce que cela entraîne comme restriction du point de vue des réformes bourgeoises, capitulation devant les féodaux du Sud. Malgré tout, la seconde moitié du XIX^e siècle verra l'instauration d'un certain parlementarisme bâtarde... L'idée semble triompher au-delà de l'impuissance politique. La réalisation de certaines tâches démocratiques, due aux nécessités du développement du capital lui-même, se soumettant la royauté, comme forces mécaniques d'expansion, apparaîtra paradoxalement et justement à cause de la couardise politique de la classe bourgeoise, comme un développement autonome de « l'idée », de « l'esprit de la liberté ».

Cette pensée idéaliste de Croce qui transforme cette étroitesse, cette couardise, en vertu, est à la mesure du développement du capitalisme italien, de ce retard, de la non-formation d'une nation au cours des siècles précédents, de la non-formation d'une monarchie absolue concourant à la formation de la nation. C'est cela que glorifie la théorie de Croce dont les ambitions sont à la mesure de cette bourgeoisie provinciale. A la suite de Gramsci, les écrivains stalinisants ont vu dans la peur de 1793 le facteur déterminant de l'explication de cette « révolution passive » de 1860 en Italie. Encore faut-il y voir le reflet de l'étroitesse provinciale et, contrairement

à Macciochi, voir comme facteur central la peur de juin 1848 à Paris, dans le déroulement du risorgimento italien.

C'est d'ailleurs parce que Gramsci se situe au plan national étiqueté que, malgré les critiques qu'il porte contre Croce, il reste dans le même cadre de pensée. Il ne voit pas 1848 comme manifestation de la révolution prolétarienne mondiale, ce qui lui interdit de comprendre l'in incapacité de la bourgeoisie italienne à réaliser la liaison ville-campagne et à créer un parti politique.

Croce explique : l'idée de liberté s'est réalisée malgré tout et c'est un bien. Gramsci, lui, va dire : le risorgimento est une lamentable « révolution passive » parce que manquait un parti politique digne de ce nom.

En Italie, dit Gramsci, il a manqué le jacobinisme, les jacobins qui en France

« ... luttaient avec vaillance et succès pour assurer la liaison entre la ville et la campagne. (...) Dans la littérature française, la nécessité de surmonter l'opposition entre la ville (Paris) et la campagne a toujours été vivement ressentie et affirmée... »

Mais il ne se pose pas le problème de savoir pourquoi un tel parti a pu naître en France, sur quelles classes sociales il a pu s'appuyer et quelles relations les classes entretenaient entre elles.

Pourquoi la petite-bourgeoisie jacobine a-t-elle pu pousser en avant la révolution démocratique bourgeoise, appuyée sur la paysannerie qui avait soif de terres, les masses plébéiennes des villes, tout en contrariant leur mouvement et en se retournant contre elles à certains moments ? Pourquoi cela n'a-t-il pu se reproduire en 1848 ? Parce qu'en 1848 le prolétariat parisien faisait se lever une aube nouvelle : il devenait, en Europe, nécessairement, le premier acteur de toute révolution ; l'étendard de la République révolutionnaire ne pouvait plus être que celui de la « République sociale ». Le prolétariat posait sa candidature au pouvoir. Il n'y avait plus de rôle autonome possible pour la petite-bourgeoisie. Celle-ci ne pouvait plus être que prosternée devant la grande bourgeoisie, elle-même assujettie aux restes de l'aristocratie, ou s'aligner derrière le prolétariat. Un nouveau chef révolutionnaire

apparaissait en Europe, le prolétariat. Les seules alliances révolutionnaires possibles ne pouvaient plus être nouées qu'en l'acceptant pour chef, lui et ses revendications, ses objectifs de classe. La disposition et les relations entre les classes étaient radicalement modifiées.

Contrairement à ce que dit Gramsci, la peur de 1793 et de la Terreur n'explique rien, elle ne peut être un élément d'explication que pour autant qu'en 1848 la mobilisation des masses ne pouvait se limiter aux revendications bourgeois, que pour autant que se profilait la question de la liquidation de l'ordre social bourgeois. Pour comprendre cela, il faut dépasser le point de vue de la péninsule et se hisser au plan de l'Europe, ce que ne fait pas Gramsci qui, à partir de là, transforme la révolution en idéologie — voit dans l'alliance ville-campagne une alliance culturelle alors qu'elle était fondée sur la prise de possession de la terre et la liquidation des droits féodaux, et voit dans l'absence d'un parti jacobin, d'une idéologie combattante, l'explication du risorgimento et de sa passivité.

C'est sur cette base que Gramsci élaborera pour la première fois la notion « d'hégémonie », de direction politique. La « révolution » bourgeoise italienne, la « révolution passive », a été une « révolution par le haut », la réalisation d'une coercition de classe imposant les intérêts bourgeois sans réaliser l'hégémonie de classe, le consensus politique à la dictature, le consensus national des paysans. Aussi en arrivera-t-on à la dictature de la bourgeoisie industrielle du Nord sans que cette classe « dirige », « assure son hé-gémanie », sa direction sur l'ensemble des groupes sociaux, particulièrement la paysannerie. La révolution bourgeoise, contrairement à la France, s'est faite sans « initiative populaire unitaire »,

« comme réaction des classes dominantes aux soulèvements sporadiques spontanés et inorganisés des masses populaires, entraînant un ensemble de « restaurations » qui ont intégré quelques-unes des exigences de la base, d'où les expressions de « restauration progressiste », ou « révolutions-restaurations », ou même « révolution passive ». »

L'histoire : histoire de la conscience de soi ?

Mais si le résultat est bien décrit, il n'est pas saisi pleinement par Gramsci. La preuve en est qu'il dit qu'il aurait fallu à l'Italie :

1 — la formation d'un parti cohérent, puissant et homogène,

2 — donner à ce parti un programme clair et concret susceptible de rallier les grandes masses populaires qui ne pouvaient être alors que paysannes.

Mais précisément, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie de l'époque ne pouvaient plus, en 1848, constituer un tel parti et c'est ce qu'oublie Gramsci.

En effet, s'il montre comment le parti d'action (Mazzini, Garibaldi), en parole partisan d'un programme démocratique, fut au contraire l'instrument de Cavour et du roi de Sardaigne, réprima les soulèvements paysans en Sicile, il n'analyse pas les causes de cette incapacité

« de créer un groupe social véritablement progressiste, c'est-à-dire de faire vraiment avancer la société globale, non seulement en satisfaisant ses exigences de survie, mais encore en élargissant son appareil de direction en vue d'une constante et progressive conquête de nouvelles sphères d'activités écono-mico-politiques. »

Faute d'analyser en matérialiste les causes de cette impuissance, de cette incapacité, d'analyser les développements du capitalisme européen, il reste sur le terrain de la constatation.

« Le parti d'action ne pouvait pas, de par sa propre nature, exercer un tel pouvoir d'attraction, étant lui-même gagné et influencé par le climat de crainte (peur d'un terrorisme à la 1793, renforcée par les événements de 1848-49 en France) qui le faisait hésiter à introduire dans son programme certaines revendications populaires (comme la réforme agraire)... »

Cette explication n'en est pas une. Pourquoi est-ce qu'il ne pouvait pas ? Pourquoi sinon parce que 1848 marque la première révolution prolétarienne en Eu-

rope ? En refusant de répondre à cette question, Gramsci reste — pour le déplorer, a contrario de Croce — sur le même terrain que ce dernier. Cela l'amènera à placer la question du parti comme une question idéologique. Avec un programme net, l'hégémonie se serait réalisée dans les années 60 en Italie, on aurait pu faire une révolution active. Il faut donc travailler à réaliser « l'hégémonie », la « direction culturelle » de la classe ouvrière sur les autres couches sociales exploitées : telle sera la fonction de la diffusion de la « philosophie de la praxis » comme nous le verrons.

Il est typique de constater que le programme des rédacteurs de l'*Ordine Nuovo* qui intégrait la revendication de la terre aux paysans, considérait cette revendication comme beaucoup moins importante que la notion d'alliance politique entre ouvriers et paysans dont on ne voit pas le fondement, sinon la promesse du communisme et de ses bienfaits sur la base d'une analyse de ce qui est rationnellement nécessaire pour surmonter la crise de l'agriculture.

Ainsi Gramsci explique :

« Mais l'important ici, c'est de noter que le concept fondamental des communistes turinois n'a pas été la « formule magique » du démembrément des latifundia, mais celui de l'alliance politique entre ouvriers du Nord et paysans du Sud pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie... Cependant, nous étions partisans de cette formule tout à fait réaliste et nullement « magique » de la terre aux paysans ; mais nous voulions qu'elle s'insérait dans une action révolutionnaire globale des deux classes alliées sous la direction du prolétariat industriel. »

Ce que Macciochi traduira par le « dépassement des « revendications » même de base, en les intégrant dans une perspective générale anti-capitaliste ». (Pour Gramsci — page 133).

A cette méthode idéaliste, Gramsci restera fidèle à travers l'identification qu'il fait entre infrastructure et superstructure, entre politique et « philosophie », ce qui permet de faire de l'idée la force motrice du développement historique. Quoi qu'il en dise et malgré ses critiques à Croce, l'histoire, c'est l'histoire de la

conscience de soi de l'humanité. Avec un programme clair, le risorgimento se serait fait activement, etc. La force motrice du développement historique, ce n'est pas l'affrontement de classes sociales en chair et en os à un moment déterminé, de leurs intérêts de classe, mais c'est l'idée. Ce n'est plus l'idée de liberté de Croce, mais l'idée socialiste. Ne partant pas de l'analyse du capitalisme comme phénomène mondial, restant prisonnier du point de vue national italien et le transposant dans l'analyse qu'il fait de la révolution russe, il y voit en 1917 une « négation » du Capital, une « révolution contre le Capital », contre les lois de développement capitaliste, un produit de la libre volonté des hommes.

« L'idée socialiste » opposée au matérialisme historique

Combattant le fatalisme des opportunistes de la 2^e Internationale, Gramsci y oppose une conception idéaliste de la révolution, comme prise de conscience culturelle du prolétariat. « L'homme est surtout esprit, c'est-à-dire création historique et non nature », disait-il en 1916. Plus tard, il va voir dans le triomphe de la révolution russe une pure création de la volonté et c'est son célèbre article : « La révolution contre le Capital ».

Opposant les bolcheviks à Marx, il affirme :

« Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, celle qui est la continuation de la pensée idéaliste allemande et italienne, et qui avait été chez Marx, altérée par des scories positivistes et naturalistes. Et cette pensée reconnaît toujours comme plus grand facteur de l'histoire, non les faits économiques bruts, mais l'homme, mais les sociétés des hommes, ces hommes qui se rapprochent entre eux, se comprennent entre eux, développent à travers tous ces contacts (qui forment la civilisation) une volonté sociale, collective ; ces hommes qui comprennent les faits économiques et les jugent et les plient à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci se fasse l'élément mo-

teur de l'économie, l'élément formateur de la réalité objective qui vit, et bouge, et devient une sorte de matière tellurique en incandescence qui peut être canalisée là où il plaît à la volonté, et comme il plaît à la volonté. »

Voulant défendre la révolution russe contre ses détracteurs, Gramsci à partir d'un examen purement national de la Russie, va développer une conception volontariste qui fera de la propagande socialiste le moteur de l'histoire. L'histoire, ce n'est plus l'histoire de la lutte des classes réelles, c'est l'histoire de l'idée socialiste qui fait vivre en pensée les étapes d'un développement qui n'a pas eu lieu. La Russie, ce n'est pas le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, en Russie n'a pas commencé la révolution prolétarienne internationale, négation nécessaire de la guerre impérialiste mondiale, en Russie, la volonté sociale du peuple russe est la création de la propagande socialiste.

« La propagande socialiste a mis le peuple russe en contact avec les expériences des autres prolétariats. La propagande socialiste fait revivre dramatiquement, en un instant, l'histoire du prolétariat, ses luttes contre le capitalisme, la longue série des efforts qu'il lui reste à faire pour arriver à s'émanciper sur le plan des idées, des liens de la servilité qui le maintenaient jusqu'ici dans l'abjection ; pour devenir conscience nouvelle, témoin actuel d'un monde à venir. La propagande socialiste a créé la volonté sociale du peuple russe. Pourquoi ce peuple devrait-il attendre que l'histoire d'Angleterre se répète en Russie, qu'en Russie se forme une bourgeoisie, que la lutte des classes soit suscitée (sic !) afin que naîsse la conscience de classe et que survienne enfin la catastrophe du monde capitaliste ? Le peuple russe est passé par toutes ces expériences en pensée, même si ce n'est que par la pensée d'une minorité. Il a dépassé ces expériences. »

Avanti - 24 novembre 1917.

Face aux conceptions mécanistes, fatalistes des réformistes de la 2^e Internationale, Gramsci prend le contre-pied sur la base d'une position idéaliste. Ce sont

les hommes qui font l'histoire, dit-il, oubliant qu'ils ne la font pas dans n'importe quelles conditions ; ce qui compte c'est la volonté tenace de l'homme.

C'est cette conception qui fait que pour lui, le matérialisme historique ne peut en aucun cas être instrument de prévision ; c'est, tout au plus, un instrument d'analyse post-factum de ce qui s'est passé et aurait pu se passer autrement. Aussi le socialisme n'est-il pas une nécessité historique, mais une voie parmi d'autres. Pour lui, la croyance au déterminisme a eu cela de bon quelle a amené à la prise du pouvoir par Lénine, pour le reste on peut très exactement la comparer aux illusions religieuses qui, elles aussi, en leur temps, ont montré leur efficacité comme moteur de l'action.

« C'est pourquoi ils pensent que les canons du matérialisme historique ne sont valables que post-factum, afin d'étudier et de comprendre les événements du passé, et qu'ils ne doivent pas devenir une hypothèque sur le présent et sur l'avenir... Il n'existe pas que cette forme de culture qui aurait pu pourtant permettre à Trèves de... déduire que la croyance au « déterminisme » pourrait bien avoir eu elle aussi, la même efficacité, en Russie pour Lénine, ailleurs pour d'autres. »

Réagissant contre le mécanisme des opportunistes de la 2^e Internationale, Gramsci développe une conception idéaliste volontariste de la révolution prolétarienne.

« La science a subi une débâcle, ou, pour mieux dire, elle s'est limitée à s'acquitter de la seule tâche qui lui incombe ; et l'on a perdu la confiance aveugle que l'on avait dans ses déductions ; ce fut alors le crépuscule du mythe qu'elle avait puissamment contribué à susciter. Mais le prolétariat s'est rénové, aucune désillusion ne parvient à anéantir sa conviction, tout comme aucune gelée blanche ne peut détruire le brin d'herbe gorgé de sucs vitaux. Il a réfléchi sur ses propres forces et sur la quantité de force qui lui est nécessaire pour atteindre ses fins. Il s'est ennobli davantage en prenant conscience des difficultés toujours grandissan-

tes qu'il affronte maintenant et en acceptant les sacrifices toujours plus grands qu'il va devoir faire. Il s'est produit un processus d'intériorisation : le facteur de l'histoire est passé de l'extérieur à l'intérieur : à une période d'expansion succède toujours une période d'intensification, à la loi naturelle, au fatal cours des choses des pseudo savants s'est substituée la volonté tenace de l'homme. Le socialisme n'est pas mort, parce que, pour lui, ne sont pas morts les hommes de bonne volonté.»

(*La Città Futura*, 11 février 1917)

Les soviets, les comités d'usine et l'idéalisme de Gramsci

La révolution russe a ouvert la révolution mondiale dont le terrain immédiat est l'Europe. La vague révolutionnaire s'enfle en Italie et aboutira aux Conseils d'usine de Turin, aux occupations d'usine en avril et septembre 1920. Cette montée de la révolution prolétarienne se fait avec un PS gangrené d'opportunisme aux mains des bureaucrates réformistes parlementaires et des chefs syndicaux opportunistes.

En mai 1919, paraît le premier numéro de l'*Ordine Nuovo* qu'anime Gramsci et qui sera l'ardent propagandiste du Conseil d'usine présenté par lui comme l'organe élémentaire de l'Etat prolétarien. A ce moment-là, Gramsci va être amené à la rupture avec Tasca qui, d'une part maintient une politique « culturiste » et qui, d'autre part, veut subordonner les conseils ouvriers aux syndicats. Il est intéressant d'examiner comment plus d'un an après, Gramsci retrace cette lutte politique, car cela éclaire singulièrement la conception qu'il a de la révolution prolétarienne.

« Existe-t-il en Italie, sous forme d'une institution de la classe ouvrière, quelque chose qui puisse être comparé au Soviet, qui participe de sa nature ? Quelque chose qui nous autorise à affirmer : le Soviet est une forme universelle, ce n'est pas une institution russe, uniquement russe ; le Soviet est la forme à travers laquelle, partout où

se trouvent des prolétaires en lutte pour conquérir l'autonomie industrielle, la classe ouvrière manifeste sa volonté d'émancipation ; le Soviet est la forme d'auto-gouvernement des masses ouvrières ; ce qu'il faut se demander, c'est s'il existe ne serait-ce qu'un embryon, une velléité, une allusion, de gouvernement des Soviets en Italie, à Turin ?

« ... Oui, il existe en Italie, à Turin, un embryon de gouvernement ouvrier, un embryon de Soviet ; il s'agit du Comité d'Entreprise... Etudions l'usine capitaliste en tant que forme nécessaire de la classe ouvrière, en tant qu'organisme politique, en tant que territoire national de l'auto-gouvernement ouvrier. »

C'est d'une manière idéologique que Gramsci aborde la question des conseils d'usine. Définir l'usine comme le territoire national de l'auto-gouvernement ouvrier, c'est laisser de côté la question politique, la question du gouvernement, de l'Etat, c'est laisser de côté la question du parti, du combat politique pour le parti révolutionnaire. C'est disloquer la classe ouvrière qui n'est vraiment totalement une classe que lorsqu'elle s'organise, se centralise pour combattre pour le pouvoir. Il y a de multiples passages des textes de Gramsci où sa conception du conseil est profondément imprégnée des théories spontanéistes de Sorel, en particulier dans l'opposition qu'il fait entre salarié et producteur :

« Les syndicats professionnels, les Bourses du Travail, les fédérations de l'industrie, la Confédération générale du Travail, représentent le type d'organisation prolétarienne spécifique de la période de l'histoire dominée par le capital. En un certain sens, on peut soutenir que de telles organisations font partie intégrante de la société capitaliste et sont une fonction inhérente au régime de la propriété privée... La nature essentielle du syndicat est concurrentielle, elle n'est pas communiste... La dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs, mais non de celle des salariés, car ces derniers sont les

esclaves du capital. Le Conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation... Sa raison d'être est dans le travail, elle est dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire qu'il s'agit précisément de dépasser... Le Conseil d'usine est le modèle de l'Etat prolétarien.

(*L'Ordine Nuovo*, 11 octobre 1919)

Pour Gramsci, il y a discontinuité entre la constitution du prolétariat en classe à travers son combat contre le capital et l'Etat bourgeois pour sa défense comme classe de la société bourgeoise et sa constitution en classe dominante pour laquelle, selon lui, doivent naître des organisations qui, par « nature », seraient des organisations « communistes » qu'il oppose au syndicat comme organisation concurrentielle de la puissance bourgeoise. Ainsi, le conseil d'usine est-il, selon Gramsci, l'organe de la manifestation du prolétariat réalisant l'humanité, non plus du prolétariat antagonique de la bourgeoisie, qui se nie comme classe en se posant en classe dominante, mais l'organe du prolétariat comme « producteur » libre, c'est-à-dire sans détermination de classe, réalisant l'homme libre en faisant la preuve de ses capacités créatrices en se passant du contremaître, des « petits chefs » diraient nos modernes gauchistes.

La révolution, c'est la réalisation de l'homme qui s'est cherché depuis quelques millions d'années, de l'humanité consciente d'elle-même. Le conseil ouvrier, c'est pour Gramsci l'instrument de cette téléconomie. Puisque cette conscience de soi, ce « producteur », peut naître avant qu'aient disparu les classes sociales, avant que le prolétariat se soit dissout comme classe et que se soit instauré le communisme, la révolution est une révolution culturelle. Contrairement à Gramsci, il faut affirmer que l'administration des choses ne peut succéder au gouvernement des hommes que dans la destruction réelle et non pensée des classes sociales, que cette négation réelle, cette dissolution, nécessite un régime transitoire, la dictature d'une classe, du prolétariat qui écrase la bourgeoisie et par elle réunit les conditions matérielles de la maîtrise du processus de production.

Si on oppose, comme le fait Gramsci, organisations « concurrentielles » — syndicats —, et organisations « communistes » — conseils d'usine —, si les soviets ne se centralisent pas, s'ils ne deviennent pas l'organe politique de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, ils sombrent alors dans le regroupement idéologique disloqué de « libres producteurs » imaginaires. Nous avons, dans cette affirmation sur les organisations par nature communistes opposées abstrairement aux syndicats, dans ces restes de soréisme, les fondements d'une théorie de l'autogestion qui fera dire à Pierre Franck en 1968 que la Sorbonne était le « premier territoire socialiste libéré », pendant de la conception gramscienne du conseil d'usine comme « territoire national de l'auto-gouvernement ouvrier ».

Aussi le Conseil est-il la réalisation de l'idée de liberté prolétarienne, de l'autonomie du producteur comme revendication qualitative n'ayant rien à voir avec les revendications du salarié « esclave du capitaliste ». On voit très nettement ici, à partir de cette appréciation morale des conseils, de cette opposition métaphysique entre salarié et producteur, comment les tenants du néo-capitalisme et de l'autogestion ont pu s'appuyer sur les idées gauchistes de Gramsci qui, par ailleurs, ne pose pas la question du pouvoir. Gramsci et ses camarades ont fait une inlassable agitation pour les conseils d'usine, mais semblent ne pas avoir bien saisi ce dont il s'agissait.

Voulant se démarquer de l'accusation d'anarcho-syndicalisme que profèrent contre *L'Ordine Nuovo* les dirigeants réformistes, Gramsci expose une conception du conseil, qui devient non pas l'instrument de lutte contre le patronat, mais l'école, l'entreprise maféutique permettant à la classe d'accéder à la conscience de soi, qui est de la plus belle eau idéaliste.

De la « conscience communiste » à l'autogestion

Gramsci, à plusieurs reprises, fait allusion à une conscience « communiste » qu'il fait découler de la prise de conscience de soi du prolétaire dans l'atelier, etc.

Qu'est-ce que cette conscience de soi qui devient « communiste » ? S'agit-il de la conscience de soi qu'auraient les hommes dans la société communiste ? Mais précisément cette conscience ne peut exister que comme reflet des rapports humains qui s'établissent, elle ne peut pré-exister à la société communiste elle-même. Elle ne peut exister avant, ni dans la classe ouvrière, ni même dans le parti révolutionnaire qui n'est pas le modèle réduit et anticipateur du « communisme ».

L'emploi de cette expression a un sens précis, c'est que la révolution prolétarienne découle, selon Gramsci, de l'idée qu'elle est le produit de la révolution culturelle qu'il faut d'abord opérer parmi les masses. Et qu'est-ce que cette « conscience communiste », cette conception du monde selon Gramsci ? C'est la réflexion sur la pratique, sur le procès de production partant du poste de travail qui, contrairement à ce que dit Gramsci, est analysé par Marx comme négation de l'humanité, le proléttaire étant réduit à être le prolongement de la machine.

Un petit schéma est offert où, partant de l'atelier et par extension géographique, le prolétariat à travers l'organisation conseilliste, en arrive à cette fameuse conscience « communiste », à la conception de l'Etat.

« L'ouvrier ne peut se concevoir lui-même comme producteur que s'il se conçoit comme une partie indissociable de tout le système de travail qui se résume dans l'objet fabriqué, que s'il ressent, vivante en lui, l'unité de ce processus industriel qui exige la collaboration du manœuvre, de l'ouvrier qualifié, de l'employé d'administration, de l'ingénieur, du directeur technique. L'ouvrier peut se concevoir comme étant lui-même producteur si, après s'être inséré psychologiquement dans la production d'une usine déterminée (comme par exemple à Turin, celui d'une usine de construction automobile) et après s'être pensé lui-même en tant que moment nécessaire et indispensable d'un ensemble social qui produit des automobiles, il franchit une nouvelle étape et devient conscient de l'ensemble de l'activité turinoise de l'industrie automobile, et il conçoit alors Turin comme une unité de production caracté-

risée par l'automobile et il réalise qu'une grande partie de l'activité laborieuse turinoise n'existe que parce qu'existe et se développe l'industrie de l'automobile, et que, par conséquent, les travailleurs de ces multiples activités générales sont, eux aussi des producteurs de l'industrie de l'automobile, parce qu'ils sont les créateurs des conditions nécessaires et suffisantes pour que cette industrie existe. A partir de cette cellule : l'usine, considérée comme une unité, comme l'acte créateur d'un produit déterminé, l'ouvrier s'élève à la compréhension d'unités toujours plus vastes, jusqu'à la nation, qui est dans son ensemble un gigantesque appareil de production caractérisé par ses exportations, par la somme de richesses qu'elle échange contre une somme de richesses équivalentes confluant de tous les coins du monde, venant de tous ces autres gigantesques appareils de production dans lesquels se divise le monde. Alors l'ouvrier est vraiment un producteur, parce qu'il a pris conscience de sa fonction dans le processus productif, à tous ses degrés, depuis l'usine jusqu'à la nation puis au monde ; alors il sent ce qu'est la classe et il devient communiste, parce que, pour lui, la propriété privée n'est pas une fonction de la productivité ; et il devient révolutionnaire parce qu'il conçoit le capitaliste, le propriétaire privé comme un poids mort, comme un obstacle qu'il faut éliminer. Alors vraiment, il conçoit l'Etat... »

(*L'Ordine Nuovo*, 8 novembre 1919)

C'est précisément l'inverse qui est vrai. C'est dans la mesure où le prolétariat brise le cadre de l'entreprise et a fortiori celui du poste de travail qu'il prend conscience de lui en tant que classe, c'est par sa solidarité au-delà de la division du travail immédiate qu'il se hisse à la conscience politique.

Il est vrai qu'à la même époque ce schéma est, dans un autre article du 13 novembre 1919, contrebalancé par l'affirmation claire selon laquelle il faut prendre le pouvoir central sous peine que l'expropriation ne soit elle-même une illu-

sion, mais il serait faux de penser que Gramsci en tire toutes les conséquences, en particulier du point de vue de la lutte pour un parti révolutionnaire, ni même que ce soit l'axe de sa réflexion politique, l'éclairage de l'agitation, le cadre qu'il donne aux conseils. De ce point de vue, la lecture des articles de Gramsci, loin de révéler un quelconque «léninisme» montre, au contraire, une conception aux antipodes de «Que Faire?». Ce qui ressort clairement, c'est que la condition de l'ouvrier d'usine produit la «conscience communiste» à partir de l'atelier et ce n'est pas sans raison que Serrati soulève la question de la destruction du pouvoir d'Etat et que Bordiga demande s'il s'agit de s'emparer de l'usine ou du pouvoir. Pour Bordiga, il est faux de

«poser la question du pouvoir dans l'usine avant de poser la question du pouvoir politique central. Il est du devoir des communistes d'utiliser la tendance du prolétariat à s'emparer du contrôle de la production, en l'orientant contre l'objectif central, le pouvoir d'Etat du capitalisme.»

Or, à cette question Gramsci ne répond pas, pas plus qu'il ne répond à ce moment-là à la question du parti, d'un parti communiste que soulevait Bordiga depuis deux ans déjà et si Lénine approuve le texte d'avril 1920, «pour une rénovation du parti socialiste», il faut remarquer que ce texte ne reprend en rien les thèses ordinovistes sur les conseils ni la position de Gramsci sur l'unité du parti socialiste, y compris avec les réformistes. Ce texte est, en fait, un exposé des positions des abstentionnistes italiens de Bordiga qui, eux, à la différence de Gramsci, sont organisés en fraction, d'une manière indépendante. Ce n'est qu'en septembre 1920, à l'époque de l'occupation des usines, qu'il se prononce pour le parti «en tant que forme spécifique de la révolution prolétarienne» et clairement pour un nouveau parti, pour la scission, à la conférence d'Imola les 28 et 29 novembre 1920.

Pour Gramsci donc, les Conseils sont «un instrument d'éducation et par là de libération». La révolution n'est pas la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois et l'établissement de la dictature du prolétariat, c'est un processus de renversement de l'intérieur de la société bourgeoise à

partir des germes du pouvoir prolétarien à l'usine qui doit s'incorporer dans un pouvoir déjà existant. Le conseil est ainsi l'instrument de perversion de la société bourgeoise au sein de la société bourgeoise. Cette vision complètement réformiste, il l'affirme dans une réunion du P.S.I. de Turin où il explique :

« pour que la révolution, de simple fait psychologique et matériel, devienne un acte politique et ouvre une ère nouvelle, il était nécessaire qu'elle s'incorpore dans un pouvoir déjà existant. »

La révolution, c'est donc la conquête progressive de l'intérieur de la société bourgeoise, depuis l'atelier jusqu'à l'Etat qui est présenté comme l'ensemble de l'organisation de tous les ateliers, conquête fondée sur l'affirmation de soi du producteur, non pas contre le capital, comme il est question dans l'action syndicale, mais comme pure créativité. Les conseils selon Gramsci, ce sont les instruments qui pervertissent le pouvoir bourgeois de l'intérieur en révolutionnant les mentalités, en opérant une révolution culturelle démontrant la capacité de gestion de la classe ouvrière, mettant à bas les tabous de «l'incapacité prolétarienne».

Si l'on examine la manière dont Gramsci comprend le conseil d'usine par rapport aux syndicats et au parti, l'opposition fondamentale qu'il introduit entre les associations volontaires, parti, syndicat et le conseil comme représentation de toute la classe, couplée de l'affirmation selon laquelle les premiers sont des organismes valables lorsque la bourgeoisie a l'initiative, mais qu'aujourd'hui celle-ci ne l'ayant plus, ces organismes sont dépassés historiquement par le conseil qui devient l'organe de direction révolutionnaire du prolétariat, montre que toute sa pensée, son activité conduit à faire l'économie de la bataille et dans les syndicats et dans le parti socialiste pour un nouveau parti.

Il y a un lien profond entre le fait que Gramsci ne pose qu'en termes abstraits la question de l'Etat, du gouvernement, de la centralisation politique de la classe ouvrière, qu'il ne concçoit cette question qu'en termes très généraux, n'avancant rien, même sur le plan de la centralisation des conseils, de leur extension dans toute l'Italie, et son refus de poser la question du parti communiste jusqu'en

novembre 1920. Qu'il ait cru que le mouvement conseilliste, par lui-même, réglerait la question de la direction révolutionnaire, cela ne fait aucun doute.

Si, face à l'occupation des usines, il entrevoit la question de l'Etat, il en reste à un exposé purement propagandiste.

« A quoi servirait l'occupation des fabriques au sens que lui donnent les anarchistes, s'il n'y a pas — ou si l'on n'organise pas énergiquement — un centre politique économique (l'Etat ouvrier) qui unit une fabrique à l'autre, qui transforme les banques au bénéfice de la gestion ouvrière, qui brise, soit par des sanctions physiques, soit par le rationnement, le sabotage des contre-révolutionnaires ? Et comment les ouvriers pourraient-ils être en même temps à l'usine et dans la rue pour défendre leurs conquêtes, s'il n'y a pas une organisation de l'Etat pour discipliner une armée fidèle et bien répartie, prête à toutes les circonstances et à toutes les éventualités ? »

(*Avanti*, 2 septembre 1920)

Nous avons là un exposé purement négatif de la question. La société de transition a besoin d'une centralisation politique, ne serait-ce que pour l'organisation de la production, sans quoi ce serait la dislocation. La garantie des nouveaux rapports de propriété, qui n'a rien à voir avec la possession par les ouvriers de telle ou telle usine, etc., est assurée par la puissance politique de l'Etat ouvrier. Sans centralisation politique, les entreprises seront livrées à elles-mêmes, amenant à la dislocation par le libre jeu des lois du marché. Si on ne pose pas le problème en ces termes, on peut aller vers l'autogestion, la participation des ouvriers aux bénéfices de telle ou telle entreprise, en aucun cas vers le socialisme. Les expériences de ce type, réalisées pendant la guerre d'Espagne par exemple, sont très significatives : différenciation du prolétariat, chômage et incapacité de le résorber, etc.

La lutte de classe du prolétariat est une lutte politique

Gramsci se situe sur le terrain de l'entreprise, de l'usine, de l'autogestion en définitive, et non pas au plan politique,

au plan de la centralisation de la classe en tant que telle, ce qui poserait dans toute sa dimension la question du parti. Voulant combattre le trade-unionisme, il tombe dans le doctrinarisme qui reste au plan du vécu, du spontané de l'ouvrier dans l'usine, à son poste de travail.

Il pense que l'occupation des usines règlera la question de la direction.

« Mais à partir du moment où les ouvriers, au cours de leur lutte, occupent les usines et veulent continuer à produire, la position morale de la masse acquiert aussitôt une valeur et un aspect différents ; les chefs syndicaux ne peuvent plus diriger, les chefs syndicaux disparaissent dans l'immensité de la scène, la masse doit résoudre par elle-même, avec ses propres moyens, avec ses propres hommes, les problèmes de l'usine. »

(*Avanti*, 5 septembre 1920)

Contrairement à ce que dit Gramsci, la prise de conscience de la classe ouvrière se fait dans les cadres anciens.

La lutte de classe est une lutte politique, elle place au centre la question des partis, des directions. Le mouvement spontané, qui n'est pas la table rase à laquelle se réfère Gramsci, lequel intègre toute l'expérience passée de la classe ouvrière, renvoie à la question des partis, donc des directions politiques. C'est en se saisissant des vieux matériaux à leur disposition, ceux des vieilles directions syndicales, politiques, que les masses, les chargeant de leurs aspirations révolutionnaires, tentent de résoudre les tâches qui les confrontent. Tout mouvement des masses renforce, à une première étape, les organisations traditionnelles. Les masses ont besoin d'une direction politique qui ne peut surgir du conseil tel que l'envisage Gramsci. Il en fera, en septembre 1920 précisément, l'amère expérience. Contrairement à ce qu'il dit, les « chefs syndicaux » ont dirigé, ils ne sont pas disparus dans « l'immensité de la scène », mais sont parvenus au contraire à isoler les ordinovistes.

La question de l'Etat, du pouvoir n'est pas vraiment abordée. Ce qui l'intéresse, c'est cette « créativité » ouvrière dont il attend tout, en particulier la création ultérieure de l'Etat prolétarien.

« A la grève du zèle, succède l'occupation des usines métallurgi-

ques de tout le pays : les Conseils d'usine qui avaient été présentés aux masses en ébullition comme un hochet littéraire, comme un quelque chose de superflu, puisque le contrôle est contrôle... sur les produits ou n'est rien, les Conseils d'usine surgissent naturellement partout. Les ouvriers qui occupent les usines ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils doivent donc développer leur esprit d'initiative, d'objet industriel et discipliné, ils deviennent sujet responsable. Ils doivent se créer une personnalité collective, une âme collective, une volonté collective. Et voilà que l'expérience turinoise d'autogouvernement, d'initiative autonome, que les ouvriers turinois avaient commencée depuis un an et pour laquelle ils avaient dû mener une lutte gigantesque, voilà que cette expérience vient d'être réalisée à l'échelle nationale, pour la catégorie ouvrière qui, en Italie, comme dans tous les pays, est à l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et qui entraîne avec soi toutes les autres catégories industrielles.

(*Avanti*, 14 septembre 1921)

Le mouvement de Turin, les occupations d'usines dans la métallurgie ont posé dans leur développement le problème de leur organisation et centralisation comme base du pouvoir politique du prolétariat.

Mais, contrairement à ce que pense Gramsci, les conseils d'usine, s'ils peuvent être un point de départ pour la dictature du prolétariat, par eux-mêmes ne suffisent pas. Les parlements ouvriers rassemblant la classe ouvrière dans toutes ses composantes réalisent l'unité de front du prolétariat. C'est pourquoi la base de l'Etat ouvrier, ce sont les conseils de quartier, les conseils locaux, c'est-à-dire les soviets. Ils se posent par là comme organes politiques de la dictature de la classe ouvrière qui intègrent les conseils d'usines contrairement à la conception qu'en a Gramsci qui en fait un organe technique de gestion de l'usine.

Mais parce que les ordinovistes n'ont pas posé le problème des conseils comme problème politique, donc subordonné à la perspective de la prise du pouvoir d'Etat, de la destruction de l'Etat bourgeois, ils n'ont pas organisé de fraction communiste

nationale, et parce qu'ils baignaient dans les illusions spontanéistes, ils ont été désarmés lors des événements de septembre 1920, l'occupation des usines de la métallurgie.

Certes, ils ont évité la catastrophe et la provocation dans laquelle les dirigeants réformistes voulaient les faire tomber. Mais ce faisant, qu'ont-ils fait sinon reconnaître que leur organisation n'était aucunement prête à mener la classe ouvrière italienne à la victoire ? Ils ont combattu comme une « opposition » du PS, votant la motion Schiavello-Bucco qui réclamait l'extension nationale des conseils, mais n'avaient, faute d'une organisation, d'une fraction, aucun moyen pour en faire une réalité effective. Et si Gramsci, un an après, se félicite de la position des communistes turinois à l'époque, montrant comment ils avaient été sages de ne pas tomber dans la provocation qui aurait consisté à organiser le soulèvement armé à Turin, quel aveu d'impuissance dont les sources sont à rechercher précisément dans ce que ne dit pas Gramsci : à savoir la croyance que le conseil comme tel allait s'ériger comme direction révolutionnaire spontanée, balayant direction réformiste des partis et syndicats, rendant caduques ces organisations, qu'il n'y aurait pas besoin de parti pour mener cette lutte à bien. Et où a mené cette politique ? A une trahison dans un accord passé par les réformistes et le patronat qui institutionnalisait le « contrôle ouvrier » dans le cadre du maintien du capitalisme !

Un an plus tard, tirant les leçons du mouvement des conseils et des occupations d'usines, Gramsci attribue à l'*Ordine Nuovo* des vues claires sur la question du Parti que celle-ci était loin d'avoir manifestées, au contraire de ce qu'il dit. Alors qu'une vue claire de la situation eût nécessité l'organisation d'une fraction communiste préparant la scission, ce que ne fit pas l'*Ordine Nuovo* entre avril et septembre ; un an après, Gramsci tente de justifier son attitude politique qui l'a amené à l'isolement dans la seule ville de Turin. Ainsi, il écrit :

« Dès cette époque, ils (*les communistes de Turin*) estimaient qu'on ne peut créer un gouvernement révolutionnaire que dans la mesure où existe un parti révolutionnaire, organisé sur le plan national, capable de mener une action de masse

jusqu'à la réalisation de son objectif historiquement concret. »

Et il constate que les communistes de Turin avaient réussi à être complètement isolés par les dirigeants réformistes :

« La campagne perfide menée par les fonctionnaires syndicaux et les opportunistes serratins contre les communistes turinois après la grève du mois d'avril, avait porté ses fruits, spécialement dans le Piémont. Les Turinois ne pouvaient même plus entrer en contact avec les camarades de la région, on ne croyait plus un mot de ce qu'ils affirmaient, on leur demandait toujours s'ils étaient formellement mandatés par la direction du Parti, toute l'organisation créée par Turin pour la région s'était complètement effilochée. »

Mais il ne répond précisément pas à la question : qu'avaient fait les communistes de *Ordine Nuovo* pour construire une fraction nationale qui aurait empêché ou du moins aurait combattu pour empêcher une telle situation ? Ils n'avaient rien fait et ce précisément parce qu'ils pensaient que les conseils supplantaient dans l'absolu syndicats et partis, parce qu'ils pensaient que le problème du pouvoir prolétarien se poserait comme couronnement de la révolution spontanée, de la prise du « pouvoir » usine par usine, parce qu'ils pensaient que ne se posait pas la question du parti, la résolution d'avril 1920 demeurant purement formelle. D'ailleurs Gramsci est obligé de le reconnaître lui-même :

« Ce ne furent pas des journées faciles que celles de septembre 1920 ; en ces jours-là, nous avons acquis, un peu tard peut-être, la conviction nette et radicale que la scission était nécessaire. »

Mais il ne met pas en relation cette conviction tardive et la conception qu'il a du Conseil d'Usine et de la marche de la révolution, en particulier il se refuse à admettre clairement que l'*Ordine Nuovo* a montré la plus grande faiblesse dans l'agitation sur la question de la révolution, du pouvoir politique lui-même, pas plus qu'il ne revient sur le fait qu'en octobre 1920 encore, il se prononçait pour la rénovation du PS, la conquête de la majorité.

Premières années du PCI : bloc Bordiga-Gramsci

Il nous faut maintenant aborder le problème de l'activité politique de Gramsci dans le Parti communiste italien depuis sa fondation au Congrès de Livourne jusqu'à la fin 1926, époque à laquelle Gramsci sera emprisonné par les fascistes. Du point de vue du Parti communiste italien et de sa direction, il faut distinguer trois périodes :

Une période 1921-1923, où le parti est sous la direction incontestable de Bordiga,

Une période 1924-1926, où Gramsci contre Bordiga conquiert la direction du parti,

Une période intermédiaire 1923-1924.

L'histoire du Parti communiste italien ne saurait être conçue en dehors de l'histoire de l'Internationale communiste, de la révolution européenne et de ses développements. Les problèmes politiques auxquels se trouve confronté le PCI sont les problèmes de la révolution mondiale qui trouvent leur expression dans la lutte de l'IC et au sein de l'IC, et parmi lesquels les questions de l'URSS, du parti bolchevik et de la lutte qui s'y mène, ont une place centrale. De ce point de vue, il n'est pas possible de ne pas mettre en corrélation les développements de l'IC avec ceux du parti bolchevik, qui auront une influence déterminante sur le PCI. Qu'il s'agisse de la « bolchevisation » de l'IC, de la lutte contre le « trotskysme » et la première opposition de gauche, de l'opposition unifiée... toutes ces luttes trouvent leur réfraction au sein du PCI et façonnent la physionomie de ce parti et de sa direction, parce qu'ils sont les problèmes de la révolution mondiale.

C'est donc en partant de cette situation internationale de la lutte de classes mondiale, de ses flux et reflux qu'il faut juger des développements du PCI. Ces années décisives verront la prise du pouvoir par les fascistes en Italie, la consolidation du fascisme, verront en URSS l'accession de la bureaucratie au pouvoir, l'écrasement du prolétariat allemand par la faute de l'IC. Ce sera la mort de Lénine, ce sera le 5^e Congrès de l'IC, le 14^e Congrès du PCUS, la théorie du socialisme à pas de tortue, du socialisme dans un seul pays, en rupture avec toute la tradition communiste.

De 1921 à 1924, toute l'histoire du PCI a été marquée par une série de désaccords profonds avec l'IC, qui se résolvent dans la « bolchevisation » du PCI, son alignement sur la fraction stalinienne au 5^e Congrès de l'IC, puis la prise de direction du parti par la fraction Gramsci. Dès sa création, le PCI est dominé par les abstentionnistes de Bordiga, qui d'ailleurs, après la bataille du 2^e Congrès de l'IC, est revenu sur ses positions par rapport à la question des élections, et c'est comme une organisation gauchiste sectaire qu'il se développera jusqu'aux années 30, devenant l'instrument de la fraction stalinienne.

Si Gramsci et Bordiga ont été en désaccord sur la question des conseils, si Gramsci, depuis longtemps, est en désaccord avec la conception de Bordiga concernant le parti, fraction de gauche du PCI et fraction du centre — Gramsci-Togliatti — sont en accord contre les thèses des 3^e et 4^e Congrès de l'IC sur la question centrale qui se trouve posée en Europe aux partis communistes, à savoir la stratégie du Front Unique Ouvrier et ce qu'elle implique pour l'Italie : conquérir la majorité de la classe ouvrière italienne, engager des actions communes avec centristes et réformistes, etc. Qu'il s'agisse de Togliatti, Gramsci ou Bordiga, tous sont en désaccord avec l'IC, et au mieux, conçoivent le Front Unique comme Front Unique « à la base ». Les thèses du second Congrès du PCI tenu à Rome en 1922, élaborées par Terracini et Bordiga s'opposent à la stratégie du Front Unique, et seront combattues par Lunacharsky, Radek, Zinoviev et Trotsky. Tandis qu'à l'été 1921 se multiplient les actes de violence fascistes, la direction du PSI signe un pacte de non-agression avec les fascistes. Pendant les premiers mois de 1922, le PCI, hostile à toute unité avec les autres organisations ouvrières en appelle seul à la grève générale et à l'action directe contre le fascisme. C'est dans ce cadre que la grève générale décidée pour le 31 juillet 1922, sabotée par les dirigeants syndicaux de la CGIL fut écrasée par les contre-attaques fascistes.

Avec la marche sur Rome et la prise du pouvoir par les fascistes en octobre 1922 se déclenche une vague de répression contre l'ensemble du mouvement ouvrier, singulièrement contre le PCI qui, sous la direction de Bordiga, n'a absolument pas apprécié ce qu'était le fascisme,

permettant à celui-ci de porter les coups les plus sévères à la classe ouvrière. Jusqu'en 1926, la direction du PCI sous-estimera la signification du fascisme, et même Gramsci qui, le premier, a tenté d'analyser ce qu'il signifiait, n'y parviendra qu'en prison et n'en tirera les conséquences du point de vue de la lutte pour la défense du mouvement ouvrier et des libertés démocratiques qu'en 1928. Bordiga, quant à lui, en 1924, s'en tient à la formule selon laquelle « la contre-révolution bourgeoise est pour nous une preuve de l'inéluctabilité de la révolution ».

Après le Congrès de Rome, les divergences s'approfondissent entre le PCI et l'IC. Les communistes italiens refusent de participer au Front syndical, l'*Allianza del lavoro*, formée à l'initiative du syndicat des cheminots, dominé par les anarchosyndicalistes, et critiquent les négociations que mène Zinoviev avec le PSI en vue de la fusion. En octobre, le PSI expulse les réformistes de son sein et affirme son adhésion à la 3^e Internationale. C'est dans ces conditions qu'au 4^e Congrès de l'IC, les divergences se précisent sur la « nature du fascisme », le mot d'ordre du gouvernement des travailleurs, le problème de la fusion avec le PSI maximaliste.

Les faiblesses du PCI sont renforcées par la direction de l'IC elle-même. Zinoviev concentrant son offensive contre la social-démocratie, la définit comme « l'aile gauche de la bourgeoisie » et rvale le fascisme à un phénomène passager. Bordiga, quant à lui, refuse d'opérer des distinctions dans les formes de la réaction capitaliste, analysant le fascisme comme mouvement unitaire de la classe dominante parlant de convergence avec la social-démocratie, et affirmant que « le fascisme n'a introduit aucun élément nouveau dans la vie politique ou l'idéologie bourgeoise traditionnelle ».

Si les thèses de Radek inspirées vraisemblablement par Gramsci sur les dangers du fascisme italien obtiennent l'approbation du Congrès, la position de Gramsci restait fluctuante et c'est Tasca qui, au cours des années suivantes, allait développer de façon plus conséquente les intuitions de Gramsci sur la spécificité du fascisme.

C'est dans ces conditions que les autres divergences se précisent entre le PCI et l'IC, qu'il s'agisse du mot d'ordre de « gouvernement des travailleurs » avancé

par Zinoviev et que combattront Bordiga ou qu'il s'agisse de la fusion avec le PSI qui ne trouve de partisan dans la direction que Tasca. Trotsky tenta de persuader Gramsci de se séparer de Bordiga, en vain, ce qui amena Trotsky à lancer une violente attaque contre les positions du PCI.

« C'est le comble du désaccord entre le PCI et le mouvement ouvrier international, aller au-delà signifierait une rupture ouverte... Gramsci demande pour l'Italie le privilège de l'intransigeance. A propos du Front Uni, vous avez fait bloc avec la France et l'Espagne. Les autres ont maintenant reconnu qu'ils avaient tort, mais vous refusez de le reconnaître... Vous répétez la même erreur sur chaque problème... Nous proposons que vous acceptiez d'abord une adhésion collective (du PSI) et qu'ensuite, vous puissiez faire une sélection individuelle... Si vous n'avez pas le soutien des masses, vous ne pourrez pas continuer à avoir une existence légale. Votre insistance à limiter votre base vous conduira inévitablement à n'avoir plus de base du tout, et on vous considérera comme une secte. »

Finalement, l'Internationale communiste, le 24 novembre, sur cette question, envoie un ultimatum au PCI signé de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Radek, Boukharine, entraînant une fissure dans la majorité du PCI de Bordiga.

Alors que Bordiga est pour l'acceptation formelle et la non-application pratique, Gramsci craint qu'une telle attitude n'amène une remontée de la droite et Tasca, le seul en accord avec l'IC, à la direction du parti. Divergence minime, tactique, qui n'aura pas de conséquence puisque, malgré l'expulsion des réformistes, une majorité conduite par Nenni au sein du PSI se prononce contre la fusion.

Une année allait s'écouler pour que les positions se clarifient, une autre pour qu'une nouvelle direction se mette en place. Cela coïncide avec l'arrestation de Bordiga, l'anéantissement de l'ancienne direction par l'emprisonnement et l'exil, les coups portés par les fascistes au PCI qui ne compte plus au début de 1923 que 5 000 membres.

Tous les membres du futur « centre » de 1924 — Gramsci, Terracini, Togliatti, Scoccimano — continuent à soutenir Bordiga tout au long de l'année 1923, considérant que le danger principal dans le parti venait de Tasca qui pensait que la responsabilité de l'échec de la fusion avec les socialistes et les succès du fascisme incombaient en partie au PCI lui-même. Telle était l'opinion de Tasca et de l'ensemble de l'Internationale. Contre Tasca se renforce donc un bloc Gramsci-Bordiga qui n'était troublé que par les craintes du futur groupe du « centre » d'une rupture avec le Komintern.

Bordiga précise de plus en plus ses positions, voit dans les choix de l'IC pour l'Italie une liquidation du PCI, affirme que le Komintern dégénère, et que le PCI représente l'avant-garde de gauche de l'Internationale contre cette dégénérescence.

Le PCI et la question du fascisme, de la social démocratie, du Front unique

A l'opposé, Tasca se prononce pour les thèses de l'IC et, avec elle, engage les négociations pour la fusion du PCI avec la nouvelle minorité du PSI, conduite par Serrati. C'est sur l'opposition gauchiste à cette orientation que le futur « centre » de Gramsci bloque avec Bordiga.

Au cours des premières années d'existence du PCI, les divergences de Gramsci avec Bordiga ne portent pas sur les problèmes d'analyse d'ensemble, ni sur la stratégie mais plutôt sur l'absence de définition d'une ligne pour ce qui est de l'Italie, sa conception du parti et de ses relations avec les masses. C'est au nom d'une politique nationale que Gramsci est en désaccord avec la manière de voir de Bordiga en particulier, son intransigeance à l'égard de l'IC. Autant d'ailleurs cette divergence peut contenir les éléments d'un redressement du PCI, car Gramsci par l'analyse du fascisme veut définir une politique active, autant elle est ambiguë parce que parcellaire et ouvre la porte à l'opportunisme. Sur le fond, contre le Front Unique Ouvrier, ils sont d'accord. Gramsci reproche seulement à Bordiga de se situer du point de

vue d'une minorité internationale, alors qu'il faut se situer d'un point de vue d'une « majorité nationale » dit-il. C'est pourquoi Gramsci est prêt à s'aligner sur l'IC bien qu'en désaccord. La divergence va porter sur l'immobilisme auquel entraîne la position de Bordiga, dans laquelle Gramsci voit un prolongement du maximalisme du PSI. C'est dans ces conditions que se constitue le nouveau centre dirigeant.

En mai 1924, se tient la Conférence consultative de Côme, quelque temps après le retour de Gramsci de Vienne. Trois groupes se forment : une gauche : Bordiga, Grieco, Fortichiaro et Reposi, un centre : Gennari, Léonetti, Ravera, Scocimarro et Togliatti, une droite : Tasca, Vota et Berti.

Si le centre avait un léger avantage sur la droite au Comité central, la gauche était incomparablement plus forte que les deux autres fractions réunies dans le parti pris dans sa totalité. La « droite » dans ses thèses, critiquait en bloc la direction du PCI et son orientation depuis le Congrès de Livourne, et si elle se félicitait de la formation du nouveau centre, elle ne l'en tenait pas moins pour responsable de la ligne élaborée en commun avec la gauche. Cette « droite » restait dans la ligne du 4^e Congrès de l'IC qui était d'ailleurs en train d'être révisée à l'occasion de la campagne contre le trotskysme. Les thèses du centre, élaborées par Togliatti en l'absence de Gramsci encore à Vienne, mais approuvées par lui à son retour en Italie, soutenaient que l'ancienne direction avait eu raison de lutter contre la minorité (Tasca) mais avait eu tort de s'opposer à la ligne du 4^e Congrès de l'IC. Elles acceptaient une interprétation limitée du Front Unique Ouvrier, et comme devait le faire Zinoviev au 5^e Congrès de l'IC, définissait la social-démocratie comme « l'aile gauche du fascisme ». Si elles acceptaient le mot d'ordre de « Gouvernement des travailleurs », elles affirmaient qu'il n'y aurait pas de phase de transition entre fascisme et dictature du prolétariat, et que l'existence de la dictature fasciste ouvrirait une période de révolution en « permanence » comprise comme posant la question immédiate sans transition de la dictature du prolétariat. La gauche bordigiste, quant à elle, se contentait d'affirmer la validité des thèses de Rome et de l'ensemble de la politique du parti depuis

Livourne, mettait en garde contre les dangers de la politique du « Front Unique », et dénonçait les faux espoirs de l'IC dans le PSI.

Le facteur essentiel dans le changement de direction du PCI qui vit l'installation du groupe du centre à la tête du parti tient aux prises de position vis-à-vis de l'IC elle-même. Bordiga pense que seul un changement dans la ligne du Komintern permettrait de nouveau à la gauche de participer à la direction du parti. Tasca se rapproche du centre, tandis que l'Internationale, à la suite de l'écrasement de l'Octobre allemand, va nier l'évidence pour dégager sa responsabilité et prendre un cours ultra-gauche qui recoupera la position fondamentale du Parti italien.

Pendant deux ans, Gramsci va se trouver à la tête du parti italien, dans une période transitoire pour l'IC dans laquelle les événements, la bataille politique qui se déroulait en même temps en URSS même, vont devenir le facteur déterminant. Le virage tactique à gauche du V^e Congrès de l'IC va recouper le gauchisme foncier du PCI. Les zigzags centristes de l'IC qui opère au printemps 1925 un nouveau virage à droite et parle de stabilisation du capitalisme n'entraîneront aucun changement dans la ligne du PCI qui bloquera au plan international avec la fraction stalinienne tout en poursuivant sa politique ultra-gauche.

Le virage « gauchiste » de l'IC au V^e Congrès correspondait aux besoins politiques de la troïka et de la bureaucratie stalinienne naissante qui, dès la fin 23, avait engagé une lutte contre le trotskysme. Il s'agissait d'empêcher que l'opposition en URSS ne gagne des positions dans l'Internationale. Et on aboutit à la situation paradoxale que le V^e Congrès — contre le trotskysme, contre l'opposition de gauche — qui reflète le cours droitier de la bureaucratie de l'URSS, adopte les positions qui avaient longtemps été celles de Bordiga : front unique à la base, définition de la social-démocratie comme composante du fascisme dans une ligne qui préfigure la troisième période. C'est Bordiga, candidat évident à la direction d'une fraction de gauche internationale, qui présente le rapport du Congrès sur le fascisme. Togliatti allant plus loin encore, définit la social-démocratie comme l'aile gauche du fascisme

et Zinoviev résume le Congrès dans cette affirmation :

« Les sociaux-démocrates, aile droite du mouvement ouvrier, sont dans une phase de transition, et de plus en plus ils deviennent l'aile gauche de la bourgeoisie, et en certains endroits ils s'avèrent être une composante du fascisme. C'est pourquoi il est erroné historiquement de parler de la victoire du fascisme sur la social-démocratie. Le fascisme et la social-démocratie (au moins en ce qui concerne ses dirigeants) sont les mains droite et gauche du capitalisme moderne... Tout ce que font Mussolini et Poincaré d'un côté, ou Mac Donald et Herriot de l'autre, favorise la révolution prolétarienne. Qu'ils choisissent la voie de la démocratie ou celle du fascisme a peu d'importance. Tous ne font qu'apporter de l'eau au moulin de la révolution prolétarienne. »

C'était très exactement la position de Bordiga qui, cependant, préfère rester dans l'opposition au sein du PCI, et c'est ainsi que la commission spéciale mise en place à la fin du Congrès pour désigner un nouveau Comité central et un nouvel exécutif aboutit à placer les « centristes » de Gramsci à la tête du parti italien.

Gramsci soutient la politique de Staline-Boukharine, critique les méthodes bureaucratiques

Quelle fut l'attitude de Gramsci ? La première chose à remarquer, c'est que lors de son séjour en URSS, pendant un an, il apparaît que Gramsci s'était là peu intéressé à ce qui s'y développait. En février 1924, il affirme ne pas croire à un tournant à gauche de l'IC — et effectivement le V^e Congrès n'est qu'une couverture gauchiste d'une politique fondamentalement droitière — pas plus, disait-il, qu'il n'avait cru un an auparavant à un glissement à droite. Il pense que la discussion sur droite ou gauche en Allemagne est du byzantinisme et affirme que

Trotsky s'est laissé abuser en croyant à la possibilité de la révolution en Octobre 1923. Parallèlement, à l'époque, il sympathisait avec la gauche du parti russe, mais cela ne l'empêchera nullement de s'aligner sur les divers groupes dirigeants, c'est-à-dire la fraction stalinienne.

Ainsi, il analyse la lutte que mène la première opposition :

« La récente polémique née en Russie fait apparaître que Trotsky, et l'opposition en général, étant donnée l'absence prolongée de Lénine de la direction du parti, sont très préoccupés par un retour à l'ancienne mentalité, qui serait néfaste à la révolution. Ils demandent que l'élément ouvrier intervienne plus dans la vie du parti, et une diminution des pouvoirs de la bureaucratie. Au fond, ils veulent assurer à la révolution son caractère socialiste démocratique, enveloppe d'un capitalisme en développement, qui était le programme de Zinoviev et compagnie en novembre 1917. » (9 février 1924.)

Mais contradictoirement, il s'alignera sur la troïka au nom de la lutte contre le fractionnement, disant que l'opposition avait un caractère objectivement « contre-révolutionnaire », car « le manque d'unité dans le Parti, dans un pays où il y a un seul Parti, divise l'Etat ». Le provincialisme de Gramsci se manifeste ici et va se coupler avec les problèmes du parti italien, la lutte contre les fractions, contre Bordiga.

Au nom de la lutte contre Bordiga, de la construction d'un parti italien, il fait de la réconciliation disciplinaire avec l'IC une question centrale. Avoir la paix avec l'IC, tel est son problème. Il s'agit pour lui, d'abord et avant tout, d'avoir les mains libres en Italie. Cette position fondamentale sur la question de l'Internationale au plan tactique dans les relations qu'il entretient avec l'IC correspond très exactement à ce qu'il pense sur le fond : la Russie, c'est une chose, l'Italie une autre. Dès lors, il s'agira que l'Internationale ne vienne pas trop peser sur le parti italien, lui mettre des bâtons dans les roues. Pour lui, la révolution mondiale en tant que processus unique différencié, produit d'une situation objective qu'est l'impérialisme, qui demande donc l'élaboration d'une stratégie mondiale n'a

pas de réalité. Il y a la Russie et les pays arriérés d'une part, il y a l'Italie et les pays capitalistes avancés d'autre part. Parce que pour lui toute révolution est d'abord et avant tout révolution culturelle matérialisée dans une alliance intellectuelle sous la direction du prolétariat et des classes moyennes assurant « l'hégémonie », il est prêt à toutes les concessions droitières. Ainsi cet ultra-gauche se retrouve paradoxalement en accord avec les droitières sur la question de la paysannerie et, en 1926, il fera bloc politiquement avec Staline-Boukharine sur la question des koulaks.

L'alignement sur l'IC fut facilité par le tournant tactique ultra-gauche, mais sur le fond il correspond à une vue nationale de la lutte des classes. Gramsci, dans des contradictions formelles importantes qui reflètent ses écrits, est en train de chercher une voie « italienne » pour la révolution qui, dans une présentation gauchiste, reprendra ses grands thèmes des années 20 : révolution idéologique d'abord.

Les luttes internes du parti russe étaient très peu discutées dans le PCI et Gramsci, à la conférence de Côme, se prononça avec le centre pour le soutien à Staline, comparant en particulier Trotsky et Bordiga sous l'angle de leurs positions sur la discipline du parti. Se désintéressant des luttes internes dans le parti russe, de la signification politique internationale qu'elles avaient, Gramsci, au nom du combat contre Bordiga, s'alignera sur la fraction stalinienne. Attaquant les thèses de Trotsky sur les « Perspectives sur le développement mondial » où Trotsky analysait les nouveaux rapports entre les USA et l'Europe, Gramsci accuse Trotsky de liquider toute perspective révolutionnaire et lui fait très précisément le reproche de positions qui sont celles de Staline, sur lequel, par ailleurs, il s'aligne, sur cette question comme sur la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Au nom de la lutte contre le fractionnisme, contre Bordiga, Gramsci marchera avec la direction « bolchevisée » de l'IC, bien qu'il n'acceptera jamais les amalgames de Zinoviev définissant les oppositions de gauche et de droite comme « un opportuniste de droite ».

Pendant toute l'année 1925, alors que s'intensifiait la dictature fasciste, le PCI réaffirmait son point de vue de l'identité du fascisme et de la social-démocratie,

même s'il se mit à considérer le fascisme comme l'expression des intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble. C'est dans ces conditions que refusant le front unique, Gramsci et le centre, sombrant un peu plus dans le gauchisme, firent campagne pour les « Conseils ouvriers et paysans » et insistèrent sur la nécessité de « mettre à l'ordre du jour... la préparation de l'insurrection ». Cette politique continuera toute l'année et jusqu'en 1926 où le PCI résista bientôt aux directives du Komintern lui demandant de mener une politique de front unique. Cependant, la situation objective aidant et s'imposant, le PCI allait être amené à élaborer une nouvelle conception qui sera exprimée au Congrès de Lyon et dans l'article de Gramsci sur la question méridionale : pour Gramsci, le fascisme avait unifié la classe bourgeoise avec succès, mais son incapacité à résoudre les contradictions économiques tendraient à dégager les paysans du Sud, les couches moyennes, et il fallait donc revoir la manière de poser le problème de l'alliance des ouvriers et paysans, alliance qui sera conçue d'une manière idéologique et sur la base de concessions à la bourgeoisie.

Le Congrès de Lyon, Congrès de la naissance du PCI selon les staliniens, vit la défaite de la gauche bordigiste et le triomphe de Gramsci et du centre, qui affirmaient que la bolchevisation était la véritable construction d'un parti communiste et que l'opposition à la bolchevisation relevait du provincialisme. Si les thèses affirmaient la nécessité de l'alliance ouvriers et paysans, elles continuaient à définir la social-démocratie comme partie de la chaîne bourgeoise allant jusqu'au fascisme et redéfinissaient le front unique comme front unique à la base, moyen de démasquer les réformistes.

Pendant l'été 1926, l'opposition de gauche unifiée subit une grave défaite. Si Gramsci, sur l'analyse de ce qui se passe en URSS, se range du côté de Staline-Boukharine, il sera cependant amené à rompre avec le silence qui avait été le sien jusqu'alors et à envoyer une lettre à la direction du PC d'URSS protestant contre les méthodes bureaucratiques employées contre l'opposition.

Ainsi, il déclare, reprenant les arguments boukhariniens :

« Il est inévitable qu'il y ait des différences dans la classe paysanne, et qu'il y ait des paysans riches

et des paysans moins riches ; mais le simple fait que les premiers resteront toujours une petite minorité signifie que leurs intérêts se heurteront à ceux de la masse des paysans et des journaliers ; leur influence politique ne pourra donc pas devenir dangereuse, puisque l'alliance entre les paysans pauvres et les ouvriers en sera de ce fait renforcée. »

Mais s'il pensait que l'opposition unifiée mettait en danger l'alliance ouvriers et paysans et se rendait coupable de fractionnement, il exprimait dans cette même lettre ses craintes sur le bureaucratisme et, en termes mesurés, demandant des comptes sur les méthodes employées contre l'opposition.

« L'unité et la discipline ne peuvent pas être coercitives ; elles doivent être loyales et résulter d'une conviction ; ni ne doivent ressembler à un bataillon ennemi emprisonné ou assiégié, cherchant tout le temps à s'échapper ou à effectuer une contre-attaque inattendue. »

Togliatti ne transmettra pas cette lettre, et dans une seconde lettre, Gramsci

critiquera vertement les raisons avancées par celui-ci pour ne pas l'avoir fait, raisons qu'il juge « viciées par le bureaucratisme ». De cela, Togliatti et Staline se souviendront comme ils se souviendront de la dernière bagarre que tentera d'engager Gramsci en prison où contre le cours ultra-gauche « troisième période », tirant sur un plan partiel les leçons des erreurs ultra-gauchistes sur la question du fascisme, il définira une politique visant à combattre pour la réalisation du front unique, pour la défense des libertés démocratiques, le mot d'ordre d'Assemblée Constituante, rejoignant de son propre côté et dans les pires conditions les analyses que faisait Trotsky en 1930 sur les perspectives italiennes. Il ne faut d'ailleurs pas surestimer la portée d'une telle convergence quant à l'appréciation politique qu'on peut porter sur Gramsci. Sa méthode de pensée n'en est pas changée pour autant. Par contre, une telle prise de position, sa solidarité affirmée avec les trois exclus de la direction par la fraction Togliatti-Staline, témoignent contre toute l'historiographie stalinienne et on peut dire que s'il n'avait pas été en prison, il eût été exclu s'il ne l'a pas été secrètement.

(à suivre)

César CORTE.
Avril 1976.

SOMMAIRE

L'agonie de la V ^e République, par Stéphane Just	1
Du « Ne signez pas » au mouvement des instituteurs de la Seine-Saint-Denis de mai-juin 1976, par César Corte	18
Le Comité central de l'OCI des 4, 5 et 6 septembre, par Marc Lacaze	48
Objectif-subjectif, par S. Just	70
Italie : crise politique, crise de l'Etat, crise révolutionnaire, par Robert Clément	88
L'idéalisme de Gramsci, par César Corte (1 ^{re} partie)	123



Prix du numéro : 8 F

Commission paritaire n° 51 695